

RAÚL CASTRO

UN HOMME EN RÉVOLUTION

Nikolaï S. Leonov

Editorial Capitán San Luis

La Havane (Cuba), 2015

Titre original :

РаульКастро: БиографияПродолжается...

Traduction de l'espagnol (Cuba) :

Jacques-François Bonaldi

Remerciements

J'adresse mes plus sincères remerciements à cinq personnes qui ont accompagné Raúl Castro tout au long de sa lutte révolutionnaire, puis dans la construction du nouveau modèle socio-économique à Cuba, et qui, s'armant de patience, n'ont pas lésiné sur leur temps pour me transmettre leurs connaissances de l'histoire : José Ramón Machado Ventura, les généraux de corps d'armée Abelardo Colomé Ibarra et Álvaro López Miera, le général de division (r) José Ramón Fernández Álvarez et Asela de los Santos Tamayo, et qui m'ont aussi, tout comme Marino Murillo Jorge, expliqué l'idée du socialisme prospère et durable qui se met en place avec succès sur l'île de la Liberté.

Je remercie de tout cœur mes collègues cubains dont les conseils et les recommandations m'ont beaucoup aidé durant la rédaction de cet ouvrage : Martha Verónica Álvarez Mola, Temis Tasende Dubois, Tubal Páez Hernández, et, tout particulièrement, Jorge Martín Blandino. Ainsi que les journalistes Yaima Puig Meneses et Leticia Martínez Hernández.

Je ne saurais manquer de remercier le personnel des archives du Comité central du Parti communiste de Cuba qui a toujours répondu sans retard et avec beaucoup de professionnalisme à mes demandes de recherche en tant que vrais combattants du « front invisible » : Elsa Peña López, Nayda Martínez Ríos, Sabrina García Clavijo, Elena Maritza Toirac Pérez, Ariel Bodes Bas, Mario Popa Brizuela, Máximo Videaux Lamouth et Geovani Fernández Nevot.

L'histoire d'une amitié

Année 1953. Staline, un des grands leaders politiques du XX^e siècle, vient de décéder. Les nouveaux dirigeants de l'Union soviétique espèrent que la glace de la « guerre froide » va fondre et que les contacts avec le monde occidental s'amélioreront.

Pour garantir les rencontres prévisibles avec les dirigeants de ces pays, il faut des interprètes qualifiés, si bien que le gouvernement décide de choisir trois candidats de l'Institut public des relations internationales, à Moscou, pour perfectionner leur maîtrise dans chacune des cinq langues étrangères fondamentales : anglais, français, allemand, chinois et espagnol. Soit quinze personnes qui seront envoyées dans les universités des pays correspondants. Faisant partie des « heureux élus », je dois me rendre au Mexique, l'une des rares nations hispanophones à maintenir des relations diplomatiques avec l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).

L'un des traits saillants de Staline, c'était son horreur des avions qu'il n'employait qu'en dernier recours, comme lorsqu'il dut assister à la Conférence de Téhéran en 1943 ; et encore ne le fit-il qu'entre Bakou et la capitale iranienne. Comme, à l'époque, les coutumes du leader s'imposaient, les fonctionnaires publics ne se déplaçaient que par terre ou par mer.

Au printemps de 1953, on m'indique donc mon itinéraire : en train jusqu'à Gênes, en bateau (le 5 mai) jusqu'à Veracruz (Mexique), et enfin en train jusqu'à Mexico. Durée totale du voyage : un mois et demi ! Un itinéraire absurde, bien entendu, même si le destin me réservait une surprise qui aurait un sens très spécial pour moi.

En effet, au terme d'un séjour de trois mois en Europe, trois Latino-Américains se rendaient à La Havane : ils avaient participé comme délégués à plusieurs réunions internationales d'organisations démocratiques de la jeunesse, concrètement la Conférence internationale sur les droits de la jeunesse et la réunion préparatoire du Festival mondial de la jeunesse et des étudiants qui devait se tenir à Bucarest. Raúl Castro, un Cubain, représentait la jeunesse de son pays, tandis que Bernardo Lemus Mendoza et Ricardo Ramírez de León représentaient les étudiants du Guatemala, où il existait alors un gouvernement progressiste et élu démocratiquement que présidait Jacobo Arbenz.

Leur intention était d'embarquer sur le transatlantique français, l'*Île de France*, dont c'était le voyage inaugural jusqu'en Amérique latine, mais une grève de dockers ayant empêché l'appareillage du navire, ils avaient dû chercher une autre solution. La plus pratique pour eux avait été de se rendre à Gênes pour s'embarquer à bord de l'*Andrea Gritti* le 5 mai 1953.

Et c'est ainsi que, l'absurdité et le hasard se conjuguant, je me retrouve voisin de cabine de ce trio jovial, inquiet et allègre de Latino-Américains.

Les fonctionnaires du département Cadres au ministère des Affaires étrangères m'ont, avant mon départ, brossé un tableau redoutable des dangers que représentaient les contacts avec des étrangers, mais ils ont oublié de m'instruire si peu que ce soit du comportement et de la morale que doit avoir un citoyen soviétique dans un environnement tout à fait inconnu pour lui.

Je porte un lourd costume de laine bleu foncé, bien que je me dirige vers des régions sous-tropicales et tropicales. Pour me reposer sur le pont, on m'a remis un pyjama de soie rayé que, partout dans le monde, on n'utilise que dans une chambre. Dans la doublure de ma veste, je dissimule mille dollars « au cas où ». Je n'ai pas le droit d'ingérer de boissons alcooliques, de me faire prendre en photos aux côtés d'étrangers et d'admettre que je suis membre du Parti communiste ou du komsomol, autrement dit des jeunesses communistes.

La liste des prohibitions est plus longue que les dix commandements de la Bible. Mais on a tout simplement oublié de me vacciner contre la variole et de me délivrer le certificat correspondant. On ne n'a pas plus expliqué la valeur réelle du dollar, de la lire italienne et d'autres questions dont le citoyen soviétique lambda n'a pas la moindre notion.

Un long voyage m'attend car il est prévu que le navire fasse escale en Espagne, au Portugal et en Amérique latine. De toute façon, il m'est interdit de descendre à terre dans des pays avec lesquels l'URSS n'a pas de relations diplomatiques.

Frais émoulu de l'école des relations internationales, vingt-quatre ans à peine, sans encore beaucoup de barbe au menton, j'éprouve une certaine crainte de la solitude et de l'isolement qui m'attendent. Ce sont donc le bon sens et le simple besoin de contacts humains qui m'attirent vers ce petit groupe de sympathiques Latino-Américains. Ils ont mon âge, ils parlent une langue que j'ai étudiée pendant cinq ans, ils sont simples dans leurs rapports entre eux et avec ceux qui les entourent.

L'un d'eux attire surtout mon attention : alors que les autres batifolent dans la petite piscine du navire, lui lit un livre, avec beaucoup d'intérêt, semble-t-il. Je profite d'un moment où il l'a laissé sur une petite table pour en lire le titre. Étonnant : une traduction espagnole de *Poème pédagogique*, d'Anton Makarenko, une œuvre que je connais bien ! « Ça alors, on doit avoir des affinités spirituelles... », pensé-je avec joie.

Remisant prohibitions et doutes, je décide d'engager la conversation, je fais allusion au livre en question et je me présente. Il me répond : « Raúl Castro, je suis en deuxième année à la fac de droit de l'Université de La Havane. »

C'est le premier étranger auquel je parle à cœur ouvert. Lui est si sincère et affectueux que je lui rends la pareille. Quand ses compagnons de voyage nous rejoignent, nous parlons avec entrain des choses de nos pays, des problèmes de la jeunesse dans le monde, du travail, de nos études et d'un tas d'autres points. Nos vues sont si proches qu'il s'étonne de m'entendre répondre non quand il me demande si je suis membre du parti communiste. Je le suis, bien entendu, mais je n'ai pas droit de le dire ; d'ailleurs, je ne mens qu'à moitié, puisque je suis au komsomol léniniste...

Au bout d'une heure, c'est comme si nous nous connaissions depuis toujours ; au bout de la journée, nous sommes devenus des amis qui ne se sépareront plus jusqu'à la fin du long voyage. Notre quatuor s'avère partager des vues, des objectifs et des projets d'une manière si vitale que chacun les maintiendra sa vie durant.

Curieusement, le premier à disparaître fut le plus jeune d'entre nous : Bernardo Lemus. Reconnu comme un bon économiste dans son pays, le Guatemala, il défendit courageusement les intérêts des ouvriers et des paysans. Ses écrits dans la presse, qui critiquaient la politique des États-Unis et celle du gouvernement lui valurent la haine de l'oligarchie locale et des élites militaires qui avaient imposé une dictature féroce dans cette nation centraméricaine. Il fut lâchement assassiné dans la rue, le 29 janvier 1981, par des membres de l'organisation paramilitaire *Mano Blanca* au service du gouvernement.

Son ami inséparable, Ricardo Ramírez, dirigea dès sa fondation l'Armée guérillera des pauvres, colonne vertébrale des forces insurrectionnelles unies qui obligèrent le régime à accepter des négociations de paix et un règlement politique à la guerre civile en cours au Guatemala : c'est lui qui, au nom de l'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque (UNRG), signa avec le gouvernement, en 1996, le pacte visant à instaurer une paix solide et durable.

Toutes les organisations guérilleras et clandestines furent légalisées et eurent le droit de mener une vie politique au grand jour. Ricardo Ramírez, dont l'alias de son époque de guérillero était *Comandante Rolando*, devint le secrétaire général du parti politique de gauche tout récemment créé, mais il mourut presque aussitôt en 1998, à l'âge de soixante-neuf ans.

Il maintint des relations étroites avec Raúl Castro jusqu'à ses derniers instants et se rendait fréquemment à Cuba. Nous avons coïncidé deux ou trois fois à La Havane, et nous avons des échanges à trois sur des thèmes intéressants.

Mais, en 1953, nous n'imaginons pas notre avenir, nous vivons et nous espérons que tout ira bien. Notre navire fait une escale à Livourne pour embarquer du marbre destiné aux villas de riches Latino-Américains. Raúl et les deux autres descendent pour visiter la ville. Moi, je n'ose pas : j'ai toujours dans l'oreille l'implacable « Pas question » dont on m'a instruit avant mon départ.

À Naples, de nombreux émigrants italiens montent à bord à destination du Venezuela. L'Europe de l'après-guerre n'est pas un endroit très agréable à vivre et les gens traversent l'Atlantique en quête de mieux. Les pleurs des familles qui se séparent, peut-être pour toujours, nous rappellent la dureté du monde capitaliste qui n'est pas le paradis pour tous ni partout.

L'*Andrea Gritti* est un modeste navire mixte, et les émigrants sont installés dans les soutes où il fait sombre et où il règne une chaleur insupportable, si bien qu'ils passent le gros de leur temps sur le pont. Déjà nostalgiques de la patrie qu'ils laissent derrière eux, ils organisent très vite un petit orchestre qui joue des airs napolitains que les dauphins semblent apprécier, à en croire les bancs qui nous escortent à bâbord et à tribord. Ils installent même sur le pont un « salon de coiffure » où un pittoresque barbier rase et coupe les cheveux pour quelques centimes...

Raúl et ses amis, eux, abandonnent souvent notre pauvre « première classe » pour bavarder longuement avec les Italiens qui n'ont pas le droit de « passer la frontière » et de monter nous voir.

Impossible de dissimuler nos passions sociales. Nous demandons tous les quatre à voir la salle des machines où nous nous sommes à l'étroit : grondement du moteur, odeur d'huile brûlée, apparition et disparition, telles des silhouettes, des marins couverts de cambouis que nous traitons bien entendu comme des frères de classe. Le capitaine et son adjoint chargé des contacts avec les passagers sont à nos yeux de purs vestiges du fascisme pour avoir servi sur la flotte marchande de Mussolini.

Eux, et les passagers de première classe, nous voient de leur côté comme de redoutables carbonari¹, des semeurs de désordre, et on les comprend : nous aimons barboter dans la piscine, nous applaudissons très fort les chanteurs dont les voix montent depuis l'espace des émigrants, nous faisons du bruit en jouant au ping-pong...

Le soir, Raúl et moi, nous jouons aux échecs. Pour ne pas déranger les voisins, nous nous installons par terre, dans le couloir, si bien que les autres passagers de première classe doivent nous enjamber. L'adjoint du capitaine propose d'organiser un tournoi d'échecs dans la salle à manger entre les « blancs » et les « rouges » qui l'emportent largement, trois à zéro, ce qui a le don d'irriter encore plus nos « ennemis ».

En tout cas, les modestes passagers sont très attirés par mes amis latino-américains. Ainsi, Ricardo Ramírez a de longues conversations avec une jeune Espagnole, frais émoulue de l'école normale, qui part travailler aux Canaries. Bernardo Lemus, lui, et d'autres, s'efforcent de rassurer une Italienne qui s'est mariée par correspondance avec un compatriote travaillant au Venezuela et qui redoute ce saut dans l'inconnu.

Raúl Castro est le seul à posséder un appareil photo et il s'efforce de laisser des traces de chaque moment important du voyage. Il descend à terre à chaque escale et entraîne ses

¹ Membres d'une société secrète fondée à Naples au début du XIX^e siècle lors de l'occupation de l'Italie par Napoléon (1805-1814), sur des valeurs nationalistes et libérales. Son modèle d'organisation et ses menées conspiratives et insurrectionnelles servirent de modèle qui s'étendit dans toute l'Italie, et même au dehors, notamment en Europe du Sud-Ouest.

compagnons à faire de nouvelles expériences. Comme je n'ai pas le droit de descendre, je lui demande presque toujours de me rapporter un petit souvenir de l'endroit.

L'*Andrea Gritti* n'est pas pressé... Son itinéraire ressemble beaucoup à celui de Christophe Colomb en 1492. Après Naples, nous faisons escale à Cadix, puis à Lisbonne, d'où nous mettons le cap sur l'île de Madeira, ensuite sur Santa Cruz de Tenerife (Canaries), qui a toujours servi de tremplin vers l'Amérique du Sud, dans une zone moins exposée aux tempêtes.

C'est là que je vois, depuis le bastingage, des dockers en train de manger des bananes sur le quai. J'ai si envie de goûter à ce fruit tropical que je demande à Raúl de descendre m'en acheter et je lui tends un billet de dix dollars. « Pourquoi tant ? » me demande-t-il surpris. Comme j'ai pensé en acheter pour tout le groupe, je lui réponds : « Achètes-en pour tout le billet ! »

Quelle surprise pour les passagers de voir rentrer de la ville les trois Latino-Américains portant sur le dos une perche d'où pend un régime de bananes complet, de plusieurs dizaines de kilos ! Tels des chasseurs au retour d'un safari, ils déposent leur trophée sur le pont, à mes pieds, au milieu d'applaudissements nourris : inutile de dire que passagers et hommes d'équipage profitent de ce banquet « bananier », même si je suis le plus ravi...

Notre traversée de l'Atlantique se fait par un temps agréable. Nous sommes en juin. La prochaine escale est prévue à Willemstad, la capitale de Curaçao, où nous envisageons de fêter les vingt-deux ans de Raúl, né le 3 juin. Une fois à quai, après avoir été si longtemps confiné sur le bateau, je reçois finalement l'autorisation de descendre à terre : Curaçao appartient aux Pays-Bas, un pays avec lequel l'URSS a des relations, sinon chaleureuses, du moins correctes. Nous parcourons la petite ville très agréable, construit dans le style européen par les colonisateurs.

Les Hollandais, tout comme les Allemands et même les Anglais, se sont toujours maintenus à l'écart de la population autochtone dans les territoires occupés, et les mariages mixtes sont tout à fait inhabituels. Ils sont racistes dans le sang, à la différence des Espagnols et des Portugais dont les enfants et les petits-enfants se sont mêlés depuis belle lurette aux autochtones, et des noirs esclaves amenés d'Afrique, dont les descendants constituent la base de la population latino-américaine actuelle.

Nous achetons des fruits tropicaux sur le marché de Willemstad et fêtons l'anniversaire de Raúl à bord de l'*Andrea Gritti*. En guise de souvenir, nous le prenons en photo après lui avoir demandé de s'asseoir sur une ancre énorme abandonnée sur le quai et de lever les deux mains en signe de V, symbole de la victoire et du chiffre 2 répété. Nous lui souhaitons tous « un grand vol d'aigle » dans la vie.

Nous mettons ensuite le cap vers La Guaira, un port vénézuélien, pour y débarquer les émigrants italiens et une partie de la cargaison. À son habitude, Raúl invite ses amis latino-américains à descendre à terre et à se rendre à Caracas, qui n'est pas très loin, pour faire ce qu'avait fait Martí à son époque : rendre hommage à Bolívar devant sa statue. On les sent plus à l'aise dans cet environnement familial. Ils rentrent très animés et me font cadeau de très belles lithographies de *llaneros* vénézuéliens, ces cavaliers de l'époque de Bolívar capables de semer la terreur parmi les troupes coloniales espagnoles.

Mais, dès le lendemain, je perçois un ombre d'inquiétude sur le visage de mes amis. La prochaine escale est La Havane, point final de leur voyage. Raúl me fait venir dans sa cabine et me demande comment faire pour cacher ce qu'il apportait dans ses bagages, autrement dit des livres, des revues, des brochures, des photos et des films nettement connotés socialistes et de gauche. Comme c'est impossible, il décide de jouer le tout pour le tout et me dit que si tout se passe bien, ses amis et lui viendront assister le lendemain au départ de l'*Andrea Gritti*, qui doit me conduire au Mexique.

Les pressentiments de Raúl n'étaient pas vains. Accoudé au bastingage, je vois à travers les vitres de la douane des fonctionnaires s'agiter autour des valises de mes amis, puis des policiers arriver et les pousser à l'intérieur du bâtiment. Ils ont été arrêtés, c'est évident.

J'en verse des larmes d'impuissance et je me dis : « Voilà ta première leçon sur la lutte de classes ! » Du coup, j'en perds l'appétit. Le second du capitaine s'approche de moi et me dit sur un ton d'ironie malicieuse : « Tes copains ont été arrêtés pour introduction de propagande communiste. »

Cuba connaît en effet la dictature de Fulgencio Batista qui, en mars de l'année précédente, a fait un coup d'État, abrogé la Constitution et rompu les relations avec l'Union soviétique.

Nous sommes le 6 juin 1953. Le lendemain, l'*Andrea Gritti* appareille pour le Mexique. Personne n'est là pour me faire des adieux, ce qui confirme mes pires appréhensions. Ce n'est que bien des années plus tard que j'apprendrais la suite des événements : ils ont été effectivement arrêtés et incarcérés, et n'ont été libérés que plusieurs jours après par suite de différentes démarches légales, sans jamais avoir pu récupérer leurs objets personnels et les films.

Je dois en tout cas être reconnaissant aujourd'hui envers les fonctionnaires de Moscou qui m'avaient bourré d'interdictions pour ce voyage. En effet, avant d'arriver à La Havane, j'avais insisté pour que Raúl retirât de ses pellicules les photos où j'apparaissais et me les remit. Il m'avait répondu qu'il me les enverrait, une fois révélées, à l'ambassade soviétique à Mexico. Mais je m'étais montré inflexible, et c'est en râlant qu'il avait fini par mutiler ses négatifs et séparer pour moi douze ou treize photos que je cachais ensuite dans un endroit sûr et qui constituent aujourd'hui mon souvenir le plus précieux.

À peine quelques années après, en février 1960, j'eus l'occasion d'en remettre un album à Raúl, quand j'accompagnai comme interprète Anastase Mikoyan, vice-Premier ministre et membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), quand il rendit à Cuba. Ces photos parurent ensuite dans la presse et dans les livres comme preuves de ce que je racontais.

En pleine guerre froide, comme le Mexique est quasiment le seul gouvernement à avoir maintenu des relations diplomatiques avec l'URSS, notre ambassade doit apporter des informations sur tout ce qui se passe dans les Caraïbes, dont Cuba, et en Amérique centrale. Ma fonction y est double : suivre les cours de la faculté de Philosophie et Lettres à l'université pour perfectionner mon espagnol ; aider à la collecte d'informations publiques et à la préparation de rapports sur les événements régionaux.

Je demande à travailler sur Cuba. Je fais abonner l'ambassade aux journaux cubains les plus influents et à la revue *Bohemia*. J'ai à peine le temps de m'adapter à mon nouveau poste que, coup de tonnerre dans un ciel serein, j'apprends que la caserne Moncada de Santiago de Cuba a été attaquée, le 26 juillet 1953, par un certain Fidel Castro à la tête d'un commando

Je suis abasourdi de savoir que son frère Raúl a participé à l'action. J'ai du mal à croire que ce jeune sympathique, au caractère si agréable et de bonne position sociale, dont je me suis séparé voilà à peine une cinquantaine de jours, a pris les armes et s'est lancé à l'assaut d'une caserne. Plus tard, la sévérité des peines infligées à Fidel et à Raúl (quinze et treize ans de privation de liberté) m'émeut. Le long emprisonnement des « moncadistes » commence.

Les événements cubains ayant alarmé toute l'Amérique latine, je m'efforce de refléter toute leur importance dans mes rapports à Cuba, mais on ne prête guère d'attention alors à cette région du monde si distante. L'ambassade soviétique est une sorte d'huître enfermée dans sa coquille, dont la mission principale est d'éviter de mettre en danger les relations diplomatiques avec le Mexique, des instructions que l'ambassadeur Alexander Kapoustine suit au pied de la lettre en évitant la moindre activité politique. Mon enthousiasme juvénile s'avère déplacé.

Par ailleurs, après la mort de Staline, une sourde lutte s'est engagée au Kremlin pour la formation de nouveaux centres de pouvoir. Il est clair qu'on n'y avait pas de temps à perdre aux

événements cubains. Fidel avait tout à fait raison le jour où il a dit que s'il avait remporté la victoire en 1953, la Révolution aurait été vouée à l'échec parce que l'Union soviétique n'était pas alors en conditions, ni politiques ni matérielles, de lui apporter la grande aide qu'elle lui fournit ensuite.

Je continue de suivre les événements cubains par la presse, mais sans pouvoir peser sur eux. Mais quelle joie d'apprendre que, suite aux pressions de la société, le dictateur Fulgencio Batista est contraint, en mai 1955, d'amnistier les prisonniers de la Moncada ! Très vite, je sais que Raúl d'abord, Fidel ensuite, sont arrivés à Mexico en qualité d'exilés politiques.

De nombreuses décennies durant, cette nation a été un asile pour persécutés politiques. Des dizaines de milliers de républicains espagnols y ont trouvé une seconde patrie après la défaite de la République en 1939. C'est aussi là que le héros national nicaraguayen, Augusto César Sandino, a vécu et s'est formé comme militant contre les États-Unis. C'est encore là que se sont rendues de nombreuses victimes de régimes dictatoriaux.

Après le renversement, en 1954, du gouvernement démocratique de Jacobo Arbenz au Guatemala, un flux d'émigrés est arrivé au Mexique, dont le jeune Argentin Ernesto Guevara. Bref, Mexico était devenu une sorte de Mecque pour tous ceux dont la vie était consacrée à la lutte pour la démocratie et la libération nationale.

Mais comment retrouver Raúl dans cette fourmilière de passions révolutionnaires, d'autant que je reste soumis aux prohibitions d'entrer en contact avec des étrangers « douteux », et que lui s'est engagé aussitôt dans les préparatifs clandestins de l'expédition armée qui prétend libérer Cuba de la dictature de Batista ?

Mais le destin continue de tisser sa trame compliquée de hasards et de coïncidences. Un samedi après-midi de juin 1956, je me rends au centre-ville pour quelques achats domestiques. Tandis que je fais du lèche-vitrine à la recherche de ce dont j'ai besoin, je vois venir vers moi un groupe de jeunes en grande conversation, mais dont la présence à cet endroit-ci et à cette heure-ci m'étonne. L'un d'eux me semble connu, mais je n'ose l'arrêter. Une vingtaine de mètres après nous être croisés, je me retourne pourtant pour mieux regarder le jeune en question. À ma grande surprise, il fait lui aussi volte-face, et nous nous exclamons presque à l'unisson : « Raúl ! » « Nikolai ! » Nous tombons dans les bras l'un de l'autre.

Mon ami a beaucoup changé, il a forci, il est plus adulte et il porte sur le visage les traces de ce qu'il a vécu. Nous n'avons pas le temps d'engager une longue conversation, d'autant que ses compagnons, étonnés, nous regardent avec une certaine méfiance, mais nous fixons toutefois un rendez-vous.

Il me propose de passer le voir chez lui, au 49 rue Empanan. Il ne fixe ni condition préalable ni appel téléphonique. De mon côté, toujours aussi naïf et inexpérimenté, plongé dans mes cours de langue, je n'ai pas la moindre idée de la façon dont vivent des exilés cubains !

Sans faire le moindre commentaire à l'ambassade au sujet de cette surprenante rencontre de mon ami cubain, devenu une célébrité, le jour prévu je récupère quelques modestes cadeaux et vais retrouver Raúl. Je sonne, et une femme d'âge mûr, au visage apparemment peu hospitalier, m'ouvre et m'indique la chambre de Raúl. Il me semble entrer dans un appartement plein de mystères.

Dans le couloir, quelqu'un tape à la machine, mais sans être un professionnel, puisqu'il n'utilise qu'un doigt. J'entre dans une petite chambre : Raúl est alité. Il a pris froid et il a de la fièvre. Un jeune homme est à son chevet, assis sur une chaise ; il se lève et se présente comme Ernesto Guevara, Argentin. Raúl s'assoit dans son lit et me dit : « Ernesto est médecin, c'est un ami. »

Quand il apprend que je suis un fonctionnaire de l'ambassade soviétique, Guevara me harcèle de questions sur les points les plus divers de la vie en URSS, mais surtout sur la formation de l'homme nouveau, d'autant que Raúl lui a parlé de *Poème pédagogique*, cet ouvrage qui a joué un rôle si important à notre première rencontre.

Notre conversation devient encore plus riche quand nous abordons la situation à Cuba et en Amérique latine, les possibilités de mouvements de gauche, la distribution des forces dans le monde et d'autres points similaires. Je n'ai plus de doute : ce sont des révolutionnaires fermement décidés à mener la lutte armée contre la dictature de Batista et contre toutes celles qui règnent dans le sous-continent.

Le temps vole à une vitesse incroyable. Nous avons tant de questions à nous poser et tant de choses à aborder qu'une après-midi ne suffira pas, si bien que, Raúl et moi, nous décidons de nous revoir quand il sera rétabli.

Ernesto – que les exilés cubains appellent « Che », comme certains d'entre eux l'appelaient déjà au Guatemala – me demande de lui trouver en espagnol trois romans de la littérature soviétique traitant de héros nés du peuple : *Et l'acier fut trempé*, de Nikolai Ostrovski ; *Tchapaïev*, de Dimitri Fourmanov, et *Un homme véritable*, de Boris Polevoï.

Les deux premiers, écrits respectivement en 1924 et en 1934, se déroulent dans les premières années de la Révolution d'Octobre. La traduction espagnole de *Et l'acier fut trempé* date de 1949, et celle de *Tchapaïev* vient de paraître. Quant à *Un homme véritable*, histoire d'un pilote de combat durant la Grande Guerre patriotique écrite dès la fin de la guerre, il a été traduit en 1949.

Le Che m'explique qu'il les a eus entre les mains quand il a travaillé un moment comme vendeur ambulant de livres à Mexico, mais qu'il n'a pas eu le temps de bien les lire. Je l'assure que je les lui remettrai, parce qu'ils appartiennent à un fonds dont dispose l'ambassade pour faire des cadeaux, mais comment ?

Je lui tends donc ma carte de visite et je lui propose d'aller les chercher à l'ambassade en demandant à me voir. Il glisse ma carte dans sa poche et s'engage à passer dans trois ou quatre jours. Raúl et moi, nous fixons notre prochaine rencontre, et je repars tard dans la soirée.

À l'arrêt du tramway, encore étourdi par la force charge d'énergie révolutionnaire que je viens de recevoir, j'ai une idée qui me trotte dans la tête : « Ces gens-là seront des martyrs ou des héros. C'est leur destin, ils ne peuvent y échapper. »

Bien entendu, je ne dis rien de cette rencontre à l'ambassade, car on m'aurait jusqu'à interdit de penser à ces amis.

Quelques jours plus tard, le personnel de garde m'informe qu'un Mexicain nommé Guevara m'attend dans la pièce où l'on reçoit les étrangers. Je descends aussitôt les livres sous le bras et je trouve le Che en train de feuilleter des revues disposées sur une petite table. Nous nous étreignons comme de vieux amis et je lui remets les romans.

Quand je lui propose de sortir prendre un café, il me répond : « Merci pour les livres, mais aujourd'hui je n'ai pas le temps. Dès que je les ai lus, nous nous retrouvons sans faute et nous parlons de tout et de rien. » À peine sorti de l'ambassade, il disparaît englouti par les passants. Je ne le reverrai plus à Mexico.

Deux jours, nous nous retrouvons, Raúl et moi, et nous décidons d'aller prendre un café pour parler plus en détail de Cuba. À ce moment-là, j'ai pas mal lu au sujet de l'attaque de la caserne Moncada et de la création du Mouvement du 26-Juillet. Nous avons fait à peine une centaine de mètres quand nous tombons sur Fidel qui se rendait apparemment à l'endroit que nous venions d'abandonner. Son frère me présente, et je peux sentir autant de froideur que de suspicion dans la façon dont il me toise de la tête aux pieds.

J'en profite pour lui demander le texte de *L'Histoire m'acquittera*, la plaidoirie qu'il a prononcée au procès de la Moncada, et je suis agréablement surpris de le voir tirer de sa sacoche une brochure au format de poche, recouverte de papier publicitaire, qu'il me remet. Je cache ce précieux cadeau dans ma poche, et nous poursuivons notre chemin.

Peu de temps après, une « tempête » met en péril l'expédition sur le yacht *Granma*. Le dictateur Batista, dont les agents secrets pistent toutes les possibilités de connaître les plans de

Fidel et de ses compagnons, exerce des pressions de toutes sortes sur le gouvernement mexicain pour qu'il ne permette aucune activité politique ou autre d'émigrés cubains sur le territoire national.

En juin 1956, donc, les services spéciaux mexicains font irruption dans plusieurs des appartements utilisés par les « fidélistes », perquisitionnent et confisquent des armes. Fidel, le Che et d'autres compagnons sont arrêtés et envoyés à la prison du département d'immigration. Et, comble de malheur, dans l'appartement où vit le Che, ils découvrent la carte de visite que je lui ai remise à notre première rencontre.

On n'a pas de mal à imaginer l'hystérie que cela crée dans la presse de droite mexicaine : non seulement les Cubains violent les règles et les normes obligatoires pour tout exilé, mais voilà qu'apparaît le « bras de Moscou » ! même si l'unique preuve en est cette banale carte de visite...

À l'ambassade, on m'accuse de transgresser les normes de conduite d'un fonctionnaire diplomatique, la moindre des inculpations n'étant pas mon immaturité politique, mon peu d'exigence en matière de contacts et mon comportement aventurier. On m'interdit d'aller à l'université et de sortir de l'ambassade sans autorisation.

Une fois Moscou consulté, décision est prise d'annuler ma mission de service à Mexico et de me renvoyer dans la patrie sous stricte vigilance. Comme les vieilles règles sur la façon de voyager sont toujours en vigueur, je dois me rendre à New York en train, prendre un bateau pour Londres, en prendre un autre, soviétique, jusqu'à Leningrad et gagner la capitale en train. L'ambassadeur décide que je partirai dans deux ou trois mois afin que son conseiller, qui doit se rendre en URSS, puisse m'accompagner pour éviter que je fasse des « bêtises ». Voilà comment prend fin, sans même avoir commencé, ma carrière diplomatique : inadéquat pour ce travail.

J'attends donc le moment de mon départ. Entre temps, les Cubains ont été remis en liberté, le général Lázaro Cardenas, ancien président (1934-1940), patriote et anti-impérialiste qui jouit de beaucoup d'autorité et d'influence, ayant joué à cet égard un rôle décisif. Le reste se doit à la force de volonté et à l'énergie inépuisable de Fidel. Les Cubains parviennent ensuite à reconstituer leurs armements, à acheter le yacht *Granma* et à sélectionner définitivement les expéditionnaires. Fin novembre 1956, ils partent pour Cuba à la rencontre de graves dangers et de la gloire.

Un mois avant, surveillé de près par le conseiller Mikhaïl Tcherkasov, je suis parti pour Moscou où m'attendent des sanctions en tant que militant du parti et fonctionnaire du service extérieur. Moins sévères que je ne croyais. On me place à un endroit sans grande prestige, les Éditions en langues étrangères, à un poste modeste au salaire modeste. C'est alors que je prends une décision : laisser tout tomber, faire le doctorat et consacrer ma vie à l'étude de l'histoire des pays latino-américains.

La presse soviétique n'est guère friande en nouvelles sur Cuba, et les radios à ondes courtes qui peuvent capter les stations étrangères sont interdites. Je vis dans une nébuleuse en matière d'information. Ce n'est qu'en 1958, alors que les succès de l'Armée rebelle de Fidel Castro deviennent plus éclatants et que l'étoile de son triomphe monte à l'horizon que les médias commencent à s'intéresser davantage à Cuba.

Le Kremlin s'était toujours nourri de l'information contradictoire et subjective que lui faisait parvenir le Parti socialiste populaire de Cuba, autrement dit le parti communiste, et de ses contacts sporadiques avec lui. Personne ne connaissait les nouveaux dirigeants cubains, alors pourtant que des informations concrètes devenaient absolument nécessaires.

C'est alors que le ministère des Affaires étrangères et la KGB² se rappellent avoir, en 1956, renvoyé de Mexico un étudiant qui a connu personnellement Fidel et Che Guevara, et encore

² Comité pour la sécurité de l'État, nom donné aux services de renseignement soviétiques du 13 mars 1954 au 6 novembre 1991. Successeur de différents départements similaires depuis le début de la Révolution d'Octobre, mais

mieux Raúl Castro. Ils n'ont pas du mal à me trouver, puisque je suis secrétaire du Komsomol à la maison d'édition et doctorant de l'Institut d'histoire générale, rattaché à l'Académie des sciences de l'URSS. Et on me propose de passer aux services de renseignement soviétiques.

Réflexion faite, je conclus que je serai plus utile à mon pays et à Cuba à ce titre que comme spécialiste en sciences historiques. On m'envoie donc suivre un cours de deux ans dans un établissement d'enseignement supérieur spécial, mais je ne peux conclure mes études, car les tâches pratiques, alors que la Révolution cubaine est au pouvoir depuis 1959, exigent que je commence à travailler sans retard : le Kremlin a évalué l'importance des changements en cours à Cuba, mais il ne sait pas comment s'y prendre pour aborder ces révolutionnaires hors du commun.

L'occasion se présente dans le cadre de l'Exposition sur les réussites de l'URSS, inaugurée à Mexico en 1959 par Anastase Mikoyan en personne, à un titre curieux : « Invité personnel de l'ambassadeur soviétique ». Au départ, l'idée est de sonder la situation de la région en général. Les Mexicains accueillent l'émissaire soviétique d'une façon hospitalière et correcte, mais sans plus.

En fait, le plus gros progrès se fait par rapport à Cuba : en effet, un envoyé personnel de Fidel Castro apparaît inopinément à Mexico, porteur d'un message dans lequel le chef de la Révolution demande à Mikoyan d'envoyer l'exposition à La Havane et d'assister à son inauguration.

Ma fonction est alors celle de traducteur, de consultant et, le cas échéant, de garde-corps de Mikoyan à qui, à nos heures de loisirs, je parle de l'histoire cubaine, des dirigeants et de l'héroïsme romantique de la Révolution, le préparant indirectement à son voyage dans l'île.

Les intérêts coïncident. Et c'est le Bureau politique qui prend la décision finale au sujet du voyage de Mikoyan. Pour ma part, je suis presque convaincu de pouvoir revoir, dans des conditions absolument différentes, mon vieux compagnon Raúl Castro, qui est peut-être le plus jeune chef de forces armées dans le monde.

Il faut dire que, des quinze traducteurs de haut niveau triés sur le volet en 1953, j'ai été le seul à avoir pu remplir la mission prévue : les quatorze autres furent soit triturés par les roues de la guerre froide, soit ne reçurent jamais le visa d'entrée nécessaire dans le pays choisi, soit furent victimes des soupçons de fonctionnaires de service, soit eurent des problèmes de famille, soit succombèrent à l'alcool, une maladie russe bien connue.

À peine de retour à Moscou, Mikoyan commence à se préparer à sa visite à Cuba. La première chose qu'il fait, c'est vérifier la véracité de mes relations personnelles avec les figures saillantes de la Révolution cubaine. Il me demande même si, en plus des coupures de presse que j'ai conservées, j'ai des preuves documentaires de mes contacts. Je lui apporte alors à son bureau du Kremlin les négatifs que Raúl m'avait remis à bord de l'*Andrea Gritti* que j'avais conservés depuis sept ans.

J'ai l'impression qu'il est ému. Il fait préparer un album de photos qui puisse servir en même temps de cadeau. Puis il me demande mon avis sur les meilleurs cadeaux à offrir à Fidel, à Raúl et au Che. Nous tombons d'accord sur le fait que, s'agissant de révolutionnaires qui sont passés par une guerre civile, le mieux serait une arme : ce sera donc pour chacun un pistolet accompagné de son chargeur, ainsi qu'un pistolet sportif de petit calibre pour des exercices. En plus, les meilleurs fabricants d'armes de Tula fabriquent un fusil de chasse de deux canons destiné à Fidel. Pour Raúl, en souvenir de nos parties d'échec sur l'*Andrea Gritti*, je fais préparer un jeu avec des pièces d'ivoire.

Mikoyan visite Cuba du 4 au 14 février 1960, posant la première pierre de l'amitié soviéto-cubaine pour les trente prochaines années : rétablissement des relations diplomatiques,

ayant toujours eu la même mission : Tcheka (1917-1922), OGPU (1923-1934), NKVD (1934-1941), NKGB (1941-1946), MGB (1946-1953) et MVD (1953-1954). (N.d.E.)

signature du premier accord commercial, octroi à l'île d'un crédit de cent millions de dollars, etc.

La délégation n'est pas très fournie : nous ne sommes que six ou sept, y compris le médecin et l'agent de la sûreté. Fidel participe à toutes les conversations avec Mikoyan et fait intervenir le Che sur les questions économiques. Raúl, nous ne pouvons le voir que dans les activités protocolaires : il est évident qu'il se substitue à Fidel dans les tâches immédiates.

Mon travail d'interprète me prend de dix à douze heures par jour ; je dois ensuite préparer des informations pour Moscou et faire le résumé des dépêches de presse, entre autres. À la demande de Mikoyan, je remets les armes à Raúl et au Che. L'émotion est à son comble, même si nous n'avons guère le loisir d'évoquer notre amitié passée.

Dans les premières années, les mesures adoptées par la Révolution cubaine n'ont rien à voir avec le socialisme. Pourtant, à peine promulguée, en mai 1959, la réforme agraire qui lèse les immenses propriétés que possèdent des entreprises étasuniennes, Washington déclenche les attaques tous azimuts les plus féroces, dont le terrorisme d'État.

La Révolution doit donc penser à renforcer ses défenses face aux menaces d'intervention déclarées du voisin du Nord et décide d'acheter des armements en Europe de l'Ouest, dont une partie est transportée à Cuba à bord du cargo français, le *La Coubre*. Mais un sabotage criminel préparé auparavant provoque deux explosions à bord alors que les armes sont débarquées dans le port de La Havane.

Le lendemain, le 5 mars 1960, aux funérailles de la centaine de victimes, Fidel s'écrie : « La Patrie ou la Mort ! », un mot d'ordre qui conservera sa force vitale jusqu'à aujourd'hui. Ce terrible attentat confirme que la Révolution ne peut plus acheter d'armes que dans les pays socialistes.

À la mi-1960, Raúl Castro se rend en Tchécoslovaquie pour assister aux Jeux militaires d'été (Spartakiades). Dès qu'elle l'apprend, la direction soviétique décide de saisir l'occasion pour l'inviter en URSS. Mais en prenant des chemins détournés. Nikita Khrouchtchev, alors secrétaire générale du PCUS, m'appelle dans son bureau et s'enquiert de mes relations avec le jeune dirigeant cubain pour me confier finalement la mission suivante : me rendre à Prague et, sans en avertir l'ambassade soviétique ni les autorités tchèques, entrer en contact avec Raúl et lui transmettre verbalement l'invitation à visiter Moscou pour y engager des conversations.

Si Khrouchtchev veut conserver le plus grand secret, c'est de toute évidence qu'il n'est pas sûr que la partie cubaine accepte une invitation faite de façon si cavalière. Il n'empêche que je dois remplir ma mission.

Je pars donc pour Prague sans savoir comment je pourrais rencontrer Raúl ni comment dépister les services spéciaux tchèques, même si j'ai presque conclu l'école des renseignements. De toute façon, ce que j'ai appris ne m'est pas d'un grand secours en de telles circonstances.

Ayant appris où loge la délégation cubaine, j'étudie les accès de l'endroit. En voiture, on ne peut y arriver que par une rue. Mais que faire ensuite ? Je décide donc de me situer sur le passage de la caravane dans l'espoir qu'avec un peu de chance, nous puissions nous rencontrer. Nous nous sommes revus assez récemment à La Havane, et Raúl non seulement est physionomiste, mais aime aussi beaucoup regarder dehors quand il est en voiture.

Je m'installe donc sur un banc d'un square, à quelques mètres de la chaussée, après avoir acheté un paquet de cerises. Pour tromper mon attente, je crache directement les noyaux dans une poubelle, sans écarter mon regard des voitures qui passent.

Le temps s'écoule, il est plus de midi, mon paquet se termine, et toujours pas de caravane. Je dois donc acheter un nouveau paquet de cerises et reprendre mon petit jeu qui ne me produit plus maintenant la même satisfaction. Je suis de nouveau presque à court de cerises quand, tel un chien d'arrêt, je vois apparaître les voitures. Je fais un bond, mais la caravane poursuit son

chemin. Soudain, la première voiture freine, s'arrête à quelques mètres de moi, quelqu'un se penche à la fenêtre et me crie : « Nikolai, mais qu'est-ce que tu fais là ! » Sans attendre ma réponse, Raúl ouvre la portière et m'invite à monter. Le garde du corps tchèque est sur le point de perdre les pédales quand Raúl le rassure en lui expliquant que je suis un vieil ami soviétique, quelqu'un de toute confiance.

Une fois arrivés à la résidence, nous parvenons à échapper à la surveillance de la sûreté, et je peux confier à Raúl le vrai motif de mon apparition et lui transmettre l'invitation de Khrouchtchev. Il s'en réjouit, mais me dit qu'il doit consulter Fidel avant d'accepter, et que ça prendra deux ou trois jours. Dès lors, je fais quasiment partie intégrante de la délégation cubaine et j'accompagne Raúl dans sa tournée à différents endroits du pays. Inutile de dire que, depuis ce jour, je ne supporte plus les cerises !

L'acceptation de Fidel ne tarde pas, et Raúl, que j'accompagne, débarque à Moscou le 17 juillet 1960. C'est sa première visite en URSS. Il est accueilli à l'aéroport par une armada de maréchaux et de généraux. Alors que, oubliant tout le protocole, nous descendons ensemble de l'avion, des mains robustes me prennent en poids et je me retrouve sous le ventre de l'avion ; quelqu'un s'approche et me susurre à l'oreille : « Et toi, qui es-tu ? » Quand j'ai fini de m'expliquer, Raúl a disparu, happé par ses hôtes...

Dans l'après-midi, chez moi, je reçois un coup de fil : quelqu'un du ministère de la Défense m'informe que, durant l'analyse de son programme de visite, Raúl Castro a demandé à disposer d'une après-midi libre pour me rencontrer en privé, mais – et la voix se fait insistante – que je dois décliner cette invitation sous n'importe quel prétexte. Ma réponse est un non catégorique, parce que mon amitié passe avant tout, surtout si l'invitation vient de Raúl en personne.

On dit en Russie : « Si tu ne peux pas, mais que tu brûles de désir, alors tout devient possible. » Cette maxime se confirme : nous parvenons à passer un moment en tête-à-tête et à bavarder de ce qui nous intéresse, nos vies respectives, nos problèmes, nos rêves d'avenir...

La visite de Raúl et ses conversations avec Khrouchtchev et les plus hauts gradés s'avèrent très productives et contribuent au renforcement de la capacité défensive et de la sécurité de Cuba, comme le prouvera, l'année suivante, la victoire sur les mercenaires débarqués à Playa Giron dans le cadre d'une invasion peaufinée par la CIA.

L'offensive des révolutionnaires contre les envahisseurs fut incessante, mais dans des conditions très difficile, parce qu'elle se menait le long de deux routes étroites bordées de marais, ce qui aggrava considérablement les pertes humaines, d'autant que les rares avions disponibles furent utilisés pour attaquer les navires de débarquement et non pour protéger l'offensive terrestre.

Si l'ennemi parvenait à se consolider sur cette tête de plage, il constituerait, c'est évident, un « gouvernement provisoire » – dont les principaux dirigeants étaient déjà réunis sur la base militaire d'Opa-Locka, en Floride – lequel « demanderait » l'aide de l'Organisation des États américains qui était alors alignée inconditionnellement sur les vues des États-Unis ; ceux-ci feraient alors intervenir sans retard leurs forces armées, ce qui serait d'autant plus facile qu'une escadre patrouillait à quelques milles des côtes cubaines, au large de Playa Girón. Tout ce plan se termina par un fiasco, parce que la Révolution remporta la victoire en moins de soixante-douze heures.

Je vis tout cet épisode dans le bureau du président de la KGB (les renseignements en faisaient alors partie) qui me demande de lui présenter un rapport sur la situation toutes les deux heures. À ma demande, on accroche au mur du bureau deux cartes de l'île à grande échelle : sur l'une, je reporte les données reçues du gouvernement cubain et de notre ambassade, sur l'autre, celles que fournissent les médias étasuniens : le « tableau » se différencie autant que le Ciel et la Terre.

Sur la carte qui reflète les aspirations de Washington, les mercenaires contrôlent tout le Sud de ce qui était alors la province de Las Villas, où se trouve Playa Girón ; de partout, éclatent des

manifestations populaires contre le gouvernement, et les paras ont coupé l'île en deux. Heureusement que la carte « rouge » reflète la réalité...

Après la victoire de Playa Girón, on m'envoie en mission à Mexico. Et c'est ainsi que se terminent mes missions en rapport avec nos deux pays durant cette première étape de la Révolution cubaine, la plus dangereuse.

On ne saurait sous-estimer l'importance de mon amitié avec Raúl durant ce processus. Toujours est-il que Moscou me réclame, quand Fidel fait sa première visite officielle en URSS en 1963, pour lui servir d'interprète lors de ses principales conversations et de ses interventions publiques durant les deux mois que dure son séjour. À cette époque, beaucoup de gens considéraient Raúl comme un « soviétophile », et moi comme un « cubanophile » impénitent.

Je travaille au Mexique d'une manière silencieuse et invisible, à la barbe des États-Unis, jusqu'en 1968. De retour à Moscou, je ne jette qu'un coup d'œil distrait aux événements cubains. D'autres thèmes me préoccupent, dont l'essor des courants révolutionnaires et de libération nationale en Amérique latine.

Comme j'ai des relations avec les milieux gouvernementaux, je me rends fréquemment dans des pays de la région chargé de mission politiques. Chaque fois, sans faute, je passe par La Havane et soutiens des conversations avec Raúl Castro pour échanger des vues et des appréciations.

En 1971, je renonce à des missions sur le terrain, parce que mes chefs du renseignement me demandent à titre temporaire de travailler comme informateur et analyste. Je n'ai pas oublié la réflexion de ce vieux sage d'Anastase Mikoyan qui disait que l'information constitue un produit surprenant par sa nature et sa valeur : à la différence des marchandises matérielles, son possesseur ne la perd jamais et, en la partageant avec des amis, obtient en échange de nouvelles informations grâce auxquelles il double sa richesse. L'échange d'information permet d'enrichir sa vie intellectuelle et le niveau d'information d'une personne détermine sa place dans la société et dans n'importe quelle hiérarchie.

Parallèlement, je me lance dans ma thèse de doctorat sur un point peu étudié, voire quasiment inconnu, en URSS : l'histoire de l'Amérique centrale, riche en héroïsme passionné, en grandes leçons de patriotisme, en dictatures sinistres et en cynisme impardonnable de la part des États-Unis.

En 1973, je suis nommé chef de la direction Information et analyse du Renseignement soviétique, ce qui m'oblige à me consacrer à des problèmes importants pour l'URSS et à être pris par d'autres préoccupations, même si Cuba reste dans mon cœur ; l'affrontement permanente avec les USA, les complexes relations avec des pays en développement, mais surtout au Proche-Orient et en Afrique.

Néanmoins, je retrouve Raúl à Cuba en 1974, lors de la visite officielle de Léonide Brejnev, à titre d'interprète et de consultant du ministre des Affaires étrangères, Andreï Gromiko, parce que les fonctionnaires du Comité central du PCUS ne voient pas d'un bon œil mes contacts avec les dirigeants cubains et s'efforcent de m'éloigner de la personnalité principale.

J'avoue que Gromiko n'éprouvait pas une sympathie spéciale pour les régions sous-développées ni beaucoup d'intérêt pour leurs problèmes. Il était plus attiré par les manœuvres politiques vis-à-vis des pays capitalistes occidentaux, car il y était habitué. Ce qui explique pourquoi, durant les conversations que nous avons entre nous pendant son séjour à Cuba, il s'intéresse plus à mes connaissances sur des thèmes comme l'existence de civilisations extraterrestres et leurs visites à notre planète, son dada, qu'aux problèmes latino-américains.

Lors d'une rencontre privée, Raúl raconte à Brejnev comment nous nous sommes connus, sans que cela passionne beaucoup son interlocuteur. En fait, le seul intérêt de ma présence dans la délégation soviétique, c'est qu'elle me permet d'aider les Cubains à choisir le cadeau à offrir au dirigeant d'un État qui a tant fait pour l'île. Je consulte donc le chef de la sécurité personnelle de Brejnev, qui m'avoue que le rêve secret du secrétaire général du PCUS, c'était

de posséder des oiseaux tropicaux. Quand j'en informe les Cubains, j'ai l'impression de leur ôter un souci énorme : ni une ni deux, ils lui amènent une camionnette pleine d'oiseaux de toutes sortes, et Brejnev choisit avec soin ceux qui lui plaisent le plus.

On estime que 1975 a marqué l'apogée du pouvoir et de l'influence de l'URSS dans le monde : les États-Unis vivent une passe difficile avec leur défaite au Viet Nam, la crise interne provoquée par le Watergate, la révolution des Œillets au Portugal qui suscite une brèche dans l'OTAN et l'effondrement des derniers bastions coloniaux en Afrique.

En URSS, les choses semblent si bien marcher que je décide de me « lancer » dans l'histoire de Cuba et d'écrire un livre sur Fidel Castro. Mais je dois recevoir d'abord l'approbation du Comité central du PCUS puis me mettre d'accord avec les Cubains pour qu'ils appuient mon projet. La Vieille-Place³ ne s'y opposant pas, j'adresse une lettre à Raúl qui me répond qu'on me prêterait toute l'aide nécessaire.

Je me rends sans tarder à Cuba où je reste durant les trois mois de l'hiver 1978-1979 que j'avais prévus pour compiler des informations : les aides qu'on m'a fournis et moi, nous fouillons une énorme quantité de périodiques et de documents qui servent de base à ce qui deviendra *Fidel Castro. Une biographie politique*.

Ce travail coïncide avec la Révolution de Khomeiny en Iran qui bat en brèche la longue mainmise des sociétés, des militaires et des services spéciaux étatsuniens. Au cours de nos conversations, Raúl parle fréquemment des événements du Moyen-Orient, convaincu qu'il est que l'effervescence en cours dans cette région s'étendra à l'ensemble du monde en développement.

Les transformations auraient peut-être continué dans cette ligne anti-impérialiste si l'URSS n'avait pas commis le grave impair politique et militaire d'expédier des troupes en Afghanistan sans la moindre justification et sans aucun besoin. À cette époque-là, Cuba préside le Mouvement des pays non alignés dont l'Afghanistan est membre. Il n'est pas difficile d'imaginer dans quelle situation se retrouvent Fidel et Raúl devant un choix difficile : qui appuyer ? En fait, aucune partie ne méritait la moindre sympathie.

Le russe – tout comme le français – connaît l'expression selon laquelle un malheur ne vient jamais seul : c'est bien vrai. Le camp dit socialiste commence à branler à son maillon le plus faible, la Pologne, où s'organise le mouvement d'opposition Solidarnosc. Brejnev, dont la santé décline, n'a plus aucune clarté dans les idées ni de volonté d'agir. Le Bureau politique est composé de personnes d'un âge avancé qui n'ont plus de confiance ni en elles-mêmes ni dans l'avenir de la nation. Loin de réjouir le Kremlin, les nouvelles expériences révolutionnaires dans le monde l'apeurent. L'économie du pays commence à patiner.

C'est dans ces conditions-là que l'Union soviétique commence à se distancer de Cuba. Et c'est à Raúl qu'il échoit en 1982 d'apprendre à Moscou, de la bouche même de Youri Andropov, le secrétaire général du PCUS, qu'en cas d'agression, Cuba ne devra pas compter sur l'aide de l'URSS.

Les difficultés s'accumulent par la suite : l'URSS tient mal ses engagements en matière économique et commerciale ; elle retire de Cuba, sans préavis, la brigade mécanisée qui était restée sur place comme garantie de la fraternité combative depuis la crise des Fusées, ce distancement aboutissant en 2002 au retrait, de nouveau sans préavis, du centre d'écoute radio-électronique installé par les deux pays dans la banlieue de La Havane.

Heureusement, ces tristes événements ne portent pas préjudice à mes rapports personnels avec Raúl Castro, bien au contraire. Quand, en 1991, l'URSS se désintègre au terme des événements que l'on sait et que je dois prendre ma retraite après avoir abandonné mon poste

³ Le Comité central du PCUS se trouvant sur cette place de Moscou, c'est ainsi que beaucoup de Soviétiques l'appellent.

de chef de la Direction d'analyse de la KGB, Raúl continue de s'intéresser à mon sort et de m'offrir un appui moral extrêmement nécessaire pour moi en un moment pareil.

Il n'a cessé de m'inviter à Cuba de temps à autre, ce qui m'a permis de constater les conséquences dramatiques que l'effondrement du modèle soviétique de socialisme a eues pour le reste du monde. Une fois, sous le coup des dommages causés par les événements de 1991 dans ma terre natale et dans la lointaine île de Cuba, je refuse d'y aller. Je reçois alors en guise de réponse des mots qui sont restés gravés à jamais dans ma mémoire : « [...] Si tu n'as plus confiance dans notre solidité et dans notre capacité de résistance, ne viens pas ; sinon, je t'attends⁴. »

Bien que les rapports entre nos États soient descendus à un moment donné à un niveau très bas, les décennies de fraternité face à un ennemi commun sont restées à jamais dans le cœur de nos peuples. L'un des symboles de cette amitié a été justement la construction à La Havane, en 2008, d'une cathédrale orthodoxe, à l'initiative de Fidel Castro et de Cyrille, alors métropolitaine de Smolensk et de Kaliningrad, et actuel patriarche de Moscou et de toute la Russie, qui se rendit à Cuba en 2008 pour la bénir.

Le moment était venu de relancer les rapports entre la Russie et Cuba, d'autant que Raúl Castro, qui, depuis deux ans avait assumé la responsabilité de l'avenir du pays et de la Révolution à la suite de la maladie de son frère, avait confirmé son assistance à la cérémonie. Et c'est alors que les autorités russes se rappellent mes relations personnelles toujours vivantes avec Raúl et m'invitent à faire partie de la délégation pour symboliser en quelque sorte le rétablissement du pont d'amitié qui unit nos deux peuples. Pour de si nobles fins, on trouve toujours le temps et l'énergie nécessaires.

Cinquante-cinq années s'étaient écoulées depuis ma première rencontre avec Raúl, et le monde avait changé radicalement. Les rapports entre nos deux pays avaient oscillé à la manière d'une aiguille de boussole autour du pôle magnétique de la Terre. Nos histoires personnelles se différençaient aussi beaucoup : l'un, le fils d'un gros et influent propriétaire terrien, s'était converti en un révolutionnaire et avait fini par diriger un État ; l'autre, arrière-petit-fils d'un serf russe, était devenu un malheureux général soviétique qui n'acceptait pas les règles néolibérales imposées à la Russie. Mais, l'un comme l'autre, nous nous sommes maintenus sur une assise commune : « Justice, honneur, courage. »

En 2013, je suis invité aux festivités pour le sixième anniversaire de l'attaque des casernes Moncada et Carlos Manuel de Céspedes. Ni mon âge ni ma santé ne me conseillent un si long voyage, mais il s'agit d'un événement hors du commun, d'autant que cette même année marque aussi le sixième anniversaire de ma rencontre avec Cuba, survenue à peine trois mois avant. Je décide donc de faire le voyage.

Le 26 juillet 1953, donc, je suis assis devant l'énorme caserne Moncada en même temps que dix mille autres assistants. Au centre, les représentants latino-américains ; aux places d'honneur, les chefs d'État du Venezuela, de la Bolivie, de l'Uruguay et du Nicaragua, le ministre des Affaires étrangères de l'Équateur, et les chefs de gouvernement de plusieurs nations antillaises. Cette année-là, Cuba est président en exercice de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), symbole éclatant de l'échec de la tentative des États-Unis de couper Cuba des peuples frères.

Chaque président qui prend la parole estime nécessaire non seulement d'évoquer l'assaut historique en soi, mais encore de revenir sur le rôle historique de la Révolution cubaine dans les destinées du sous-continent latino-américain et de rendre l'hommage qui lui est dû à Fidel Castro, le promoteur incontestable de cette lutte héroïque, et de signaler la contribution importante de Raúl Castro à la victoire définitive.

⁴ Archives de l'auteur.

J'ai du mal à reconnaître Cuba, où je vois partout des signes de renaissance et de rénovation. C'est alors qu'une idée me vient : « Ne vaudrait-il pas la peine de résumer ce que j'ai vécu dans un livre ? » Et cette idée s'impose à moi de plus en plus à mesure qu'interviennent les orateurs et se convertit en une décision : collecter toutes les informations possibles sur la vie et l'action de Raúl Castro et présenter aux générations futures l'image la plus authentique possible de ce personnage extraordinaire sur qui Fidel n'a cessé de s'appuyer et en qui il a eu une confiance infinie, qui a su gagner l'affection et le soutien de la majorité écrasante de ses compatriotes et qui façonne aujourd'hui ce qu'on appelle l'actualisation du modèle économique et social cubain dont les Orientations essentielles ont été adoptées par le Sixième Congrès du Parti, en avril 2011.

J'avais songé jadis à écrire au sujet de grandes personnalités latino-américaines, et mon rêve s'était concrétisé en partie dans mes livres consacrés à Fidel Castro et au général Omar Torrijos, ce patriote panaméen qui sut enlever aux États-Unis, sans effusion de sang, le canal de Panama.

Mon premier travail scientifique avait été un article publié en 1959 dans la revue *Voprosy istorii*, qui portait sur la lutte héroïque que le peuple nicaraguayen mena contre les États-Unis sous la conduite du légendaire Augusto César Sandino. J'avais aussi voulu écrire un livre sur le Che Guevara mais, à sa mort, je me trouvais en mission de longue durée au Mexique, et mon compagnon et ami Iosif Lavretski prit les devants.

Le Che, auteur de livres passionnants sur la lutte révolutionnaire et lui-même brillant narrateur, avertissait ceux qui écrivaient sur la Révolution cubaine de s'en tenir strictement à la vérité. Je suivrai son conseil, car la vérité et la transparence ont été le point le plus fort de cet événement politique. Fidel Castro, lui, a toujours insisté sur l'éthique comme catégorie essentielle.

Si l'on sait que le second prénom de Fidel est Alejandro, qu'il a même utilisé comme alias de guerre, on sait beaucoup moins que Raúl, soit par providence du destin soit dans le cadre d'une tradition, se prénomme Modesto, ce qui reflète un des traits de son caractère.

Non seulement il ne cherche pas la publicité, mais il la fuit. Il n'accorde d'interviews à la presse qu'en cas de nécessité politique ; il ne se présente pas non plus beaucoup à la télévision. Alors que la bibliographie concernant Fidel est interminable, il n'existe sur Raúl que des articles, des chapitres de recherches historiques et quelques publications.

Un jour, le président actuel de Cuba a avancé une idée d'une profonde vérité : « Nous avons été capables de faire l'histoire, mais nous avons été incapables à ce jour de l'écrire⁵. »

Je m'efforcerai donc de combler en partie ce vide.

⁵ Discours pour le vingtième anniversaire du II^e Front oriental Frank País, *Granma*, 13 mars 1978, p. 3.

La formation d'un révolutionnaire

Un père galicien et une mère paysanne. Enfance et adolescence. Université de La Havane. Le coup d'État de 1952. Naissance du révolutionnaire. La conférence internationale de la jeunesse à Vienne. La traversée à bord de l'Andrea Gritti. Le début d'une amitié. Il fait siennes les idées communistes. Prisonnier à La Havane. L'attaque de la caserne Moncada. La prise du palais de Justice : naissance d'un chef.

Raúl Modesto Castro Ruz est né le 3 juin 1931 dans la propriété familiale de Birán, une localité proche de la baie de Nipe, dans ce qui était alors la province d'Oriente⁶. Il était le quatrième enfant de la famille, après Ángela, Ramón et Fidel, et avant Juana, Emma et Agustina. À l'époque, les familles nombreuses étaient considérées comme une garantie de la prospérité patrimoniale.

Le père, don Ángel Castro Argiz, était un paysan pauvre de Lánacara, au nord de la Galice (Espagne), que la misère et l'envie de voir le monde au-delà des bornes du village natal avaient poussé à s'engager dans l'armée espagnole. Ou plutôt, comme les familles aisées pouvaient éviter le recrutement de leurs enfants en leur trouvant un substitut, Ángel Castro, qui avait alors vingt ans (1895) avait accepté pour mille pesetas de prendre la place d'un fils de riche.

Selon les règles de l'époque, fin du XIX^e siècle, le cinquième des recrues était envoyé par tirage au sort dans les colonies. La grande colonie qu'il restait encore à l'Espagne à cette époque, c'était Cuba où la guerre d'Indépendance qui avait démarrée en 1868 et qui, avec différentes interruptions, était repartie en 1895, organisée par José Martí. Et Ángel Castro fit partie des recrues que l'Espagne dépêcha à Cuba pour maintenir son pouvoir colonial.

Il eut la chance de ne participer à aucun combat, puisqu'il avait prêté service sur une sorte de ligne Maginot, autrement dit une ligne de cent kilomètres ponctuée d'ouvrages fortifiés qui coupait l'île d'une côte à l'autre, depuis le port de Júcaro jusqu'aux collines de Morón (province actuelle de Ciego de Ávila), qui était reliée direction Ouest par une voie ferrée encore en fonctionnement et dont les abords avaient été largement dégagés de toute végétation, des palissades et d'autres obstacles devant empêcher le passage des combattants de l'Armée de libération entre l'Est et l'Ouest de l'île.

Alors que Cuba ne comptait qu'un peu plus d'un million et demi d'habitants, l'Espagne avait fini par avoir sur place près de trois cent cinquante mille soldats, dont plus de cent mille paramilitaires espagnols et cubains, soit plus d'un soldat pour cinq habitants, une concentration de troupes inconnue à ce jour dans le monde et dans l'histoire, ni de la part de l'Espagne quand elle avait défendu ses anciennes possessions américaines ni de la part de l'Angleterre quand elle essayait de retenir ses Treize Colonies...

Et pourtant, en 1898, les patriotes avaient presque gagné la guerre quand les États-Unis, qui avaient toujours souhaité mettre la main sur la Perle des Antilles, déclarèrent la guerre à l'Espagne : cette guerre impérialiste, l'une des premières, marqua la fin de l'empire espagnol et permit aux États-Unis d'occuper l'île.

Rentré en Espagne où seule l'attendait la misère, Ángel Castro qui avait pris goût à Cuba décida d'y revenir pour y tenter sa chance : après tout, il était jeune, fort, décidé et ambitieux au bon sens du mot ; il serait donc un *self-made man*. Il apprit tout seul à lire et à écrire, et il rêva de posséder son terrain, sa maison, son patrimoine.

⁶ Birán appartient à la province d'Holguín depuis 1976, quand la province d'Oriente fut divisée en cinq : Santiago de Cuba, Granma, Holguín, Las Tunas et Guantánamo.

À la naissance de Raúl, ce rêve était devenu une réalité : Ángel était à la tête de presque neuf cents hectares de terre et il en avait affermé environ onze mille autres à quelqu'un dont il ignorait comment il les possédait mais qui ne tenait pas à les travailler lui-même.

Ángel Castro était quelqu'un d'entrepreneur. Il se consacrait surtout à la culture de la canne à sucre qu'il vendait à une sucrerie proche. Il avait aussi organisé l'abattage et la vente d'essences précieuses, avait planté une orangerie de treize hectares où il faisait de l'apiculture, il élevait du bétail et possédait d'autres biens. Bref, c'était un gros travailleur. Raúl ne se rappelle pas avoir vu ses parents prendre des vacances ni de repos : ils se levaient avant l'aube et se couchaient tôt.

L'état d'esprit d'Ángel variait en fonction du temps : quand il pleuvait des cordes, son visage presque toujours sévère s'éclairait d'un large sourire. À ses heures de loisir, il aimait planter des arbres, surtout des acajous rouges qui devinrent si énormes qu'ils se convertirent en signe distinctif de sa famille.

Lina Ruz González, la maman, lui ressemblait : fille de paysans pauvres de la province de Pinar del Río, la plus à l'Ouest, qui l'abandonnèrent pour celle d'Orient à la recherche de meilleures conditions de vie et de travail, elle finit, déjà adulte, par apprendre à lire et à écrire, et elle se caractérisait par son amour extraordinaire du travail, son bon caractère et son jugement toujours avisé. Quand elle s'unit au quadragénaire Ángel Castro, elle n'avait que dix-neuf ans, mais ils se complétèrent parfaitement.

Au fait de la générosité de son mari qui était capable d'annuler sans plus la dette de ses clients ou de faire de généreux cadeaux aux gens qui lui plaisaient, Lina veillait avec rigueur sur l'économie familiale : « Sans moi – disait-elle, Ángel se ruinerait », ce qui ne l'empêchait d'aider ceux qui étaient dans le besoin.

Un jour, alors qu'elle parlait avec un travailleur dont la chemise était quasiment en lambeaux, Lina, soucieuse d'améliorer sa situation, mit comme si de rien n'était le doigt dans un des nombreux trous du vêtement et le déchira totalement. Faisant semblant de prendre au sérieux la tristesse de l'homme et s'excusant de sa « maladresse », elle le conduisit au magasin et lui donna une nouvelle chemise.

C'était sa manière d'être, qui s'exprimait dans des circonstances différentes, comme les cadeaux qu'elle apportait aux amies de ses filles au collège. Du matin au soir, elle gérait la propriété, et distribuait aux employés les travaux à faire. Des voisins de l'endroit disent fréquemment que Fidel ressemble plus à son papa et que Raúl a plutôt hérité ses traits de caractère à elle.

Ángel et Lina s'aimèrent beaucoup. Lui préférait voyager avec elle quand elle conduisait la voiture. Et elle, était la seule à pouvoir lui couper les cheveux, en vue de quoi il avait acheté un fauteuil de coiffeur et une tondeuse. Il n'est donc pas étonnant qu'à sa mort, survenue en 1956, il lui ait laissé le gros de son patrimoine, plus que ne le stipulait la loi.

Lina, qui vit la victoire révolutionnaire et ses deux enfants à la tête de l'État, demanda, avant de mourir en 1963, à être enterrée auprès de son mari au cimetière de Marcané. Ce n'est que plus tard qu'en hommage à leur fidélité conjugale et à leur dévouement à la famille et à la maison leurs enfants firent transporter leurs restes à Birán, qui se transforma en une sorte de musée de la famille.

Cette maison, c'est Ángel qui l'avait bâtie, et sans le moindre luxe : on s'y éclaira à la bougie jusqu'au milieu des années 30 où il acheta un groupe électrogène. Un phonographe et une radio étaient les seuls signes de confort. Elle était spacieuse, rationnelle, conçue pour abriter une famille nombreuse ; construite sur des pilotis de bois dur de deux mètres de haut, comme cela se faisait en Galice, elle permettait de garder en-dessous du bétail, d'y traire les vaches, d'y garer la voiture familiale et d'y faire même des travaux administratifs.

Le premier étage était occupé par les quatre chambres des enfants, la salle-à-manger et la cuisine. Le second, appelé le « mirador », était à la disposition des parents et des bébés à l'âge où la mère devait veiller sur eux. On peut encore y voir le berceau qui leur servit à tous.

La maison disparut malheureusement en 1954 dans un incendie, quand le père oublia un cigare allumé dans la chambre et partit élaguer ses orangers. Ce n'est qu'après la victoire révolutionnaire que, à l'initiative de Celia Sánchez, combattante émérite de la Sierra Maestra et étroite collaboratrice de Fidel Castro, elle fut reconstruite à partir de photos et de souvenir de membres de la famille et d'habitants de Birán.

Indépendamment de son train de vie, la famille n'avait pas de mœurs bourgeois ni aristocratiques, d'autant qu'elle n'avait aucun lien avec l'élite commerciale ou politique du pays : tout l'argent gagné servait à améliorer et élever la production.

Les enfants firent leurs études primaires dans des écoles rurales du coin, et leurs copains étaient pour la plupart les enfants des travailleurs de l'exploitation, tous coupeurs de canne à sucre, péons et vachers. L'autorité des parents ne se discutait pas ; Ángel, on le respectait, on le craignait même. Il se maintenait toujours un peu à l'écart, il déjeunait seul, mais il ne refusait jamais rien à ses enfants dont il respectait les décisions sans leur imposer ses vues. Cette manière de faire influa sur le pluralisme politique de la famille.

Lui, par exemple, était un sympathisant convaincu de Franco, un Galicien comme lui : il était sûr que tant qu'il serait au pouvoir, le communisme ne s'instaurerait pas en Espagne et que l'idéologie socialiste ne pénétrerait donc pas en Amérique latine. Ironie de l'histoire, c'est justement par ses enfants que les idées communistes allaient se concrétiser dans cette partie du monde !

Parmi les employés et ouvriers de Birán, certains étaient de droite, d'autres de gauche. Ils discutaient passionnément, surtout durant les jeux de domino, mais sans jamais franchir les bornes de la sagesse politique. Les conflits pour des raisons de racisme ou de convictions religieuses n'étaient pas de mise.

En fait, Birán n'était pas un village ni même un hameau : au départ, il n'y avait eu que la maison de la famille, autour de laquelle les employés et travailleurs avaient commencé à s'installer. Ce fut ensuite le tour des ouvriers, où il avait des émigrants jamaïcains et surtout haïtiens.

Ainsi, la population avait grandi, d'autant qu'Ángel s'efforçait de conserver sa main-d'œuvre : à la « morte-saison », autrement dit le temps qui s'écoulait entre chaque campagne sucrière, il cherchait du travail pour les coupeurs de canne et leur offrait des crédits pour pallier leur pauvreté.

L'endroit finit par se doter d'un magasin et même d'un gallodrome, car les combats de coqs étaient l'une des diversions favorites dans les campagnes cubaines, d'un bar et même d'une salle de billard. Le gouvernement, lui, ouvrit une petite école primaire publique et un bureau de postes et télégraphes. C'est donc grâce à la ténacité et aux effets d'un homme énergique et entreprenant que des éclats de civilisation commencèrent à briller à cet endroit désolé.

Les enfants du couple Castro-Ruz naquirent tous dans la même chambre du premier étage, sans l'aide de médecins, exception faite d'Ángela, l'aînée, qui pesait sept kilos. L'enseignement incomba presque exclusivement à la maman ; du reste, « la rue » s'en chargeait...

Pédagogue-née, Lina conjugait si bien exigence et compréhension que les enfants lui confiaient leurs secrets les plus intimes. Très croyante, elle leur inculqua les règles et normes catholiques qu'elle appliquait elle-même dans sa vie quotidienne, et insista pour qu'ils fissent des études dans des écoles chrétiennes, quoique pas forcément catholiques.

On n'a pas de mal à s'imaginer les souffrances qu'endura cette femme courageuse pendant les années de lutte armée, quand la vie de ses enfants ne tenait qu'à un fil. Elle les surmonta grâce à sa foi inébranlable en Dieu. Elle était convaincue que des forces célestes les aideraient.

On raconte qu'au triomphe de la Révolution, les grains de son chapelet étaient tout usés. Un externat de Birán porte maintenant son nom, hommage mérité à ses qualités de mère et d'éducatrice.

Les premières années de vie de Raúl nous sont surtout connues par les souvenirs de ses frères Ángela, Ramón et Enma, qui reconnaissent tous qu'elles s'écoulèrent dans une ambiance familiale saine, très au contact de la nature et des enfants des travailleurs. Le petit faisait du vélo, car le corridor qui entourait la maison offrait une piste magnifique. Il apprit à nager très tôt et passait des heures, avec ses compagnons, dans les rivières et les ruisseaux qui coulaient près de Birán. Il adorait la marche à pied ou les promenades à cheval sur l'animal que ses parents avaient choisi pour lui et qu'il conserva longtemps.

Il disparaissait plus fréquemment que ses frères et sœurs, presque toujours dans les baraquements des Haïtiens où il perdait la notion du temps. Cet attrait, que ses frères partageaient, était inexplicable pour les parents. À la maison, les enfants étaient bien nourris, mais ils préféraient rester avec les travailleurs pauvres et hospitaliers qui leur offraient de la polenta, des harengs et des épis de maïs tendre grillés. Lina leur permettait ces relations-là, mais elle leur demandait de ne pas manger n'importe quoi, car elle devait parfois soigner des indigestions.

Selon Ángela, ses frères l'écoutaient avec respect, mais continuaient d'en faire à leur tête. Raúl a raconté à l'écrivain cubain Katiuska Blanco : « C'est là qu'on pouvait voir l'étendue de la misère. Les seuls enfants qui ont pu faire des études, c'est mes frères et mes sœurs. Les autres allaient à l'école un an ou deux, ou pas du tout⁷. »

Quand il eut cinq ans, Raúl accompagna sa mère à Santiago de Cuba pour rendre visite à Ramón et à Fidel qui faisaient des études chez les Frères des Écoles chrétiennes. C'était jour de congé, et ce qu'il vit lui plut tant qu'il demanda à rester. Lina finit par accepter, la direction de l'établissement étant d'autant plus d'accord qu'il s'agissait du fils d'un gros propriétaire foncier de la région, connu et riche, qui avait d'ailleurs contribué à la réparation de l'école.

Bien entendu, si jeune, Raúl n'allait pas en classe, il jouait tout le temps. Un jour, alors qu'il faisait du vélo dans le long couloir de l'école, il décida de descendre à l'étage d'en-dessous par l'escalier étroit et se cogna durement la tête contre un piano à queue qui lui barrait le chemin.

Quelque temps après, un professeur se permit de gifler Fidel qui riposta « œil pour œil, dent pour dent ». Le directeur de l'école affirma alors à Ángel que ses enfants étaient « les pires canailles qui soient jamais passées par l'école », les mettant tous dans le même sac, alors que Raúl était encore un bambin et que Ramón, aux dires de Fidel, « faisait toujours profil bas ».

Le père crut dur comme fer ce qu'on lui disait et les ramena tous les trois à la maison. Raúl n'était pas mécontent de rentrer, et Ramón, lui, était ravi. Mais Fidel refusa d'accepter une punition qu'il jugeait injuste et exigea de poursuivre ses études. Il reconnut, des années plus tard, avoir même menacé, devant sa maman, de mettre le feu à la maison. Il se montra si intransigeant qu'on le renvoya à Santiago, mais chez les jésuites cette fois, au collège Dolores, où on inscrivit aussi Ramón peu après.

En 1937, les parents inscrivirent Raúl dans une école « civile et militaire » proche de Birán. Il s'agissait là d'une initiative de Fulgencio Batista. Celui-ci qui, après le renversement, en 1933 du dictateur Gerardo Machado, avait participé à la « Révolution des sergents » et s'était nommé colonel du jour au lendemain, avait fini par devenir une sorte d'éminence grise derrière des gouvernements éphémères. Il avait donc créé quelques écoles de ce genre dont il avait confié la direction à des sergents fidèles et qu'il réservait à des enfants de familles modestes vivant dans les endroits reculés, afin d'en faire des cadres de réserve pour ses futurs plans politiques. Elles firent long feu.

⁷ Conversation avec Katiuska Blanco, témoignage inédit. Archives du Comité central du Parti communiste de Cuba.

Quand Raúl Castro y entra, il avait six ans. On pourrait dire ironiquement que c'est là que le futur héros de la Révolution cubaine fit ses classes ! Ses sœurs se rappellent lui avoir confectionné trois uniformes de gala couvert d'insignes : navale, troupes générales, police montée rurale.

Au début, il s'y rendait à cheval, mais il était encore si petit qu'il fallait l'attacher solidement aux étriers pour qu'il ne tombe pas. Plus tard, les parents acceptèrent la proposition du sergent Armando Núñez Castillo, le directeur de l'école, de le loger chez lui durant la semaine.

En janvier 1938, Fulgencio Batista, qui aspirait à se présenter aux élections présidentielles, souhaita se réunir à La Havane avec des professeurs de ces écoles qui devaient faire venir leurs meilleurs élèves. Raúl, bien entendu, n'était absolument pas représentatif des élèves auxquels ces écoles étaient destinées, mais, comme c'était le plus petit, qu'il était éveillé et suscitait la sympathie, le sergent Núñez, pas bête du tout, supposa qu'il attirerait l'attention, surtout celle du colonel Batista. Il avait vu juste.

Comme une deuxième rencontre était possible, le directeur entreprit de former son élève pour qu'il l'aide à concrétiser son rêve de passer officier. Il y eut en fait une deuxième rencontre, où tout se déroula comme il l'avait prévu : Batista fit signe à Raúl de s'approcher, le prit au bras et lui dit quelques mots, tandis que le gamin jouait avec les médailles qui constellaient l'uniforme du colonel. Tout d'un coup, Raúl joua le rôle qu'on lui avait appris : « Monsieur le colonel Fulgencio Batista y Zaldívar : au nom des élèves de l'École militaire n° 1 de Birán, je vous prie d'élever notre sergent au grade de lieutenant ! » Stupéfait, Batista ne put que marmonner : « D'accord, je le ferai ! » Le colonel futur dictateur ne pouvait pas prévoir, bien entendu, que ce gamin deviendrait au fil du temps un des principaux architectes de son renversement. Une curiosité de plus dans la vie de Raúl.

Du fait de sa montée en grade, Armando Núñez fut muté dans une école d'un rang plus élevé, à Mayarí, chef-lieu du canton auquel était rattaché Birán, mais, comme il tenait à contrôler encore Raúl, il obtint de la famille de pouvoir le prendre avec lui, jusqu'au jour où des inspecteurs lui firent savoir qu'il ne pouvait avoir un si jeune élève dans son école. Alors, de sa propre initiative, il envoya Raúl chez son père, Teófilo, ancien combattant de la guerre d'Indépendance qui y avait perdu la jambe et qui vivait à Los Hoyos, dans la banlieue de Santiago de Cuba, un quartier très pauvre aux rues de terre battue. Raúl alla à l'école du coin et, selon son témoignage, était ravi de sa liberté, jusqu'au jour où sa famille apprit ce qu'il s'était passé et le ramena à Birán.

Après la défaite de la tyrannie, l'ex-sergent-lieutenant Núñez tenta de se rapprocher de Raúl, apparemment dans l'espoir d'une compensation, mais le sort lui joua un mauvais tour : on découvrit dans les archives militaires une lettre qu'il avait écrite au chef de l'armée de Batista quand on apprit que Fidel et Raúl avaient participé à l'attaque de la caserne Moncada et dans laquelle il s'excusait d'avoir été le professeur et l'éducateur des « fauves sanguinaires ». Il y mentait en plus à deux reprises : il n'avait jamais eu de contact avec Fidel et il répétait comme un perroquet les fausses accusations concernant des soldats prétendument assassinés au couteau par les attaquants. Dès lors, au milieu de 1959, Raúl ne reçut plus jamais Armando Núñez à qui il avait pourtant délivré un laissez-passer pour qu'il puisse le rencontrer quand il le voudrait.

Si les premières expériences scolaires de Raúl ne furent pas des meilleures, son passage dans d'autres écoles ne le fut guère plus. Il affirme : « Pour moi, être interne était un supplice ; pour Fidel, non, mais pour moi, oui⁸. » Il faut aller chercher cette différence quelques années auparavant, quand Raúl avait à peine un an.

À cette époque, la famille Castro-Ruz avait accueilli l'institutrice assignée à la petite école rurale de Birán, Eufrosia Feliú, qui décida d'en tirer parti : elle proposa qu'Angela, Ramón et Fidel s'installent chez un parent à Santiago de Cuba où ils disposeraient de meilleures

⁸ *Id.*

conditions pour faire des études, au prix de quarante pesos par mois chacun... C'était une somme considérable au milieu des années 30, quand Cuba souffrait une des pires crises économiques de son histoire, reflet de celle que vivaient les États-Unis.

Les frères se rappellent avec horreur cette époque-là, cette sensation de faim permanente qu'ils éprouvaient, l'ambiance de misère environnante et les limitations imposées à leur liberté de mouvement. En effet, c'est bel et bien aux dépens du bien-être de ses « pupilles » que l'astucieuse institutrice put partir en voyage et admirer notamment les chutes du Niagara et d'autres endroits. Quand Lina rendit visite à ses enfants et se rendit compte des conditions dans lesquelles ils vivaient, elle les inscrivit comme internes dans l'école où ils allaient déjà, ce qui fut une libération pour eux, surtout pour Fidel.

Raúl avait huit ans quand ses parents l'envoyèrent à son tour à Santiago de Cuba, là où ses deux frères étudiaient déjà, le collège Dolores, appartenant aux jésuites. Ce séjour à trois, en tant qu'internes, jusqu'à la fin des études correspondantes renforça les liens tissés entre eux et qui se maintiendront toute leur vie.

Dans les souvenirs de Ramón, Fidel et Raúl en arrivaient parfois à se disputer. Tous trois partageaient la même chambre : quand il fallait éteindre la lumière et que personne ne voulait le faire, cela commençait par des attrapades et finissait par une bataille de polochons entre eux, jusqu'au moment où Ramón se levait et le faisait.

D'après tout ceux qui l'ont connu à l'époque, Raúl était vif et espiègle, il aimait les plaisanteries et faire des blagues au sérieux Fidel qui finissait par se fâcher, si bien que Ramón devait intervenir pour ramener le calme. Raúl détestait d'être enfermé et n'aimait pas l'internat, mais ses parents se montrèrent inflexibles et l'y maintinrent, bien qu'Ángela soit intervenue auprès d'eux pour qu'il l'en retirent.

Le déclenchement de la deuxième guerre mondiale en Europe en septembre 1939 eut de tragiques répercussions sur le continent américain, le plus significatif en ayant été le torpillage de deux navires par des sous-marins allemands, dans le golfe du Mexique, en 1942.

C'est à cette époque que les formations démocratiques antifascistes se renforcèrent sur l'île. Dès 1938, le Parti communiste, créé dans la clandestinité en 1925, était devenu légal ; son journal, *Hoy*, commença à circuler ouvertement, ainsi que sa station de radio nationale. La Confédération des travailleurs de Cuba (CTC), pour sa part, avait été fondée en 1939 et son secrétaire général était un dirigeant communiste bien connu, Lázaro Peña.

Comme il fallait élaborer une nouvelle Constitution pour renforcer ces victoires démocratiques, l'Assemblée constituante organisée dans ce but en 1940 en adopta une qui fut considérée comme la plus démocratique d'Amérique latine à cette époque.

Franklin Delano Roosevelt occupait alors la Maison-Blanche : quand il y était entré en 1933, il avait accepté des négociations portant sur la suppression de l'odieux Amendement Platt que les États-Unis avaient imposé par la force en 1901 et qui avait converti Cuba en une sorte de protectorat, puisqu'il leur donnait le droit, entre autres, de s'ingérer dans ses affaires intérieures sous n'importe quel prétexte et de posséder des bases militaires, et qu'il ne reconnaissait pas l'autorité du gouvernement cubain sur l'île des Pins⁹, d'à peine 2 419 kilomètres carrés.

Les négociations furent couronnées de succès, bien que l'île eût signé finalement un Traité de réciprocité commerciale qui, tout en éliminant certaines des clauses qui violaient ouvertement l'indépendance de Cuba, préservait cependant le contrôle des États-Unis sur son économie.

⁹ Aujourd'hui, île de la Jeunesse.

Roosevelt, pour ce faire, jugea que Cuba avait fait des progrès démocratiques ces années-là, mais on ne saurait oublier qu'il ne fit rien pour éliminer les dictatures militaires existant en Amérique latine. C'est d'ailleurs lui qui est l'auteur de cette fameuse phrase au sujet d'Anastasio Somoza, le sanglant tyran nicaraguayen : « Somoza est un fils de pute, c'est vrai, mais c'est du moins le nôtre ! »

Malgré les graves calamités qu'elles provoquèrent, les guerres mondiales apportèrent en quelque sorte de la prospérité aux pays du sous-continent latino-américain, étant donné la demande croissante de denrées alimentaires et de matières premières stratégiques. Ainsi, Ángel Castro, pour ne prendre qu'un exemple, augmenta considérablement son capital durant la première guerre mondiale grâce à la hausse des cours du sucre sur le marché international. La seconde guerre mondiale fut elle aussi bénéfique à l'économie cubaine : les armements exigeaient des aciers de grande qualité, et les gisements de nickel cubains faisaient partie des plus riches au monde.

En fait, les États-Unis firent moins attention à leur « arrière-cour », comme ils appelaient l'Amérique latine, absorbés qu'ils étaient par les problèmes mondiaux et leur participation à la guerre. Les hommes politiques cubains, même les plus répressifs, durent se plier à l'ambiance démocratique générale. Batista en personne, élu président pour 1940-1944, rentra ses griffes et dissimula le rugissement du militaire derrière le sourire du démagogue de service.

En 1945, Raúl se rendit à La Havane pour s'inscrire au lycée Belén, lui aussi des jésuites. Fidel venait d'y passer brillamment son bac et s'était inscrit à la fac de droit de l'Université. À Cuba, en règle générale, la jurisprudence ouvrait les portes à la vie politique.

Fin 1946, Ángel reçut une lettre du proviseur qui se plaignait de Raúl et jugeait qu'il ne pouvait le garder plus longtemps au lycée. En fait, ne souhaitant plus rester là, Raúl s'était mis en tête de « faire la grève » scolaire...

Son père le ramena à Birán et le mit au travail. Sans ciller, Raúl ramassa des tubercules dans les champs, travailla à l'entrepôt mitoyen du magasin où l'on gardait des vivres, des vêtements, des articles de quincaillerie, et même des outils agricoles. Son père le nomma ensuite vendeur, et enfin employé de bureau, pour un salaire considérable pour l'époque de soixante pesos par mois. Tous ces emplois permirent à Raúl de mieux connaître la vie du petit peuple et de resserrer des liens avec les travailleurs et leurs familles qui le considéraient comme leur égal.

Les dimanches et les jours de fête nationale, les fanatiques de combats de coqs se réunissaient au gallodrome et suivaient leurs favoris avec autant de passion que les fans d'un match de foot. Comme beaucoup d'autres, Raúl avait ses propres coqs qui furent bien souvent vainqueurs et lui rapportèrent de coquettes sommes d'argent. Mais, tout comme ses parents, il ne tomba jamais sous la coupe de l'argent.

Le père avait ouïe dire que son fils, quand il bavardait avec les ouvriers de l'endroit, ne dissimulait pas ses inquiétudes au sujet de la situation sociale existante, notamment de la voracité des sociétés étasuniennes qui entouraient la propriété familiale. Ramón se rappelle avoir entendu dire un jour à son père : « Ce jeunot, je vais le dresser. Je vais l'envoyer avec Fidel à La Havane ; s'il reste ici, il devient communiste ! » De fait, ce désir du père coïncidait avec celui de Fidel qui, en vacances d'été à Birán, avait insisté pour que son frère cadet poursuive ses études et qui s'était engagé à se charger personnellement de son éducation.

Aux yeux du père, Fidel était l'exemple de quelqu'un de sérieux, devant qui l'avenir était ouvert et à qui on pouvait confier l'éducation d'un frère : c'était le premier membre de la famille à faire des études dans la prestigieuse université de capitale, il était marié et il avait un enfant. Il le chargea donc « de faire un homme de Raúl ».

De nombreux auteurs qui ont écrit sur Fidel et Raúl se demandent comment ces enfants sans problèmes d'un gros propriétaire terrien, devant lesquels s'ouvrait une voie royale vers la politique ou les affaires, sont devenus des révolutionnaires qui ont modifié radicalement les destinées de Cuba et ont même bradé leur héritage personnel. Aucun n'a trouvé une réponse

satisfaisante. Dans la famille Castro-Ruz, chacun a suivi son chemin. Celui de Juana, par exemple, est allé en direction absolument contraire : elle a émigré aux États-Unis d'où elle n'a cessé de critiquer le système en place à Cuba.

Les autres sœurs ont fondé des familles et vivent simplement. Ramón s'est avéré un administrateur né. Dès le collège, il rêvait du moment où il s'assoierait sur un bœuf ou un tracteur. Il rentra à Birán pour s'occuper de ce qui lui plaisait le plus : semer et cultiver de la canne à sucre, conduire n'importe quel engin agricole, devenir un expert éleveur... Il devint le meilleur adjoint de son père à la ferme dont il s'occupa totalement à la mort de celui-ci. Mais ce n'est pas tout : durant la guerre insurrectionnelle, il fit parvenir une imprimerie portative, du carburant, du matériel technique, des médicaments et d'autres articles au front que dirigeait Raúl dans les montagnes. Après 1959, il travailla longtemps au ministère de l'Agriculture et dirigea une ferme laitière expérimentale.

En 1950, Raúl partit pour La Havane, où Fidel l'avait inscrit dans une école de propédeutique pour qu'il puisse passer les examens d'entrée à l'Université. C'est ainsi que Raúl put s'inscrire en 1950-1951 à la faculté de droit pour y faire des études de gestion. Il vivait chez son frère, qui exerçait comme avocat et se proposait de partir en France pour y poursuivre des études à la Sorbonne. Raúl, lui, suivait la même voie que son aîné, se transformant en membre actif du mouvement étudiant.

La situation politique avait beaucoup changé dans le monde à la fin des années 40 et au début des années 50 : après la victoire sur le fascisme, l'espoir de paix et de démocratie avait été remplacé par une brutale « guerre froide » ; toutes les idées de gauche et les exigences de démocratie étaient taxées d' « obéissance communiste », et, par conséquent, étaient jugées hostiles et surtout anti-américaines. À Cuba même, le gouvernement de Carlos Prío Socarrás (1948-1952) plongeait dans la corruption, tandis que le « banditisme », autrement dit l'apparition de groupes armés, fleurissait, faisant même des victimes parmi les dirigeants syndicaux et les étudiants de gauche.

Tous les espoirs reposaient sur le Parti du peuple cubain (Orthodoxe), fondé en 1947 pour un homme politique démocrate et honnête, Eduardo Chibás, qui critiquait fortement et sans trêve, surtout à la radio, l'ordre en place et la politique du gouvernement. N'ayant pas pu tenir sa promesse de présenter des preuves documentaires de la corruption d'un ministre qu'il avait attaqué avec véhémence, il se tira une balle dans le ventre durant son émission de radio et mourut quelques jours après, fin décembre 1951. Malgré la mort de son leader, tout le monde savait que son parti remporterait les élections de juin 1952.

Raúl absorba avidement tout ce qui se passait autour de lui, participa activement aux meetings et manifestations des étudiants contre le gouvernement et entra en contact avec des jeunes de gauche, comme Pedro Miret qui deviendrait le principal instructeur de tir de ceux qui allaient participer à l'attaque de la caserne Moncada, le 26 juillet 1953.

Son plus important éducateur politique restait Fidel, qui postulait alors à un poste de représentant à la Chambre au nom du Parti orthodoxe. C'est lui qui lui fit lire *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* de Friedrich Engels. D'autres ouvrages vinrent ensuite qui lui permirent de saisir des choses qu'il ne comprenait pas.

C'est aussi à travers Fidel qu'il entra en contact avec Alfredo Guevara, Raúl Valdés Vivó et Lionel Soto, entre autres membres des Jeunesses socialistes (communistes) qui n'étaient guère qu'une vingtaine à l'Université mais qui se distinguaient par leur activisme et leur organisation. Échangeant avec eux, il comprit un peu mieux la société et se familiarisa avec d'autres œuvres de la littérature marxiste.

Le 10 mars 1952 fut un jour triste dans l'histoire cubaine : quatre-vingts jours avant les élections présidentielles, Fulgencio Batista, qui n'avait aucune possibilité d'être élu, profita de

son influence dans l'armée (1933-1940) pour faire un coup d'État militaire et pour implanter une dictature : il annula la Constitution, instaura des « Statuts constitutionnels » qui lui donnaient des pouvoirs absolus et rompit les relations avec l'Union soviétique.

Bien entendu, cette violation de l'ordre constitutionnel suscita des manifestations de refus, dont, comme de coutume, les étudiants prirent la tête et auxquelles Raúl participa. Protégée par son « autonomie », l'Université de La Havane devint le centre des activités d'opposition à la dictature et de conspiration. Le 6 avril 1952, Raúl participa aux funérailles symboliques de la Constitution, dont le texte fut placé dans un cercueil que les jeunes transportèrent depuis l'Université jusqu'à la « Forge de Martí », autrement dit l'endroit où Martí, condamné au bagne à l'âge de dix-sept ans, avait fait des travaux forcés.

Deux voies s'ouvraient devant les révolutionnaires. Les communistes du PSP décidèrent de renforcer le parti, d'accroître leur influence dans le mouvement ouvrier, les syndicats et les masses populaires au sens le plus large du terme, ce qui supposait une longue période qui permettrait de jeter les bases d'un changement de pouvoir.

L'autre voie, utilisée bien des fois dans l'histoire de l'humanité, était le soulèvement armé, la destruction rapide des assises et de la superstructure de la société injuste en place et des transformations radicales si la société le permettait. Le choix de la lutte armée offre autant d'exemples de réussites que d'échecs dans l'Histoire, ce qui explique qu'elle continue de faire l'objet de débats et de divisions dans la gauche.

Raúl, lui, en tout cas était d'accord avec son frère que la lutte armée était la seule issue au putsch et, tout en continuant d'agir dans d'autres directions, il s'incorpora aux activités du mouvement que son aîné était en train de mettre en place.

Comme il fallait des armes, il se rappela qu'il y en avait à Birán, dont des fusils Winchester qui pouvaient servir. Il n'eut pas de mal à convaincre l'employé qui veillait sur elles de lui en donner deux à réparer, parce qu'il y avait longtemps qu'elles n'avaient plus servi. Il expédia les deux fusils à La Havane, accompagnés de munitions.

Le 10 janvier 1953, il participa avec d'autres étudiants à un défi au dictateur : l'inauguration, au bas du grand escalier d'honneur de l'Université, du premier monument consacré à Julio Antonio Mella, une figure politique éminente, qui avait fondé la Fédération des étudiants (FEU) et le premier Parti communiste de Cuba, et qui avait été assassiné en 1929 à Mexico, où il avait dû s'exiler, par des agents du dictateur de l'époque, Gerardo Machado.

Cinq jours après, le buste de Mella fut profané, ce qui déclencha la colère des étudiants, dont l'un d'eux fut blessé mortellement lors des heurts avec la police et dont l'enterrement se transforma en une protestation massive contre la dictature.

Ce même mois, Raúl participa à l'organisation et à la tenue du Congrès national martinien pour la défense des droits des jeunes cubains, qui constituait l'une des actions envisagées, à partir du 26 janvier, pour le centenaire de la naissance de José Martí par des secteurs opposés à la dictature, et il fut élu secrétaire de propagande du nouveau Conseil permanent.

Le lendemain, la veille de la naissance de Martí, la Fédération étudiante organisa une Marche aux flambeaux, après avoir appelé la population à y participer. La manifestation démarra à 23 h 30 du bas du grand escalier de l'Université en direction de la Forge de Martí. Raúl faisait partie des trois cents membres du mouvement clandestin que Fidel était en train d'organiser : organisés en rangs serrés, ils avançaient au cri de : « Révolution ! »

En février, des organisations de jeunes proposèrent à Raúl de conduire la délégation cubaine qui devait participer à la Conférence internationale sur les droits de la jeunesse prévue à Vienne, toujours occupé par les troupes alliées : la conférence se tiendrait donc en zone neutre, au centre-ville, et les délégués seraient logés dans des hôtels à demi-détruits du secteur soviétique.

Quand il apprit les plans de son benjamin, Ángel piqua une colère : « Pour aller derrière le rideau de fer, il n'aura pas un sou de moi ! » Puis il se radoucit et permit quand même à Ramón de lui virer cinq cents dollars.

C'est le 24 février 1953 que Raúl aborda le navire anglais *Pacific Queen* qui, après des escales aux Bermudes et à la Corogne (Espagne), le conduisit au Havre d'où il prit le train pour Paris pour poursuivre quelques jours après son voyage jusqu'à Vienne. Le choix de l'itinéraire et des moyens de transport visait à économiser de l'argent.

À Vienne, le jeune homme connut de nouveaux horizons et élargit sa vision du monde politique. Jusque-là, il n'avait connu que Birán et ses environs, Santiago de Cuba et La Havane. La capitale autrichienne rassemblait des jeunes du monde entier et de toutes les races et de toutes les couches sociales.

Les premiers qu'il connut furent des Chiliens, la nombreuse délégation chinoise et les Soviétiques, dont l'un d'eux, Boris Kostritsine, qui parlait espagnol et travaillait pour les Éditions en langues étrangères de Moscou lui fit cadeau de *Poème pédagogique* qui faciliterait notre amitié quelques mois après. Boris mourut malheureusement peu de temps après dans un accident de voiture et ne put laisser aucun témoignage de cette rencontre.

Raúl eut pourtant des contacts plus rapprochés avec les délégués latino-américains auxquels l'unissaient, non seulement la langue, mais des inquiétudes communes propres du sous-continent, entre autre les Guatémaltèques Ricardo Ramírez et Bernardo Lemus, qui lui parlèrent en détail des succès et des reculs de la démocratie dans leur pays.

À la séance plénière, Raúl parla des problèmes des jeunes Cubains, du chaos et de la crise économique de l'île où sévissait une dictature appuyée par les États-Unis. À la fin de son intervention, il remit à la présidence un document adopté par le Congrès national martinien pour la défense des droits des jeunes Cubains.

Sa participation active aux travaux de la Conférence attira l'attention des organisateurs du Quatrième Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, prévu à Bucarest, lesquels l'invitèrent à la réunion du Comité international préparatoire qui devait se tenir aussi dans la capitale de la Roumanie socialiste. Là, Raúl consacra le gros de son temps aux travaux préparatoires, mais il put quand même visiter la région pétrolière de Ploiesti qui, pendant la deuxième guerre mondiale, avait fourni la plus grande partie du pétrole utilisé par l'armée nazie. Il visita aussi Constantza, un port important sur la mer Noire. Partout, il se réunit avec des jeunes, s'intéressa à leurs succès professionnels et universitaires. Il eut aussi des échanges avec d'autres jeunes Cubains, dont Jorge Risquet, délégué à Budaspest de la Fédération mondiale des jeunesses démocratiques (FMJD).

La Roumanie était alors le pays le moins développé du bloc socialiste, et elle le resta jusqu'à l'effondrement du socialisme en Europe. Pour l'opinion publique, elle restera associée à des extravagances historiques. Ainsi, Mikhaïl I^{er} qui, d'allié de l'Allemagne nazie, participa ensuite à la coalition antihitlérienne une fois les troupes soviétiques entrées sur son territoire en 1944 : ce fut le seul monarque, jusqu'en 1947, d'un État socialiste, si bien qu'on l'appelait en plaisantant le roi Komsomol. Il fut donc décoré de la médaille militaire soviétique de la Victoire, qui fut aussi décernée à quatre autres étrangers pour leur participation à la défaite de l'Allemagne hitlérienne : Eisenhower le général étasunien ; Montgomery, le maréchal britannique ; Tito, le chef des guérilleros yougoslaves, et Rola-Zymierski, commandant des troupes polonaise formées en URSS. Cette médaille, d'or et de platine, sertie de gros brillants, fut imprimée en seulement vingt exemplaires. Compte tenu de sa valeur historique incalculable, on la conserve dans des musées, sauf celle de Mikhaïl I^{er}, qu'un acheteur anonyme acheta dans une vente aux enchères. Son vendeur était lui aussi anonyme : peut-être était-ce Mikhaïl I^{er} en personne, qui avait du mal à boucler les fins de mois à l'étranger, ou alors quelqu'un de la famille de Nicolae Ceausescu, le dernier dirigeant communiste du pays, qui retira la médaille des dépôts publics quand le socialisme branlait sur ses bases en Roumanie. Je referme la parenthèse.

Avant de rentrer dans son pays, Raúl visita sans s'y attarder la Hongrie et la Tchécoslovaquie. À la mi-avril 1953, il arriva à Paris avec ses amis guatémaltèques. Tous trois se proposaient d'aborder au Havre l'*Île de France*, un transatlantique dont ce serait la première traversée, mais une grève des dockers empêcha son départ. Comme ils supposaient que cette situation durerait peu, ils décidèrent d'attendre. Le 1^{er} mai, ils assistèrent au défilé de la fête du Travail, et furent impressionnés par la massivité et l'organisation de la classe ouvrière parisienne, et aussi par la grande quantité d'Algériens qui réclamaient l'indépendance de leur pays.

Mais, la grève se prolongeant, ils durent penser à une autre solution pour regagner Cuba. Ils prirent la direction de l'Italie où un cargo mixte, l'*Andrea Gritti*, devait appareiller de Gênes le 5 mai 1953 pour Cuba, puis le Mexique. Avant de partir, Raúl, utilisant une partie de l'argent viré par Ramón, remboursa au Comité organisateur le prix du billet de retour.

La traversée fut tranquille, riche en impressions nouvelles. J'en ai déjà parlé. En revanche, l'arrivée à La Havane fut une vraie douche écossaise. Raúl passa sans problèmes les contrôles douaniers : d'aspect décidé, bien habillé, un appareil photo en bandoulière, il donnait la parfaite image du touriste aisé rentrant chez lui. Il était déjà dehors en quête d'un taxi quand il se retourna et vit ses amis guatémaltèques « secoués » par la police. Le Guatemala était alors une épine au pied des États-Unis et les Guatémaltèques étaient considérés comme des ennemis. Raúl rebroussa chemin pour aider ses amis, mais il fut arrêté à son tour comme complice : la police saisit ses valises, ses livres, ses notes, son appareil photo et les pellicules, les conduisit tous les trois au commissariat, les menaçant, les humiliant, les soumettant à des fouilles minutieuses, puis les envoya pour finir à la prison du Prince.

Raúl fut emprisonné avec les droits communs qui, incités sûrement par les autorités de la prison, lui réclamèrent tout l'argent qu'il avait. Le jeune homme les envoya sur les roses, et les provocateurs entreprirent de le fouetter à coups de corde. Tout en se protégeant le visage, il finit par attraper une corde et rendit la pareille à son agresseur. Les gardiens accoururent en entendant les cris et s'efforcèrent non sans mal de rétablir l'ordre.

En prison, les rumeurs vont vite. Beaucoup de détenus étaient là pour des raisons politiques, entre autres des dirigeants syndicaux des tramways havanais qui en informèrent le Parti socialiste populaire, si bien que, dès le 9 juin 1953, le journal *Hoy* publiait une note sur l'arrestation de Raúl et les mauvais traitements dont il était victime. Flavio Bravo, secrétaire général des Jeunesses socialistes, lui rendit visite.

Fidel, mis au courant, entreprit des démarches légales pour libérer son frère. Et l'ambassade guatémaltèque s'occupa de ses ressortissants. Raúl fut libéré quatre jours après et put récupérer, après maints efforts, une partie des livres et de la littérature qu'il remit au Parti socialiste populaire.

Raúl se lança à nouveau dans la bataille politique. Il entra aux Jeunesses socialistes avec l'aval de dirigeants communistes bien connus : Flavio Bravo et Raúl Valdés Vivó. Les historiens cherchent à savoir si Fidel était au courant de l'évolution de son frère et quelle avait été sa réaction. Rappelant ces moments-là – il ne restait que quarante-sept jours avant l'attaque de la caserne Moncada – Fidel a affirmé au sujet de ce « point délicat » :

« Raúl était alors bien à gauche. En fait, c'est moi qui l'ai initié aux idées marxistes-léninistes. [...] Alors, dans le droit fil de son interprétation de la doctrine marxiste, il est entré aux jeunesses du Parti communiste.

– De son propre chef ?

– Oui, de son propre chef. *Il a toujours eu ses idées à lui*¹⁰. »

¹⁰ *Cien Horas con Fidel. Conversaciones con Ignacio Ramonet*, La Havane, 2006, Oficina de Publicaciones del Consejo de Estado, 3^e édition, p. 153. (*Souligné par l'auteur.*)

Mais seules trois personnes le savaient : Fidel, José Luis Tasende, ami proche et chef de la cellule à laquelle il appartenait, et Pedro Miret, compagnon de lutte et coturne de la pension de famille où il était logé.

Le 21 juillet 1953, cinq jours à peine avant l'attaque de la caserne Moncada, Raúl offrit une interview au journal *Hoy*, racontant en détail son voyage en Europe. La Conférence avait été suivie par quatre cent soixante-dix-neuf délégués, dont cent huit étudiants, de soixante et onze pays, représentant le plus vaste spectre d'idées et de courants politiques, leur dénominateur commun étant les objectifs du mouvement étudiant : lutte pour une vie digne, pour le droit au travail, à l'éducation, à la santé physique et morale, etc. Les délégués appuyaient le mouvement pacifiste international, réclamaient le retrait de toutes les troupes étrangères. Les délégués paysans réclamaient des réformes agraires, l'octroi de crédits publics aux agriculteurs et éleveurs, l'amélioration des logements, l'interdiction d'assigner des terres à la construction de bases militaires. Les étudiants demandaient plus d'établissements d'enseignement supérieur, des bourses d'étude et des garanties d'emploi une fois diplômés. Tous les délégués exigeaient la réduction des dépenses militaires et l'élévation des sommes allouées à l'éducation, ce qui, venant des délégués étasuniens, français et britanniques, était tout à fait significatif. La Conférence s'était conclue dans un climat très émouvant : les délégués avaient applaudi pendant presque cinquante minutes les accords adoptés et chanté des hymnes et des chansons connus dans le monde entier.

Durant le bref laps de temps entre son retour d'Europe et l'attaque de la caserne Moncada, Raúl se prépara à l'action armée, bien que Fidel, respectant absolument le cloisonnement prévu, ne l'eût pas informé des détails. Ce n'est donc que quelques heures avant, à la ferme Siboney, qu'il apprendrait que sa mission, avec cinq autres, était de s'emparer du palais de Justice, qui se dressait tout près de la caserne, et d'appuyer depuis sa terrasse l'offensive du groupe principal que conduirait Fidel¹¹.

Un autre groupe de vingt hommes, conduit par Abel Santamaría, second chef du Mouvement, devait s'emparer de l'hôpital, qui jouxtait le fond de la caserne, et neutraliser toute activité de la garnison à ce point.

Raúl et ses compagnons remplirent la première partie de leur mission sans contretemps. Ils firent prisonnier un caporal qui passait par là, puis le veilleur de nuit qui était venu leur ouvrir et qui leur dit où se trouvaient les autres gardiens de l'édifice qu'ils firent prisonniers à leur tour et qu'ils enfermèrent tous dans la même pièce après les avoir désarmés

Ils accédèrent ensuite au toit en terrasse d'où l'on voyait parfaitement la Moncada. Le combat s'était déjà engagé, autour de cinq heures et quart du matin. La sirène d'alarme de la caserne sonnait. On entendait les rafales d'une mitrailleuse, qui se trouvait malheureusement hors de portée de leurs armes sur la terrasse du palais de Justice.

Ils ouvrirent le feu sur la caserne pour bloquer les actions de la garnison. Raúl utilisait le Springfield qu'il avait pris quelques moments avant à l'un des militaires et dont il avait appris le fonctionnement avec les gendarmes ruraux¹² à Birán. Le combat, on le sait, ne dura qu'un quart d'heure. À défaut du facteur surprise, il était impossible qu'une soixantaine d'hommes mal armés puissent occuper une caserne défendue par un régime complet de soldats de métier. Fidel donna l'ordre de décrocher, ce que constatèrent Raúl et ses compagnons depuis le toit-terrasse.

Raúl ordonna de faire pareil, mais resta quelques minutes de plus pour voir ce qu'il se passait dans la caserne. Étant redescendu par l'ascenseur, il s'aperçut qu'une patrouille était sur le point de capturer ses compagnons, se lança sur le sergent qui la commandait, lui arracha

¹¹ Je l'ai visité en 2013 pour le soixantième anniversaire de la Moncada : il remplit la même fonction et une restauration lui a rendu son aspect original. Une plaque toute simple rappelle les événements historiques.

¹² Sorte de police montée chargée de maintenir l'ordre dans les campagnes, généralement au service des sociétés étasuniennes et des latifundiaires.

son pistolet, puis ordonna au chef et à ses subordonnés de s'allonger par terre, ce qu'ils firent sans opposer de résistance. Ils les conduisirent ensuite jusqu'à la pièce où les autres étaient enfermés, leur ordonnèrent de s'asseoir et de faire silence.

C'est là que se décida son destin et celui de ses compagnons. Ayant eu à choisir entre le déshonneur et l'immortalité, il avait fait le bon choix : en effet, le chef de son groupe avait failli à sa tâche, et c'est lui qui avait alors donné les ordres au moment opportun et décidé de décrocher, passant ainsi de simple soldat à chef.

Raúl ordonna à ses compagnons de monter dans la voiture dans laquelle ils étaient venus, de la mettre en marche et d'attendre qu'il revienne avec le chef du groupe. Ne l'ayant pas retrouvé, il retourna à la voiture qui démarra sur les chapeaux de roue¹³. Après plusieurs tours et détours, ils aboutirent à Ciudadamar, un quartier au bord de mer. Voyant des vêtements pendus dans un jardin, ils s'en emparèrent pour pouvoir se débarrasser de l'uniforme militaire que portaient tous les assaillants pour favoriser l'effet de surprise et dépister les soldats de Batista.

Ils regagnèrent alors le centre-ville, sur la place Céspedes, où l'un d'eux proposa d'aller chez une connaissance, Micaela Cominches, dont il était sûr qu'elle les accueillerait et protégerait. Comme ils étaient trop nombreux, Raúl décida pour sa part de chercher de l'aide chez des amis de son père.

Aucun de son groupe ne mourut au combat ni ne tomba dans les griffes des gens de Batista durant les quatre journées de répression épouvantables où les simples suspects d'avoir participé à l'action étaient soumis aux tortures les plus bestiales puis assassinés. Batista avait donné l'ordre de tuer dix « bandits » pour chaque soldat mort. Du groupe d'action à l'hôpital, seuls trois compagnons survécurent : deux femmes, Haydée Santamaría et Melba Hernández ; un homme : Ramón Pez Ferro ; les autres furent assassinés. Plusieurs de ceux qui combattirent aux côtés de Fidel et dans l'attaque de la caserne de Bayamo coururent le même sort.

À la première maison où se rendit Raúl, on le reçut froidement, parce que les locataires avaient très peur. Il décida donc de repartir le lendemain à pied, pour tenter de gagner Birán. Il parvint à se jouer de plusieurs barrages, car les voies de communication étaient contrôlées rigoureusement par l'armée et la police, supportant la fatigue, la faim et la soif. Il fut finalement interpellé le 28 juillet à San Luis quand, se faisant passer pour un paysan, il ne put montrer aucune pièce d'identité. Une fois dans la caserne de l'endroit, il fut reconnu par un voyageur de commerce qui se rendait souvent à Birán, et aussitôt transféré sous bonne garde à la caserne Moncada. Tout le temps qu'il avait été aux mains de la police et des militaires du coin, qui recouraient parfois aux services d'Ángel, il fut traité avec respect, mais à la Moncada, la situation changea du tout au tout : les soldats le firent monter sur le toit où il vit deux de ses compagnons dont le sort n'avait pas encore été fixé. L'un d'eux, Jesús Montané, qui fut ensuite un dirigeant émérite du Parti communiste de Cuba, était absolument exténué après plusieurs heures sous un soleil de feu, sans avoir bu la moindre goutte d'eau. Raúl s'adressa à un soldat auquel il demanda de l'eau pour son ami. La réponse fut une bordée d'injures : « Qu'il boive sa pisse ! » On ne pouvait attendre aucune issue favorable. Jesús Montané murmura de ses lèvres desséchées : « Raúl, quand ils nous fusillent, il faut chanter l'hymne national. » « C'est d'accord ! », répondit Raúl¹⁴.

En pleine nuit, d'autres militaires apparurent et leur ordonnèrent de descendre. Ils obéirent en silence, tandis que les autres les poussaient dans le dos à coups de crosse, et ils montèrent dans un panier à salade qui démarra aussitôt. Ils avaient du mal à voir où ils allaient à travers le grillage du fourgon. Peut-être un fossé en banlieue pour les fusiller... Ce n'est que lorsqu'ils

¹³ Le compagnon désigné par Fidel pour commander le groupe du palais de Justice et qui se montra si irrésolu dès le départ finit par mériter tout le respect durant la lutte insurrectionnelle, rejoignant en 1958 le Front guérillero que dirigeait Raúl et participa à plusieurs combats.

¹⁴ Conversation déjà citée avec Katiuska Blanco.

virent l'entrée de la prison militaire de Santiago qu'ils poussèrent un soupir de soulagement. Leur mort était du moins ajournée. C'était le 1^{er} août 1953.

Raúl retrouva des assaillants de la Moncada qui avaient pu réchapper de la violence sans frein déclenchée dans les premiers jours. Quelques heures après, c'est Fidel qui apparut avec son groupe : ils avaient pu gagner les montagnes pour tenter de relancer l'insurrection mais ils avaient été capturés alors que, recrues de fatigue, ils avaient succombé au sommeil. La simple présence de Fidel insuffla du courage et de l'optimisme aux assaillants. Puis on les transféra tous à la prison de Boniato.

Chez Ángel, l'angoisse était à son comble devant les nouvelles en provenance de Santiago. On ne savait rien de Fidel et de Raúl. Enma se rappelle avoir entendu son père s'exclamer : « Quel malheur ! Quand je pense que je le lui ai confié pour en faire un homme, et il me le conduit à l'abattoir ! » Et les yeux du sévère Galicien s'étaient embués de larmes...

Une de ses vieilles connaissances de Santiago l'informa qu'un membre des corps répressifs était prêt à sortir Raúl du pétrin pour vingt mille pesos. Le père fut sur le point d'accepter, mais Lina lui fit comprendre qu'il pouvait s'agir d'une escroquerie.

Ils décidèrent alors d'envoyer Ángela à Santiago. Mais elle ne trouva aucune piste et se heurta même à l'indifférence de bien des gens sur lesquels elle pensait pouvoir compter. Elle rentra à Birán avec une seule certitude : ses frères ne faisaient pas partie des morts. Il fallait attendre. Tout s'éclaircit début août : ils étaient en prison, sains et saufs, dans l'attente d'un procès.

La Révolution

La prison politique. L'exil au Mexique. L'auteur les retrouve. Un jeune Argentin intéressé par la littérature soviétique. L'expédition du yacht Granma. Sur le point de faire naufrage. Tristesse et « allégresse » mêlées. L'accolade de Cinco Palmas. La campagne dans la Sierra Maestra. Le II^e Front Frank País d'Orient. L'Opération antiaérienne. L'amour de sa vie. De nouveau à la Moncada. Triomphe de l'insurrection armée.

L'attaque de la caserne Moncada marqua un avant et un après dans l'histoire de Cuba. Le pays se découvrit de nouveaux héros. La lutte insurrectionnelle démarrait qui durerait cinq ans, cinq ans et cinq jours jusqu'à la victoire.

Le procès instruit contre les « moncadistes » dura du 21 septembre au 2 octobre 1953, justement dans le palais de Justice où Raúl avait reçu son baptême du feu. Le jeune homme ne flancha pas un moment ; le 29 septembre, il défendit ses vues, qui coïncidaient avec celles que Fidel exposerait un peu plus tard dans sa propre plaidoyer, connu ensuite comme *L'Histoire m'acquittera*, et nia catégoriquement que les assaillants aient commis les crimes qu'on leur imputait contre les soldats de l'armée de Batista.

Il rappela que les neuf militaires que son groupe avait fait prisonniers n'avaient souffert aucun mal et qu'ils avaient tout simplement été enfermés dans une pièce, ce dont ils pouvaient témoigner. Il démentit les mensonges répandus par la dictature au sujet des événements et, s'appuyant sur les informations que lui avaient apportées ses compagnons de prison, il décrivit les tortures sauvages auxquels les prisonniers avaient été soumis et l'assassinat postérieur de beaucoup d'entre eux.

Parmi eux, José Luis Tasende, son ami et son chef de cellule, dont le nom apparaissait sur la liste officielle des morts au combat publiée le 3 août : or, un photographe chargé de laisser un témoignage des pertes subies par l'armée l'avait photographié par erreur, parce qu'il portait – comme les autres moncadistes – l'uniforme militaire, mais avec les galons de sergent ; il était blessé, certes, mais bel et bien vivant. Cette photo, rendue publique après la victoire de la Révolution, fut une preuve de plus des crimes commis par la soldatesque.

Cette attitude contraste avec un des traits saillants et exceptionnels de la Révolution, à savoir le respect absolu des normes éthiques, hérité de l'Armée de libération durant les guerres d'Indépendance et promu par Fidel Castro, ce qui explique en bonne partie ses succès, sa résistance et sa vitalité, et qui est devenu une puissante arme spirituelle. De fait, la sincérité, la franchise, le courage face aux problèmes se sont avérés supérieurs à la panoplie des moyens que la plupart des gouvernements du monde utilisent pour influencer sur la conscience des gens.

Le verdict contre le groupe principal de moncadistes tomba le 6 octobre 1953 : Raúl et trois autres furent condamnés à treize ans de prison.

Fidel, lui, fut jugé à part dans la petite salle d'études des infirmières de l'hôpital civil Saturnino Lora, celui-là même que le groupe conduit par Abel Santamaría avait occupé : il prit sa propre défense à titre d'avocat, prononça son fameux plaidoyer et fut condamné à quinze ans de privation de liberté.

Selon le verdict du tribunal, les condamnés devaient être incarcérés à la prison militaire de la Cabaña, à La Havane, mais on les expédia sur l'île des Pins, quatre-vingt-quatorze kilomètres au sud de la grande île. Dans bien des pays, les gouvernements ont toujours essayé de confiner leurs ennemis à des endroits reculés, le plus loin possible du centre du pays.

L'île des Pins avait été un refuge de pirates. C'est là aussi que Martí avait été déporté à sa sortie du bagne et des travaux forcés en octobre 1870. Mais, au XX^e siècle, elle devait son renom à la « prison-modèle », édifée selon des plans et des conceptions étasuniennes, et

rebaptisée plus tard Pénitencier national pour hommes. C'est là qu'on envoya les attaquants de la caserne Moncada.

Les moncadistes organisèrent leur université idéologique qu'ils baptisèrent Abel Santamaria. Ceux qui possédaient un niveau supérieur ou qui avaient commencé ce genre d'études devenaient professeurs. Raúl, bien qu'étudiant, dut devenir élève. Il restait de toute façon du temps pour lire les livres que parents et amis envoyaient par la poste ou apportaient eux-mêmes lors de leurs visites.

L'un des traits saillants de Raúl, c'est sa préoccupation pour les liens familiaux. Aussi écrivait-il à sa mère et à ses sœurs, ainsi qu'à ses nombreux neveux qu'il encourageait à bien étudier et à être sage à l'école et à la maison.

Quatre mois s'étaient écoulés quand le bruit courut, en février 1954, que Batista allait visiter la prison. Les politiciens ineptes utilisent parfois les moindres prétextes pour redorer leur image : il s'agissait en l'occurrence d'inaugurer un groupe électrogène, à moins que la raison principale en fût qu'il voulait savoir de près comment se portaient ses pires ennemis...

Les moncadistes se préparèrent à accueillir le dictateur à leur manière. Dès qu'ils aperçurent la nuée de laquais qui entourent toujours leur maître, ils entonnèrent la *Marche du 26-Juillet*, composé par Agustín Díaz Cartaya, l'un des attaquants de la Moncada, dont la première strophe affirme : « Marchant, nous allons vers un idéal / en sachant que nous allons vaincre / pour la paix et la prospérité. / Nous lutterons tous pour la liberté. »

Batista piqua une colère, fit admonester le chef du pénitencier. Le lendemain, les principaux « meneurs » étaient envoyés en régime cellulaire, Fidel le tout premier, mais aussi le compositeur et quatre autres compagnons.

À l'extérieur, le mouvement était en pleine réorganisation. Haydée Santamaría et Melba Hernández, les deux femmes qui avaient participé à l'attaque de la Moncada à titre de personnel soignant et purgé leurs six mois de prison, jouèrent un rôle clef, avec d'autres compagnons, dans la publication et la distribution du plaidoyer de Fidel, devenu désormais un programme politique.

Vingt-deux mois après le procès et peu avant les élections présidentielles par lesquelles Batista prétendait donner un aspect de légalité à son régime, celui-ci décréta une amnistie pour les prisonniers politiques, exception faite des condamnés pour les actions du 26 juillet. Mais comme il se rendait compte que la société cubaine avait de plus en plus de sympathie pour ces derniers, le dictateur en personne insinua dans un discours qu'ils pourraient être inclus dans la loi d'amnistie à condition qu'ils renoncent à la lutte armée.

La réponse provenant de la prison fut catégorique : « Pas d'amnistie au prix du déshonneur », affirma Fidel dans un article publié dans *Bohemia*, la revue cubaine à plus gros tirage¹⁵. Restait à savoir qui l'emporterait : l'entêtement du gouvernement dictatorial ou l'influence croissante de la société cubaine. Batista calcula finalement qu'il valait mieux libérer les moncadistes, puis les harceler pour qu'ils abandonnent le pays.

Ils furent donc remis en liberté le 15 mai 1955 et partirent de l'île des Pins à bord du *Pinero*. C'est durant la traversée que décision fut prise de baptiser l'organisation Mouvement du 26-Juillet. De nombreux proches, amis et sympathisants les accueillirent à leur arrivée et les reçurent en vrais héros.

Les gouvernements antipopulaires disposent toujours de lois qui répondent à leurs intérêts et dont les dispositions sont si vagues qu'elles leur permettent d'accuser n'importe qui pour n'importe quoi. La « conspiration » fait partie de cette panoplie.

Neuf jours après, la police avait déjà accusé Raúl Castro d'activités subversives. Et le 15 juin, elle l'accusa d'avoir participé à un attentat à la bombe artisanale au cinéma Tosca, de la

¹⁵ Fidel Castro Ruz, "Carta sobre la amnistía", revue *Bohemia*, 27 mars 1955, p. 15.

capitale. Comme les provocations des autorités indiquaient parfaitement quelles étaient leurs intentions, Fidel lui demanda, comme seule garantie de sécurité, de demander l'asile politique à l'ambassade du Mexique et de partir dans ce pays.

Le 24 juin 1955, donc, Raúl devint le premier moncadiste à arriver au Mexique après l'amnistie. En juillet, ce fut le tour de Fidel qui, avant son départ, déclarait publiquement que toutes les possibilités de lutte politique normale étaient bloquées à Cuba et que la seule solution était de reprendre l'expérience des patriotes de 1868 et de 1895, ce qui équivalait à une déclaration de guerre au régime dictatorial de Fulgencio Batista.

Au Mexique, Raúl entra en contact avec María Antonia González, une Cubaine qui occupait un petit appartement au 49, rue Emparan, lequel deviendrait ensuite un point de rendez-vous des exilés cubains. Raúl y vécut définitivement à l'arrivée de Fidel à qui il céda la pièce qu'il avait louée sur l'avenue Insurgentes.

C'est Antonio (*Nico*) López, un des participants de la Moncada d'abord réfugié au Guatemala et au Mexique, puis rentré à Cuba après l'amnistie, qui avait recommandé à Raúl d'entrer en contact avec María Antonia et avec un médecin argentin, Ernesto Guevara de la Serna, que les Cubains surnommaient le Che. Dès que celui-ci et Raúl se connurent, ils sympathisèrent et s'entendirent comme deux larrons en foire.

Fidel, peu de temps après son arrivée, eut une rencontre avec eux pour analyser à grands traits les plans d'expédition armée à Cuba ; le Che accepta d'en faire partie à titre de médecin, tout en précisant qu'une fois la victoire remportée, on devait l'aider à rentrer dans son pays pour y lancer la lutte de libération.

Il fallut ensuite commencer à choisir les futurs combattants, organiser leur entraînement, acheter des armes et des munitions, et préparer d'autres actions.

Quiconque veut se faire une idée de la façon dont vivaient les futurs expéditionnaires doit lire l'interview accordée par Ramón Vélez Goicochea¹⁶, un Espagnol qui possédait une petite épicerie, Las Antillas, au coin de la rue Emparan où vivait Raúl : il raconte que celui-ci était le seul à vivre là, mais que d'autres passaient fréquemment, comme Fidel, le Che Guevara, Juan Almeida et Nico López, et que de quinze à vingt personnes occupaient parfois l'appartement.

Celui-ci était petit, tout simple, les murs nus, des meubles vieillots plutôt modestes. C'est chez lui qu'ils achetaient les victuailles et autres produits de consommation quotidienne : riz, haricots noirs, charcuterie et pain. Il devait parfois, ou presque toujours, leur faire crédit, mais il le faisait avec plaisir parce qu'ils sympathisaient avec eux. De toute façon, avant leur départ, ils liquidèrent leur dette à son égard.

Selon Ramón Vélez Goicochea, les Cubains avaient une vie très saine : le matin, ils se retrouvaient dans l'appartement, partaient ensuite à la salle de gymnastique ou dans la campagne pour faire des exercices physiques et rentraient l'après-midi, épuisés et affamés. C'était María Antonia qui faisait la cuisine, une femme noble qui avait du caractère et du répondant, qui savait « serrer la vis » à ses hôtes pour les obliger à respecter l'ordre.

En tout cas, les jeunes ne discutaient leurs affaires qu'entre eux et se taisaient en présence d'un inconnu. Jamais de disputes entre eux : ils étaient très disciplinés et corrects.

Vélez raconte, ému, qu'il fit un bref séjour à La Havane en février 1959, lors d'un voyage en Espagne, et que Raúl Castro l'accueillit cordialement et mit une voiture avec un chauffeur à sa disposition pendant les quatre ou cinq jours de sa visite. Résumant ses vues sur les expéditionnaires qu'il avait connus, l'Espagnol, qui leur rendit alors beaucoup de services, « c'était des jeunes gens très simples et très nobles ».

¹⁶ Héctor Danilo, "Expedicionarios del *Granma* en México", revue *Visión*, photocopie sans date, archives du Comité central du Parti communiste de Cuba.

C'est l'appartement de la rue Empanan que la police mexicaine perquisitionna parmi les premiers le 21 juin 1956 : cette descente surprise répondait aux pressions du régime de La Havane qui ne voulait pas dépenser son argent pour rien. La plupart des futurs expéditionnaires furent arrêtés et une bonne partie des armes saisie.

Fidel et plusieurs de ses compagnons se retrouvèrent en prison aux services d'immigration où l'on envoyait ceux qui entraient illégalement dans le pays et les immigrants qui violaient la loi. Le sort de la révolution tenait à un fil. Heureusement, la plupart des Mexicains sympathisaient avec la révolution cubaine, en particulier le général Lázaro Cárdenas, l'ancien président du pays, dont l'influence contribua beaucoup à leur relâche.

Mais les révolutionnaires avaient perdu un mois (21 juin-24 juillet, date de la libération de Fidel). Ils durent racheter des armes et des équipements, acheter le yacht *Granma* (abréviation de l'anglais *Grandma*, grand-maman), et tout ça sans traîner, parce que Fidel avait déclaré publiquement qu'avant la fin de l'année, ils seraient « libres ou martyrs ».

En août, Fidel, au nom du Mouvement du 26-Juillet, signa avec José Antonio Echeverría, président de la Fédération des étudiants, un document connu comme la Charte du Mexique, dans lequel les deux organisations décidaient de conjuguer leurs efforts pour renverser la tyrannie et faire la révolution.

Le yacht *Granma* appareilla du port mexicain de Tuxpan, cap sur Cuba, dans la nuit du 25 novembre 1956 : le temps n'était pas le meilleur pour la navigation, parce que c'était la saison des cyclones et que la mer était très agitée, d'autant que le petit bateau, conçu pour une dizaine ou une douzaine de personnes, en emportait quatre-vingt-deux et transportait en plus des armes, des équipements et des aliments pour une centaine de combattants : il était si chargé qu'il ne pouvait pas faire sa vitesse maximale. Qu'il ait déjà coulé par le passé ne constituait pas le moindre des mauvais présages.

Raúl évoquerait plus tard les moments difficiles que vécurent les expéditionnaires sur ce que le *comandante de la Revolución* Juan Almeida Bosque qualifia de « coquille de noix »

La mer, agitée par un vent force 3 ou 4, la chaleur dégagée par le moteur et la forte odeur du carburant firent des dégâts parmi les hommes quasiment entassés les uns sur les autres et dont beaucoup souffrirent du mal de mer, de nausées, de vomissements. « On aurait pu nous capturer sans mal, parce que tout le monde était mal foutu, vomissait... Certains ont même vomi pendant la semaine de traversée¹⁷. »

De graves contretemps survinrent le 26 novembre : à seulement une soixantaine de milles de la presqu'île du Yucatán, l'eau commença à entrer dans le bateau surchargé, parce que sa ligne de flottaison était bien en-dessous de la normale et que les planches de la partie supérieure de la coque, plus sèches, laissaient s'infiltrer l'eau. Raúl explique :

Fidel mesurait la montée de l'eau avec une ficelle, et il s'est mis ensuite à calculer [...] et il a dit : « À ce rythme-là, on n'arrivera pas à temps à la côte. » Mais ç'aurait été une tragédie de devoir faire marche arrière et qu'on nous capture là-bas [...] Mieux valait couler dans la mer des Caraïbes !¹⁸

Comme les pompes ne fonctionnaient pas, il fallut écopier avec des seaux. Les cinq ou six hommes qui étaient en meilleure forme, dont Raúl, firent une chaîne pour maintenir le *Granma* à flot. Le péril de naufrage était de plus en plus imminent. Le yacht ne disposait que d'un petit

¹⁷ Documentaire *Luar Trosca*, conversation entre Raúl Castro et Oswaldo Guayasamín, 25 novembre 1986, Fondation Guayasamín.

¹⁸ *Id.*

canot de sauvetage pour quatre personnes. Raúl s'enquit des bouées de sauvetage : « Il n'y avait qu'un petit canot à la poupe. D'ailleurs, quand nous sommes arrivés à Las Coloradas, nous l'avons lancé à l'eau et il a coulé... Il n'y avait donc absolument rien !¹⁹ »

La lutte désespérée entre l'eau qui entraînait et les hommes qui écopaient dura jusqu'à ce que, par bonheur, l'humidité calfata toute seule les interstices de la coque, et la tragédie prit fin. Mais la mer fut agitée durant toute la traversée.

Le 1^{er} décembre, Fidel fit connaître la structure militaire du détachement : Raúl fut nommé capitaine et chef d'un des trois pelotons, avec pour mission de garantir les arrières de la future colonne et de la protéger des attaques ennemies.

Un soir, près des côtes cubaines, alors que la mer était plus agitée que jamais, une vague emporta l'homme installé à la proue pour tenter de repérer la lumière d'un phare. Fidel, suivant le principe selon lequel on n'abandonne pas les amis dans le malheur, fit rebrousser chemin au navire, et les hommes, armés d'une seule lampe électrique – parce que l'essence du groupe électrogène était terminée – et à grand renfort de cris, entreprirent de retrouver le naufragé. Ils y parvinrent au bout d'une demi-heure et le remontèrent à bord.

Tous ces contretemps expliquent pourquoi la traversée du *Granma* dura, non les quatre ou cinq prévus, mais une semaine complète, avec de terribles conséquences. Tout d'abord, le débarquement devait coïncider avec un soulèvement armé à Santiago de Cuba organisé par le Mouvement du 26-Juillet ; celui-ci avait calculé qu'il aurait lieu le 30 novembre. En fait, le *Granma* arriva le 2 décembre. De sorte que le soulèvement mit la garnison de la ville en alerte et que les autorités mobilisèrent des troupes vers la province d'Oriente.

Ensuite, comme les réservoirs d'essence du bateau étaient quasiment vides et que le soleil allait se lever, ce qui faciliterait l'exploration de l'ennemi, Fidel ordonna de mettre directement le cap sur la côte, formé à cet endroit-là de mangrove. Le Che Guevara, dans son Journal, compare cette arrivée à un « naufrage ». Raúl, lui, raconte qu'il était difficile de définir les contours de la côte, de sorte qu'il ne pouvait s'enlever une idée de la tête : et si ce n'était pas Cuba même, mais une des innombrables cayes qui l'entourent !

Les expéditionnaires durent sauter à la mer, progresser jusqu'au rivage, l'eau à la poitrine, dans la vase qui forme le fond de la mangrove ; rares furent ceux qui arrivèrent avec tout leur bardas...

En tout cas, ils poussèrent tous un soupir de soulagement en apercevant des palmiers à travers la brume : ils avaient atteint la terre ferme²⁰ ! Mais la perte de temps était, là encore, irréparable. Ils ne s'étaient pas encore éloignés de la côte quand ils entendirent d'abord le moteur d'un garde-côte, puis celui d'avions qui canardèrent le *Granma* que l'armée venait de découvrir.

Depuis 1968, le 2 décembre est la Journée des Forces armées révolutionnaires. Mais, en 1956, les protagonistes étaient loin de penser à une célébration...

Le Mouvement du 26-Juillet avait, par l'intermédiaire de Celia Sánchez, organisé un réseau de combattants clandestins et de collaborateurs chargé d'attendre les expéditionnaires, et il disposait même de camions pour les transporter et de guides connaisseurs du terrain pour les conduire. Mais, ayant débarqué loin de l'endroit prévu et en retard, les futurs guérilleros durent se débrouiller tout seuls et rejoindre les montagnes par leurs propres moyens.

Raúl occupa donc l'arrière-garde à la tête de son peloton. Les expéditionnaires cheminèrent pendant trois jours en direction des montagnes de la Sierra Maestra, tandis le gouvernement

¹⁹ *Id.*

²⁰ Visitant le lieu du débarquement voilà quelques années, j'ai compris quelle épreuve terrible a dû représenter pour les expéditionnaires cette marche de presque un kilomètre dans la vase de la mangrove.

dépêchait toujours plus de forces vers l'endroit que survolaient constamment des avions de reconnaissance.

À un moment donné, Fidel entendit de forts bruits de voix à l'arrière-garde, en violation des ordres de silence complet qu'il avait donnés, et destitua sur-le-champ son frère au profit du second chef du peloton, Ramiro Valdés. Mais comme l'indiscipline s'était produite dans un autre peloton, celui de Juan Almeida, celui-ci demanda que la punition lui fût appliquée à lui, et non à Raúl, qui fut rétabli dans ses fonctions. Juste un exemple, parmi bien d'autres, que Fidel ne fit jamais de concessions à son frère.

La « colonne de naufragés affamés et épuisés » - selon la description que m'en fit Raúl - laissait derrière elle des traces que l'armée ne manquait pas de suivre. Et la tragédie survint le 5 décembre 1956. Constatant l'état d'épuisement des expéditionnaires, Fidel avait ordonné une halte dans un petit bosquet situé dans des plantations de canne à sucre, au lieu-dit Alegria de Pío : l'endroit n'était pas le mieux indiqué, parce que les arbres n'étaient ni très nombreux ni très denses ; de plus, les sentinelles ne se trouvaient qu'à cent ou cent cinquante mètres du gros de la troupe, si bien qu'une compagnie de l'armée put, vers quatre ou cinq heures de l'après-midi, pénétrer par surprise et ouvrir le feu sur les combattants en quête de repos.

Le peloton d'arrière-garde de Raúl s'était situé dans un boqueteau proche des cannes à sucre. Ses membres tentèrent d'avancer vers un bois plus important, plus au sud-est en direction de la Sierra Maestra. Raúl et cinq autres y parvinrent en conservant leurs armes et munitions, tandis que d'autres expéditionnaires tentaient de se protéger ou d'abandonner l'endroit.

Le fracas des rafales de mitraillettes et le rugissement des avions qui survolaient les lieux empêchaient les chefs de donner des ordres en criant ; personne n'entendit l'ordre de retraite donné par Fidel, qui parvint à sortir de ce piège avec deux compagnons. En fait, chaque expéditionnaire s'efforça de se retirer comme il le put, en ordre dispersé.

Ce soir-là et les jours suivants, Raúl, Efigenio Ameijeiras, Ciro Redondo, René Rodríguez, César Gómez et Armando Rodríguez écoutèrent des détonations dans les environs, des groupes de soldats en cours de déplacement, le vrombissement des avions, des explosions de bombes, des rafales de mitrailleuses, et ils comprirent qu'il s'agissait d'une traque en bonne et due forme contre les survivants.

De fait, les patrouilles bloquèrent tous les chemins et sentiers autour d'Alegria de Pío, les soldats fouillèrent les plantations et y mirent le feu dès qu'ils imaginaient qu'elles pouvaient servir de refuge aux survivants.

La tactique de Raúl s'avéra correcte : rester planqué dans les profondeurs du bois, supporter la torture de la faim, de la soif et des myriades de moustiques et de crabes, tant que l'encerclement de l'ennemi ne se serait pas relâché.

Ce n'est que cinq jours après que le peloton décida de reprendre la marche direction nord-est, vers les contreforts de la Sierra Maestra qui n'apparaissaient toujours pas. Ils évitaient les chemins, avançaient à travers champs, guidés par les aboiements des chiens. Faisant un détour, ils s'approchèrent d'une chaumière de paysan, mais elle était occupée par l'armée dont la tactique était d'empêcher les expéditionnaires de s'approcher de celles qui possédaient un puits et donc de pouvoir se désaltérer dans cette zone inhospitalière sans ruisseau ni rivière.

L'un d'eux, César Gómez, en proie au désespoir et ne résistant plus à la tension, décida de se rendre à l'armée, malgré les objurgations et les conseils de ses compagnons. Ce fut en vain. Raúl lui demanda alors, invoquant ce qu'ils avaient fait ensemble à ce jour et au nom de l'avenir, d'attendre au moins vingt-quatre heures pour permettre au reste du groupe de s'éloigner et de dire qu'il était seul. Il lui prit son arme, et le petit groupe reprit sa route. Non sans remords de conscience, César Gómez se rendit au matin suivant et donna à ses interrogateurs la version des faits dont il avait convenu avec Raúl. Il resta en prison jusqu'au triomphe de la Révolution.

Le 12 décembre fut un grand jour pour Raúl et son groupe : ils atteignirent les premiers contreforts de la Sierra Maestra occidentale, et retrouvèrent même un compagnon malade hébergé par des paysans qui les accueillirent avec hospitalité et dont ils se rappellent encore aujourd'hui avec gratitude le potage de poulet et les biscuits sortis du four qu'ils leur offrirent. C'était les premières bouchées de nourriture qu'ils avalaient après une semaine de suc de canne à sucre et de légumes crus, parce que Raúl, méfiant, avait évité d'entrer en contact avec les rares habitants du coin.

Mais les informations qu'ils reçurent des paysans – les premiers collaborateurs de l'Armée rebelle – furent plus importantes que la nourriture : la plupart des expéditionnaires avaient été tués. À écouter la description de certains d'entre eux dont la presse avait publié des photos, Raúl comprit qu'il ne pourrait plus jamais embrasser son ami Níco López. Mais il était assez évident que Fidel ne faisait pas partie des morts et qu'il se dirigeait vers les montagnes.

Le petit groupe profita de cette halte pour nettoyer et graisser ses armes pour la première fois depuis le débarquement. À peine eurent-ils repris leur marche le lendemain qu'un avion apparut et largua des tracts : un appel à la reddition lancé aux expéditionnaires dont la vie serait respectée. Ce qui voulait dire qu'ils n'étaient pas tous morts.

Quelques jours après, ils arrivèrent dans un hameau où il y avait un petit magasin mal achalandé. Raúl demanda au propriétaire de lui faire crédit parce qu'il n'avait pas un sou. Sans dire un mot, l'homme lui fournit ce qu'il fallait pour un déjeuner. Et Raúl lui remit la note suivante :

M. Luis Cedeño, le samedi 15 décembre 1956, a livré à plusieurs membres du « 26-Juillet » des vivres et d'autres articles pour qu'ils s'alimentent. Je fais état de cette faveur à ce moment difficile pour qu'on en tienne compte à l'avenir parce que nous n'avons pas pu le payer. Si nous mourons, il peut présenter ce document à n'importe quel organisme officiel du futur Gouvernement révolutionnaire. Capitaine Raúl Castro Ruz²¹.

Au bout de deux jours de marche exténuante, ils ont de nouveau la faim au ventre. Ils entrent en contact avec des gens auxquels Raúl, compte tenu de leur hospitalité et de leur sympathie, se décide à demander de l'aide. Il en reste un témoignage dans une curieuse note qu'il signe de son nom de guerre, autrement dit l'anagramme de ses prénom et nom de famille :

Lundi 17 déc. Sommes arrivés chez le paysan Santiago Guerra, affamés et fatigués, et il nous a donné à manger, nous a très bien reçus et s'est offert à nous aider à poursuivre notre chemin. Nous faisons état de l'aide qu'il a prêtée à cinq membres du Mouvement du 26-Juillet afin que, si nous mourons, il puisse présenter ce document à l'avenir. La Aguadita. Signé : Capitaine Luar Trosca, 1956²².

Désormais, dans ses activités de type militaire ou politique, Raúl veillera toujours à ce que la population civile ne soit pas spoliée par la force ou sous la menace des armes. L'honnêteté et la justesse devinrent des normes de conduite des Forces armées révolutionnaires, que Fidel Castro instaura dès les premiers moments de la lutte insurrectionnelle.

Santiago Guerra lui recommanda avec insistance d'aller à Purial de Vicana, où vivaient des parents qui l'aideraient sûrement, et il lui indiqua le chemin. Le paysan ignorait que Fidel se trouvait là, mais peut-être se doutait-il que des survivants de l'expédition se cachaient là.

Le lendemain, Raúl et ses compagnons arrivèrent à l'endroit indiqué. C'est au terme de longues vérifications mutuelles faites par l'intermédiaire de paysans qu'ils finirent par rencontrer, le 18 décembre 1956, Fidel qu'accompagnaient deux compagnons. Une rencontre célèbre, après qu'ils furent tombés dans les bras l'un de l'autre, par le dialogue qu'ils

²¹ *Diario de campaña* de Raúl Castro. Archives du Comité central du Parti Communiste de Cuba.

²² *Id.*

échangèrent : « Combien de fusils as-tu ? », demanda Fidel. « Cinq », répondit Raúl. « Avec les deux à moi, ça fait sept ! Alors, nous avons gagné la guerre ! », s'exclama Fidel.

Raúl pensa que Fidel avait perdu la tête – c'est du moins ce qu'il a affirmé à plusieurs reprises, un peu en plaisantant. Mais Fidel est Fidel : il voit mieux et plus loin que les autres, tout comme il perçoit la façon la plus courte et la plus simple d'atteindre le but.

Le résumé des premières semaines en terre cubaine opprime le cœur : des 82 expéditionnaires, 21 étaient morts, tous assassinés, sauf trois, par les soldats. ; 21 autres étaient en prison ; des 40 survivants, 21 rejoignirent les rangs de l'Armée rebelle entre le 18 et le 27 décembre 1956 ; 6 autres le firent en 1957 ; les 13 derniers connurent des sorts divers. Des 16 hommes formant l'état-major, seuls 3, dont Fidel, rejoignirent les montagnes ; des 3 chefs de peloton, 2 survécurent ; des 9 chefs d'escouade, 2 poursuivirent la lutte dans l'Armée rebelle.

On peut affirmer que ceux qui parvinrent à rejoindre les montagnes furent les révolutionnaires aux convictions les plus solides, capables de vaincre les obstacles les plus invraisemblables. S'entretenant avec Ignacio Ramonet, Fidel affirme : « Raúl et moi, nous avons toujours eu la même idée : atteindre la Sierra et poursuivre la guerre²³. » Une idée partagée par d'autres compagnons d'armes qui s'unirent à eux à Purial de Vicana : en effet, le groupe de Juan Almeida, composé de six hommes, dont Che Guevara, Camilo Cienfuegos et Ramiro Valdés, guidé par le paysan Guillermo García les rejoignit le 21 décembre. C'est de là que les survivants entrèrent en contact avec le mouvement clandestin de Manzanillo qui leur ferait parvenir les premiers envois contenant des munitions, des détonateurs et des cartouches de dynamite.

La colonne vertébrale de la future Armée rebelle allait rester pendant presque une semaine à Purial de Vicana, chez le paysan Ramón Pérez, surnommé *Mongo*. C'est là qu'elle passa la nuit de Noël : l'hôte tua un porc et lui prépara un repas.

La petite colonne repartit le lendemain, 25 décembre, pour continuer de s'enfoncer dans les montagnes. Mais avant, les quinze hommes signèrent un document dans lequel ils remerciaient les nombreux paysans qui les avaient aidés « dans les jours les plus critiques de la Révolution²⁴ », et Ramón Pérez, en plus, pour avoir averti le Mouvement de Manzanillo de leur présence dans sa ferme. Fidel signa d'abord ; tout à la fin, Che Guevara et Raúl Castro.

Démarrait ce que le Che appela « la phase nomade de la guérilla », quand les rebelles n'avaient pas de base permanente et se déplaçaient d'un endroit à l'autre dans la Sierra Maestra.

Ni la population cubaine ni le mouvement révolutionnaire clandestin en Oriente ne savait rien de sûr quant au sort des expéditionnaires. Les autorités et la presse affirmaient que l'expédition avait été liquidée et que Fidel Castro était mort : des « témoins » avaient même certifié avoir vu le corps sans vie du chef rebelle. Même si le mensonge fait souvent long temps, il est capable d'avoir à court terme un effet démoralisateur sur l'opinion publique : les guérilleros devaient donc démontrer à tout prix au peuple cubain et au monde que le régime mentait et que la guérilla conduite par Fidel avait bel et bien démarré dans la Sierra Maestra.

Aussi, Fidel, Raúl et Crescencio Pérez, un des paysans qui avaient rejoint la guérilla, analysèrent-ils ces jours-là la possibilité d'attaquer par surprise six soldats qui protégeaient l'hacienda d'un éleveur partisan de Batista, mais ils y renoncèrent faute de munitions en quantités suffisantes. Le succès de l'action n'aurait pas compensé la perte de balles.

Il faut dire que, durant toute la guerre révolutionnaire dans les montagnes, les rebelles manquèrent toujours de munitions. Il leur était impossible d'en fabriquer dans de petits ateliers artisanaux, tandis que le Mouvement avait énormément de mal, parce que trop dangereux, à

²³ *Cien horas con Fidel, op. cit.*, p. 210.

²⁴ Diario de campaña de Raúl Castro. Archivo del Comité Central del Partido Comunista de Cuba.

leur en faire parvenir depuis la ville. La seule solution était donc de compléter leurs réserves par des munitions enlevées à la police et à l'armée.

Des paysans informèrent Fidel qu'il existait à l'embouchure du La Plata une garnison de treize hommes appartenant à la marine de guerre. Il décida donc de l'attaquer. Peu avant le début du combat, les révolutionnaires, se faisant passer pour des soldats, retinrent Chicho Osorio, un chef de ferme bien connu pour ses sévices contre les paysans, qui rentrait chez lui à dos de mulet, complètement soûl. Pour se vanter, l'homme offrit une information détaillée sur la position ennemie et affirma à celui qui l'interrogeait – rien moins que Fidel – que s'il rencontrait Fidel Castro, il l'abattrait comme un chien. Il se vanta aussi d'avoir participé à l'assassinat d'expéditionnaires. Il ignorait qu'il signait sa sentence de mort, laquelle s'accomplit en même temps que le premier coup de feu de l'attaque, qui débuta au petit matin du 17 janvier 1957.

Vingt-deux hommes y participèrent. Le facteur surprise et le feu serré neutralisèrent la résistance de la garnison qui se rendit après avoir eu deux morts et cinq blessés ; un soldat parvint à s'échapper. Pas une éraflure du côté des rebelles. Victoire totale. Les guérilleros utilisèrent cinq cents balles, mais cela avait valu la peine : ils récupèrent une mitraillette Thompson, huit fusils et mille balles.

Le Che Guevara soigna les soldats blessés, et les prisonniers furent libérés après interrogatoire. Les rebelles mirent le feu à la caserne avant de se retirer. Raúl écrivit sur son Journal de campagne : « De loin, on voyait rougeoyer les flammes de la liberté au-dessus des casernes de l'oppression. Un jour pas si lointain, nous construirons des écoles sur ces cendres-là²⁵. »

Les autorités eurent-elles beau s'efforcer de les cacher, les informations concernant l'attaque de La Plata vola comme un éclair dans l'armée et dans la Sierra Maestra.

Il se peut que les résultats et les caractéristiques strictement militaires des combats soutenus entre l'Armée rebelle et la tyrannie semblent modestes, mais les conséquences politiques des victoires remportées par les insurgés étaient bien plus importantes que les résultats concrets sur le terrain. On constate ce phénomène à différents moments de l'histoire universelle.

Ainsi, en Russie, la monarchie des Romanov qui, quatre ans avant, avait fêté ses trois siècles de pouvoir s'effondra en février 1917 sans effusion de sang, tandis que c'est quasiment de la même façon que survint la prise du Palais d'hiver à Petrograd, qui marqua le triomphe de la révolution socialiste. Les conséquences politiques de ces deux événements furent extraordinaires. C'est sous cet angle qu'il faut donc jauger les premières victoires des révolutionnaires cubains dans la Sierra Maestra.

Cinq jours après le combat de La Plata, l'avant-garde d'un bataillon de paras qui suivaient les traces laissées à dessein par les guérilleros tomba dans une embuscade au lieu-dit les Plaines de l'Enfer. C'était là un nouveau coup dur pour le régime qui continuait de nier l'existence d'une guérilla conduite par Fidel Castro.

Il n'empêche que l'avenir restait très incertain. Le détachement guérillero était peu nombreux, et son armement limité ; dans la Sierra Maestra, il n'existait aucun points d'appui sûr. La trahison d'un des paysans qui s'étaient intégrés au petit noyau de combattants faillit provoquer son anéantissement, quand l'aviation bombardra la colline de Caracas le 30 janvier 1957 et lors du combat des Hauts d'Espinosa, dix jours après.

C'est dans ces conditions que Raúl Castro rédigea un testament dans lequel il nomma comme seule héritière Temis, la fille de son ami José Luis Tasende. Il affirma un jour que s'il avait connu le montant de l'héritage familial qui lui revenait, il en aurait laissé une partie pour qu'on construise un logement à la mère et à la sœur de son ami Nico López.

²⁵ *Id.*

Fidel décida de mener simultanément deux opérations importantes au pied de la Sierra Maestra : 1) tenir la première réunion entre les dirigeants du mouvement clandestin et les chefs de l'Armée rebelle ; 2) organiser une interview entre lui et Herbert Matthews, rédacteur en chef du *The New York Times*, un journal étasunien influent, afin de faire connaître à l'opinion publique mondiale la vérité sur la situation cubaine.

Le choix de Matthews n'était pas évidemment fortuit : ce journaliste expérimenté avait, en trente-cinq ans de carrière, interviewé Staline, Roosevelt et Churchill, entre autres, et s'était rendu en Espagne durant la guerre civile où il s'était signalé par ses vues critiques sur le fascisme et sur les régimes dictatoriaux en général.

L'organisation clandestine du Mouvement du 26-Juillet prit en charge la logistique technique du voyage de Matthews jusque dans la Sierra Maestra, dans la ferme du paysan Epifanio Díaz où l'on construisit un petit abri pour la circonstance. Presque tous les guérilleros étaient là, mais Fidel les présenta comme son état-major. C'est Raúl qui l'accueillit. Il écrit dans son Journal : « J'ai tendu la main au journaliste et, me rappelant mon anglais rudimentaire de l'école, je lui ai dit : "*How are you ?*" Je n'ai pas compris ce qu'il m'a répondu, mais Fidel est arrivé aussitôt et, après l'avoir salué, il s'est assis avec lui sous l'abri, et l'interview a commencé²⁶. »

L'interview eut lieu le 17 février 1957 et dura plus de trois heures. Elle fut publiée dans *The New York Times* en trois fois, à partir du 24 février. Bien entendu, elle fit sensation, et le tirage se vendit aussitôt. Batista et ses ministres, pris par surprise, nièrent que l'interview fût véritable, mais Matthews publia alors une photo de lui aux côtés de Fidel.

C'est ainsi que Fidel put faire connaître au monde, mais en tout premier lieu au peuple cubain, la situation des forces révolutionnaires, ainsi que les objectifs et les missions de la Révolution, et démasquer les mensonges et l'hypocrisie du gouvernement.

Les forces de droite étasuniennes ne pardonnèrent jamais à Herbert Matthews son voyage mémorable dans la Sierra Maestra et la publication de ses reportages. Un de ses collègues du *New York Times*, Anthony de Palma, jaloux de lui, écrivit même un livre intitulé *The Man Who Invented Fidel: Castro, Cuba, and Herbert L. Matthews of the New York Times*.

Le second événement capital de ce 17 février fut la réunion de la direction nationale du Mouvement du 26-Juillet, qui prit des décisions importantes : elle adopta un manifeste *Au peuple cubain* qui devint un guide pour le mouvement dans tout le pays ; elle déclara la Sierra Maestra centre de la lutte révolutionnaire contre la dictature ; elle imposa aux organisations clandestines, comme mission, de former et d'envoyer de nouveaux combattants pour l'Armée rebelle, de se procurer des armes et des munitions dans ce même but, et de réaliser des actions politiques et des sabotages. La réunion finie, les guérilleros repartirent à pas redoublés vers les montagnes.

La période suivante – février et mars – s'avéra très difficile. Bien que Cuba soit un pays tropical, il règne à cette saison un froid pénétrant dans la Sierra Maestra, il y pleut à verse et il n'y a pas d'endroit où s'abriter. Voici ce que Raúl écrit le 25 février dans son Journal : « [...] debout tandis qu'il pleuvait, je dormais parfois debout, et j'ai failli tomber dans un fossé à côté de moi où l'eau coulait. En me cachant le visage sous un petit morceau de plastique et me mouillant le reste du corps, j'ai dormi jusqu'au matin²⁷. »

C'est fin mars 1957 qu'arrivèrent les premiers renforts préparés par le mouvement clandestin : cinquante hommes armés. Désormais, le détachement avait de nouveau atteint la quantité d'hommes partis sur le *Granma*, et l'on pouvait penser à des opérations militaires de plus grande envergure. La colonne fut divisée en trois pelotons, commandés respectivement par les capitaines Raúl Castro, Juan Almeida et Jorge Sotús.

²⁶ *Id.*

²⁷ *Id.*

Pour garantir la victoire dans les combats à venir, on fit particulièrement attention, en se basant sur des paysans qui collaboraient, à l'organisation d'un réseau de renseignement et à un système de communication qui permette d'envoyer des informations à l'état-major. On créa aussi de modestes réserves alimentaires et matérielles en cas d'imprévu.

Des longues marches permirent de préparer et d'habituer les nouveaux arrivés aux dures conditions de la guérilla, et de leur faire connaître le terrain d'opération. En deux mois, le détachement renforcé de la sorte était prêt au combat.

Ayant écouté à la radio qu'une expédition avait débarqué au nord de la province d'Oriente, Fidel décida de monter une opération pour distraire les troupes ennemies et soulager la pression sur ses membres : la caserne d'Uvero, une garnison solidement fortifiée, sur la côte sud de la Sierra Maestra.

L'attaque, qui eut lieu le 28 mai 1957, le Che la qualifia de combat « ayant marqué la majorité de l'Armée rebelle ». Les révolutionnaires s'emparèrent de plus de cinquante fusils et de plusieurs milliers de balles, mais souffrirent des pertes sensibles (seize, entre morts et blessés). Bien que l'ennemi en eût essuyé le double, Fidel se rendit compte qu'attaquer des positions fortement protégées n'était pas la meilleure manière de mener la lutte.

Aussi les rebelles commencèrent-ils à recourir plus fréquemment à la tactique consistant à harceler des garnisons pour provoquer l'envoi de renforts, qu'ils attaquaient en cours d'acheminement en leur tendant des embuscades aux meilleurs endroits. Cette tactique s'avéra fructueuse et fut appliquée durant tous les combats de la Sierra Maestra.

Début décembre 1957, sur ordre de Fidel, Raúl Castro signa, « depuis la Sierra Maestra », un rapport dans lequel il demandait à la direction nationale du Mouvement du 26-Juillet de réaliser des actions concrètes pour empêcher la campagne sucrière, dont l'incendie des plantations et des sabotages sur les voies conduisant la canne aux sucreries. C'est d'ailleurs dans ce but que Raúl, à la tête d'un groupe de guérilleros, opéra à la veille de Noël du côté de Calicito, près de Manzanillo. À cette époque, le gros du sucre cubain était exporté aux États-Unis où les cours étaient supérieurs à ceux du marché mondial. Rappelons que les États-Unis avaient toujours utilisé les leviers commerciaux comme instruments politiques pour atteindre leurs fins.

De pair avec la guérilla dans la province d'Oriente, d'autres actions révolutionnaires se déroulaient dans le reste du pays.

Ainsi, le 13 mars 1957, un commando du Directoire révolutionnaire, bras armé de la Fédération des étudiants, fit irruption dans le Palais présidentiel de La Havane où se trouvait le dictateur Batista qui réchappa par miracle et ne put payer ses forfaits. L'action échoua, la plupart des assaillants moururent durant l'action ou furent assassinés ensuite dans le cadre de la répression déclenchée par le régime.

Fin mai 1957, une expédition armée en provenance des États-Unis et préparée par le Parti authentique, d'opposition, arriva sur la côte nord de la province d'Oriente. Presque tous ses membres furent assassinés par l'armée qui les attendait et avait organisé une embuscade.

Quelques mois plus tard, le 5 septembre, le Mouvement du 26-Juillet et des militaires opposés à Batista organisèrent un soulèvement armé à Cienfuegos et s'emparèrent de la base navale. Une grande partie de la population appuya l'action et s'empara d'édifices importants au centre-ville. De gros renforts de troupes terrestres parvinrent à écraser les insurgés.

En novembre, des guérilleros du Directoire révolutionnaire du 13-Mars s'organisèrent dans le massif de l'Escambray, au centre de l'île.

Bref, l'île tout entière bouillonnait, les actions se succédaient, mais le régime parvenait à les neutraliser. Seule la Sierra Maestra restait le bastion inexpugnable.

Début 1958, Fidel envisagea d'élargir la zone que contrôlait l'Armée rebelle. Il en avait déjà parlé avec Raúl qui s'était offert à mettre l'idée en pratique. À ce jour, il n'existait que deux colonnes, commandées par lui-même et par le Che, qui avait été nommé en juillet 1957

commandant (*comandante*), le grade le plus élevé de l'Armée rebelle. Fidel forma donc, le 27 février 1958, deux nouvelles colonnes qui opéreraient de manière indépendante dans les régions prévues : Raúl Castro fut nommé à son tour commandant et chargé d'ouvrir le II^e Front d'Orient Frank País, au nord-est de la province, tandis que Juan Almeida, lui aussi nommé commandant, devait ouvrir le III^e Front Mario Muñoz, à l'ouest de Santiago de Cuba.

Pour remplir sa mission, Raúl devait descendre dans la plaine, la traverser pour atteindre la Sierra del Cristal et établir le pouvoir révolutionnaire dans une région vaste et fortement peuplée où il existait de grandes usines de nickel et des latifundios appartenant à des compagnies étasuniennes, des sucreries et, au sud, la base navale de Guantánamo.

Raúl écrit dans son Journal : « Alors que je me promène dans le patio avec lui, Fidel m'informe que je dois choisir une cinquantaine d'hommes armés pour remplir la mission que je lui ai déjà demandée. Je suis fou de joie et je commence à travailler à la préparation des gens²⁸. »

Les critères de sélection étaient simples : discipline, qualités morales élevées et résistance physique. Soixante-sept hommes furent choisis en fin de compte, dont seulement cinquante avaient un armement adéquat.

Avant le départ, Fidel donna ses dernières instructions à Raúl, et le Che ses derniers conseils. On l'envoyait « naviguer en solitaire » ; il était aussi autorisé à créer de nouvelles colonnes et à concéder des grades militaires, dont celui de commandant. Raúl affirma à Efigenio Ameijeiras, le second chef de la colonne : « Je me sens comme un enfant qui s'éloigne de son père et qui commence à marcher²⁹. »

Sur ce nouveau théâtre d'opérations, il était très probable que les paysans appuieraient les rebelles, car il s'agissait d'une région aux traditions patriotiques où s'étaient déroulés de nombreux combats des guerres d'Indépendance, mais aussi d'importantes luttes pour la justice sociale, notamment pour le droit à la propriété de la terre.

La 6^e colonne Frank País, conduite par Raúl, partit donc le 1^{er} mars 1958 du camp de La Plata, celui du Che, à l'est du pic Turquino. En onze jours de marche, elle parcourut environ deux cents kilomètres, traversa la route nationale, la plus importante du pays, où circulaient constamment des blindés et des patrouilles de l'ennemi, et pénétra dans la zone de montagnes et de forêts qui deviendrait le cœur de son nouveau théâtre d'opérations militaires. Tout le trajet se fit sans contretemps.

Les préparatifs réalisés donnèrent d'excellents résultats. Les combattants rebelles causèrent une impression favorable à la population locale. Les guides, généralement d'origine paysanne et au train rapide, s'étonnaient de la résistance des rebelles qui ne restaient jamais à la traîne et ne se plaignaient pas de la fatigue, bien que leur barda pesât plus d'une vingtaine de kilos entre armements, munitions et vivres.

Après avoir installé un camp, la colonne partit en exploration pour étudier la région et créer l'infrastructure nécessaire au développement des activités politiques et militaires : cette exploration dura plus d'un mois et permit de constater que les évaluations stratégiques concernant le potentiel révolutionnaire de l'endroit s'étaient avérées exactes.

Les principales terres y appartenaient, entre autres, aux sociétés *United Fruit Sugar Company* et *Guantánamo Sugar Company*. Neuf des dix-huit sucreries appartenaient à des sociétés étasuniennes. Les paysans devaient travailler comme journaliers sur ces plantations ou mourir de faim sur leurs lopins.

En 1957, dans la vallée de Mayarí, 80 p. 100 des enfants mouraient dans l'année de maladies gastro-intestinales. À cette triste réalité de la mainmise étrangère sur les principales richesses

²⁸ *Id.*

²⁹ Martha Verónica Álvarez Mola, *Epopéya de libertad*, p. 39.

du pays, s'ajoutaient la pauvreté, l'incommunication et l'absence du moindre système de santé et d'éducation. Ces terres méritaient que la charrue de la Révolution y passe...

Raúl devait aussi rassembler sous l'égide du II^e Front les groupes armés que la direction du Mouvement avaient organisés auparavant dans la région. Une fois ces combattants insérés dans les pelotons de la colonne, il fut possible de créer cinq compagnies.

Mais il y existait aussi de petites bandes de criminels qui, se faisant passer pour des guérilleros révolutionnaires, pillaient la population et recouraient à la violence contre elle. Les bandits furent jugés en public selon les lois du temps de guerre : s'ils avaient commis des assassinats, ils étaient fusillés. C'est ainsi que la région fut libérée en peu de temps de ces « impuretés » qui souillaient le prestige de la Révolution.

Sur ce Front, on appliquait bien entendu les normes de l'Armée rebelle : agir d'une façon honnête et morale, ne rien enlever à la population, toujours payer en espèces. Toutes les boissons alcooliques étaient interdites aux combattants.

Les actions des forces rebelles commandées par Raúl Castro permirent d'établir le pouvoir révolutionnaire dans neuf communes de la province d'Oriente, soit 12 000 kilomètres carrés, ce qui équivaut à la moitié de la Belgique et au quintuple du Grand-Duché du Luxembourg.

La distance qui le séparait de la Sierra Maestra et l'absence de moyens de communication rapides et sûrs renforçaient l'autonomie du II^e Front. Il était impossible de demander à tout moment des instructions à l'état-major général de l'Armée rebelle, car la réponse tardait parfois des semaines.

Raúl Castro assumait courageusement la responsabilité de toutes ses actions, dans le cadre de la ligne stratégique établie par Fidel : diriger le II^e Front fut pour lui une véritable université de la vie, qui le consolida non seulement comme chef militaire, mais le fit mûrir comme homme politique et comme homme d'État.

À la différence des montagnes quasiment inaccessibles de la Sierra Maestra, couvertes de forêts et dont les rares hameaux étaient distants les uns des autres, le II^e Front contrôlait des régions densément peuplées, traversées par un réseau routier relativement développé et semées de centres industriels et agricoles. Aussi fallait-il non seulement une expérience combative et des connaissances militaires, mais aussi des capacités différentes vis-à-vis de la société civile.

Sur le plan militaire, Raúl Castro agit en chef expérimenté. Il entreprit de contrôler les principales voies par où l'ennemi pouvait lancer une offensive contre la région libérée. Il créa un service de renseignement, chargé d'interroger les prisonniers et les détenus, de faire des cartes de la région et des plans des cibles militaires que les rebelles pouvaient attaquer, agir sur tout le territoire et informer l'état-major en temps opportun des actions de l'ennemi.

Après l'échec de la grève du 9 avril 1958, les rebelles entreprirent d'organiser la réparation des armes, de produire artisanalement différents types d'articles de guerre et de munitions, dont des mines et des grenades, en utilisant pour ce faire les bombes larguées par l'aviation qui n'avaient pas explosé et des cartouches de dynamite, ce qu'on avait déjà mis en pratique depuis longtemps dans la Sierra Maestra.

Sur recommandation de Fidel, les rebelles fortifièrent des points en vue d'une guerre de positions éventuelle. Si l'ennemi parvenait à pénétrer dans le territoire libéré, ils devaient non seulement se retirer jusqu'à une ligne de défense de réserve, mais s'infiltrer sur ses arrières pour tendre des embuscades aux unités qui apporteraient des renforts matériels et entraver leur progression. Chaque compagnie rebelle disposait d'une réserve mobile de combattants utilisable au moment décisif pour contribuer à l'attaque principale, tandis que le commandant du Front pouvait recourir à une colonne entière dans ce but.

Pendant les neuf mois que dura le II^e Front, Raúl organisa six nouvelles colonnes rebelles, formées de quinze compagnies et comptant plus de mille combattants.

Il est admirable que, malgré toutes ces activités en pleine guerre, on ait conservé les textes des ordres émis sur le II^e Front, les interventions publiques, les lettres, les notes de travail et des dizaines de photos. Certains de ces documents permettent de suivre le déroulement des procès instruits contre des officiers rebelles ayant commis des fautes inacceptables pour des révolutionnaires, toujours selon les normes juridiques approuvées d'avance sur le Front.

En cas de peine capitale votée par la majorité des membres du tribunal, son président pouvait, s'il existait des circonstances atténuantes dûment prouvées, réduire la condamnation : dans ces cas, l'officier était généralement dégradé, chassé honteusement des rangs de l'Armée rebelle et incarcéré.

La façon scrupuleuse dont les rebelles ont conservé leur documentation historique contraste notablement avec les « nettoyages d'archives » auxquels se livrent les dictatures pour détruire tout vestige compromettant. J'ai trouvé de grands « trous » dans les fonds documentaires quand j'écrivais des ouvrages sur l'histoire des pays centraméricains, au point que l'Unesco leur a même envoyé des laboratoires mobiles pour photographier les documents conservés et pouvoir ainsi les préserver, et dont elle fait parvenir une copie à l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire. En revanche, la Révolution cubaine a protégé d'entrée ses archives, ce qui est un grand mérite de ses dirigeants.

L'un des premiers combats engagés par les forces du II^e Front fut pour occuper un aérodrome à Moa et faire atterrir un avion chargé d'armes en provenance du Costa Rica. Les rebelles réduisirent la garnison et occupèrent l'aérodrome pendant toute une journée, et finirent par se retirer après avoir appris que cet avion avait atterri dans la Sierra Maestra.

C'est alors que Raúl eut l'idée de se créer sa propre aviation. Il sélectionna une piste d'atterrissage située à un endroit sûr et constitua une petite unité de génie (sapeurs et constructeurs) qui le répara. Voilà comment naquit la Force aérienne rebelle, à partir d'avions capturés, d'avions envoyés par le Mouvement du 26-Juillet depuis l'étranger et même d'avions ennemis contraints d'atterrir. Les rebelles utilisèrent treize avions au total, qui bombardèrent même à trois reprises des garnisons fortifiées afin de briser leur résistance.

Les rebelles firent aussi des opérations en mer, capturant cinq bateaux chargés de produits alimentaires.

Mais, bien entendu, les principales opérations furent terrestres, menées par plus de deux cent cinquante combattants. L'ennemi y perdit plus de deux mille hommes, entre morts, blessés et prisonniers, ne put jamais pénétrer en profondeur dans le territoire libéré et finit par se démoraliser totalement³⁰.

L'information adressée le 30 novembre 1958 par Raúl Castro à l'opinion publique cubaine, aux familles des officiers et soldats capturés et à la Croix-Rouge internationale permet de se faire une idée de la façon dont les rebelles traitaient l'ennemi :

L'Armée rebelle a, en tant que norme invariable, respecté la vie des prisonniers, a soigné les blessés, a dispensé à tous un traitement humain et respectueux et les a finalement libérés à travers la Croix-Rouge internationale.

[...]

Le chaos instauré à Cuba depuis six ans et demi, le sang versé, les vies fauchées et les biens détruits sont de l'entière responsabilité de la tyrannie. Nous sommes des révolutionnaires qui n'hésitons pas à employer la violence contre les oppresseurs de la Nation, mais nous ne sommes pas des adorateurs aveugles de la violence et nous veillons scrupuleusement au respect des vies cubaines, aussi bien celles de nos combattants que celles des soldats qui sont nos adversaires.

[...]

³⁰ Martha Verónica Álvarez décrit ces combats en détail in *Epopéya de libertad*, *op. cit.*

Poursuivre une guerre civile jusqu'à l'extermination d'une des parties revient à enfoncer profondément dans le sillon la graine de la haine et de la vengeance sur une terre qui devra abriter tous ses enfants.

Nous serons sans pitié contre les bourreaux et les indicateurs, mais nous tenons, par notre attitude, à ouvrir les yeux des soldats trompés et nous respectons leur vie pour qu'ils puissent être utiles demain à la Patrie nouvelle qui aura besoin du travail inlassable et fécond de tous les Cubains de bonne volonté³¹.

L'Opération antiaérienne occupe une place spéciale dans l'histoire du II^e Front. Ordonnée directement par Raúl Castro, elle visait à riposter aux bombardements massifs de l'aviation qui utilisait des bombes au napalm et à billes et des missiles et dont la principale victime était la population civile. Comme les rebelles n'avaient aucun moyen de défense antiaérienne, le régime calculait que ces attaques briseraient leur moral, ainsi que celui des habitants du coin.

Ces calculs n'étaient pas faux, car certains habitants se plaignaient : avant l'apparition des rebelles, la vie était très difficile, certes, mais ils n'étaient pas du moins à la merci de ces bombardements cruels qui démolissaient leurs logements et tuaient des vieillards et des enfants, les premières victimes de ces attaques. Ces réactions arrivèrent aux oreilles de Raúl qui, profondément touché, décida de chercher un moyen de se défendre du cauchemar que signifiaient les avions.

Son service de renseignement militaire lui fit savoir par ailleurs que, selon des sources qui travaillaient dans la base navale de Guantánamo, des avions de transport militaires y chargeaient du carburant et des munitions sur l'aéroport, des photos prouvant la véracité de ces affirmations.

Autrement dit, non content d'intervenir grossièrement dans les affaires intérieures d'un autre État, Washington violait des dispositions du Congrès qui interdisaient de fournir du matériel de guerre à la tyrannie qui s'en servait pour tuer des civils. Il fallait donc dénoncer ces faits à tout prix devant l'opinion publique étasunienne et internationale, et stopper sans retard les bombardements.

Après avoir analysé la situation avec l'état-major de son Front et recevoir l'appui de ses compagnons d'armes, Raúl signa le 22 juin 1958 l'Ordre n° 30 : à compter du 27 juin, les ressortissants étasuniens, exception faite des femmes et des enfants et en général de leurs familles, se trouvant sur les lieux que signalait une annexe secrète seraient arrêtés et conduits d'abord à l'état-major du Front, puis à des endroits secrets pour éviter que la population victime ne les prenne à parti et pour garantir leur sécurité. Si des diplomates étasuniens ou des journalistes se présentaient, les rebelles devaient rester calmes et disciplinés, sans les insulter ni les offenser. Tout devait se faire strictement – et se fit – selon les normes de l'éthique révolutionnaire.

Un Canadien et quarante-huit Étasuniens, dont vingt-neuf marines de la base navale de Guantánamo, furent arrêtés ; presque tous les autres étaient employés de la société étasunienne de nickel à Moa. Là, et à Nicaro, les rebelles saisirent un tracteur, un bouteur et plusieurs véhicules pour pouvoir réaliser des travaux de construction et de réaménagement dans la zone libérée et affirmèrent à leurs propriétaires qu'ils seraient indemnisés au triomphe de la Révolution, ce qui fut fait.

Les actions des rebelles causèrent une vive inquiétude à Washington et dans l'ambassade étasunienne à La Havane, dont l'ambassadeur, Earl Smith, instruisit son consul à Santiago de vérifier où se trouvaient les personnes détenues et dans quelles conditions elles étaient, afin d'envisager la meilleure réponse. Le consul partit aussitôt vers la zone rebelle. Chemin faisant, il put apprécier *de visu* comment un avion tirait des missiles et des rafales de mitrailleuse et

³¹ Archives du Comité central du Parti communiste de Cuba.

comment les munitions de gros calibre détruisaient en partie une église d'où s'enfuirent de nombreuses personnes prises de panique, dont des enfants.

De leur côté, les officiers rebelles conduisirent les détenus à différents hameaux de la zone libérée pour qu'ils voient eux-mêmes les maisons et les établissements détruits, leur montrèrent aussi des photos de civils morts durant les attaques, leur firent voir les blessés et des fragments de bombes et de missiles où l'on pouvait constater qu'ils étaient « made in USA » et que les deux derniers chiffres des années de fabrication avaient été rayés pour qu'on ne sache qu'ils étaient de l'année en cours.

Devant des preuves si irréfutables, certains détenus se dirent prêts à écrire à l'ambassadeur une lettre de protestation contre l'utilisation d'armement étasunien dans la guerre civile.

Raúl rencontra le consul et le vice-consul étasuniens les 2 et 3 juillet 1958, accompagné de plusieurs premiers officiers et de Vilma Espín, coordinatrice du Mouvement du 26-Juillet en Oriente et faisant fonction d'interprète. Différents détenus y assistèrent aussi, ainsi que des journalistes de revues et journaux brésiliens et étasuniens.

En repartant, le consul ramena avec lui le Canadien et quatre compatriotes qui se disaient indisposés. Il revint deux jours plus tard, brandissant un *New York Times* : Fidel Castro avait donné des instructions de libérer les détenus. L'état-major du II^e Front les connaissait déjà et faisait de son mieux pour les matérialiser.

Raúl Castro rédigea un message spécial « Au gouvernement et au peuple étasuniens » où il démasquait les mensonges de Washington : l'aide à Batista ne se faisait pas dans le cadre du « Traité de défense du continent américain », car il n'existait aucune menace à sa sécurité pour le moment, mais constituait une ingérence directe dans les affaires intérieures d'un pays latino-américain.

Il demanda au Sénat étasunien de dépêcher une commission spéciale dans la zone rebelle pour lui remettre des données dignes de foi. Il fit pareil auprès de l'Organisation des États américains. Bien entendu, les destinataires ne dirent mot, tandis que les médias étasuniens occultèrent à la population l'existence du message et sa teneur.

Fidel critiqua Raúl fortement : Washington pouvait interpréter les événements de différentes manières et en tirer prétexte pour une intervention armée directe. Mais la Maison-Blanche hésita parce qu'elle se rendait compte que le régime de Batista branlait sur ses bases et que le mouvement révolutionnaire à Cuba était en plein essor. En tout cas, l'Opération antiaérienne atteignit un de ses objectifs : la base navale de Guantánamo cessa d'aider l'aviation du dictateur.

À ce moment-là, le bastion clef de l'Armée rebelle, la Sierra Maestra, résistait depuis la fin du mois de mai à une offensive générale des troupes de Batista, si bien que Fidel dut rappeler à ses côtés toutes les colonnes rebelles, sauf celles du II^e Front, trop éloignées.

Sur ce front, la mise en place de la « République rebelle » allait bon train. Dans plusieurs lettres adressées à Vilma Espín et à Celia Sánchez, Raúl affirmait qu'il se préparait à une longue lutte.

Sur le plan politique, dès l'ouverture du II^e Front, l'état-major s'était occupé d'organiser le paysannat, qui constituait le gros de la population locale. Il créa des comités de paysans révolutionnaires du Mouvement du 26-Juillet, dirigés par un secrétaire et deux représentants, l'un pour les affaires civiles, l'autre pour les affaires militaires, et dont la mission était de créer des réserves d'aliments pour les combattants, de collecter des données de renseignement et de les faire parvenir, et de servir de lien entre le paysannat et les unités de l'Armée rebelle. Cette formule toute simple s'avéra très efficace en temps de guerre.

C'est le 21 septembre 1958, à Soledad de Mayarí, que se tint le Premier Congrès paysan en armes auquel participèrent des délégués de toute la zone libérée, soit plus de deux cents personnes représentant les quatre-vingt-quatre comités existants. Il aborda les questions les plus sensibles, en premier lieu la terre et les terribles conditions dans lesquelles vivaient les paysans, ainsi que leurs aspirations.

Raul Castro assista au congrès et prononça un discours émouvant : il affirma d'une manière catégorique que la Révolution cubaine était impensable sans une réforme agraire, que les paysans avaient toujours été privés du droit de vote, mais qu'ils étaient pourtant devenus une classe sociale active, comme le prouvaient le congrès et le Comité régional paysan qui venait de se créer. Il parla à plusieurs reprises de l'unité indispensable des paysans révolutionnaires et appela les délégués à rester en état d'alerte face à toute tentative de division. Il les remercia profondément de leur aide à l'Armée rebelle, assura le congrès que les combattants défendraient toujours les intérêts de petits paysans et réaffirma que peuple et Armée rebelle devaient être unis. Il demanda aux délégués de se maintenir au courant des événements en marche dans le pays et les alerta que la dictature risquait de faire des manigances politiques pour faire échouer la Révolution et s'emparer de ses fruits.

Il informa en concluant que l'état-major du Front avait créé un Bureau agraire qui s'occuperait des questions en rapport avec la terre et serait un maillon entre le Comité régional paysan et l'état-major rebelle, et auquel les délégués pourraient poser n'importe quelle question ou avancer n'importe quelle proposition, mais ils devaient savoir que la plupart des demandes ne pourraient recevoir de réponses qu'à la victoire de la Révolution.

Raúl signa en octobre 1958 la Loi organique qui définissait la structure militaire et administrative du Front, l'appelant officiellement II^e Front Frank País d'Orient. Son état-major comptait sept départements et deux bureaux : agraire et ouvrier.

Son département principal était bien entendu celui de la Guerre, soumis directement à Raúl Castro. Les autres, subordonnés à une direction interdépartementale, étaient les suivants : justice ; propagande ; finances ; constructions et communications ; santé et éducation. En fait, les tâches assignées à ces départements se faisaient déjà, comme la publication du journal *Surco* et les transmissions de radio, confiées à celui de Propagande.

Le département des Finances contrôlait la collecte des impôts et calculait les dépenses : les trois millions de dollars collectés tout au long de la guerre permirent surtout d'acheter des armes et des munitions. Le département des Constructions et Communications se chargeait de construire des chemins et des pistes d'atterrissage ; il installa aussi plus de cent kilomètres de lignes téléphoniques pour la communication entre les troupes.

Le département de la Santé finit par compter plus de cent soixante médecins et personnels sanitaires capables d'offrir toutes sortes de services, surtout à la population, malgré ses moyens déficitaires et la situation de guerre.

Le département de l'Éducation comptait plus de quatre cents instituteurs et des écoles où étudiaient des enfants et des adultes, y compris des combattants des colonnes rebelles, dans le cadre du programme d'élimination de l'analphabétisme. Il existait aussi l'École de maîtres de la troupe José Martí, dont Raúl inaugura et conclut toujours les cours, de contenu éminemment politique, et où il enseignait la matière : Éthique du combattant et problèmes de l'Armée rebelle.

Des années après, le chef du Front disait : « Le prestige atteint par les travaux de santé et d'éducation auprès de la population civile encouragea celle-ci à toujours plus coopérer avec l'Armée rebelle et contribua tout particulièrement à infuser le respect à son égard³². »

Sans financement, il aurait impossible bien entendu de réaliser ce dur travail d'organisation et de développement sur un territoire si étendu. Il n'est donc pas étonnant que l'état-major du

³² Magali García Moré, "Se logró lo que todos soñábamos", revue *Bohemia*, 11 mars 1988, pp. 32-33.

II^e Front ait, dès juillet 1958, adopté une loi fiscale aux termes de laquelle toutes les productions agricoles, forestières et minières destinées à la vente seraient frappées d'une taxe de 10 p. 100.

Quand on lit ce texte de loi, on s'étonne de constater avec quelle exactitude il fut rédigé du point de vue juridique et à quel point Raúl Castro et ses compagnons étaient soucieux d'inscrire toutes les actions de l'état-major du II^e Front dans un cadre légal. Qu'on se rappelle les « attestations de dette » émouvantes que Fidel et Raúl laissèrent aux paysans qui les avaient aidés après les conséquences catastrophiques du combat d'Alegría de Pío. Tel était le code moral des rebelles.

Raúl Castro adressa, le 30 août 1958, une lettre (que l'on conserve) au président du Conseil d'administration de la *Guantánamo Sugar Company* pour l'informer que la direction supérieure de la Révolution avait établi une taxe de quinze centimes de dollar sur chaque sac de sucre de 250 livres (113,4 kilos), dont dix correspondaient aux sucreries et cinq aux « colons » qui cultivaient et leur fournissaient la canne à sucre. La lettre signalait avec exactitude la production des trois sucreries de la compagnie et le montant total de la taxe, soit 80 000 pesos, et indiquait en détail la façon dont elle serait perçue, pour prouver concrètement que les rebelles agissaient en toute légitimité. Chaque propriétaire des dix-huit sucreries fonctionnant sur le territoire du II^e Front reçut une lettre semblable.

L'automne 1958 fut difficile et instable pour la production à Cuba. Le pays était agité. Les grèves et les sabotages perturbaient la vie économique de l'île. Les propriétaires n'étaient pas les seuls à enregistrer des pertes, les travailleurs aussi, surtout ceux qui avaient à voir avec la production de sucre. Aussi la direction du II^e Front décida-t-elle d'engager des conversations avec les représentants de la classe ouvrière.

Au départ, une seule séance avait été prévue, mais comme il fallut durant les préparatifs augmenter la quantité de représentants et élargir l'ordre du jour, décision fut prise d'organiser carrément un Congrès ouvrier en armes, réunissant des cheminots, des dockers, des cordonniers, des employés de commerce, etc.

Un petit groupe de douze personnes rédigea le document de discussion, qui exigeait le retrait des membres du Parti socialiste populaire (communiste), mais la majorité des participants s'opposa à cette manifestation de divisionnisme éhontée et réclama, juste retour des choses, le départ des rédacteurs du document !

Le Congrès, qui se déroula du 8 au 10 décembre 1958 à Soledad de Mayarí, là où s'était tenu celui des paysans, rassembla quatre-vingt-dix-huit délégués. Il fut plusieurs fois interrompu par des attaques aériennes : les délégués cherchaient refuge dans les plantations de canne à sucre proches, puis, une fois l'alerte conclue, reprenaient leurs travaux.

Ses décisions étaient très importantes pour l'avenir du mouvement ouvrier. Il y fut décidé, entre autres, d'appuyer la création du Front ouvrier national uni, appelé à se substituer aux organisations syndicales corrompues, parce que noyautées par la dictature.

Décision fut aussi prise de créer des conditions pour normaliser le travail des sucreries dans toutes les zones libérées, avec garantie du droit des ouvriers de toucher des primes, dont 20 p. 100, selon accord des délégués, seraient destinés aux fonds de l'Armée rebelle. Une fois de plus, la classe ouvrière réaffirmait son unité inébranlable avec celle-ci.

Le Congrès se déroula alors que les colonnes rebelles avançaient victorieusement à travers tout le pays : celle du Che Guevara avait traversé les marais de la côte sud et se trouvait dans le massif de l'Escambray, au centre, se préparant à attaquer Villa Clara ; celle de Camilo Cienfuegos se hâtait pour sa part, à travers les forêts de la côte nord, à la rencontre du Che pour poursuivre sa route jusqu'à la province de Pinar del Río, la plus à l'ouest.

Par ailleurs, les troupes des I^{er}, II^e et III^e Fronts, regroupées sous le commandement direct de Fidel Castro, encerclaient depuis toutes les directions les principales villes des provinces actuelles de Santiago de Cuba et de Guantánamo et contrôlaient les principales routes.

La Noël 1958 était proche. Chez les Castro-Ruz de Birán, c'était la fête : Fidel avait fait un saut jusque-là ! Le bonheur de la mère était indescriptible. Ramón sortit du congélateur la dinde qu'il avait achetée deux ans plus tôt, lors du débarquement du *Granma*, dans l'idée d'inviter ses frères quand la victoire serait acquise.

C'était des jours décisifs pour la Révolution cubaine. Le général Eulogio Cantillo, chef des troupes de Batista dans la province d'Oriente, proposa à Fidel une rencontre dans les ruines d'une ancienne sucrerie proche de Palma Soriano. Raúl y assista aussi, le 28 décembre. Le leader de la Révolution posa trois conditions : pas de tentative de coup d'État : empêcher la fuite de Batista à l'étranger ; pas de contact avec des ambassades.

Cantillo se rendit à La Havane et fit tout le contraire : dans la nuit du 31 décembre, il dîna avec Batista qu'il accompagna même à l'aéroport et qui partit en direction de la République dominicaine où régnait un autre dictateur, Rafael Leónidas Trujillo. Cantillo participa aussi à une tentative de coup d'État qui nomma même le nouveau « président » du pays, et ce de connivence avec l'ambassade étasunienne³³

Devant cette trahison, Fidel s'adressa sur Radio Rebelde – en chaîne avec toutes les stations de radio et de télévision du pays – à toutes les unités de l'Armée rebelle pour donner l'ordre de poursuivre l'offensive et de continuer la marche sur La Havane, et appela la population à ne pas obéir aux dispositions des autorités fantoches et à faire la grève générale.

Les conspirateurs de La Havane firent fiasco. L'armée de Batista, démoralisée, cessa de résister alors qu'elle conservait pourtant ses capacités militaires. Le colonel Rego Rubido, chef militaire de Santiago dont la garnison comptait cinq mille soldats, demanda un entretien avec Fidel : il dit être prêt à se rendre, mais il ignorait comment réagirait la majorité des officiers. Raúl offrit aussitôt de l'accompagner. Fidel décida que la rencontre aurait lieu à la caserne Moncada et que Raúl devait s'efforcer de convaincre le régiment qu'il était absurde de continuer de défendre un régime qui faisait eau de toutes parts.

Vilma Espín voulut accompagner Raúl qui refusa et n'accepta qu'une escorte. Entrant par la poste n°1, il vit le régiment réuni sur la place centrale. Il rencontra d'abord les officiers de l'armée, de la police et de la marine (des frégates se trouvaient dans le port) auxquels il proposa de soutenir la Révolution. Puis il décrocha du mur un portrait de Batista et le jeta par terre, tout en criant : « Vive la révolution ! », ce qui déclencha des vivats de la part des officiers. Enfin, il prit une photo du chef de l'état-major interarmes, le général Tabernilla, le tendit à Rego Rubido et lui demanda de la jeter par terre ; le colonel douta quelques instants, puis s'exécuta.

Les officiers lui demandèrent de s'adresser à la troupe. Raúl se dirigea vers le balcon ouvert sur la façade de la caserne, accompagné par Rego et d'autres officiers. Il avait maintenant devant lui les milliers d'hommes prêts, encore hier, de mitrailler n'importe quel rebelle. Le régiment commença à vociférer et à scander quelque chose que Raúl ne comprenait pas : *Gerolán ! Gerolán !* Pour lui, le *gerolán* était un sirop reconstituant très à la mode alors. Le chef rebelle s'enquit de quoi il s'agissait, et un officier lui expliqua que c'était ainsi que les soldats appelaient la prime de participation aux combats, mais qu'ils ne l'avaient pas reçue parce que c'était les chefs qui l'empochaient. Ni une ni deux, ils la réclamaient aux nouvelles autorités ! Raúl s'en sortit très bien : il leur promit qu'ils la toucheraient, et leur dit que la guerre fratricide avait pris fin ; puis il invita les principaux chefs qu'il avait rencontrés à se rendre au village d'El Escandel, à la sortie de la ville, pour retrouver le commandant en chef, Fidel Castro Ruz.

Le plus important était fait : la garnison de Santiago et le plus important régiment de la province d'Oriente avaient reconnu les nouvelles autorités sans coup férir. Le 1^{er} janvier 1959,

³³ A la victoire de la Révolution, Cantillo fut arrêté, jugé par les tribunaux et incarcéré. Il fut libéré avant de purger sa peine et partit aux États-Unis.

les chefs des unités de l'Armée rebelle dans toute la province occupèrent simultanément les casernes et les unités militaires du régime.

À El Escandel, Fidel expliqua aux officiers du régiment que Cantillo avait trahi et leur proposa d'appuyer la Révolution triomphante, ce qu'ils acceptèrent sous des applaudissements. Et il nomma le colonel Rego Rubido chef de l'armée.

Avant de partir pour La Havane, Fidel nomma Raúl chef de Santiago et de toute la province d'Oriente. Mais il ne lui restait pas beaucoup de troupes rebelles : l'une des colonnes du II^e Front à meilleure disposition combative, celle du commandant Efigenio Ameijeiras, avait été aéroportée dans la capitale pour y faire fonction de police et garantir l'ordre révolutionnaire ; une autre partie des forces avait rejoint celles de Fidel, parce qu'on présumait que la marche jusqu'à La Havane se heurterait à une résistance ; et le reste des troupes du II^e Front s'y trouvait encore.

La lutte insurrectionnelle se termina sur la victoire totale et inconditionnelle de la Révolution. L'enthousiasme populaire, multiplié par la volonté d'acier de Fidel, et une stratégie claire en furent les facteurs décisifs.

Raúl Castro resta en Oriente jusqu'au 9 février, où Fidel le fit venir et le nomma second chef militaire du pays. La province restait le principal bastion de la Révolution cubaine. L'infrastructure constituée durant les années de guérilla dans les forêts et les montagnes fut conservée et des unités des Forces armées révolutionnaires y furent installées.

À chaque moment de crise, en cas de menace d'intervention étrangère, Raúl Castro prenait la tête de ce grand territoire, qu'il a parcouru d'un bout à l'autre plus d'une fois et auquel il reste toujours fidèle.

Pour quiconque a fait la guerre, quelque complexe et fructueuse qu'ait été sa vie ensuite, les souvenirs les plus profonds et les plus émouvants qu'il garde sont ceux associés aux épreuves des combats, car, c'est justement en danger de mort que se trament les liens d'amitié et de passion sincère les plus solides.

Les années se sont écoulées. Un mausolée a été érigé à Mayarí Arriba, là où se trouvait l'état-major du II^e Front, dans une sorte d'amphithéâtre naturel, pour conserver les restes des combattants morts au champ d'honneur et d'autres qui étaient officiers ou dirigeants paysans au triomphe de la Révolution, ainsi que d'autres ayant atteint des mérites extraordinaires.

Surplombant l'amphithéâtre, soixante-sept palmiers royaux, l'arbre national, pour évoquer cette même quantité de guérilleros ayant fondé ce Front. De là, telle une cascade, un jet de plantes rouges, symbole du sang versé, descend jusqu'à la flamme éternelle qui veille sur les tombes où reposent à ce jour deux cent soixante et onze combattants et officiers. C'est devant cette flamme que les recrues jurent fidélité à la patrie, que les écoliers entrent dans l'Organisation des pionniers et que de jeunes mariés viennent parfois rendre un hommage.

Un peu à l'écart, une roche et une niche sur laquelle on lit deux noms : « Vilma » et « Raúl ». C'est là que reposent les restes de Vilma Espín Guillois, décédée en 2007, qui joua un rôle d'appui très important au II^e Front dans la clandestinité, puis s'y incorpora en juillet 1958. Raúl a demandé d'y être enseveli pour reposer éternellement dans la même tranchée que sa femme et que les compagnons d'armes avec lesquels il traversa le feu et la pluie, luttant dans ces montagnes pour la libération et l'indépendance totales de Cuba et pour le bonheur du peuple cubain.

Poser les fondations de la société nouvelle

Le Gouvernement révolutionnaire. La première Loi de réforme agraire. Les États-Unis contre Cuba. Le ministre des Forces armées révolutionnaires. Le rapprochement avec l'URSS. La nationalisation des grandes compagnies. Playa Girón ; manœuvre de diversion en Orient. La Crise des Fusées. Le changement dans les rapports avec l'URSS. Le jugement d'un dénonciateur. La Tchécoslovaquie, 1968, la Syrie, l'Angola et l'Éthiopie. La construction du socialisme. Le Premier Congrès du Parti communiste de Cuba. La décadence de l'URSS. Le mandat de Ronald Reagan. Mettre les montres à l'heure.

Fidel et Raúl n'avaient jamais pensé que la fuite de Fulgencio Batista, au premier petit matin de 1959, et l'effondrement de son régime marqueraient le triomphe de la Révolution : la chute de la dictature ne signifiait que la fin de la phase correspondant à la lutte armée, et à peine le démarrage du composant le plus important de la Révolution, l'édification de la société sur des principes nouveaux. Matérialiser le programme prévu impliquait, de toute évidence, un chemin long et difficile.

Nombreuses et très hétérogènes furent les forces qui jaillirent de la boîte de Pandore que représentait la dictature, d'autant que la haine envers celle-ci et ses thuriféraires souleva une mer d'ambitions.

À court de cadres, la Révolution n'était pas en mesure de créer aussitôt un appareil étatique efficace. Seul le génie de Fidel Castro, qui put toujours compter sur l'appui inconditionnel de l'immense majorité du peuple, permit de frayer la voie correcte dans ce maelstrom politique.

La première tâche était de tenir la promesse faite au peuple cubain : punir les bourreaux de la dictature. Plusieurs centaines d'entre eux, qui n'avaient pas eu le temps de fuir aux États-Unis, furent arrêtés, une fois identifiés par la population comme organisateurs et exécuteurs d'assassinats et de tortures horribles contre des milliers de personnes suspectes de mener des activités révolutionnaires et tout bonnement de l'opposition.

Les batistiens arrêtés furent jugés publiquement, avec libre accès du public. Les procès se déroulèrent en pleine conformité avec les normes juridiques adoptées durant les années de guerre civile et bien connues du public. De fait, les procès de Cuba furent bien plus valides juridiquement que ceux de Nuremberg, parce qu'ils se déroulèrent à partir de la conception selon laquelle « sans loi définie, pas de crime commis », tandis que les nazis furent jugés en fonction de lois adoptées a posteriori. Les inculpés eurent droit à la défense et la peine capitale ne fut appliquée que contre ceux dont il fut prouvé sans le moindre doute que leurs crimes la méritaient.

Il n'empêche que ces procès déclenchèrent aux USA une énorme vague d'intoxication contre Cuba dans certains secteurs du Congrès et dans les médias, ce à quoi contribua la recherche du sensationnel de la part de la presse cubaine, toujours aux mains des anciens propriétaires. La question des tribunaux révolutionnaires servit dès lors à discréditer la Révolution cubaine, si bien que Fidel dut revenir là-dessus à plusieurs reprises pour exprimer ses vues. Il reconnaît aujourd'hui que les procès étaient justes, mais que l'erreur fut de leur donner trop de publicité, par exemple de les organiser dans des installations sportives.

Raúl Castro était toujours dans la province d'Orient, comme représentant plénipotentiaire civil et militaire de la Révolution. On lui demanda de faire une déclaration publique sur ce point épineux. Il se rendit donc à La Havane et offrit une conférence de presse, le 19 janvier 1959, au Palais présidentiel, aux côtés du président Manuel Urrutia.

Celui-ci attira d'abord l'attention sur le fait que, durant la lutte insurrectionnelle, les rebelles avaient remis à la presse et aux gouvernements étrangers des documents et des preuves

absolument fiables sur les crimes commis par les batistiens, sans la moindre réaction de leur part. En revanche, c'était maintenant le tollé général devant des procès en bonne et due forme qui visaient, entre autres, à éviter que le peuple ne fasse lui-même justice et ne recoure aux lynchages, qui auraient été autrement inévitables.

Raúl expliqua ensuite qu'on avait découvert près de casernes et de commissariats de police des cimetières secrets où étaient ensevelis des centaines d'inconnus : ainsi, près d'une caserne, « on avait découvert une trentaine de cadavres, dont une femme, la plupart avec des clous de traverses de voie ferrée dans le crâne » ; par ailleurs, ajouta-t-il, l'un des soixante-dix accusés fusillés dans les premiers jours avait tué lui-même trente-trois patriotes³⁴.

Raúl montra aux journalistes de nombreuses photos de victimes des organes de répression batistiens. Sur l'une d'elles, un garçonnet d'une dizaine d'années, fils d'un fameux bourreau de la dictature, tenait dans ses mains les crânes de deux victimes ; sur une autre, on voyait un enfant assassiné et enseveli à côté de son vélo. Il précisa qu'il ne s'agissait en aucun cas d'une soif de vengeance de la part de l'Armée rebelle ou du gouvernement, mais que les crimes prouvés avaient été parfois si monstrueux qu'ils devaient être punis aux termes des lois existantes.

Il fit aussi savoir qu'une cinquantaine de personnes, signalées depuis longtemps comme des assassins, avaient été acquittées et relaxées faute de preuves. Si à La Havane, affirma-t-il, 95 p. 100 de la population appuyait les tribunaux révolutionnaires, en Oriente, la totalité des habitants voulait que les assassins soient punis.

Il fut précisé durant la conférence de presse que ceux qui avaient cherché refuge dans des ambassades étrangères seraient autorisés à abandonner le pays, conformément au droit international, mais que Cuba réclamerait le cas échéant leur rapatriement.

Interrogé sur d'autres points, Raúl fit savoir que le rétablissement des tronçons de voies ferrées et des ponts détruits durant les combats marchait à bon rythme, que les engins et moyens de transport saisis durant la guerre avaient été rendus aux sucreries correspondantes et que la paix la plus absolue régnait dans la province d'Oriente, si bien que la campagne sucrière s'y déroulerait sans contretemps.

À la question de savoir si les autorités ne redoutaient pas que des agents du régime précédent prennent le maquis, Raúl répondit qu'en ce cas, les paysans eux-mêmes s'en chargeraient, et d'ajouter :

Il se peut qu'ils se regroupent un jour et commencent ce que nous avons fait nous, voilà vingt-cinq mois, mais je les plains, les pauvres ! Nous, nous l'avons fait pour une cause juste, en nous fondant sur la raison, sur la morale. Ceux qui prétendent se soulever sans ça, je les plains. Ceux qui veulent prendre la Sierra, je les plains, les pauvres³⁵.

L'intervention de Raúl Castro sur un point si épineux renforçait son rôle spécial à la tête de la Révolution. De son côté, un autre des principaux chefs, le Che Guevara, qui serait naturalisé Cubain de naissance le 7 février, dirigeait la garnison de La Cabaña, la plus grande forteresse de La Havane

Le Mouvement du 26-Juillet convoqua, le 21 janvier, un meeting d'appui à la Révolution devant le Palais présidentiel. Dans son intervention, Fidel signala qu'il courait le risque d'être assassiné et proposa qu'en ce cas Raúl le remplace à la tête du Mouvement. La réponse fut une ovation. L'explication de cette proposition est que, deux jours après, il allait se rendre au Venezuela, son premier départ à l'étranger depuis le triomphe, et qu'un dirigeant de confiance, sûr et à toute épreuve, devait rester à la tête du pays durant sa courte absence. Dès lors, et durant bien des décennies, Raúl serait son substitut.

³⁴ *Revolución*, 20 janvier 1959, p. 2.

³⁵ *Id.*

Le 2 février 1959, le Conseil des ministres le nomma vice-chef des trois armes, ce qui en faisait, là encore, le substitut de Fidel (celui-ci restera à jamais le *Comandante en Jefe*, tandis que Raúl resta pendant longtemps *comandante*, puis devint général d'armée).

En fait, la Révolution ne disposait pas encore de forces armées vraiment organisées : les seules troupes sûres étaient les colonnes de l'Armée rebelle qui étaient passées par l'épreuve du feu et avaient pris le contrôle des casernes et des commissariats de police, deux corps en cours de dissolution, bien qu'à certains endroits, l'armée précédent et la nouvelle travaillassent ensemble sur de nouvelles bases.

À Santiago de Cuba, par exemple, c'est la population elle-même qui désarma parfois les soldats de Batista. Sur ordre de Raúl, la protection de la caserne Moncada fut assumée par des postes mixtes, autrement dit soldats de l'ancienne armée et soldats rebelles.

Le *comandante* Augusto Martínez Sánchez, avocat et membre de l'état-major du II^e Front, fut nommé ministre de la Défense du Gouvernement révolutionnaire.

Le 3 avril 1959, en sa qualité de premier substitut du commandant des forces armées, Raúl adressa des « Instructions » (pas encore un Ordre) aux chefs d'état-major des « forces révolutionnaires locales » dans lesquelles il signalait avoir reçu des rapports concernant des cas de militaires de l'armée révolutionnaire qui prenaient la défense des riches. Curieusement, il utilisait le terme de « monsieur » et concluait sur ces mots : « Respectueusement »... Ces Instructions affirmaient :

[...] les Forces armées révolutionnaires ne tourneront jamais leurs armes contre les ouvriers, les paysans, et le peuple en général, dont elles sont issues dans leur grande majorité, et doivent donc veiller tout particulièrement à ne pas intervenir dans les conflits de travail et autres, car l'armée traditionnelle, à laquelle s'est substituée notre Armée du peuple actuelle, se caractérisait justement par ses actions contraires aux intérêts de celui-ci et des classes démunies, au service des riches et des puissants [...]³⁶.

Dans la littérature universelle et dans les œuvres d'art, les changements radicaux dans l'histoire des peuples sont fréquemment associés à de terribles phénomènes naturels. On peut dire de la Révolution cubaine qu'elle ressemble au dégel des grands fleuves au printemps, quand tout entre de nouveau en mouvement et que l'épaisse couche de glace commence à se briser dans un fracas assourdissant ; les blocs glissent les uns sur les autres, l'eau entreprend de chercher une sortie, les rives s'inondent et s'effondrent : le vieux chemin aux traîneaux disparaît sous nos yeux, mais le nouveau pont n'est pas encore prêt. Ce qui est inévitable en époque de rénovation.

En avril 1959, Fidel fit un long périple aux États-Unis, au Canada et dans plusieurs pays latino-américains. Il avait été invité aux USA par l'*American Society of Newspaper Editors*. Raúl se rendit à Houston (Texas) expressément pour le rencontrer et affirma à la presse : « Un voyage rapide pour échanger des impressions, je l'ai informé de la situation générale du pays et recevoir de nouvelles instructions³⁷. »

Le voyage de Fidel aux USA visait avant tout à faire mieux connaître le caractère et les plans de la Révolution cubaine, et de sonder les positions des différents pays au sujet de Cuba. L'accueil enthousiaste des populations contrasta avec le traitement strictement protocolaire des autorités étasuniennes et avec la méfiance et la modération des gouvernements latino-américains.

³⁶ Archives du Comité central du Parti communiste de Cuba.

³⁷ Luis Báez, "Hay que salvar la esperanza", journal *Granma*, 17 avril 2014, p. 2.

Raúl a dit plusieurs fois que la Loi de la réforme agraire, du 17 mai 1959, avait été, en quelque sorte, le Rubicon, la ligne de partage des eaux entre ceux qui accompagnaient la Révolution pour protéger leurs intérêts personnels et les vrais révolutionnaires : c'était en effet la première fois qu'un gouvernement appliquait la clause de la Constitution de 1940 qui interdisait le latifundio.

Fidel décida que la cérémonie officielle de signature du document se ferait là où l'état-major général de l'Armée rebelle s'était installé dans la Sierra Maestra : il fallait donc y grimper à pied, marcher dans la boue, s'asseoir sur des chaises et à des tables de bois non équarri, et sur de modestes bancs installés à la va-vite. Mais la valeur de la loi de la Réforme agraire était extraordinaire du point de vue historique.

Mais elle impliquait aussi, parallèlement, un conflit mortellement périlleux avec les États-Unis, car les principaux latifundios appartenaient à des Étatsuniens qui les avaient achetés à des prix dérisoires au début du siècle, quand leurs soldats occupaient le pays.

Che Guevara, qui avait participé activement à la rédaction du projet de loi, devait sans nul doute se rappeler la réaction impitoyable des États-Unis face à la réforme moins draconienne qu'avait adoptée le Guatemala en 1954 : une armée de mercenaires organisée par les USA avait renversé le gouvernement démocratique du colonel Jacobo Arbenz qui avait osé saisir les terres en friches de l'*United Fruit Company*.

Raúl, tout comme les autres révolutionnaires, travailla intensément à défendre et à divulguer la loi, en organisant des réunions, des programmes de télévision et des meetings de paysans.

Dans son essence, la loi était simple : elle nationalisait les latifundios de plus de trente *caballerías*, soit 402 hectares appartenant à des compagnies ou à des propriétaires privés, exception faite des latifundios à production intensive, où la limite était repoussée à 1 340 hectares³⁸. On imagine aisément la réaction de la plupart des propriétaires terriens et latifundiaires dont les terres dépassaient bien souvent ces limites de plusieurs centaines de fois, au point d'atteindre parfois plus de 130 000 hectares.

Bien entendu, une révolution de cette nature était inacceptable pour ceux qui n'y voyaient qu'un changement de personnel à la tête du pays. Aussitôt, la bourgeoisie commença à émigrer en masse vers les États-Unis, car elle était convaincue que ceux-ci ne laisseraient pas se prolonger une politique si radicale plus de trois ou quatre mois. Elle entreprit aussi de divulguer que les parents se verraient priver de l'autorité parentale et que les enfants seraient « socialisés », au point que presque quatorze mille enfants furent envoyés aux États-Unis.

Le gouvernement décida d'exproprier les biens des émigrés, sans toutefois saisir les biens immobiliers, si bien qu'on assista à des situations paradoxales : des familles bourgeoises qui portaient et confiaient le droit de propriété sur leurs villas et immeubles à de lointains parents, voire à de fidèles domestiques, afin de pouvoir les récupérer à leur retour.

On m'a fait visiter un jour un énorme et luxueux manoir sur la 5^e avenue, l'une des rues les plus riches de La Havane, dont les propriétaires avaient remis les clefs, à leur départ, à leur gouvernante. Les autorités proposèrent plusieurs fois à cette femme de déménager dans un appartement confortable, mais eurent pour toute réponse une fin de non-recevoir. Comme la femme n'avait pas les moyens de préserver la villa, mais que la loi interdisait d'expulser de force cette gardienne zélée du bien d'autrui, l'immeuble se dégrada de plus en plus et une partie du toit finit même par s'effondrer. Ce n'est qu'après sa mort, cinquante ans plus tard, que l'État put s'approprier l'ex-somptueuse villa qui, au terme d'une rénovation totale, a été cédée au Centre de promotion de l'architecture moderne et contemporaine, de l'urbanisme et du design.

³⁸ Durant la guerre dans les montagnes, Fidel avait signé, le 20 octobre 1958, une loi agraire aux termes de laquelle les paysans du territoire libéré devenaient propriétaires des terres qu'ils travaillaient à hauteur de cinq *caballerías*, soit soixante-sept hectares.

L'administration étasunienne refusa d'accepter le montant et les conditions d'indemnités adoptés par le Gouvernement révolutionnaire dans la Loi de la réforme agraire, autrement dit la somme que les propriétaires avaient eux-mêmes jaugés leurs biens et qui servaient d'assiette aux impôts qu'ils payaient. Ce refus prouvait bien que ces propriétaires en avaient bel et bien minimisé la valeur pour payer moins d'impôts.

Washington adopta aussitôt une attitude arrogante et menaça même de recourir à la force. Il pensa porter un coup mortel à la Révolution en supprimant, début juillet 1960, ses achats de sucre à des prix préférentiels, le principal produit d'exportation du pays. Le coup aurait été en effet terrible si l'Union soviétique n'avait pas décidé d'acheter ces mêmes quantités, en plus des cinq cent mille tonnes déjà contractées en début d'année.

Par suite de l'accord commercial soviéto-cubain, le premier pétrole soviétique avait commencé à arriver à Cuba, mais les raffineries, appartenant à des sociétés étrangères, refusèrent de le traiter sous différents prétextes. Ne faisant ni une ni deux, le Gouvernement révolutionnaire les nationalisa en juin, ripostant ainsi sans peur à chaque mesure hostile des États-Unis. L'escalade atteignit son climax en août 1960 quand la Révolution cubaine nationalisa la plupart des grosses sociétés étasuniennes. Ainsi donc, l'agression étasunienne, qui avait commencé par des campagnes d'intoxication et de diffamation, se poursuivit par des agressions économiques, puis par un blocus économique, des actions terroristes et même l'organisation d'une brigade mercenaire entraînée, transportée et escortée par eux jusqu'aux côtes cubaines.

Cette guerre se poursuit de nos jours, battant tous les records de durée dans l'histoire des relations internationales. La « Guerre froide » entre les États-Unis et l'Union soviétique s'est prolongée pendant quarante-cinq ans, depuis le discours de Winston Churchill en 1946 à l'Université de Fulton (Missouri) jusqu'à la désintégration de l'URSS en 1991, tandis que la guerre tous azimuts de Washington contre Cuba révolutionnaire dure depuis maintenant cinquante-six ans.

Quand la société a commencé de se réorganiser, ces débuts ont aussi été marqués par le romantisme révolutionnaire des vainqueurs, leur méconnaissance fréquente et absolue des questions économiques et leur désir compréhensible de faire bénéficier la population le plus tôt possible des bienfaits de la Révolution.

Une fois nommé Premier ministre le 16 février 1959, Fidel décida ce même jour de réduire la location immobilière de moitié et de diminuer le prix des médicaments ; il fit de même ensuite pour l'électricité et le transport urbain.

La Révolution entreprit un travail social auprès des plus de cent mille femmes contraintes à la prostitution : traitement médical, cours de recyclage et création d'emplois. Elle interdit les jeux de hasard qui avaient prospéré sous la dictature. Compte tenu des nouvelles conditions, le tourisme en quête de vices en provenance des États-Unis avait pratiquement cessé, bien que la fermeture des casinos obligeât un grand nombre d'employés à chercher du travail ailleurs.

Dans ce tourbillon révolutionnaire, Raúl Castro, tout comme les autres principaux dirigeants, devait s'occuper de nombreuses questions à la fois et régler une foule de problèmes. Il prononça des discours à d'importants meetings politiques, tel le 1^{er} mai 1959, où une petite représentation des milices populaires défila pour la première fois sur la Place civile³⁹.

Les mois s'écoulaient, et le président Manuel Urrutia entravait toujours plus la marche de la Révolution. Il avait obtenu ce poste par un des paradoxes des révolutions : aucun des principaux leaders n'estimait correct d'occuper ce poste à cause de son jeune âge. C'est alors que quelqu'un proposa de nommer Urrutia, un juge de Santiago de Cuba qui avait voté l'acquiescement des inculpés pour les actions du 30 novembre 1956 et des expéditionnaires du *Granma*.

³⁹ Devenue ensuite la place de la Révolution.

Mais, non content d'avoir une attitude pédante et pompeuse, sa façon d'agir était fort loin de la hauteur qu'exigeait la situation politique, et il commençait à retarder l'adoption des lois révolutionnaires. Raúl tenta à plusieurs reprises, sans succès, de le lui faire comprendre. Devant son intransigeance, Fidel démissionna en juillet 1959 de son poste de Premier ministre.

La réaction du peuple fut si massive et catégorique que le malheureux président présenta sa démission quelques heures après. Fidel accepta de reprendre son poste, cédant aux demandes du peuple, lors du meeting organisé pour le sixième anniversaire de l'attaque des casernes Moncada et Carlos Manuel de Céspedes.

Raúl fut chargé d'accueillir les premiers invités d'honneur, dont Salvador Allende, le candidat à la présidence chilienne, et l'ancien président mexicain, le général Lázaro Cárdenas. Le rythme des événements et la quantité de tâches à remplir étaient tels qu'il devait, comme tous les autres dirigeants, occuper plusieurs fonctions à la fois.

Ces mois-là, par exemple, il n'arrêta pas de rencontrer les journalistes pour démentir aussi bien des calomnies portant sur de prétendues interventions de Cuba dans des pays voisins que de prétendus débarquements de mercenaires dans l'île. Un jour, lors d'une conférence de presse, on lui demanda s'il participerait à certaines activités de ce genre : « Je vais là où mes chefs me le demandent⁴⁰. »

Fin mai, toute Cuba trembla d'apprendre que Raúl avait disparu dans les marais de Zapata, au sud de l'île, tandis qu'il participait dans un petit avion monomoteur à la recherche d'un officier rebelle dont l'hélicoptère était tombé en panne. Tous les accidentés survécurent, heureusement, même si la recherche anxieuse dura quatorze heures.

Quelques mois après, le *comandante* Camilo Cienfuegos perdit la vie dans un autre accident d'avion. Fin octobre, une sédition avait éclaté dans la province de Camagüey, sous la conduite du *comandante* Hubert Matos qui en était le chef militaire. Fidel Castro se chargea de neutraliser personnellement ce soulèvement avec l'aide du peuple. Camilo, de son côté, partit pour Camagüey, jouant un rôle décisif dans l'arrestation, sans effusion de sang, des principaux meneurs de la contre-révolution et dans la liquidation de cette mutinerie.

Quelques jours plus tard, alors qu'il rentrait à La Havane, son avion perdit toute communication en traversant une tempête. Toutes les recherches organisées pendant quinze jours par air, par terre et par mer furent infructueuses : ce qui explique pourquoi, le 28 octobre, les Cubains se rendent au bord de la mer et des cours d'eau pour lancer des fleurs en souvenir d'un de leurs héros les plus chers. Pour Raúl, ce fut un coup très dur que de perdre l'ami et le compagnon du temps de l'exil, de l'expédition du *Granma* et de la guérilla dans la Sierra Maestra.

Le ministère de la Défense fut supprimé le 16 octobre 1959 et remplacé par celui des Forces armées révolutionnaires, à la tête duquel fut nommé Raúl Castro, tandis qu'Augusto Martínez Sánchez occupait le portefeuille du Travail. Durant la cérémonie correspondante, le président Osvaldo Dorticos affirma :

En fait, pas besoin de discours : ceci n'est rien qu'une simple démarche dans notre grande révolution en marche, un simple acte à son service. Son incorporation à titre de ministre en renforce la hiérarchie révolutionnaire. Inutile d'insister sur son travail à la tête des forces armées. Sa conduite au nouveau ministère est assurément une garantie de succès pour notre Révolution⁴¹.

⁴⁰ Journal *Revolución*, 20 janvier 1959, p. 8.

⁴¹ Journal *Revolución*, 20 octobre 1959, p. 8.

Raúl Castro occupa ce ministère pendant quarante-neuf ans, battant un record absolu à la tête d'un organisme si important et à une époque de grave confrontation avec un ennemi aussi fort et agressif que les États-Unis.

Les Cubains insistaient pour acheter dans les pays du Vieux Continent les armes qui leur permettraient de défendre leur patrie. Une partie de celles qu'ils avaient pu acquérir auprès de la Fabrique nationale d'armes, en Belgique, avait été embarquée sur le cargo français, le *La Coubre*, à Anvers, en provenance du Havre. Le cargo fut ensuite escale à Brême, à Hambourg et à Liverpool, puis mit le cap sur La Havane. Le 4 mars 1960, alors qu'on déchargeait les armements sur le port, il y eut une déflagration dans les cales, puis une seconde une demi-heure après. L'enquête postérieure permit de faire la preuve qu'il s'était agi d'un sabotage concocté par les ennemis de la Révolution, les dispositifs explosifs ayant été installés à bord dans l'un des ports où le cargo avait fait escale. Les deux explosions causèrent plus d'une centaine de morts, dont six marins français, plus de deux cents blessés dont certains restèrent invalides pour la vie, et une quantité inconnue de disparus. Ce fut tout bonnement l'attentat le plus meurtrier du siècle dernier sur ce continent américain.

En tout cas, il était clair que la seule solution pour la Révolution était de s'adresser aux pays du camp socialiste. Aussi Raúl se rendit-il à Prague, puis à Moscou, sur invitation de Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire du Parti communiste de l'URSS : cette visite eut une importance vitale pour l'avenir de la Révolution cubaine, qui put acquérir tout l'armement dont elle avait tant besoin.

Le jeune ministre fut l'objet de l'accueil le plus cordial, voire d'un accueil enthousiaste de la part de Khrouchtchev qui sympathisait sincèrement avec la Révolution cubaine. À cette date, le Kremlin connaissait avec plus de précision la profondeur de son programme, sa teneur anti-impérialiste et ses dirigeants grâce aux contacts qu'avait pris, en février 1960, Anastase Mikoyan, et à ses rencontres avec Fidel et le Che Guevara : il avait informé le Bureau politique du Comité central du PCUS qu'une profonde révolution de libération nationale, à fort contenu social, avait eu lieu à Cuba sans aucune participation de l'extérieur, encore moins d'autres continents, et il avait recommandé que l'Union soviétique lui prête son appui total de tous points de vue.

Dans un tel contexte politique, les conversations de Raúl Castro avec le maréchal Rodion Malinovski, ministre de la Défense, avec le maréchal Matveï Zakharov, chef de l'état-major général, et avec Alexandre Nikolaïevitch Chelepine, président du Comité de Sûreté de l'État, entre autres, furent très fructueuses et se déroulèrent dans un climat d'entente mutuelle.

L'Union soviétique proposa une aide fraternelle : elle livrerait gratuitement les moyens techniques et militaires, les munitions et les équipements nécessaires. Les deux parties coïncidèrent sur leur évaluation de la situation dans la région et tombèrent d'accord sur le fait que les États-Unis tenteraient d'écraser la Révolution cubaine par les armes.

Par ailleurs, Raúl Castro put se convaincre que le peuple soviétique n'avait pas seulement de la sympathie pour la Révolution cubaine, mais des sentiments vraiment fraternels, quand des milliers de Moscovites comblèrent la salle des Colonnes de la Maison des syndicats, la plus prestigieuse de la capitale, pour exprimer leur solidarité avec l'île de la Liberté.

Cette visite permit aux jeunes Forces armées révolutionnaires (FAR), dont leurs milices populaires, de faire face dans de meilleures conditions, à peine neuf mois après, à l'invasion mercenaire de Playa Girón : même en pleine étape de formation, elles possédaient d'ores et déjà des pièces d'artillerie soviétiques, dont certaines de gros calibre, des chars, des véhicules blindés, des mortiers, des pièces de DCA et les munitions d'infanterie suffisantes.

L'histoire des combats sur les plages de la baie des Cochons (17-19 avril 1961) est bien connue non seulement à Cuba, mais aussi dans le reste du monde. Playa Girón fut la première grande défaite de l'impérialisme en Amérique.

La victoire de la Révolution cubaine contribua à modifier la conception que le Kremlin se faisait de l'Amérique latine : considérée à ce jour comme l'arrière-cour des États-Unis, elle devint une région aux grandes potentialités révolutionnaire, sans parler de ses richesses naturelles bien connues et de sa grande population. On commença à en parler comme du « continent chaud ».

On créa des directions, des départements et des sections indépendantes dans les organismes publics (Comité central du Parti, ministère des Affaires étrangères, Comité de sûreté de l'État, Académie des sciences de l'URSS, entre autres), pour s'occuper des pays de cette région ; on fonda l'Institut de recherche scientifique pour l'Amérique latine et la revue sociopolitique *Amérique latine*, et on commença à promouvoir l'étude de l'espagnol d'une manière massive. Beaucoup de nos anciens combattants chantent encore la *Marche du 26-Juillet* et *Cuba, mon amour*, une chanson composée par des Russes qui devint très populaire. Et des pièces en rapport avec l'île antillaise furent mises en scène dans des théâtres.

Il est tout à fait symptomatique de cet état d'esprit, par exemple, que Sergo, le fils d'Anastase Mikoyan, qui accompagna son père à Cuba en 1960, ait abandonné ses études antérieures et sa thèse de doctorat quasiment conclue qui portait sur la presqu'île de l'Hindoustan, et qu'il se soit lancé dans l'étude de Cuba et soit devenu le rédacteur en chef de la revue *Amérique latine*.

À Cuba, les contours du nouveau système politique se précisaient. Le gouvernement se débarrassa des membres opposés au radicalisme de la Révolution. Le moment était venu de travailler à la fondation d'un parti politique uni, avec, en perspective, le Parti communiste de Cuba. Le premier pas en fut la fusion du Mouvement du 26-Juillet, du Directoire révolutionnaire du 13-Mars et du Parti socialiste populaire dans les Organisations révolutionnaires intégrées (ORI), une évolution conduite par Fidel, à laquelle participèrent activement Raúl et le Che Guevara, et qu'accéléra l'invasion mercenaire de Playa Girón.

C'est justement quelques jours avant cette dernière que fut fondée l'Armée centrale, responsable de cette partie de l'île, sous les ordres du *comandante* Juan Almeida. Après le fiasco des mercenaires, décision fut prise de créer l'Armée d'Orient, une tâche confiée directement à Raúl Castro en tant que ministre des Forces armées révolutionnaires, dont le commandement fut remis au *comandante* Calixto García ; finalement, l'Armée occidentale, de nouvelle création, fut placée sous les ordres du *comandante* Guillermo García.

Jusque-là, la plus grande formation militaire était le bataillon ; à partir de là ce furent le régiment et la division, à cause, dans une certaine mesure, de la quantité et de la qualité de l'armement reçu de l'URSS. On tint compte aussi, pour ce faire, des recommandations des premiers assesses soviétiques qui avaient commencé à arriver pour contribuer à la formation de la nouvelle armée : ce furent d'abord des officiers républicains espagnols qui avaient émigré en URSS à la fin de la guerre civile dans leur pays, puis des spécialistes militaires soviétiques qui avaient l'expérience des combats de la Deuxième Guerre mondiale.

Raúl Castro n'avait pas participé à la bataille de Playa Girón, car, en cas de danger, sa mission était de prendre la direction militaire de la province d'Orient, ce qu'il fit une fois de plus. D'autant qu'on avait repéré, quelques jours avant, des bâtiments de guerre étasuniens à proximité des côtes cubaines, surtout près du littoral nord, dont les manœuvres laissaient prévoir un débarquement. De fait, on sut plus tard qu'une manœuvre de diversion était prévue là, mais que les chefs y avaient renoncé en constatant le déploiement de forces révolutionnaires.

À quoi il faut ajouter l'existence, dans cette province, d'une base navale des États-Unis qui occupe 117 km² dans la première et la meilleure anse de la baie de Guantánamo et dispose de deux pistes d'atterrissage. En 1898, après la défaite de l'Espagne, le jeune impérialisme occupa militairement l'île et imposa, en appendice de la Constitution adoptée en 1901, l'Amendement Platt qui contenait des conditions humiliantes quant aux relations entre les USA et Cuba. L'un de ses articles, par exemple, obligeait Cuba à lui vendre ou louer des terres destinées à des bases charbonnières ou à des stations navales. Bien que cet amendement fût abrogé en 1934, cet

article se maintint dans le traité de Réciprocité commerciale signé entre les deux gouvernements, de sorte que l'accord de 1903 concernant la location de la base ne peut être annulé que par consensus des parties⁴².

À partir de 1959, les États-Unis convertirent l'installation en un foyer de provocations et de préparation d'actions terroristes. Bien que celles-ci ne se soient pas répétées depuis 1994, la base constitue de toute manière une violation flagrante de la souveraineté cubaine.

Les agressions perpétrées de cette base ont coûté plusieurs vies. La première fut celle d'un ouvrier cubain, Rubén López Sabariego, père de neuf enfants, qui y travaillait depuis quatorze ans : il fut arrêté le 15 septembre 1961 par un capitaine de l'infanterie de marine, sous les yeux des autres travailleurs. Quand son épouse vint le chercher, on lui répondit qu'il était déjà parti. Un mois après, les autorités informaient la presse que le cadavre de Rubén avait été retrouvé dans la base. L'autopsie prouva qu'il avait été assassiné.

Raúl prit la parole, au nom du gouvernement cubain, aux funérailles de cet ouvrier : la base était devenue un centre d'opérations pour actions terroristes et subversives ; un mois avant, la Sûreté de l'État avait arrêté un groupe de provocateurs armés de mortiers qui s'étaient infiltrés en territoire cubain à partir de la base afin de faire feu contre elle, cette auto-agression devant servir de prétexte à une intervention militaire de la part des États-Unis. Mais Raúl ne signala pas alors qu'un des points clefs de cette opération était un attentat contre lui-même à Santiago de Cuba, ce qui rendait plausible la prétendue attaque cubaine contre la base.

Il fut aussi prouvé, au fil des années, que la plus grande quantité d'incidents à cette frontière survenait lors des campagnes électorales étasuniennes, surtout quand les républicains s'efforçaient de créer des tensions au sujet du « thème cubain ». Ainsi, en 1964, quand Barry Goldwater, le chef des faucons de ce parti, présenta sa candidature aux élections présidentielles, des soldats de la base tuèrent à coups de feu Ramón López Peña, qui appartenait au bataillon de la Frontière. Raúl convoqua les journalistes cubains et étrangers à Santiago de Cuba : selon lui, cette mort n'était pas fortuite ; deux autres personnes étaient actuellement hospitalisées après avoir été blessées à d'autres moments de coups de feu provenant de la base ; les soldats du bataillon de la Frontière sont triés sur le volet, ce sont les plus fidèles et les plus disciplinés ; Cuba ne se laissera pas provoquer, mais elle prend note en tout cas des attaques et de l'agressivité des militaires étasuniens ; comme les États-Unis répondaient normalement sur un ton cynique et accusaient la partie cubaine d'être responsable des incidents, Raúl fit savoir que le gouvernement était prêt à montrer les preuves du contraire devant l'opinion publique ; et il invita le journaliste William Fry, du journal étasunien peu connu *World Focus*, qui avait posé des questions captieuses, à enfiler l'uniforme de l'armée cubaine et à se rendre aux avant-postes, mais l'homme refusa⁴³.

Cuba dut alors renforcer ses mesures de contrôle aux abords de la base, notamment par des ouvrages fortifiés, et transformer le bataillon en une brigade, qui compte dans ses rangs de nombreuses femmes et qui accomplit son devoir d'une manière exemplaire.

Quelques mois après la victoire, la Révolution dut faire face à des bandes contre-révolutionnaires. Comme les réformes radicales avaient lésé les intérêts économiques de certaines couches de la société, une partie de celles-ci, de concert avec d'anciens partisans de Batista, tentèrent de créer des foyers de lutte armée contre les nouvelles autorités, recourant dans le fond aux méthodes et aux formes de lutte utilisées par Fidel Castro.

Il arrive parfois que les forces droitières utilisent pour leurs propres fins des méthodes que les révolutionnaires créent et mettent à l'épreuve dans leur lutte pour transformer la société.

⁴² L'accord stipule le paiement d'une somme dérisoire de 3 400 dollars par an, que Cuba a refusé de toucher à partir de 1959. La base a été utilisée, au mépris des termes du contrat, pour accueillir des réfugiés et des immigrants, et, depuis l'invasion de l'Afghanistan en 2001, pour incarcérer de prétendus terroristes que les États-Unis maintiennent dans une situation de non-droit.

⁴³ Journal *Revolución*, 25 juillet 1964, p. 5.

Ainsi, les grèves de patrons sont un calque de celles que fait la classe ouvrière pour des motifs économiques et politiques ; les « concerts de casseroles » des dames issues des classes aisées imitent celles des malheureux affamés ; il en est de même des méthodes de guérilla. Voilà pourquoi Fidel a ironisé : « C'était purement et simplement de la contrefaçon⁴⁴ ! »

Les organisations et les bandes contre-révolutionnaires apparurent dans des zones urbaines et rurales : dans les villes, elles faisaient des sabotages, en incendiant par exemple de grands magasins à La Havane ; dans les campagnes, elles opérèrent dans tout le pays, mais essentiellement dans les montagnes de l'Escambray, implantant la terreur contre la population locale.

La Révolution dut alors diviser en quadrants la zone de l'Escambray où opéraient les contre-révolutionnaires, mettre les villages et les maisons sous contrôle et ratisser méticuleusement le terrain dans le cadre d'encerclements réalisés par les soldats des FAR et les milices, ces dernières conduites bien souvent par des officiers de l'Armée rebelle. Tout le monde était volontaire, conformément au principe de Fidel : dans les guerres civiles et dans les missions internationalistes, les gens doivent participer de leur plein gré.

Plus de quarante mille effectifs furent mobilisés, chacun marchant à distance de dix mètres de l'autre lors des opérations, ce qui ne permit pas toutefois de capturer tous les contre-révolutionnaires, de sorte qu'il resta certains réduits.

Après la défaite de Playa Girón, les USA renforcèrent leur appui aux bandits qui ne reculèrent même pas devant l'assassinat et la torture de paysans et d'alphabétiseurs participant à la Campagne nationale d'alphabétisation qui permit en 1961 d'apprendre à lire et à écrire à tous les Cubains.

Par suite des actions de ces bandes armées, 549 Cubains ont perdu la vie, un grand nombre ont été blessés, dont deux cents sont restés invalides⁴⁵. Fidel reconnaît que les forces gouvernementales essayèrent plus de pertes dans ces opérations que durant les combats contre l'armée de Batista.

Les bandes coordonnaient fréquemment leurs actions avec les services spéciaux étasuniens qui leur parachutaient des armes, des munitions, des appareils de communication et des vivres ; elles furent aussi, bien souvent, aidées par des paysans riches et des laquais des anciens latifundiaires, surtout dans le Centre du pays où les idées révolutionnaires n'avaient pas pénétré autant que dans les montagnes d'Oriente.

Le ministère de l'Intérieur joua aussi un rôle décisif dans la défaite des bandes armées, ses agents de renseignement étant parvenus à s'infiltrer dans la plupart et certains y ayant même perdu la vie, comme celui qui servit de point de départ au personnage du fameux film cubain, *L'Homme de Maisinicú*.

Les États-Unis entraînèrent des groupes de combat pour qu'ils rejoignent les bandes. Et la Révolution réalisa différentes actions, presque toutes réussies, pour empêcher les infiltrations. Au cours d'une d'elles, début 1965, une unité des milices populaires captura un groupe arrivé à bord d'une vedette rapide : le milicien Emilio Pérez, qui s'était distingué dans la liquidation de ces infiltrés, reçut des mains de Raúl le montre en or appartenant à leur chef.

Dans la lutte contre les bandits, conformément aux traditions de l'Armée rebelle, les autorités faisaient une différence entre les chefs et les autres membres des bandes, très souvent bernés. Ainsi, selon ce que raconte Raúl, de nombreux habitants d'un hameau, bernés par la propagande ennemie, avaient pris les armes contre la Révolution : une fois arrêtés, au lieu d'être jugés, on les envoya dans des camps où ils firent des travaux agricoles dans la matinée contre salaire, et suivirent des cours d'instruction générale et politique – la plupart ne savaient

⁴⁴ *Cien horas con Fidel. Conversaciones con Ignacio Ramonet, op. cit, p. 300.*

⁴⁵ *Demanda del pueblo de Cuba al gobierno de Estados Unidos por daños humanos, La Havane, 1999, Editora Política, p. 11.*

ni lire ni écrire – le reste de la journée. Une fois alphabétisés au bout de plusieurs mois, ils furent renvoyés dans leurs foyers. Les chefs furent jugés et condamnés.

Dans ses entretiens de 2006, Fidel Castro explique que, suivant une tradition invariable de la Révolution, les bandits capturés ne furent jamais maltraités ni physiquement ni psychologiquement. Il raconte s'être rendu lui-même dans l'Escambray pour prendre des mesures contre l'un des chefs d'opération qui ne respectait pas cette norme.

La lutte contre les bandits dura cinq ans ; à un moment donné, il y en eut même dans toutes les provinces du pays. Ils furent toutefois liquidés en moins de temps qu'en URSS, qui eut besoin de presque dix ans à la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour se débarrasser de ceux qui opéraient dans l'Ouest ukrainien et dans les Républiques baltes.

Raúl Castro participa très directement aux événements associés à la crise des Fusées en octobre 1962. Il fut le seul à participer avec Fidel aux premières conversations avec les émissaires soviétiques, tous deux candidats au Présidium du Comité central du PCUS, Sharaf Rashidov et le maréchal Sergueï Biriousov, commandant des Troupes de missiles stratégiques, qui informèrent que, selon des informations fiables obtenus par les services de renseignement soviétiques, les États-Unis se préparaient, compte tenu de la défaite de Playa Girón, à envahir directement l'île et qui demandèrent ce qu'on pouvait faire pour l'éviter.

Fidel répondit qu'il suffisait d'une déclaration dans laquelle le gouvernement soviétique affirmerait qu'une invasion de Cuba serait considérée comme une invasion de l'URSS, ce qui aurait signifié l'éclatement de la troisième guerre mondiale. Rashidov y Biriousov proposèrent alors de déployer à Cuba des fusées de moyenne portée. Après avoir consulté les principaux dirigeants de la Révolution, dont en premier lieu le Che et Raúl, Fidel accepta. Nous étions en mai 1962.

Le 2 juin, Raúl se rendit en URSS. Deux semaines durant, il travailla auprès des dirigeants soviétiques et de l'état-major interarmes aux plans en rapport avec l'opération en cours, qui serait baptisée ensuite Anadyr⁴⁶. De retour à Cuba, il dirigea les travaux associés à l'arrivée, au transport et à l'installation des fusées, ainsi qu'au déploiement d'un grand nombre de soldats et de moyens techniques militaires soviétiques. Puis, quand les États-Unis établirent le blocus naval de l'île, il se rendit à nouveau dans la province d'Orient sur instructions de Fidel.

Comme à d'autres occasions, il dut faire face à une situation difficile : c'est en effet en Orient, le 27 octobre, qu'un missile soviétique abattit un U-2, un avion-espion étasunien, ce qui marqua le point le plus critique de la crise. On apprenait le lendemain que Khrouchtchev, sans même consulter Fidel, était tombé d'accord avec Kennedy pour retirer les fusées en échange de l'engagement des USA de ne pas envahir Cuba.

Une fois le pire moment passé, Raúl rentra à La Havane et participa aux côtés de Fidel aux entretiens avec Anastase Mikoyan qui avait été envoyé à Cuba afin d'effacer le plus possible la mauvaise impression que les actions unilatérales du Kremlin avaient laissée chez les dirigeants et le peuple cubains.

La crise des Fusées et ses conséquences furent étudiées des années plus tard durant quatre conférences tripartites (Cuba, USA, URSS), dont la dernière se déroula à La Havane en 2002, quarantième anniversaire des événements, avec la participation de Fidel Castro et Robert McNamara, qui avait été le secrétaire à la Défense de l'administration Kennedy. Les participants reconnurent que le compromis final avait été la meilleure solution pour toutes les parties concernées, bien que Fidel Castro eût démontré d'une manière convaincante que son pays

⁴⁶ Il s'agissait de faire croire à l'ennemi que les mouvements de troupes faisaient partie d'un entraînement stratégique consistant dans le transfert de soldats et d'armements vers le nord de l'URSS, dans la région de l'Anadyr, un fleuve qui se jette dans le détroit de Behring.

aurait pu y gagner plus, notamment l'application des « cinq points » qu'il avait présentés comme solution à la crise, dont la levée du blocus économique, la cessation des actions subversives et terroristes organisées contre Cuba par les USA et le retour à l'île de la base navale de Guantánamo illégalement occupée.

Lors d'une conversation privée à La Havane avec Gueorgui Kornienko, qui avait été premier vice-ministre des Affaires étrangères de l'URSS durant la Crise, McNamara commenta qu'il était heureux d'avoir fait partie du quart des « colombes » qui, à la tête de la hiérarchie politique et militaire des USA, s'étaient opposés à une frappe militaire contre Cuba, et non des trois quarts des « faucons » qui prônaient une solution militaire. Sa réaction était due au fait qu'on venait de l'informer, durant la conférence, de la quantité réelle d'ogives atomiques soviétiques et de lui faire savoir que, dans cette situation critique, l'emploi de certaines avait dépendu uniquement des chefs militaires soviétiques dans l'île.

L'URSS retira ses fusées et ses ogives nucléaires, mais laissa à Cuba une grande quantité d'armes classiques de toutes sortes qui avaient été transportées pour défendre les sites de lancement et les ogives nucléaires.

Elle proposa aussi de laisser sur place une brigade motorisée en tant que symbole de la fraternité combattante entre les forces armées des deux nations. Cette brigade, qui était rattachée à l'arrondissement militaire de Kiev, et déployée à dix-huit kilomètres de La Havane, constituait en quelque sorte une garantie de l'engagement de l'URSS de défendre la Révolution cubaine ; elle contribuait à la formation de l'armée cubaine grâce à de petites manœuvres tactiques et à des exercices militaires mixtes, tout en protégeant le Centre d'écoute radio-électronique, connu comme Lourdes, dont je parlerai plus loin.

Fidel réalisa une visite historique en URSS d'avril à juin 1963. Khrouchtchev lui garantit que l'URSS était en mesure de défendre Cuba, sans avoir à y installer des armes atomiques. Pour l'en convaincre, il lui montra – aucun autre chef d'État étranger n'avait eu ce privilège – les sous-marins dotés de missiles nucléaires et une base terrestre de fusées stratégiques. Et Fidel repartit à La Havane à bord d'une variante civile du bombardier stratégique TU-114.

Khrouchtchev fit l'impossible pour faire oublier l'impair qu'il avait commis pour régler la crise des Fusées. Ainsi, lors de conversations à Pitsund sur des livraisons supplémentaires d'armes avec le maréchal Serguei Biriousov, chef de l'état-major général des forces armées soviétiques, afin de parvenir à une quantité donnée de chars, il intervenait en blaguant : « Mais ajoutez donc un autre petit char, ça sera ma contribution personnelle au camarade Castro ! » Et il reprenait ce petit jeu à chaque livraison, qu'elle soit de pièces d'artillerie, de chars de combat, de mortiers...

Khrouchtchev fut démis de ses fonctions au gouvernement et au parti à l'automne 1964 et envoyé à la retraite. Cette mutinerie au Kremlin se devait en fait, pour une bonne part, à la politique extérieure, émotionnelle et aventurière, qu'il avait suivie et qui avait provoqué non seulement des différends avec la République populaire de Chine et avec la Roumanie, mais encore une scission notable au sein du mouvement communiste international. De sorte que la crise des Fusées joua un rôle non négligeable dans l'affaiblissement de ses positions dans le parti et dans l'État.

Le départ de Khrouchtchev et la perte d'influence de Mikoyan entraînèrent des changements dans les rapports de l'URSS avec Cuba, d'autant que de nouveaux postulats étaient en train de s'imposer au Kremlin en matière de politique étrangère, ce qui conditionnait logiquement les relations bilatérales. Celles-ci se refroidirent et passèrent par des moments de dissension dans la seconde moitié des années 60.

Ainsi, tandis que Brejnev formulait la politique de la « coexistence pacifique » avec le monde capitaliste, Cuba prônait la lutte contre l'impérialisme, selon le principe émis par le Che :

« créer de nombreux Vietnam ». L'ouvrage *Révolution dans la Révolution* de Régis Debray, qui constituait par la bande une critique de la « coexistence pacifique » n'eut aucun écho dans le PCUS, pas plus que l'épopée bolivienne du Che, et la froideur de la notice nécrologique annonçant sa mort prouvait que c'était là pure formalisme. L'ambassadeur soviétique, Alexander Alexeïev, dont tout le monde connaissait les profondes sympathies pour la Révolution cubaine, fut retiré de La Havane en 1968, sous prétexte qu'il avait le cancer – ce qui ne l'empêcha d'être ensuite de longue années en poste à Madagascar – et remplacé par le vice-ministre des Affaires étrangères, Alexander Soldatov, qui s'avéra un diplomate inflexible, sans le moindre tact politique dans ses contacts avec les dirigeants cubains, au point qu'un toast ironique commença à courir dans les réceptions officielles à La Havane : « Buvons à la santé de Soldatov qui n'a jamais été soldat ». Il n'y dura que deux ans

Que Raúl fût écarté de ses fonctions de ministre des Forces armées révolutionnaires pendant un an (1967-1968) pour suivre des études militaires supérieures, même si le Conseil des ministres avait nommé comme son remplaçant le *comandante* Juan Almeida, suscita des conjectures au Kremlin : celui-ci allait-il prendre la place de Raúl ? tandis que des rumeurs couraient que les partisans de la coopération avec l'URSS étaient mis sur la touche à La Havane.

D'autant que d'autres événements semblaient confirmer ce refroidissement : ainsi, le gouvernement cubain expulsa, comme *persona non grata*, le deuxième secrétaire de l'ambassade soviétique et plusieurs journalistes, dont l'un, Vadim Listov, était rien moins que le correspondant de *Pravda*, l'organe officiel du PCUS, - même si on le fit passer à *Izvestia*, le camouflet était cinglant – tandis que la hiérarchie des dirigeants assistant aux réceptions de l'ambassade soviétique chutait considérablement.

La Havane avait ses raisons pour cela : les contacts trop fréquents de ce diplomate et de ces journalistes avec d'ex-dirigeants du parti cubain expulsés de celui-ci pour « sectarisme ». En tout premier lieu, Aníbal Escalante, qui avait été un important dirigeant du Parti socialiste populaire, puis secrétaire à l'organisation des Organisations révolutionnaires intégrées (ORI), un poste à partir duquel il avait, entre autres déviations, introduit des méthodes sectaires, favorisant les anciens militants du PSP à différents postes, dont des postes importants, au détriment de révolutionnaires d'autres tendances ayant fait leurs preuves. Tout ceci déclencha un profond malaise, et Fidel dut tailler dans le vif en 1962 en le critiquant sévèrement et en lui retirant ce poste à la tête des ORI.

Aníbal Escalante partit en Tchécoslovaquie, rentra trois ans après et fut nommé simple administrateur d'une entreprise agricole. Il finit par réunir autour de lui un petit groupe de gens qui passaient leur temps à critiquer la politique des dirigeants cubains et qui s'efforçaient de faire parvenir leurs vues à Moscou, raison pour laquelle ils avaient besoin de ces journalistes des médias soviétiques.

Ce n'était plus du « sectarisme », mais bel et bien une sorte de complot qui aboutit à l'arrestation et au procès des inculpés. Cet épisode est connu comme celui de la « micro-faction », car il impliquait plusieurs dizaines d'individus qui n'avaient aucune influence, ni au parti ni dans le peuple.

Quatre ans avant, en 1964, le cas Marquitos avait mis en péril l'unité des forces révolutionnaires. Des preuves irréfutables avaient démontré que Marcos Rodríguez, militant du Parti socialiste populaire, avait révélé durant la lutte insurrectionnelle l'appartement de La Havane où se cachaient quatre membres du Directoire révolutionnaire, dont Fructuoso Rodríguez, son secrétaire général et président de la Fédération des étudiants, qui étaient tous recherchés par la police pour leur participation à l'attaque du Palais présidentiel, le 13 mars 1957. La police fit irruption dans l'appartement et assassina les quatre jeunes gens.

En 1959, deux agents de police présents au moment de la délation et emprisonnés pour leurs crimes, identifièrent Marcos Rodríguez sur une photo que leur montrait la veuve de Fructuoso Rodríguez, qui l'accusa dès lors formellement. Mais, presque aussitôt, l'un des témoins fut exécuté en application de sa peine et l'autre se rétracta. Faute de preuves, Marcos Rodríguez

fut remis en liberté et partit faire des études en Tchécoslovaquie, où il finit par devenir attaché culturel de l'ambassade cubaine à Prague. Début 1961, les services secrets tchécoslovaques le soupçonnèrent d'être un agent de la CIA, l'arrêtèrent et le renvoyèrent à Cuba. Une nouvelle enquête fut dès lors ouverte, et l'individu finit par avouer qu'il avait bel et bien dénoncé les révolutionnaires. Jugé, il fut condamné à la peine capitale.

Profitant de l'appel présenté par l'accusé, Fidel proposa de rouvrir la cause et de publier toutes les interventions des témoins du procès pour contrecarrer une série de rumeurs divulguées par des individus malintentionnés et basées avant tout sur des déclarations faisant état de problèmes nés à l'époque insurrectionnelle entre les organisations révolutionnaires, notamment entre le Directoire et le PSP. Fidel se porta témoin. Et tout s'éclaircit. Le plus important, c'est que la route avait été barrée à ceux qui avaient tenté de manipuler ce cas du point de vue politique pour porter atteinte à l'unité entre les révolutionnaires en cours de construction, ce qui s'avéra décisif pour la consolidation et la marche en avant de la Révolution.

Abordant ces années-là à son Rapport central au Premier Congrès du Parti communiste de Cuba, Fidel expliqua :

Comme aucun processus de ce caractère ne se développe de façon harmonieuse, des contradictions surgirent, mais l'esprit d'unité, le sens de la responsabilité historique et la communauté de vues prévalurent toujours sur les attitudes sectaires dont nous avons tous souffert d'une manière ou d'une autre. [...] Si pendant la guerre d'indépendance de 1868, la défaite était venue de la division, cette fois-ci, l'union nous donna la victoire⁴⁷.

Durant les années où les rapports entre les partis et les États cubain et soviétique se refroidirent, Raúl Castro joua un rôle important dans la communication politique et militaire. À compter de 1962, le poste de conseiller militaire principal du ministre des FAR fut occupé par des généraux soviétiques ayant une grande autorité et une grande expérience. À cette époque de refroidissement dont nous parlons, il s'agissait d'Ivan Shkadov et d'Ivan Bichenko, qui pouvaient travailler sans avoir à passer par les voies diplomatiques toujours tendues.

Les photos des conseillers militaires principaux qui ont travaillé auprès de Raúl Castro sont accrochées au mur de son bureau ; il en conserve un excellent souvenir, parle toujours avec respect d'eux-mêmes et de leur contribution au renforcement des capacités défensives de Cuba et continue à s'intéresser à eux, ce qui prouve ses qualités d'homme politique, mais aussi d'être humain.

Raúl sut maintenir les relations entre l'Union soviétique et Cuba, ce qui s'avérait vital pour garantir la disposition combative et la sécurité de son pays. Il savait avec quelle facilité, en politique, les petites divergences en engendrent de plus grandes jusqu'à ce que les événements se transforment ensuite en avalanche que nul ne peut freiner.

Tout comme les autres dirigeants cubains, il s'inquiétait de voir comment les relations entre l'Union soviétique et la République populaire de Chine se dégradaient : le différend avait démarré à propos d'interprétation de points à peine perceptibles de la théorie communiste jusqu'à déboucher, en 1969, sur des combats acharnés sur l'île Damanski. Or, pour Cuba, les rapports de fraternité entre ces deux grands pays étaient non seulement très importants, mais vitaux.

L'entrée des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, en août 1968, en vue d'éviter la sortie de ce pays de cette alliance défensive du bloc socialiste fut un autre moment amer. L'essence de la politique extérieure de la Révolution cubaine avait toujours été le respect du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États. À peine nommé ministre des FAR, Raúl Castro avait affirmé : « Nous défendons au maximum le principe de la non-ingérence dans les problèmes intérieur d'autres pays. Et c'est avec autant de force et de raison que nous nous opposons décidément à n'importe quelle ingérence dans les affaires

⁴⁷ Fidel Castro, *Premier Congrès du Parti communiste de Cuba, Rapport central*, La Havane, 1976, édité par le Département d'Orientation révolutionnaire du Comité central du Parti communiste de Cuba, pp. 57-58.

cubaines⁴⁸. » Et Cuba a toujours été conséquente avec cette ligne-là, sans avoir jamais été satellite de personne, contrairement à ce que peuvent écrire des plumitifs mercenaires, tout comme elle n'a jamais cherché à satelliser aucun autre pays.

Les actions du Pacte de Varsovie – qui bien entendu ne consulta pas La Havane – furent une très dure épreuve, comme on peut le supposer. Les Cubains durent montrer beaucoup de réserve et de tact pour maintenir les relations avec Moscou au niveau requis. Dans le reste du monde, bien entendu, ce fut un tollé général contre l'URSS, dont les dirigeants surent apprécier à sa juste valeur l'attitude assumée par les Cubains. Même si finalement les relations entre les deux partis et gouvernements se normalisèrent, les sentiments n'étaient plus ceux d'avant.

Dans son intervention au Premier Congrès du PCC, Fidel signala que le gouvernement avait dû prêter une attention spéciale aux questions politico-militaires durant la première décennie, car il fallait garantir la survie de la nouvelle société et en fortifier les fondements. Et là encore, les tâches confiées à Raúl s'avéraient prioritaires.

Durant la première décennie, il y eut parfois jusqu'à trois cent mille hommes et femmes sous les armes à Cuba, et les questions économiques n'avaient pas la priorité. L'appui en provenance de l'Union soviétique et des autres pays du camp socialiste avait permis de surmonter bon nombre de difficultés économiques qui, tout en étant évidentes, ne provoquaient pas de crise. Ce n'est qu'à compter de la fin des années 60, quand la Révolution fut désormais consolidée et irréversible, que l'économie commença à passer peu à peu au premier plan.

À cette date, l'État avait contrôlé les principaux moyens de production. Par ailleurs, la seconde Loi de réforme agraire, de 1963, avait quasiment supprimé les grandes et moyennes exploitations, puisque la limite pour usage personnelle avait été fixée à 67 hectares, contrairement aux 402, voire, à titre exceptionnel, de 1 340, de la première réforme. Pour rassurer les propriétaires, le gouvernement avait émis une communication expresse selon laquelle ces limites seraient intouchables ; on créa même une Association nationale de petits paysans, qui regroupa plus de deux cent mille familles, qui existe toujours et qui coopère activement avec les dirigeants en matière politique et économique.

Il est très malaisé de d'évaluer de nos jours si cette mesure était justifiée du point de vue économique. Durant la lutte face aux bandes contre-révolutionnaires, il est vrai qu'une partie de propriétaires moyens et des éleveurs des zones montagneuses s'était associée à elles, ce qui peut expliquer la promulgation de la seconde réforme agraire.

Rappelant une rencontre avec George Marchais, qui fut le secrétaire général du Parti communiste français, Fidel affirme :

Un jour, je demande à Marchais : « Que pensez-vous faire quand vous prenez le pouvoir ? » Il me répond : « Nationaliser une série de banques et de grandes compagnies. » Parfait, lui ai-je dit, mais n'allez pas socialiser l'agriculture. Laissez tranquilles les petits producteurs, n'y touchez pas. Sinon, vous pouvez dire adieu au bon vin, aux bons fromages et à l'excellent foie gras⁴⁹ !

En 1968, le gouvernement nationalisa toutes les petites et moyennes entreprises tant de production que de services. Quand deux secteurs économiques importants, public et privé, fonctionnent en parallèle, leur interaction ne peut être transparente que si le pays possède un mécanisme juridique efficace et des cadres dûment qualifiés pour la gestion publique. À

⁴⁸ Journal *Hoy*, 22 octobre 1959, p. 5.

⁴⁹ *Cien Horas con Fidel, op. cit.*, p. 673.

l'époque, il n'existait ni une chose ni l'autre. À quoi s'ajoutait l'action politique contre-révolutionnaire d'une couche de capitalistes urbains. La décision fut donc draconienne⁵⁰.

Les dirigeants du pays s'intéressèrent de nouveau à la production de sucre, lequel restait le principal poste d'exportation. La stabilité des cours grâce aux achats de l'URSS et d'autres pays socialistes constituait une garantie de ressources financières pour continuer de financer des importations toujours croissantes. C'est alors que Fidel fit savoir qu'il fallait atteindre une production de dix millions de tonnes en 1970.

Au triomphe de la Révolution, les sentiments concernant le sucre étaient mitigés : pour certains, c'était les fers humiliants qui attachaient Cuba au marché étasunien. Mais, compte tenu du renforcement des relations commerciales avec le camp socialiste, il resta le poste principal. Ce n'est qu'à la disparition de l'URSS et du camp socialiste européen qu'il devint un produit risqué.

En tout cas, dans les années 70, beaucoup de choses à Cuba dépendaient du sucre. S'il est vrai que la situation des paysans et des ouvriers agricoles avait changé, il n'en reste pas moins que le travail dans les plantations de canne sous un soleil de feu est épuisant. Avant la Révolution, le chômage et la faim poussaient les gens à y travailler. Dans les nouvelles conditions, les gens pouvaient commencer à faire des études et à chercher des façons de gagner leur vie moins exténuantes. Et la force de travail dans les campagnes avait commencé à devenir déficitaire.

Aussi dans l'usine d'engins agricoles de Liouberetski, dans la banlieue moscovite, des spécialistes cubains et soviétiques entreprirent-ils de concevoir, puis de fabriquer les premières machines coupeuses de canne. Leur production passa ensuite à Cuba, ce qui était une tâche complexe pour laquelle il fallut vaincre d'abord nombre de difficultés. En tout cas, pour l'instant, la direction du pays avait fixé une tâche à remplir sans retard.

Comme toujours aux moments décisifs, on réclama l'aide des forces armées, dont le prestige était grand aux yeux de la population pour leur discipline, leur organisation et leur efficacité. Aujourd'hui comme hier, en cas de situation difficile, les gens commentent : « On aurait dû confier ça aux forces armées, elles y auraient mis de l'ordre. »

Dès 1968, les soldats participèrent aux campagnes sucrières, bien que le ministre des FAR eût averti que cela ne devait pas porter préjudice à leur préparation militaire et devait se faire comme à l'armée : d'une manière précise, planifiée et disciplinée. Le mot d'ordre était : « Au travail comme au combat ! » Les unités se relevaient dans les plantations.

En trois ans (1968-1970), les forces armées coupèrent plus de trente et un millions de tonnes de canne, soit presque le cinquième de la récolte. Fidel révéla lors d'une intervention publique la quantité de militaires qui avaient participé à la campagne record des dix millions de tonnes : 54 000 en novembre 1969, 68 000 en janvier 1970 et 75 000 en fin de campagne.

Étudiant l'expérience historique de l'URSS, Raúl Castro lut que, dans les années 20, le pays avait utilisé des « armées du travail ». L'idée lui sembla d'autant plus attrayante que la situation internationale et les conditions économiques de Cuba exigeaient que l'on réduisît les effectifs des forces armées, tout en disposant de grandes réserves bien entraînées.

C'est de cette analyse que naquit l'idée de créer l'Armée des jeunes travailleurs, formée de recrues dont, pour une raison ou une autre, on n'avait pas tant besoin pour compléter les unités. En Russie, ces « armées » avaient été destinées à la construction et aux chemins de fer ; à Cuba, à la coupe de la canne à sucre.

⁵⁰ L'évolution en cours à Cuba vise à éliminer les complexités nées de cette offensive révolutionnaire de 1968.

La première colonne, composée de 25 000 coupeurs, vit le jour en 1971 dans les provinces de Camagüey et de Las Villas. Ce n'est que deux ans plus tard que naquit pour de bon l'Armée des jeunes travailleurs, dont les membres combinaient travaux agricoles et préparation militaire. Celle-ci, à titre de fantassin, impliquait une formation au maniement des armes à feu, à l'utilisation des grenades, des mines et des explosifs, et aux travaux de génie en campagne. Démobilisés, ces jeunes rejoignaient la classe ouvrière, devenant des exemples de discipline et d'organisation à leur nouvel emploi.

Dans les six premières années, l'Armée des jeunes travailleurs, non contente de couper la canne, construisit, entre autres, un millier de kilomètres de voie ferrée et cent onze écoles. Cette armée existe toujours, mais depuis que la canne à sucre a cessé d'être leur tâche principale, elle se consacre à des travaux de construction et de réparations. Ses membres touchent le même salaire que les autres travailleurs du pays.

De leur côté, les FAR continuèrent de se perfectionner. Au début des années 70, c'était une armée totalement nouvelle, bien entraînée et dotée de moyens techniques modernes. La plupart de ses chefs avait fait des études dans des établissements d'enseignement supérieur en Union soviétique et dans d'autres pays socialistes, ou à Cuba même. Les forces de l'air, les troupes blindées et le système de défense antiaérienne étaient considérés les meilleurs d'Amérique latine.

Raúl Castro ne cessait d'inspecter les petites et grandes unités, supervisait les plans des manœuvres militaires, suivait de près l'évolution de l'industrie militaire nationale née en 1962 dans la province de Las Villas où fut construite la première usine de réparation de moyens militaires. D'autres virent ensuite le jour, ce qui permit de mettre en place un ensemble d'installations capable de garantir la conception ou la modernisation de toutes sortes d'armement en accord avec le développement technico-militaire actuel.

La stratégie militaire estimait que, en cas de guerre avec les États-Unis, il serait capital de repousser les débarquements navals et aériens de l'ennemi, si bien que des positions d'artillerie fortifiées furent créées aux endroits les plus menacés et que des bunkers de béton armé furent construits sur le littoral et dotés de pièces d'artillerie et de munitions.

Ceux qui sont passés par l'armée cubaine évoquent presque toujours le style de travail de Raúl Castro, sa grande exigence, sa critique rigoureuse des déficiences et son tact pour que la personne critiquée ne se retrouve pas acculée ni déprimée.

Ainsi, en août 1974, une unité d'infanterie motorisée de l'Armée d'Orient fit l'objet d'une inspection portant sur le travail politique et la préparation militaire : il s'agissait de la première division créée après la victoire de Playa Girón, dont le premier chef avait été Senén Casas, un guérillero qui devint même chef de l'état-major général. Considérée comme la meilleure des forces armées, elle avait perdu au fil du temps de ses qualités faute d'exigence de la part de ses chefs. Faisant un bilan de l'inspection, Raúl Castro critiqua sévèrement les chefs et les travailleurs politiques, citant des cas d'indiscipline scandaleux. Puis, arrivé à ce climax de son intervention, il se mit à raconter des anecdotes sur les difficultés auxquels on s'était heurté pour mettre en place des forces armées régulières en si peu de temps.

Par exemple, quand on avait commencé à recevoir les premières batteries de canons antichars de 57 millimètres, on en avait installé quatre à l'entrée de l'école militaire de Palma Soriano. Un jour, des officiers qui passaient par là brûlèrent du désir d'apprendre le maniement de cette nouvelle arme. Mais les professeurs étaient en classe. C'est alors que le cuisinier s'approcha. Comme il avait vu et écouté à plusieurs reprises les explications des instructeurs, il entreprit de montrer aux visiteurs comme on chargeait le canon et comme on visait ; puis, il s'exclama : « Pour tirer, on fait comme ça ! » et il actionna le levier. L'obus perforant tomba sur un entrepôt, heureusement sans blesser personne ni faire de trop gros dégâts matériels. Durant un exercice – raconta encore Raúl – un chef de bataillon « perdit » un des compagnies, sous prétexte qu'il n'avait pas de carte. Mais quand on lui en donna une, il s'avéra qu'il ne savait pas la lire.

Je ne fais pas que critiquer les chefs, affirma Raúl, je suis prêt à vous aider au maximum à éliminer ces déficiences, et je suis sûr qu'au prochain contrôle, vous occuperez les trois premières places dans les forces armées (ce qui fut fait, puisque l'unité retrouva très vite son niveau). Et Raúl conclut cet entretien en racontant sa toute récente visite au Pérou, la première d'une délégation militaire cubaine dans un pays latino-américain.

Il ne fallut pas attendre très longtemps pour constater l'énorme travail réalisé par Cuba afin de créer une armée moderne.

En octobre 1973, le président syrien demande officiellement une aide militaire à la Révolution. La guerre entre Arabes et Israéliens, qui avait éclaté ce même mois, avait très vite tourné à l'avantage des sionistes qui occupèrent les Hauteurs du Golan et menacèrent Damas, à seulement quelques dizaines de kilomètres de là. Les Cubains répondirent aussitôt et dépêchèrent le personnel correspondant à un régiment de chars : en effet, les engins étaient là, puisque l'URSS avait remplacé les chars détruits, mais il n'y avait personne pour les faire fonctionner. Quand le premier groupe de Cubains arriva en Syrie le 28 octobre, la situation politique et militaire avait changé, car le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté une résolution sur un cessez-le-feu acceptée par les parties. L'unité cubaine ne dut donc pas combattre. Elle se transforma plus tard en brigade quand elle fut renforcée par des troupes syriennes et reçut la mission, entre autres, de bloquer la route principale qui conduisait à Damas en tant que deuxième échelon de la 1^{re} division de chars de l'armée nationale.

En mars 1974, décision fut prise de transférer un peloton de chars et des petites unités de combat et de logistique jusqu'à la 7^e division syrienne, qui occupait une position de résistance à mille deux cents mètres de l'ennemi. Cette unité cubaine y resta pendant soixante-treize jours. Cent soixante-dix combattants internationalistes passèrent par cette position, selon un roulement tous les dix jours, sans jamais essuyer de pertes, bien qu'ils eussent été soumis au harcèlement systématique des envahisseurs avec lesquels ils échangèrent des tirs à deux reprises et auxquels ils détruisirent un char et différents engins.

Un événement important dans la situation internationale survint en avril de cette année-là au Portugal : la Révolution des Œillets, qui débuta par un coup d'État sans victimes, y renversa le gouvernement fasciste et corrompu, ce qui provoqua à son tour la chute de l'empire portugais et l'indépendance à terme de ses colonies africaines, le Mozambique, Sao-Tomé-et-Principe, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau...

Celle de l'Angola, la plus grande et la plus riche de toutes, était prévue pour le 11 novembre 1975. La capitale et le centre du pays étaient déjà sous le contrôle du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), une force révolutionnaire patriotique dirigée par Agostinho Neto, qui avait noué de bonnes relations avec Che Guevara en 1965.

C'est pour éviter l'arrivée au pouvoir en Angola des forces de gauche que les ennemis déclenchèrent une offensive dans trois directions à la fois : une colonne de racistes blancs avançait depuis l'Afrique du Sud ; des troupes du gouvernement zairois, lequel était alors absolument inféodé à l'Occident, progressaient depuis le nord, en soutien au Front national de libération de l'Angola (FNLA) ; tandis que une organisation conduite par Jonas Savimbi, à la solde des USA, l'UNITA, agissait à l'Est.

Neto ayant déjà demandé de l'aide à Cuba pour l'entraînement de la nouvelle armée, La Havane avait dépêché dès octobre une première aide matérielle et quatre cent quatre-vingts instructeurs militaires équipés seulement d'armements d'infanterie légers. Compte tenu de la nouvelle situation en train de se dessiner, Neto redemanda de l'aide à Cuba qui dépêcha de toute urgence, sur des avions commerciaux, un bataillon de troupes spéciales du ministère de l'Intérieur, renforcé de pelotons antichars et de mortiers appartenant aux Forces armées révolutionnaires.

Les envahisseurs n'étaient plus qu'à vingt-cinq kilomètres de Luanda quand ces combattants arrivèrent sur place : ils n'étaient pas si nombreux, mais leur apparition surprise, leur organisation et leur discipline, ainsi que l'équipement dont ils disposaient, eurent un effet choc

sur les envahisseurs, Sud-Africains compris, qui étaient habitués à se heurter à des guérilleros mal entraînés, et qui avaient progressé jusque-là sans le moindre contretemps, de jour et de nuit. Les Cubains durent engager de durs combats contre les racistes qu'ils décidèrent de bloquer sur le fleuve Queve : engagée en novembre, la bataille dura jusqu'en janvier 1976. La guerre-éclair des Sud-Africains avait pris fin, et le rêve d'un Luanda en leur pouvoir le 11 novembre s'était évanoui. L'échec était cinglant.

Mais ce n'était que le début. Le régime raciste de Pretoria dépêcha alors ses troupes régulières, appuyées par l'aviation et les blindés. Et Cuba dut riposter : elle s'ingénia pour mobiliser et envoyer au-delà des mers jusqu'à trente-six mille combattants, tous volontaires selon la doctrine de la Révolution cubaine. C'est alors qu'on put constater la préparation élevée de ses officiers et soldats. Au bout de quatre mois de combats, les envahisseurs sud-africains furent repoussés jusqu'aux frontières angolaises.

Raúl Castro arriva à Luanda en avril 1976 pour discuter avec les autorités du retrait progressif des troupes cubaines, qui s'étalerait sur trois années durant lesquelles les instructeurs soviétiques et cubains devaient former la nouvelle armée angolaise.

Le retrait commença comme prévu. En mars 1977, douze mille Cubains, soit le tiers, étaient rentrés chez eux. Mais la joie fit long feu. L'Afrique du Sud, après s'être remise de sa déroute et avoir reçu l'appui politique et moral des USA, ainsi que des promesses d'armements et de différents moyens militaires, lança une nouvelle offensive. Le conflit se prolongerait jusqu'en 1988.

Cuba renforça son contingent d'internationalistes. En 1987, elle comptait cinquante-cinq mille officiers et soldats en Angola. C'est son potentiel militaire élevé qui pesa finalement le plus dans le dénouement et dans l'instauration de la paix au sud du continent africain, et c'est grâce aux combattants cubains que la Namibie occupée par l'Afrique du Sud put enfin accéder à l'indépendance.

L'action militaire des troupes cubaines en Angola fut baptisée Opération Carlota, en l'honneur d'une esclave qui dirigea deux soulèvements contre les maîtres espagnols à Cuba au XIX^e siècle et mourut écartelée. En effet, du sang africain coule dans les veines d'une bonne partie des Cubains. Comme ceux qui partirent volontaires en Angola. C'était là plus qu'un symbole : les descendants des Noirs esclaves qui avaient accédé à la liberté dans la plus grande île des Antilles contribuaient à la libération de la patrie de leurs ancêtres. C'est ce facteur clef qui explique pourquoi les jeunes États africains à peine devenus indépendants établissaient aussitôt des relations diplomatiques et d'amitié avec La Havane.

L'internationalisme comme idée politique est au cœur des Cubains. Durant les guerres d'Indépendance, des combattants de vingt nationalités rejoignirent les rangs de l'armée *mambie*, et dix-sept accédèrent même au grade de général : cinq Dominicains, trois Espagnols, deux Étatsuniens, deux Colombiens, un Chilien, un Jamaïquain, un Portoricain, un Polonais et un Vénézuélien.

L'histoire cubaine enregistre deux cas d'étrangers qui, pour mérites exceptionnels dans lutte de libération et d'indépendance, reçurent la condition de « citoyen de naissance » : Máximo Gómez Báez, le Dominicain qui devint généralissime de l'Armée de libération au XIX^e siècle ; Che Guevara, l'Argentin qui joua un rôle si important dans la Révolution au XX^e.

L'armée cubaine participa à une autre guerre en 1977-1978. Il s'agissait cette fois-ci de défendre l'intégrité territoriale de l'Éthiopie, envahie par sa voisine, la Somalie, qui tentait de s'emparer de l'Ogaden, une région en litige où il existait censément de grandes réserves de pétrole. Une guerre entre deux pays qui disposaient d'armement soviétique et dont les troupes avaient été formées par des spécialistes soviétiques.

Cuba avait fait l'impossible pour éviter que le différend n'aboutisse à une guerre entre deux pays avec lesquelles elle maintenait des relations d'amitié et de coopération. Ainsi, Fidel Castro avait rencontré, le 13 mars 1977 à Mogadiscio, le président somalien, Mohammed Syaad Barré,

qui s'était engagé à ne pas envahir l'Éthiopie. Trois jours après, à Aden, capitale de ce qui était alors la République démocratique du Yémen, Barré ratifia cet engagement lors d'une seconde rencontre avec Fidel à laquelle participèrent aussi les présidents éthiopien et yéménite.

Mais la mouvance idéologique de certains dirigeants africains était fréquemment subordonnée – et ce fut le cas ici – aux intérêts des élites locales pour lesquelles le « socialisme » ou le « capitalisme » ne sont guère plus que des cartes de crédit qu'ils sortent selon l'utilité du moment. La Somalie oublia vite la carte « socialisme », envahit l'Éthiopie, renvoya les spécialistes soviétiques et cubains et rompit ses relations diplomatiques avec Cuba.

Dans les premiers mois de la guerre, l'armée somalienne avait remporté un certain nombre de victoires et occupé l'Ogaden, sans pouvoir s'emparer néanmoins des villes de Harar et de Dire Dawa. Elle n'alla pas plus loin. Les contingents militaires cubains commencèrent à arriver en Éthiopie début décembre 1977 et parvinrent, au terme de plusieurs combats, à retourner le sort des armes dans les derniers jours de janvier 1978. Finalement, selon un plan conçu et approuvé à La Havane, les unités blindées cubaines et les troupes éthiopiennes évitèrent les défilés stratégiques de Marda occupés par les forces somaliennes, avancèrent à travers les montagnes et assenèrent le coup final à un ennemi d'ores et déjà démoralisé.

Les guerres africaines apportent un démenti aux rumeurs qui courent au sujet de la mauvaise qualité des armements soviétiques et qui proviennent de sources arabes, sans doute pour justifier les défaites que leurs troupes n'ont cessé d'essuyer face aux Israéliens. Les Cubains prouvèrent que les armes soviétiques sont tout à fait sûres et efficaces en des mains bien entraînées. Les chasseurs soviétiques Mig-23 n'eurent rien à envier aux Mirage sud-africains et s'assurèrent la maîtrise du ciel angolais. Toutes les forces inféodées à l'Occident qui combattaient en Angola avaient des armements en provenance des États-Unis et d'autres pays capitalistes, mais la victoire fut remportée par Cuba, qui utilisait des armements soviétiques.

Cuba ne demanda ni ne reçut jamais rien en échange de l'aide qu'elle prêta aux pays africains dans leur lutte d'indépendance, malgré les risques politiques que cela impliquait, les énormes dépenses matérielles qu'elle y engagea et surtout les pertes humaines qu'elle subit : un peu plus de deux mille morts, dont cinq cents officiers. Ce fut une aide désintéressée et altruiste. Les derniers soldats cubains rentrèrent d'Afrique en 1991.

Environ quatre cent mille Cubains, dont cinquante-six mille officiers, participèrent à toutes ces guerres africaines. Ils y firent une énorme expérience militaire, se trempèrent au combat et le potentiel combatif des FAR augmenta d'une manière significative, au point que les stratèges étasuniens furent contraints de tenir compte de cette montée en puissance.

Les chefs cubains sur le terrain exécutaient les ordres plus vite et avec plus de discipline que ne le prévoyaient les spécialistes soviétiques dans leurs calculs. Cela causait souvent des frictions entre eux et Fidel. Celui-ci atteste :

Les Soviétiques conseillaient le haut commandement militaire et fournissaient généreusement les armes nécessaires aux forces angolaises. Nous avons eu pas mal de problèmes à cause d'actions engagées à partir de ces conseillers soviétiques, malgré les bonnes relations que nous avons, de l'affabilité et de l'amitié qui existaient entre nous. C'était en fait une question de conceptions : eux, ils avaient une conception de la guerre différente, pour ainsi dire, une conception académique, en raison de l'expérience d'une guerre énorme qu'ils avaient faite, une guerre où tant de gens étaient morts ; notre expérience à nous, en revanche, c'était une guerre « asymétrique », une guerre irrégulière. Mais tout n'était pas seulement question de guerre asymétrique ou de choses de ce genre : c'était tout simplement du bon sens. [...] Nous discutons tous les ans avec les Soviétiques et les Angolais : « Ne faites pas ça, ne réalisez pas ces offensives épuisantes, coûteuses et inutiles ! Ne comptez pas sur nous pour ce genre d'aventure⁵¹. »

⁵¹ *Cien Horas con Fidel, op. cit.*, pp. 366 et 370.

Ceci concernait fréquemment le conseiller principal soviétique, le colonel Constantin Kourotchkine, qui, avant d'arriver en Angola, avait été substitué du chef des troupes aéroportées et qui penchait bien entendu pour des actions risquées, à de trop grandes distances des principaux arrières des forces gouvernementales.

Si l'on compare les actions des troupes cubaines en Angola en 1975 et 1988, avec celles que les Soviétiques effectuèrent en Afghanistan de 1979 à 1989, on constate une différence notable : les effectifs utilisés furent à peu près semblables dans les deux cas, la durée des deux guerres aussi, le caractère de l'ennemi était similaire, même s'il fut supérieur en Angola du fait de la participation directe des troupes sud-africaines. En revanche, les coûts furent sensiblement différents : l'URSS perdit en Afghanistan 14 000 soldats, une grande quantité de moyens militaires et son influence dans ce pays, qui passa très vite sous la coupe des talibans, sans parler de la fragmentation et de la déstabilisation que cette guerre provoqua dans la société soviétique. Cuba souffrit sept fois moins de pertes humaines, repartit en vainqueur du continent africain et son prestige en fut mille fois accru. De nos jours, Cuba et l'Angola maintiennent d'excellentes relations.

Cette différence se doit dans une grande mesure à ce que les troupes cubaines se rendirent en Angola et dans d'autres pays africains à la demande de leurs gouvernements légitimes et dans le seul but d'aider à repousser une intervention étrangère. Les troupes soviétiques, en revanche, arrivèrent en Afghanistan en vue de s'ingérer dans les affaires intérieures de ce pays du côté d'une des parties belligérantes, et les troupes spéciales prirent même part à l'assassinat du chef d'État, ce qui fut d'ailleurs une source de difficultés pour l'URSS.

La guerre est la guerre, mais à Cuba la vie suivait son cours. La Révolution consolidée, il fallut penser à élaborer une nouvelle Constitution, car le pays était régi par la Loi fondamentale adoptée le 7 février 1959 et qui, en accord avec les nouvelles circonstances, octroyait de larges facultés au Conseil des ministres, dont la promulgation de lois, et recueillait les principales clauses de la Constitution de 1940, la plus progressiste du continent à cette époque-là

La préparation de la nouvelle Constitution réclamait une réforme de la division administrative du territoire, héritée de la colonie qui avait divisé l'île en deux départements : celui de l'Orient (Santiago de Cuba) représentait à peu près le tiers du pays, et le département de l'Occident (La Havane) occupait le reste. Le pouvoir suprême était confié à un Capitaine général siégeant à La Havane ; le gouverneur de Santiago de Cuba détenait tous les pouvoirs, sauf dans le domaine militaire. La formation de provinces reçut sa plus grande impulsion au XIX^e siècle. Sous l'influence d'une conscience nationale de plus en plus accusée, la métropole décida de donner à ses colonies une représentation aux Cortès espagnoles, chaque province disposant d'un député à Madrid. Les élites locales s'efforcèrent pour que leur propre territoire futur soit le plus vaste possible. Quand les fonctionnaires de la métropole arrivèrent dans l'île en possession des règles de division, l'Orient qui mesurait 36 000 kilomètres carrés, restait une simple province au même titre que La Havane, qui n'en faisait que 6 000. Les colonisateurs manquaient de logique administrative : ainsi, Porto Rico, bien plus petite et plus pauvre, comptait sept députés aux Cortès, mais Cuba seulement six.

La Révolution de 1959 laissa les choses en l'état, mais introduisit une bonne dose d'arbitraire dans la structure administrative : l'Institut national de la réforme agraire divisa l'île en vingt-six Zones de développement agraire (ZDA) ; de son côté, le ministère de la Santé publique créa quarante-quatre districts et travailla selon son propre système de coordonnées. D'autres organismes et départements agissaient aussi à leur guise. Il fallait en finir avec tant de désordre.

La commission du Comité centrale chargée de la réforme administrative du territoire proposa un système à trois niveaux : nation ; province, commune. La commune devait compter

au moins cinq cents maisons. Raúl s'y opposa, arguant que des catégories comme densité et quantité de population variaient, ce qui pourrait causer des confusions à l'avenir.

La réforme fut envisagée selon le principe de la faisabilité économique, de sorte, par exemple, que les zones de culture soient associées aux centres de traitement de la matière première agricole et que les services de transport se trouvent dans une même instance administratif.

Finalement, les six provinces furent divisées en quatorze, plus la Commune spéciale de l'île de la Jeunesse. La province d'Oriente fut divisée en cinq. Tout ceci contribua à améliorer la gouvernabilité du pays⁵².

Durant les travaux de la commission, Raúl s'opposa à ce que l'on changea les noms historiques des territoires. Il donnait un simple exemple :

[...] pour qu'il ne se passe pas comme avec l'avenue Carlos Tercero de La Havane, qui a reçu je ne sais combien de noms depuis l'instauration de la République, avenue de la Solidarité un jour, avenue Salvador Allende, un autre, mais que la population continue d'appeler Carlos Tercero⁵³.

On travaillait parallèlement au projet de la nouvelle Constitution qui devait consolider sur le plan juridique le triomphe de la Révolution cubaine et définir le caractère du nouvel État. Les dirigeants cubains ont une tradition caractéristique : les projets des principaux documents (Constitution, Code du travail, lois importantes, etc.) sont débattus par l'ensemble de la société, ce qui permet d'évaluer jusqu'où celle-ci les accepte.

Les débats se déroulèrent sur les lieux de travail, dans les coopératives, les établissements d'enseignement et les casernes, dans les organisations sociales et les organisations de masse, chaque citoyen de plus de quatorze ans pouvant y participer. Au terme de ce profond sondage de l'opinion publique, des amendements substantiels furent introduits dans 60 des 141 articles du projet de Constitution.

Celle-ci fut adoptée, dans le cadre d'un plébiscite, le 15 février 1976, par 97,7 p. 100 des suffrages et proclamée le 24 février lors d'une cérémonie solennelle tenue dans le plus grand théâtre de Cuba, le Karl Marx havanais, et présidée par Raúl Castro, car Fidel se trouvait alors à Moscou à la tête de la délégation cubaine au Vingt-Cinquième Congrès du PCUS.

La Constitution établissait définitivement et irrévocablement le statut de Cuba comme république souveraine et indépendante et confirmait son régime socialiste. Ainsi, la dernière colonie espagnol en Amérique à abolir l'esclavage et à conquérir son indépendance, au terme de la guerre la plus sanglante et la plus prolongée, devenait le premier État à proclamer le socialisme dans cette partie du monde.

Deux mois avant à peine, du 17 au 22 décembre 1975, s'était déroulé à La Havane le Premier Congrès du Parti communiste de Cuba, qui adopta une Plateforme/Programme, élut les organes de direction formés jusque-là selon le principe de la cooptation et approuva d'autres documents importants.

Il se tint au théâtre Karl Marx. Y participèrent 3 116 délégués élus dans les assemblées provinciales du parti et dans les organisations du parti des ministères des Forces armées révolutionnaires et de l'Intérieur. Y assistèrent aussi des délégations de quatre-vingt-six partis communistes et ouvriers d'autres pays, celle de l'Union soviétique étant conduite par Mikhaïl Souslov, le membre le plus influent du PCUS après Brejnev.

⁵² Une nouvelle modification a été introduite en 2011, avec la disparition de La Havane-province (banlieue) et la création des provinces de Mayabeque et d'Artemisa. Soit quinze provinces.

⁵³ Réunion sur la structure administrative, 2 décembre 1973. Archives du Comité central du Parti communiste de Cuba.

L'honneur d'inaugurer les travaux fut confié à Raúl Castro. En règle générale, les Cubains font coïncider leurs grandes activités politiques avec des anniversaires importants de leur histoire, en l'occurrence, comme le rappela Raúl, le cinquantième anniversaire de la fondation du premier parti communiste de Cuba.

Il fit savoir que les documents soumis à l'approbation des délégués, dont la Plateforme/Programme, le projet de Constitution et celui de la nouvelle division administrative du pays, jusqu'à un total de vingt-quatre résolutions, avaient été discutés d'avril à décembre, d'abord aux différentes instances du parti, puis dans des assemblées ouvertes à toute la population afin de tenir compte des vues et des remarques des militants et des non-militants. Ainsi, cent quarante-sept amendements avaient été introduits dans la Plateforme/Programme.

Raúl proposa que la présidence du Congrès soit conçue par roulement, autrement dit que le président et les membres du Bureau changent toutes les deux séances de travail, en vue de quoi furent élus quatre cent cinquante-deux personnes. Le premier président en fut le *comandante* de l'Armée rebelle, Juan Almeida.

Le Rapport central, présenté par Fidel Castro, analysa l'histoire cubaine depuis l'époque coloniale jusqu'au moment actuel, selon les positions du socialisme scientifique.

L'élection de la nouvelle direction du parti occupa une part spéciale dans les travaux. Raúl fut élu second secrétaire, un poste qu'il occupait depuis la création des ORI. Abordant cette question à la clôture du Congrès, Fidel affirma :

On sait qu'au sein de notre Parti et de notre Révolution, le népotisme ne peut exister et n'existera jamais ; on le sait ! Quelquefois deux cadres s'unissent : c'est le cas de Raúl et de Vilma, et ils sont de la même famille. D'autres camarades sont dans le même cas. Mais, au sein de notre Parti, où le mérite doit toujours prévaloir, ni l'amitié ni la famille ne sont ni ne seront jamais des facteurs à prendre en considération.

Nous avons le cas du « Gallego » Fernández et de la camarade Asela⁵⁴ : tous deux se retrouvent au Comité central. Mais qu'y pouvons-nous ? Ce sont les mérites, exclusivement les mérites de chacun d'eux qui comptent.

Dans le cas du camarade Raúl, c'est en réalité pour moi un grand privilège qu'en plus d'être un cadre révolutionnaire extraordinaire, il soit mon frère. Ces mérites, il les a gagnés dans la lutte, et dès les premiers instants. Les liens familiaux ont servi pour que je l'enrôle dans le processus révolutionnaire, que je l'invite à La Moncada. Oui ! Mais quand au Tribunal de Santiago de Cuba, arrive une patrouille et qu'elle les fait prisonniers, si Raúl n'avait pas fait ce qu'il a fait alors, il y a belle lurette que Raúl n'existerait plus : arracher son pistolet au chef de la patrouille et faire prisonnière la patrouille qui les avait fait prisonniers. Sans ça, on les aurait tous assassinés quelques heures après à la Moncada. Et ce fut le début. Et la prison, et l'exil, et l'expédition du *Granma*, et les moments difficiles et le II^e Front, et le travail réalisé durant toutes ces années.

Je le dis et le répète, parce qu'il est indispensable de souligner jusqu'à quel point le critère qui s'impose et qui s'imposera toujours dans notre Révolution, c'est le mérite et jamais aucune considération relative à l'amitié ou à la famille. Nous, les Cubains, nous le comprenons parfaitement, mais il est aussi nécessaire qu'On le comprenne hors de notre pays⁵⁵.

Ce passage du discours de Fidel fut interrompu à maintes reprises par les applaudissements nourris des délégués qui connaissaient parfaitement les mérites de Raúl.

⁵⁴ Le couple formé par José Ramón Fernández et Asela de los Santos, combattants de la lutte clandestine et ayant aussi acquis de grandes mérites dans l'édification de la nouvelle société : il est Héros de la République de Cuba ; elle est Héroïne du travail.

⁵⁵ Premier Congrès du Parti communiste de Cuba, *Mémoires*, La Havane, 1976, édité par le Département d'Orientation révolutionnaire du Comité central du Parti communiste de Cuba, t. II, p. 155.

Le Premier Congrès du parti, qui se conclut sur un énorme meeting sur la place de la Révolution marqua la maturité de la Révolution, en en déterminant et conformant le visage une fois pour toutes

Trois ans plus tard, le 11 mars 1978, Fidel Castro inaugurait le Mausolée du II^e Front, érigé à l'initiative de Raúl. Un mémorial similaire fut construit sur le territoire du III^e Front commandé par Juan Almeida.

Il faut dire que, dès les premiers jours de la Révolution, Raúl prêta une attention spéciale à la préservation de la documentation et des objets en rapport avec son histoire, s'adressant à maintes reprises aux protagonistes pour leur demander de préserver les témoignages qu'ils possédaient de l'épopée révolutionnaire et de les donner aux collections de musées.

Ainsi, le musée de la Révolution, qui occupe l'ancien Palais présidentiel, en pleine Havane, fut créé grâce aux efforts du ministère des Forces armées révolutionnaires et n'a cessé de recevoir l'attention de Raúl Castro.

Une installation rappelant la victoire de Playa Girón fut inauguré en 1961 : on peut y constater que les armements et les équipements militaires des mercenaires étaient étasuniens et que c'est l'Agence centrale de renseignement (CIA) des USA qui se chargea de leur préparation.

De même, le lieu d'arrivage du *Granma*, las Coloradas, a été aménagé pour faciliter la visite. On peut constater les efforts incroyables que durent consentir les expéditionnaires pour arriver à la côte depuis le yacht. La Révolution a aussi conservé, en plein cœur de la Sierra Maestra, l'état-major général de l'Armée rebelle, qui a captivé les Cubains et les étrangers intéressés par l'histoire de la guerre révolutionnaire.

À l'occasion du soixante-dixième anniversaire de l'armée et de la marine de guerre soviétique, le 23 février 1978, fut inauguré le mémorial au Combattant internationaliste soviétique, créé en grande partie sur l'initiative de Raúl Castro. Il conserve les restes de plus de soixante soldats et officiers soviétiques morts à Cuba en différentes circonstances, surtout entre 1962 et 1963, quand il existait un fort contingent de troupes soviétiques à Cuba associé aux emplacements de fusées. Les Cubains ont inscrit sur chaque tombe le nom, le grade, la date de naissance et de décès de chacun. Ce mémorial se maintient en parfait état, et tous les 9 mai, jour de la victoire sur le fascisme, on y célèbre une cérémonie solennelle en hommage à la fraternité combattante entre les deux peuples. Des Russes vivant à Cuba et dans d'autres pays caribéens y viennent aussi. La partie cubaine est toujours représentée par de hauts gradés des FAR. C'est Raúl qui l'inaugura, en présence de l'ambassadeur soviétique, Nikita Toulvieïev, et du maréchal de l'air, Alexander Efimov.

On a appris récemment que les familles et proches des Soviétiques morts en 1962-1963 avaient simplement été informés qu'ils étaient tombés « en accomplissant leur devoir militaire ». C'est au bout de bien des années que, à l'initiative de la société, la vérité commença à s'établir et que les parents des combattants se rendirent à ce mémorial.

Les années 1975-196 furent sans nul doute celles où la communauté socialiste mondiale fut la plus solide. L'Union soviétique se développait sans trop de difficultés évidentes, tandis qu'elle se préparait à fêter le soixantième anniversaire de la Révolution d'Octobre. Léonide Brejnev était encore en bonne santé et robuste. Une fois le Printemps de Prague écrasé en 1968, le Pacte de Varsovie était considéré comme un bloc monolithique.

En revanche, le monde capitaliste occidental semblait patauger dans un marécage de problèmes. Les États-Unis venaient d'essuyer une défaite humiliante au Viet Nam, de vastes secteurs de la jeunesse, las de leur participation à cette « sale guerre », étaient insatisfaits, notamment dans les universités, et le président Richard Nixon était menacé d'un *impeachment* à la suite du scandale de Watergate.

La révolution des Œillets au Portugal (1974) avait ouvert une brèche dans l'unité de l'OTAN, au point que ce pays fut exclu pour un temps du Comité de planification nucléaire de l'Alliance pour éviter des fuites d'informations ultrasecrètes ; l'empire colonial portugais s'effondrait en Afrique. La corrélation des forces semblait s'incliner de plus en plus en faveur du socialisme.

Or, c'est justement à la fin des années 70 que l'Union soviétique commença, d'une manière lente mais inexorable à se heurter à des difficultés qui conduisirent en fin de compte à sa désintégration.

À partir de 1976, quand la santé de Léonide Brejnev commença à se détériorer très sérieusement (il avait souffert un infarctus et un accident cérébro-vasculaire), l'URSS s'engagea dans ce qu'on pourrait appeler une direction en « pilotage automatique » : le chef du parti et de l'État, qui perdait progressivement ses capacités de travail, demanda à plusieurs reprises à ses collègues du Bureau politique de le remplacer, mais ceux-ci parvinrent chaque fois à le convaincre de rester – il était facile à convaincre – sous différents arguments, car ils savaient que sa substitution entraînerait une vaste rénovation de cadres, dont eux-mêmes, compte tenu de leur âge avancé.

Chaque dirigeant commença à ne s'occuper que des questions de son organisme. L'État se convertit en une sorte d'orange : c'est un fruit qui semble entier, mais qui fait en réalité de quartiers séparés. Les intérêts communs de l'État cessèrent d'être le centre d'attention. L'immense complexe militaro-industriel absorbait tout le jus qu'apportait l'économie nationale, tout en produisant et stockant des quantités d'armements excessives.

L'URSS, qui avait été jusque-là le centre et le leader de l'ensemble de la communauté socialiste, commença à perdre de son influence et à cesser de jouer son rôle. Erich Honecker, dirigeant de la République démocratique allemande⁵⁶, proposa à plusieurs reprises à ses collègues de faire une analyse sincère et profonde de la situation dans la communauté socialiste où les phénomènes négatifs avaient commencé à s'accumuler, mais Brejnev n'était plus en condition de s'y prêter. Il n'avait plus de force que pour les cérémonies officielles et protocolaires.

C'est alors que fut prise en secret, en décembre 1979, la décision pernicieuse de dépêcher la 40^e armée soviétique en Afghanistan pour appuyer une faction du Parti démocratique populaire au pouvoir contre l'autre, sans faire la moindre analyse des conséquences éventuelles.

Un an plus tard, du fait des difficultés économiques qui lui servirent de bouillon de culture, un mouvement syndical d'opposition, Solidarnosc, vit le jour en Pologne et devint rapidement une force politique puissante agissant à partir de positions favorables à l'Occident.

Tout le front extérieur du socialisme commença à grincer, tandis que l'insatisfaction augmentait dans la société soviétique. L'évolution de la situation ne manqua pas d'avoir des conséquences sur les relations entre l'URSS et Cuba. Le premier signe adverse en fut la déclaration unilatérale, en 1979 de Brejnev : désormais, la brigade d'infanterie mécanisée soviétique en poste à Cuba s'appellerait Centre d'étude n° 12, ce qui veut dire qu'elle n'était plus considérée comme une unité de combat.

Les dirigeants soviétiques ne pouvaient oublier ce que Henry Kissinger, le secrétaire d'État étasunien, avait dit en privé à Andreï Gromyko, quand celui-ci était ministre des Affaires étrangères : « Nous ne pouvons engager des actions combatives contre Cuba, parce que vos

⁵⁶ Cette république exista de 1949 à 1990 dans la zone d'occupation soviétique établie par la Conférence de Postdam, après que les Britanniques, les Français et les Étasuniens eurent unifié leurs propres zones d'occupation en tant que République fédérale d'Allemagne, en violation des accords signés durant la deuxième guerre mondiale. Elle atteignit un grand développement socio-économique. Elle couvrait les États actuels de Mecklembourg-Poméranie, Brandebourg, Saxe, Saxe-Anhalt et de Thuringe, ainsi que le canton de Neuhaus en Basse-Saxe.

soldats et officiers y sont et prêts à lutter contre nous. En effet, si le sang de nos militaires y coulait, cela pourrait se convertir en un *casus belli*⁵⁷. »

Aux États-Unis, les changements avaient pris une orientation différente. Washington tira des conclusions de ses défaites et des crises du milieu des années 70 ; on y était terrifié par la vague croissante de manifestations révolutionnaires nettement anti-américaines dans le monde.

La révolution iranienne, dirigée par l'ayatollah Khomeiny durant l'hiver 1978-1979, qui aboutit à l'expulsion du pays des dizaines de milliers de conseillers étasuniens de différents niveaux et profils qui s'étaient efforcés sans succès de sauver le régime du Shah, provoqua un choc, qui se transforma en panique quand les Gardiens de la révolution islamique occupèrent l'ambassade et prirent les diplomates en otages. La tentative du Pentagone et de la CIA de libérer par une opération hélicoptérée se termina sur un fiasco ridicule : les avions et hélicoptères destinés à cet opération s'entrechoquèrent sur un aérodrome improvisé dans le désert iranien et choisi à dessein par des agents secrets, ce qui provoqua la destruction des équipements prévus et la mort des commandos.

Cet échec coûta sa carrière politique au président James Carter qui perdit les élections face au républicain Ronald Reagan, un « faucon » impénitent. Washington décida alors de durcir sa politique étrangère et de « serrer la vis » en politique nationale. À la différence de Carter qui avait tenté de limiter l'autonomie de la CIA et du FBI, Reagan leur donna « carte blanche » pour mener des actions subversives à l'étranger et pour mieux contrôler les opposants dans le pays même.

Les menaces contre Cuba s'aggravèrent. Reagan, qui avait toujours été opposé à la moindre concession aux pays latino-américains, agit carrément pour saboter l'accord de cession du canal de Panama que Carter avait signé en 1977.

La Havane devait donc mettre sa montre à l'heure de son principal allié réel, l'Union soviétique. Pour une mission aussi délicate : avoir des entretiens directs avec les dirigeants soviétiques, nul n'était mieux indiqué que Raúl, car c'est lui qui avait assumé nombre des tâches les plus complexes dans les relations cubano-soviétiques : ce fut le cas durant la recherche des premières livraisons d'armes soviétiques, ce le fut encore durant la crise des Fusées, ce le fut aussi dans la relance des rapports entre les deux pays en 1960-1970, etc.

En Union soviétique, on avait toujours de grands égards envers lui. Il y était accueilli quasiment au même titre qu'un chef d'État. Le Kremlin reconnaissait en lui, non seulement le militaire ministre, mais le dirigeant politique et gouvernemental qui symbolisait la Révolution cubaine, frère et bras droit de Fidel. Ses entretiens à Moscou eurent toujours un caractère politique, et pas seulement militaire.

⁵⁷ Archives de l'auteur.

Nouvelle stratégie de sécurité : compter sur ses propres forces

La rencontre dramatique à Moscou. Beaucoup de chaleur apparente, mais le froid au cœur. La guerre du peuple tout entier. La politique agressive des États-Unis dans la région : le Nicaragua, El Salvador, la Grenade et le Panama. Le retrait de la brigade d'infanterie mécanisée soviétique. Acheter Gorbatchev à coups de savons et de dentifrices. La Cause n° 1 de 1989. L'émigration et la piraterie maritime : une arme contre Cuba. Des années 80 réussies mais inquiétantes.

Aucune source, ni soviétique ni cubaine, n'a jamais signalé la date exacte de la rencontre dramatique qui marque un tournant, une nouvelle étape dans l'histoire de la Révolution. C'est en préparant cet ouvrage-ci que je l'ai su : c'est le 29 décembre 1982 que Youri Andropov reçut Raúl Castro, invité au soixantième anniversaire de l'URSS. Onze ans après, après l'effondrement de celle-ci, Raúl raconta cette rencontre mémorable dans une interview accordée à Mario Vázquez Raña pour le journal *El Sol de México*. J'en reproduis des extraits textuels :

Au début des années 80, je me suis rendu en URSS et j'ai eu une rencontre officielle avec le président du Soviet suprême et secrétaire général du PCUS [Andropov occupait alors les deux postes] en présence du ministre de la Défense et du secrétaire du Comité central chargé des relations extérieures. J'étais seul, à leur demande. L'interprète était Soviétique.

Compte tenu de l'agressivité de l'administration Reagan envers Cuba dès les premières semaines, l'objectif de ma visite à Moscou était de faire part aux dirigeants soviétiques de notre opinion : l'URSS devait envisager d'urgence des actions politiques et diplomatiques extraordinaires pour freiner les intentions renouvelées des USA de frapper Cuba militairement.

Nous leur avons suggéré une prise de position soviétique officielle, du genre : « L'URSS ne tolérera pas une agression à Cuba », et d'exiger que Washington respecte strictement son engagement, pris lors de la crise des Fusées, en octobre 1962, de ne pas attaquer Cuba. Tout ceci pourrait s'accompagner de gestes montrant un plus grand resserrement des liens politiques et militaires entre l'URSS et Cuba.

Or, la réponse du plus important dirigeant soviétique a été catégorique : « En cas d'agression des USA, nous ne pourrions pas combattre à Cuba, parce que vous êtes à onze mille kilomètres de chez nous ». Et il a ajouté : « Nous allons y aller pour qu'ils nous écrasent ? »

La partie soviétique nous a fait savoir qu'elle n'était pas en mesure de faire le moindre avertissement aux États-Unis vis-à-vis de Cuba, même pas de leur rappeler l'engagement pris par Kennedy en octobre 1962, remis en cause à chaque nouvelle administration étasunienne.

L'URSS continuerait de nous offrir son appui politique et moral et de nous livrer les armements prévus au programme quinquennal en vigueur.

Tu comprends, c'était la période la plus virulente du premier mandat de Reagan et de son secrétaire d'État Haig, un type arrogant, ancien général et ancien commandant suprême de l'OTAN, qui n'arrêtait pas de dire sans ambages qu'il fallait étouffer les révolutions centraméricaines à leur source, autrement dit Cuba.

Bien entendu, nous étions convaincus depuis longtemps que l'URSS n'entrerait pas en guerre pour Cuba, que nous nous ne pourrions compter que sur nos propres forces. Mais c'est juste à ce moment-là, quand le danger était le plus grave, que les dirigeants soviétiques nous ont fait savoir, clairement et officiellement, qu'en cas d'agression militaire du Pentagone, Cuba serait dramatiquement seule !

Savoir qu'ils pourraient le faire en toute impunité, que l'URSS ne broncherait pas, aurait signifié, tu le comprends bien, un énorme encouragement pour les États-Unis. Ça nous a obligé à garder jalousement ce secret et à redoubler nos préparatifs pour livrer une guerre du peuple tout entier si l'impérialisme nous l'imposait.

À mon retour de Moscou, j'ai informé en général le Bureau politique des résultats de mon voyage, et Fidel a jugé qu'il existait un point qui n'était connu pour l'instant que de moi et de lui, mais qui était si important et si douloureux que, pour en éviter la divulgation, il demandait que seuls le premier et le deuxième secrétaire du parti le sachent, ce que les autres membres du Bureau politique ont accepté.

[...]

Publiquement, les relations sont restées normales, il y a même eu certains gestes de plus grand rapprochement, ce qui a contribué à désinformer l'ennemi au sujet de la position réelle de l'URSS.

Sur le plan interne, Fidel et moi et d'autres compagnons que nous avons dû finir par informer, pour des raisons de travail, de ce que nous avons appelé le « Cas Pandore », nous avons souffert en silence cette amertume, nous avons assimilé l'expérience et nous en avons tiré plus d'énergies pour continuer de remplir notre mission historique. Seuls, comme nous l'avions toujours été durant nos guerres d'Indépendance⁵⁸.

Raúl Castro a souligné que, même si l'URSS avait renoncé à défendre Cuba, la Révolution restait l'otage des contradictions entre l'Ouest et l'Est. Ainsi, quand l'Union soviétique dépêcha des troupes en Afghanistan, elle n'en informa même pas Cuba qui présidait pourtant à l'époque le Mouvement des pays non alignés, ce dont les États-Unis auraient pu profiter facilement pour s'acharner contre elle, d'autant que la Révolution cubaine refusait de faire chorus avec eux pour condamner l'URSS.

Un autre grand danger survint au début des années 80 avec la Pologne, la création de Solidarnosc, l'implantation de l'état de siège, etc. L'URSS aurait pu être poussée à recourir à la force pour régler les problèmes internes de ce pays, ce qui aurait donné un prétexte au principal ennemi de Cuba pour l'attaquer.

Ainsi donc, toutes ces menaces continuaient de peser sur La Havane alors que ses rapports avec Moscou avaient changé du tout au tout.

En vérité, il faut reconnaître que les mesures prises pour occulter à l'opinion publique, et surtout aux ennemis potentiels, que les rapports entre les deux pays avaient changé dans leur essence furent si efficaces que même les ambassadeurs soviétiques n'en savaient rien, comme le prouvent les mémoires, écrites en 2000, de celui qui occupa ce poste à cette époque-là.

Les contacts personnels entre les plus hauts dirigeants des deux pays se maintenaient. Ainsi, en 1986, c'est Egor Ligatchev, le numéro trois soviétique par son influence et son importance, qui assista au Troisième Congrès du Parti communiste de Cuba. Jusqu'à Mikhaïl Gorbatchev, qui haïssait cordialement Cuba, fut obligé de s'y rendre en visite officielle en 1989. Dans les années 80, l'URSS envoya comme norme comme ambassadeur à Cuba d'importants

⁵⁸ Interview concédée à Mario Vázquez Raña, publiée en quatre parties dans le journal *El Sol de México*, du 21 au 24 avril 1993.

fonctionnaires du parti qui n'étaient pas de diplomates de métier, une pratique réservée normalement aux membres du Traité de Varsovie.

Fidel et Raúl étaient reçus à Moscou comme à l'accoutumé : à bras ouverts, mais le cœur plus froid. La sympathie de l'immense majorité des Soviétiques et des communistes du pays envers Cuba obligeaient le Kremlin et la Vieille-Place à veiller à l'amitié entre les deux pays et les deux peuples.

Presque tous les ans, des détachements navals de la marine de guerre soviétique faisaient de longues traversées pour visiter le port de La Havane, et bien souvent celui de Cienfuegos où une base avait été construite pour prêter service aux sous-marins qui y accostaient pour se réapprovisionner et aux équipages pour y prendre du repos. Le ministre des Forces armées révolutionnaires rendait toujours visite aux bâtiments soviétiques, exprimait sa sympathie envers l'URSS et offrait un accueil spécial aux chefs de détachement.

Raúl continuait de recevoir personnellement les cosmonautes soviétiques qui visitaient l'île. Depuis des années, il s'occupait directement du programme de formation d'officiers cubains en vue de vols spatiaux et il se rendit à plusieurs occasions la Cité des étoiles de Moscou. Le premier cosmonaute au monde, Youri Gagarine, fut justement le premier président de l'Association d'amitié soviéto-cubaine.

On construisit à Varadero, la meilleure plage de Cuba, une Maison de cosmonautes tout à fait singulière, qui ressemblait à une fusée en orbite où la plupart des astronautes soviétiques sont descendus et que rien n'a pu détruire et où régnait un climat de relations combatives authentiques entre pilotes, officiers et personnels de deux pays associés aux programmes aérospatiaux.

Quand le Cubain Arnaldo Tamayo et le Soviétique Youri Romanenko entreprirent en septembre 1980 leur vol spatial en direction de la station Saliout-6, Raúl Castro assista au lancement de la fusée, parla avec eux par radio et se dit profondément heureux d'un tel succès scientifique et politique.

D'importants chefs militaires soviétiques visitaient Cuba fréquemment. En octobre 1990, alors que l'URSS périssait sous le coup des passions séparatistes, on vit même arriver à La Havane, mais juste pour deux jours, le chef de l'état-major central des forces armées soviétiques, Mikhaïl Moïseïev, qui fut, soit dit en passant, un adversaire actif de la politique capitularde d'Edouard Chevardnadze et d'Alexander Yakovliev.

En 1983, on publia à Cuba *Valentía y Fraternidad*, un ouvrage qui rassemblait des documents sur l'internationalisme et la coopération combattante entre les forces armées cubaines et soviétiques, avec un prologue de Raúl. Tout ceci afin que l'ennemi ne puisse pas imaginer combien radicalement les relations entre les deux pays avaient changé sur le plan militaire.

Apparemment, quand il concéda son interview sensationnelle au journaliste mexicain en 1993, Raúl avait déduit que, depuis 1991, la Russie n'avait plus de secret pour les États-Unis et que Washington connaissait déjà la teneur de sa conversation dramatique avec Andropov, quoiqu'il soit très probable que le dirigeant soviétique n'ait jamais rédigé la moindre résolution écrite approuvée par le Bureau politique : en effet, les décisions importantes s'adoptaient fréquemment au Kremlin en petits cercles très restreints, sans aucun document, et s'exécutaient sur des indications verbales.

Ainsi, personne n'a encore vu ni lu le moindre document concernant la décision de dépêcher des troupes en Afghanistan ni la transcription de la conversation téléphonique par laquelle on fit savoir à Jaruzelski qui avait déclaré l'état de siège en Pologne, en décembre 1981, qu'il ne pourrait pas compter sur l'aide de l'URSS. C'est de la même manière verbale que Boris Eltsine décida, en 1993, d'attaquer le siège du Soviet suprême avec des chars et de lancer la guerre en Tchétchénie en 1994. Tout ce qui risquait de compromettre le pouvoir aux yeux de l'Histoire se faisait de manière orale, sans laisser aucune trace dans les archives de l'État.

De leur côté, les dirigeants cubains n'ont cessé de penser que la défense de leur pays est leur affaire et aussi la tâche du peuple tout entier. Fidel l'a affirmé à maintes reprises depuis 1959, ce qui explique la création, cette même année, des milices populaires. C'est dans cette même ligne stratégique que Raúl déclara en octobre 1959, en occupant son poste de ministre des FAR, que l'armée cubaine était le bouclier de la Révolution, rappelant même à ceux qui étaient alors réunis dans le bureau du président Osvaldo Dorticos Torrado que l'Allemagne hitlérienne n'avait pas osé attaquer la Suisse et l'occuper parce qu'il savait que le peuple y était armé et qu'il aurait mobiliser pour ce faire plus d'un million de soldats.

Dans les années suivantes, les principaux dirigeants cubains ont repris à maintes occasions cette question de la résistance populaire face à un ennemi éventuel. Cuba ne fit jamais partie du Pacte de Varsovie, ce qui impliqua sa totale indépendance en matière de défense. Le mot de Camilo Cienfuegos : « L'Armée rebelle est le peuple en uniforme » devint très populaire.

Même si l'affirmation de Youri Andropov en 1982 fut dure et amère, les dirigeants cubains ne furent pas pris au dépourvu et ne la considèrent pas comme un arrêt de mort pour la Révolution, dans la mesure où ils subodoraient que cette décision avait déjà prise et que le dirigeant soviétique s'était borné à leur en faire part. Celui-ci, par ailleurs, continua de livrer les armes prévues, suivi en cela par ses successeurs, jusqu'à l'arrivée de Gorbatchev où le bât commença de blesser.

La conception de la guerre du peuple tout entier permit de créer les conditions matérielles et organisationnelles à même de consolider les idées conçues dès le début même de la Révolution cubaine. Puisque les cartes concernant les relations avec l'URSS étaient étalées sur la table, il fallait insister sur la formation morale, politique, matérielle et technique qu'exigeait ce genre de guerre. Préparer le peuple à sa propre défense devint la tâche prioritaire des dirigeants cubains durant de nombreuses années, et la responsabilité principale en retomberait sur les épaules de Raúl Castro.

Les Cubains étudièrent à fond et en détail les expériences relatives à la résistance aux envahisseurs étasuniens, à commencer par celles de Vietnamiens qui leur infligèrent une défaite cinglante. C'est ainsi que naquit et se renforça le concept de « guêpier » comme prototype de guerre : la nation tout entière repousse l'adversaire, non pour l'annihiler, mais pour lui infliger des pertes insupportables et le contraindre à se retirer, de la même manière que le font les abeilles quand quelqu'un trouble leur ruche et qu'elles le piquent pour l'obliger à fuir.

Ainsi, au Vietnam, les États-Unis perdirent de 60 à 70 p. 100 de leurs effectifs aux mains, non des soldats des unités régulières de l'Armée populaire de la République démocratique, mais des miliciens locaux. Ce qui explique pourquoi on créa aussi à Cuba des milices territoriales, dont les unités prendraient les armes le cas échéant et occuperaient les zones de défenses assignées au préalable et prêtes aux combats.

L'archipel cubain fut divisé en mille quatre cents zones de défense similaires. Les milices territoriales sont commandées par des officiers des FAR ; en cas de guerre, les dirigeants du parti prennent la tête des différentes instances de troupes territoriales.

Les cadres du parti et de l'État, ministres compris, suivirent des cours de formation spéciaux pour savoir agir en cas d'agression ennemie. On ouvrit des chaires de préparation à la défense dans les établissements d'enseignement supérieur dans ce même but. Ainsi, les élèves de médecine reçoivent la formation nécessaire pour pouvoir travailler dans des hôpitaux de campagne en cas de guerre.

On entreprit de fabriquer massivement, à l'échelle locale, des moyens très simples, mais efficaces, de lutte contre les forces vives de l'ennemi, comme ceux qu'utilisèrent les Vietnamiens : des pièges de différentes sortes, certains mortels, de pièges à loup, des lassos, etc. Les grottes naturelles les plus adéquates et d'accès difficile furent préparées pour entreposer des armes, des articles, des vivres, des médicaments et autres objets.

On commença – et l'on continue – à creuser des tunnels où installer des refuges destinés à la population et aux troupes, aux moyens de combat et aux ressources matérielles. La conception de la guerre du peuple tout entier n'implique pas l'utilisation massive de blindés en terrains découverts. Il est évident que l'ennemi possède une supériorité navale, terrestre et aérienne. Mais l'armée ne restera pas dans ses refuges, elle lancera des attaques ponctuelles, mais sensibles, là et quand l'ennemi s'y attendra le moins.

Pour préparer ce genre de guerre, on prête beaucoup d'attention aux mines et aux grenades, dont l'industrie militaire cubaine produit une grande variété. C'est un armement peu coûteux, relativement facile à fabriquer et à employer ; même après un bref entraînement, n'importe quel milicien populaire peut l'utiliser efficacement, aussi bien qu'un soldat de métier.

Les Cubains savent que les États-Unis s'efforcent de faire la guerre hors de leurs frontières en utilisant le maximum de moyens techniques et le minimum de forces vives. Si bien que la guerre du peuple tout entier se fonde sur le principe exactement contraire : se dissimuler de la manière la plus sûre afin que les moyens d'exploration et d'attaque ennemis ne puissent pas vous repérer, et se réserver pour faire face aux troupes terrestres sans l'entrée au combat desquelles on ne peut parler de victoire. C'est par là que passent les expériences qu'ont assimilées les Cubains.

Le soldat étasunien, chargé comme un astronaute de toute une panoplie de dispositifs techniques, se trouve sans défense face à un franc-tireur doté d'un fusil spécial et de projectiles renforcés. Cuba compte des dizaines de milliers de lunettes, d'armements et de tireurs d'élite. Cela fait partie intégrante de la nouvelle doctrine.

Il est resté beaucoup d'armement soviétique dans l'île, et Cuba ne pense pas en acheter d'autre, parce qu'en plus de son coût, cela n'aurait pas de sens. Mais il veille sur celui qui existe comme sur la prunelle de ses yeux : les chars, les canons et les autres moyens sont protégés d'attaques aériennes dans des grottes et des tunnels ; ils sont soignés, graissés et peints, les réservoirs pleins, et ils peuvent être prêts au combat en une heure ou deux.

L'industrie militaire modernise les moyens disponibles. Il y a beau temps que les vieux moteurs des blindés soviétiques ont été remplacés par d'autres plus puissants et plus économiques. Les attachés militaires étrangers s'étonnent bien souvent de voir des modèles de combat inconnus qui défilent parfois sur la place de la Révolution.

Les Cubains n'arrêtent pas de créer leurs propres armements défensifs afin de calmer les va-t-en-guerre du Pentagone. Il s'agit tout d'abord de moyens antiaériens ; ils ont aussi mis au point de faux objectifs destinés à assimiler une partie d'une première frappe de missiles.

Dans le cadre de la préparation à la guerre du peuple tout entier, décision a été prise d'incorporer les femmes au service militaire volontaire. La formation du premier régiment féminin de DCA a été conclue en 1984 à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

C'est sur ce travail colossal que repose la sécurité de la Révolution cubaine. Il a été dirigé personnellement par Fidel et exécuté directement par Raúl Castro, sous le commandement de qui se sont déroulés de nombreux exercices militaires dans les années 80. Si bien que les principes de la guerre du peuple tout entier sont ancrés dans les FAR et dans toute la nation.

Le drapeau spécial « Prêt à se défendre » a été lancé à l'initiative de Raúl : il est remis aux unités de l'administration territoriale – communes, provinces, zones de défense, etc. – et aux ministères et organismes qui ont conclu le programme de formation prévu. Chaque fois, la

remise de ce drapeau est le couronnement d'un examen minutieux. Voilà pourquoi Raúl Castro a employé une bonne partie de son temps à des tournées d'inspection et à des manœuvres militaires.

Cuba et le Viet Nam resteront pour les générations actuelles et futures un exemple de résistance face à la politique agressive des USA. Quiconque a visité l'île ces dernières années a sans doute vu une affiche où apparaît le *comandante* guérillero Juan Almeida et son fameux cri : « Ici, personne ne se rend ! », lors du revers d'Alegría de Pío en 1956, quand l'armée de Batista leur demandait de se rendre. La volonté décidée des Cubains de résister jusqu'au bout est le principal frein pour Washington.

Des années durant, les ennemis de la Révolution cubaine ont affirmé maintes fois que Fidel et Raúl ont dramatisé à outrance la situation, excité un état d'esprit alarmiste et créé à Cuba un climat de forteresse assiégée, alors qu'ils n'ont fait que répondre par des mesures absolument adéquates aux situations apparues en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

Les États-Unis lancèrent une politique qui visait ouvertement à écraser par la force tous les mouvements révolutionnaires et de libération nationale dans cette région du monde. Durant ses deux mandats (1980-1988), Ronald Reagan estima que sa principale mission était de la « nettoyer », rejetant catégoriquement la légitimité de la victoire de la Révolution sandiniste en 1979 au Nicaragua, où fut renversé le dictateur Anastasio Somoza, fils de celui que Franklin Delano Roosevelt avait appelé « notre fils de pute ».

À peine entré à la Maison Blanche, Reagan entreprit de créer au plus vite le mouvement dit de *la contra* afin de renverser le gouvernement sandiniste, recrutant des anciens partisans de Somoza viscéralement opposés aux réformes révolutionnaires, des mercenaires et des aventuriers capables de commettre n'importe quel crime pour de l'argent. Peu importait à la Maison-Blanche que le Front sandiniste de libération nationale eût été accueilli au sein de l'Internationale socialiste ni qu'il bénéficiât du soutien de la majorité du peuple nicaraguayen et des pays latino-américains.

Quand le Congrès refusa au président le financement nécessaire pour poursuivre une guerre non déclarée contre le Nicaragua, Reagan recourut, à travers ses conseillers personnels et en violation des lois de son pays, à des ventes d'armes illégales à l'Iran afin d'obtenir les millions de dollars dont il avait besoin pour équiper les bandes contre-révolutionnaires en armements et autres articles. Il fit du Honduras les arrières de sa guerre, créa une petite flotte de vedettes rapides utilisée pour saboter les cargos dans les ports nicaraguayens, alimenta par avion les bandes qui s'étaient installées au Nicaragua à partir des pays voisins, toutes actions qu'il compléta par un blocus économique et un boycott politique. À la suite de cette sale guerre, les sandinistes perdirent les élections de 1989 et durent passer à l'opposition pendant de longues années.

Comme un vaste mouvement de guérillas démarra au début des années 80 en El Salvador, un pays voisin, Washington y trouva un prétexte parfait pour intervenir dans cette guerre civile : des médias étasuniens commencèrent à affirmer que les Cubains étaient mêlés à ça et que cinq cents soldats étaient prêts à partir pour ce pays centraméricain, ce qui était de la provocation pour préparer l'opinion publique à des actions éventuelles contre l'île.

Par ailleurs, des avions et des hélicoptères bombardèrent les endroits où se trouvaient censément les guérilleros salvadoriens. Des représentants des combattants salvadoriens demandèrent plus d'une fois aux dirigeants soviétiques de leur fournir au moins quelques lance-missiles terre-air pour se défendre des attaques aériennes, mais ils se heurtèrent chaque fois à une demande de non-recevoir, alors que, paradoxalement, les troupes soviétiques en Afghanistan souffraient alors de lourdes pertes en avions et hélicoptères à cause des missiles

Stinger que livraient les USA. Finalement, le gouvernement salvadorien parvint, grâce à l'aide de la Maison-Blanche, à empêcher la victoire imminente des guérilleros, et un accord de paix fut signé onze ans plus tard.

Mais l'intervention militaire étasunienne la plus cynique et la plus scandaleuse eut pour objet la minuscule île antillaise de la Grenade, pour le même motif : la peur de la Maison-Blanche devant l'essor du mouvement de libération nationale, et pour un prétexte absolument tiré par les cheveux : la construction d'un aéroport international qui permettrait l'atterrissage d'avions long-courrier et donc de promouvoir le tourisme.

Tout démarra en 1979 quand y arriva au pouvoir un gouvernement de gauche conduit par Maurice Bishop qui noua des relations diplomatiques avec Cuba et avec l'URSS, et commença à consolider le secteur public de l'économie. Des centaines de constructeurs cubains arrivèrent peu après pour participer à la construction de cet aéroport, ce qui servit de prétexte à une énorme campagne médiatique aux USA : cet aéroport était conçu comme un aéroport militaire stratégique à partir duquel il serait facile d'attaquer le canal de Panama. Un argument absolument farfelu : l'investisseur était une société anglaise, Plassey Airports, dont le PDG, Derrick Collier, déclara qu'il ne possédait aucune des caractéristiques d'un aéroport militaire, dans la mesure où il n'était doté d'aucune installation souterraine, où les réservoirs de carburant étaient à la superficie, et où toute la logistique était adaptée à des vols civils. Qui plus est, la piste d'atterrissage en chantier était plus courte que celle des îles voisines de Trinité-et-Tobago et de la Barbade. Mais aucun argument sensé ne peut faire changer d'idée les dirigeants étasuniens quand ils ont pris la décision d'attaquer : pour le puissant, le faible est toujours coupable...

Le prétexte d'intervention le plus immédiat furent les conflits politiques qui éclatèrent les 13 et 14 octobre 1983 dans le gouvernement grenadin et aboutirent à l'assassinat du Premier ministre Maurice Bishop. Les États-Unis annoncèrent aussitôt qu'ils agiraient pour garantir la sécurité de leurs ressortissants qui faisaient des études sur l'île, censément en réponse à une demande de l'Organisation des États des Caraïbes orientales dont faisait partie la Grenade et dont la participation symbolique se monterait à trois cents soldats.

Les États-Unis lancèrent leur énorme pouvoir militaire sur la Grenade du 25 au 27 octobre 1983 : douze bâtiments de guerre, dont le porte-avions *Independence*, un croiseur, quatre destroyers et des unités de débarquement des marines et de l'artillerie ; des unités de la 82^e division de troupes aéroportées furent parachutées ou débarquèrent ; huit mille soldats envahirent la Grenade ; soixante-dix avions et trente hélicoptères de combat appuyèrent l'intervention.

On ne saurait parler de « corrélation de forces » ! Pour résister, il n'y avait qu'un peu plus de sept mille Grenadins mal armés et environ sept cents bâtisseurs cubains dont certains étaient armés de fusils. La DCA était très modeste : à peine quelques canons et mitrailleuses de petit calibre. Pourtant, les combats durèrent presque trois jours. Les Étasuniens n'ont jamais publié leurs pertes en moyens techniques et forces vives. Du côté des défenseurs, moururent quarante-cinq soldats grenadins, vingt-cinq bâtisseurs cubains et vingt-cinq pacifiques habitants de l'île.

La communauté internationale condamna l'agression. À l'ONU, onze membres du Conseil de sécurité votèrent une résolution dans ce sens à laquelle les USA opposèrent leur veto, ce qui mit fin aux débats à cette instance. Les condamnations et les résolutions font à Washington font le même effet que la piqûre d'un moustique à un éléphant ou à un rhinocéros : peu lui chaud. Soit dit en passant, une fois la construction de l'aéroport terminée à la Grenade, les Étasuniens n'en parlèrent plus jamais ni directement ni indirectement.

Cette intervention prouva éloquemment le genre de politique que la Maison-Blanche prétendait appliquer dans les Antilles. Cuba pouvait et devait être la prochaine victime. Seule

la préparation élevée de la nation et de ses dirigeants à la guerre du peuple tout entier, sous le mot d'ordre de « La Patrie ou la Mort ! » a freiné les agresseurs.

Le 15 novembre 1983, trois semaines après les événements tragiques de la Grenade, Raúl Castro prit la parole aux funérailles des victimes grenadines, à Holguín :

Nous n'avons pas d'autre choix que de continuer à nous préparer sans relâche pour faire de notre patrie un bastion imprenable face aux États-Unis. [...] Dernièrement, vous le savez, nous avons réalisé à travers tout le pays les manœuvres stratégiques Bastion-83. C'est l'exercice le plus important qui ait jamais été réalisé à Cuba dans le cadre de la préparation à la défense depuis le triomphe de la Révolution. Plus de 160 000 hommes et femmes de notre peuple y ont participé, parmi lesquels 25 000 dirigeants environ de toutes les instances du parti, de l'État et des organisations de masse, et, comme l'a signalé notre commandant en chef, les résultats obtenus ont été supérieurs à ceux que nous escomptions : Bastion-83 nous a permis de perfectionner notre préparation, d'acquérir de l'expérience et de connaître nos lacunes.

[...] En un peu plus de deux ans, les 500 000 premiers miliciens ont été organisés et armés... [dont] un sur quatre est une femme.

Le 26 juillet, le commandant en chef Fidel Castro parlait de la nécessité d'organiser, d'armer et d'entraîner le deuxième demi-million de miliciens, et cette fois la proportion des femmes qui ont exprimé massivement leur volonté de participer à la défense de la patrie est beaucoup plus importante : trois sur quatre⁵⁹.

Raúl retraça brièvement la tactique que l'ennemi utilise dans ses guerres, autrement dit écraser sous les bombes et les obus jusqu'au dernier réduit de résistance, puis faire intervenir ses forces vives, ce qui explique pourquoi il a exhorté maintes fois les dirigeants chargés de la défense à construire partout des abris sûrs contre les armes de l'ennemi, de façon qu'une fois terminée la vague de bombes, de missiles et d'obus, il soit possible de faire face à l'infanterie ennemie en disposant encore de tous les moyens de défense.

Le côté militaire de la sécurité nationale prit encore plus d'importance à Cuba dans ces inquiétantes années 80, à plus forte raison quand, une fois Gorbatchev monté au pouvoir en Union soviétique, celle-ci entra graduellement dans une phase d'instabilité pour finir par s'effondrer.

Pour couronner son infâme carrière politique, Gorbatchev accepta de retirer de Cuba le Centre d'études n° 12 après s'être entretenu avec James Baker, le secrétaire d'État : c'étaient les derniers pas d'un pouvoir soviétique en pleine dégénérescence pour sortir de l'île de la Liberté.

À mesure que le système soviétique s'effondrait en URSS et que l'État s'y affaiblissait, Washington, qui percevait que son *prime time* était arrivé, se faisait toujours plus agressif et entêté. Mais il fallut que Gorbatchev le demande à plusieurs reprises et s'humilie pour que le nouveau locataire de la Maison-Blanche, George H. W. Bush, acceptât de le rencontrer sur l'île de Malte, dans les premiers jours de décembre 1989.

Selon des témoins de la rencontre, Bush exigea sur un ton autoritaire que l'URSS cessât de prêter un appui à Cuba et au Nicaragua, et taxa Fidel d'entrave à des réformes type perestroïka. Gorbatchev répondit sans la moindre énergie, faisant apparemment siennes les vues de Bush.

Un fait insolite se passa à Malte : James Baker glissa dans la poche de la veste d'Edouard Chevardnadze, son homologue soviétique, une note où apparaissait une liste des usines de

⁵⁹ Grenade, *le monde contre le crime*, La Havane, 1983, Editorial de Ciencias Sociales, pp. 264-265.

savon, de pâte dentifrice et d'autres produits de grande consommation qui pourraient se construire en URSS si celle-ci cessait d'aider Cuba, le Nicaragua et d'autres pays.

Une tempête d'une force inusitée dans cette région éclata le jour de la rencontre qui se déroula à bord d'un navire soviétique fortement amarré au quai ; des vagues de sept mètres de haut ballotaient les navires d'escorte comme des coquilles de noix. Une vraie tempête shakespearienne qui présageait le proche effondrement de l'empire soviétique ! En vue de cette rencontre, Gorbatchev n'avait ni plan ni objectif : tout ce qu'il voulait, c'était rencontrer le nouveau président étasunien pour redorer son blason, irrémédiablement terni dans son pays.

À ce moment-là, Bush préparait une attaque militaire contre le Panama. À peine deux semaines après sa rencontre avec Gorbatchev, il signa l'ordre d'intervenir dans ce pays dans le but – risible – d'arrêter son président, Manuel Noriega, qu'il accusait d'avoir des liens avec les trafiquants de drogue, et sous le prétexte éculé de garantir la sécurité des ressortissants étasuniens et de défendre les valeurs démocratiques. En fait, le vrai motif était renverser un gouvernement de tendance patriotique et d'installer au pouvoir des marionnettes que Washington pourrait manipuler à sa guise pour parvenir à modifier la teneur des traités Torrijos-Carter qui prévoyaient la rétrocession du canal de Panama au gouvernement panaméen en 2000. Le cynisme de la Maison-Blanche était telle qu'elle proposa même à Noriega, en mai 1989, d'abandonner le pays volontairement, auquel cas elle ne l'inculperait pas de participation au trafic de drogue. Noriega ayant refusé, son sort avait été scellé.

L'opération "Juste Cause" démarra le 20 décembre 1989 : trente avions de combat et cent soixante-dix hélicoptères décollèrent d'aérodromes et de base dans la Zone du Canal pour attaquer de prétendus foyers de résistance de la Garde nationale panaméenne. En quelques heures, plus de cent blindés contrôlèrent la capitale, à la proximité de laquelle s'étend la Zone du Canal dont elle n'est séparée que par des fils de fer barbelés ; vingt-six mille soldats et *marines* étasuniens occupèrent la nation. La Garde nationale n'était pas assez nombreuse pour pouvoir résister, et le 24 décembre, veille de Noël, le général Manuel Noriega demandait l'asile à l'ambassade du Vatican. Selon lui, l'envahisseur eut vingt-trois morts et trois cent trente blessés. Plus de six cents Panaméens moururent, dont seulement soixante-huit étaient des militaires. Comme de coutume, Washington fit la sourde oreille aux protestations de l'opinion publique latino-américaine et mondiale.

Comme les États-Unis ne reconnaissent pas le droit d'asile politique dans les ambassades, contrairement aux gouvernements latino-américains, ils installèrent de puissants hauts parleurs autour du siège diplomatique du Vatican, assourdissant jour et nuit les fonctionnaires de la nonciature et le voisinage, si bien que Noriega finit par se rendre, le 3 janvier 1990, aux troupes étasuniennes qui l'arrêtèrent et l'envoyèrent aux États-Unis où il fut jugé et condamné à une lourde peine de prison.

C'est dans un environnement international particulièrement périlleux que Cuba dut défendre, quasiment seule, sa souveraineté et son indépendance. Elle se transforma en une sorte de hérisson prêt à se défendre de n'importe quel prédateur en se roulant en boule et en dardant ses épines.

La situation était d'autant plus compliquée qu'on avait détecté, aux instances supérieures de l'État et des forces armées, de très graves violations de la discipline et de la morale sous-tendant toute l'idéologie de la Révolution.

Diocles Torralba, vice-président du Conseil des ministres et titulaire des Transports, fut arrêté le 13 juin 1989 ; selon l'enquête, il avait profité de son rang officiel pour se la couler douce et avait cessé de s'occuper de sa tâche. On ne l'inculpait pas de trahison, mais tout simplement de corruption en tant que fonctionnaire. Jugé, il fut condamné à vingt ans de réclusion.

Mais ce coup de tonnerre n'était rien par rapport à la tempête qui allait éclater !

Le lendemain, 14 juin 1989, le journal *Granma* publia une note du ministère des Forces armées révolutionnaires (MINFAR) qui laissa perplexe l'opinion publique cubaine et étrangère : le général de division Arnaldo Ochoa Sánchez avait été « arrêté et soumis à une enquête pour graves faits de corruption et manipulation malhonnête de ressources économiques de l'État » et son cas serait soumis à une « cour d'honneur⁶⁰ » formée de quarante-sept officiers « de son rang » qui recommanderait les mesures à adopter.

On apprenait peu de temps après que, à la suite de l'enquête, quatorze officiers du ministère de l'Intérieur et du ministère des Forces armées révolutionnaires avaient été arrêtés. C'était donc les structures parmi les plus fiables de la Révolution qui étaient touchées, d'autant que les accusations paraissaient absolument incroyables à l'ensemble des Cubains : association au trafic de drogues. Le niveau des inculpés, l'importance des responsabilités qu'ils avaient assumées et la notoriété publique du général Ochoa faisaient de cette cause un problème de toute première grandeur pour la sûreté de l'État.

Arnaldo Ochoa avait appartenu, durant la guerre révolutionnaire insurrectionnelle, à la légendaire colonne de Camilo Cienfuegos qui avait avancé depuis la Sierra Maestra jusqu'à la province de Las Villas. Il avait rempli ensuite des missions internationalistes au Nicaragua et il était monté en grade. Il avait dirigé les troupes cubaines qui, en Éthiopie, avaient contribué à en défendre l'indépendance et l'intégrité territoriale face à l'agression de la Somalie. Il était membre du Comité central du Parti communiste de Cuba, député à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire et avait reçu le titre honorifique de Héros de la République de Cuba. Il venait de rentrer d'Angola où il avait été chef de la mission militaire.

Le deuxième détenu en importance était le colonel Antonio de la Guardia Font, chef d'un département spécial du ministère de l'Intérieur créé afin d'obtenir des pièces, des composants, des ordinateurs, des instruments de médecine et de laboratoire qu'il était terriblement difficile de se procurer à cause du blocus économique imposé par les États-Unis. C'était donc une activité juste et au plus haut point morale.

C'est alors que les deux principaux inculpés eurent l'idée de faire du trafic de drogues comme le moyen le plus facile et le plus rapide de gagner beaucoup d'argent, sans en révéler la source à personne. Ils arguèrent ensuite, en cours du procès, qu'ils se proposaient de remettre l'argent gagné au pays pour l'aider à surmonter les difficultés économiques.

Ils entrèrent donc en contact, en passant par le capitaine Jorge Martínez, l'adjoint d'Ochoa, avec des représentants des narcotrafiquants colombiens, et même, directement, avec Pablo Escobar, le plus important de tous. Si cet officier cubain, qui portait un faux passeport, était tombé aux mains des autorités colombiennes puis des autorités étasuniennes, le scandale qui aurait éclaté aurait pu servir de prétexte aux USA, une fois toutes les atouts en main, pour légitimer une attaque militaire contre Cuba.

Le groupe d'Antonio de la Guardia organisa le transport de la drogue à bord d'avions de trafiquants colombiens jusqu'à l'aéroport de Varadero d'où des contrebandiers provenant des États-Unis l'emportaient sur des vedettes rapides. L'enquête permit de découvrir d'autres manières de transit de la drogue à travers les eaux territoriales de Cuba.

Grâce à ses services de renseignement et à des informations provenant d'amis, La Havane se rendit compte que les autorités étasuniennes soupçonnaient que les eaux territoriales cubaines servaient au « bombardement » de drogues. Les contrôles furent donc renforcés, mais personne ne pouvait imaginer qui était derrière ce trafic, au point que les premières personnes arrêtées furent soupçonnées de corruption, de manipulation illicite de ressources et de conduite

⁶⁰ La cour martiale d'honneur est une instance morale où des officiers sont jugés par leurs pairs, selon le code militaire, pour de graves accusations ; elle n'est pas habilitée à imposer des sanctions pénales, administratives ou politiques, elle se borne à analyser et à proposer les mesures pertinentes en conformité avec les fautes imputées. (Tiré de *Causa 1/89. Fin de la conexión cubana*, La Havane, 1989, Editorial José Martí, p. 77.)

immorale. Mais les premières perquisitions aux domiciles des inculpés permirent d'y voir clair et donnèrent la chair de poule aux autorités cubaines : on découvrit, non seulement des documents compromettants, mais de grosses liasses de dollars. Les déclarations des inculpés permirent de compléter le tableau : selon eux, en deux ans, ils avaient aidé à faire entrer aux États-Unis environ six tonnes de cocaïne...

Cuba est l'un des rares pays du continent américain où, depuis le triomphe de la Révolution, on ne produit pas de drogues et où la population en général échappe à ce fléau, sa consommation ayant été liée dans des cas très isolés à l'essor du tourisme. Aussi de telles opérations de trafic de drogues y provoquèrent-elles une véritable commotion.

Fidel et Raúl Castro décidèrent de faire connaître largement ce cas, d'entourer le procès de toutes les garanties requises et de révéler au peuple cubain et au reste du monde le danger que les activités des inculpés représentaient pour le sort de la Révolution et de Cuba en tant qu'État.

Intervenant devant la Cour d'honneur, Raúl Castro reconnut très franchement que le caractère extrêmement blagueur et fanfaron d'Ochoa constituait un obstacle pour bien saisir les indices de violations de normes de sa part. Et d'ajouter :

Un facteur clef dans la conduite postérieure d'Arnaldo Ochoa a été son obsession croissante, ces dernières années, de se mêler aux affaires les plus bizarres et sa surestimation malade de ses facultés dans ce domaine. Il a assurément confondu les possibilités et les prérogatives que lui fournissaient sa hiérarchie et les postes qu'il occupait avec le talent d'homme d'affaires qu'il pensait posséder. Ce défaut est devenu évident durant sa dernière mission en Angola⁶¹.

La Cour d'honneur décida de demander au Conseil d'État de retirer à Arnaldo Ochoa son titre honorifique de Héros de la République de Cuba et les autres ordres, médailles et décorations qui lui avaient été conférés ; au président du Conseil d'État et du gouvernement de le dégrader et de l'expulser de manière infamante des Forces armées révolutionnaires. Il recommanda aux organismes politiques du pays de le radier du parti et à l'Assemblée nationale de lui retirer sa condition de député. Puis la cause fut transférée à une cour martiale qui condamna à la peine capitale quatre des accusés, dont Arnaldo Ochoa et Antonio de la Guardia.

L'immense majorité des Cubains, qui suivirent en direct les séances du procès à la télévision et furent largement informés par la presse et la radio, appuya le verdict, dont celui de la peine capitale qui devait être ratifié par le Conseil d'État. Fidel Castro, très soucieux de respecter absolument toutes les normes légales, demanda même à différents membres du Conseil d'État, alors de visite à l'étranger, de rentrer séance tenante afin que la totalité de ses membres puisse se prononcer à ce sujet.

Raúl, compte tenu du poste qu'il occupait, joua bien entendu un rôle fondamental dans l'éclaircissement des faits et dans la façon de les envisager. Voyons ce qu'il en dit lui-même :

Aujourd'hui, à partir de l'arrestation des principaux inculpés, ça fait vingt-sept jours que je vis – ainsi que d'autres officiers – au ministère des Forces armées révolutionnaires. [...] Mais, à partir du 23 mai, quinze jours avant, je m'étais consacré presque entièrement à ce même problème. Tout mon esprit et tout mon temps ont été occupés à ce problème extrêmement délicat, tout comme des dizaines et des dizaines d'officiers qui s'en sont occupés, tout particulièrement ceux du contre-espionnage militaire.

⁶¹ *Vindicación de Cuba*, La Havane, 1989, Editora Política, p. 30 (version revue et amplifiée de *Causa 1/89. Fin de la conexión cubana*, p. 50).

Fidel, lui, à partir du 12 juin, et jusqu'au petit matin d'avant-hier, a passé cent cinquante-trois heures dans mon bureau du MINFAR⁶².

Raúl signala que des généraux, des officiers et des soldats qui avaient été aux ordres d'Ochoa en Angola avaient fait savoir qu'en l'occurrence, « les mérites devaient être des circonstances aggravantes, et non atténuantes », car il avait abusé de la confiance et du pouvoir qui lui avaient été concédés.

Intervenant devant le Conseil d'État réuni pour confirmer ou infirmer le verdict de la cour martiale, Fidel s'efforça de dissiper certains mythes exagérés au sujet des mérites militaires d'Ochoa. Il souligna que c'était l'état-major général de La Havane qui dirigeait directement toutes les opérations des troupes cubaines en Afrique. Les chefs militaires sur le terrain pouvaient faire des propositions, mais les directives d'action partaient directement de cet état-major. Ochoa fit quatre propositions stratégiques durant son séjour en Angola, et elles furent toutes écartées après une étude minutieuse.

Il fit savoir que la responsabilité principale en ce qui concernait les actions de guerre en Angola à la fin des années 80 avait été confiée au général de division Leopoldo Cintra Frias, aujourd'hui ministre des FAR, qu'on avait chargé de diriger le Front Sud où étaient concentré les gros des forces cubaines essentielles, dont les blindés et l'aviation, et qu'Ochoa était resté à Luanda où sa mission était de coordonner les actions entre les unités cubaines, l'armée angolaise et les conseillers militaires soviétiques.

Le Conseil d'État ratifia à l'unanimité le verdict de la cour martiale.

Les dirigeants de la Révolution cubaine savaient que les médias occidentaux regorgeraient de commentaires malintentionnés, de mensonges et de demi-vérités sur cette question. Aussi les pièces fondamentales du procès, dont la transcription des audiences, furent-elles recueillies dans un ouvrage intitulé : *Cause 1/89. Fin de la connexion cubaine*, qui fut traduit dans les principales langues étrangères.

Seul un pouvoir aussi convaincu de sa justesse et bénéficiant de la compréhension et de la confiance de son peuple pouvait, d'une manière si ouverte et si résolue, tailler dans le vif pour se débarrasser de ses cellules infectées, contrairement à de nombreux autres États dont les dirigeants ont eux-mêmes des mains purulentes.

La cause n° 1 de 1989 sauva non seulement la grande réputation de la Révolution cubaine dans le monde, mais protégea aussi Cuba d'une agression directe des États-Unis. Il suffit de rappeler qu'à la fin de cette même année, ceux-ci envahirent le Panama pour censément capturer le président Manuel Noriega qu'ils accusaient de trafic de drogues.

Le point final fut mis le 1^{er} septembre 1989, au procès de José Abrantes, ancien ministre de l'Intérieur, et de plusieurs hauts gradés de cet organisme, qui réduisirent à ce point leur contrôle sur leurs subalternes qu'un groupe de délinquants se créa en son sein. Malgré leurs mérites passés – Abrantes fut même garde de corps personnel de Fidel – les accusés furent condamnés à de lourdes peines de prison. Abrantes, qui écopa de vingt ans, ne put supporter ce déshonneur et mourut peu après d'une crise cardiaque.

Il est une autre question complexe qui a causé de nombreux problèmes aux dirigeants cubains : l'émigration. Bien que Fidel ait formulé les grandes lignes de la politique à cet égard, c'est Raúl qui doit la mettre en pratique, puisque les organes chargés de la protection et du contrôle des frontières relèvent de la défense, de l'ordre intérieur et de la sûreté de l'État, des domaines où

⁶² Intervention du 9 juillet 1989 devant le Conseil d'État, *id.*, p. 384.

il a toujours eu une grande responsabilité depuis le début de la Révolution et préside même la commission correspondante au Comité central du parti.

L'histoire prouve que toute révolution déclenche des vagues d'émigration, qui sont d'autant plus fortes que les changements socioéconomiques sont plus profonds. La Révolution cubaine ne fait pas exception, d'autant que l'émigration à l'étranger pour y chercher de meilleures conditions de vie est une tradition qui remonte à l'époque de la colonie espagnole.

Martí lui-même vécut en exil aux USA une bonne partie de sa vie et se basa sur l'appui de la diaspora cubaine pour relancer la guerre d'Indépendance. En 1955, Fidel Castro se rendit aux USA dans le même but : obtenir l'appui de ses compatriotes dans sa lutte contre Batista.

Au triomphe de la Révolution, environ 125 000 Cubains vivaient officiellement aux États-Unis, et l'ambassade étasunienne délivrait de deux à trois mille visas à ceux qui souhaitaient s'y établir.

Après 1959, la situation changea du tout au tout : le programme du Gouvernement révolutionnaire et les premières mesures qu'il adopta effrayèrent bien entendu la bourgeoisie nationale et une partie de la « classe moyenne », tandis que les campagnes d'intoxication médiatiques jetaient de l'huile sur le feu.

Cette émigration fut d'ailleurs stimulée par Washington qui accueillit les Cubains sans même exiger d'eux les documents requis. Ainsi, de 1959 à 1962, selon des estimations, 270 000 Cubains émigrèrent, dont la moitié des médecins et des milliers d'ingénieurs, de professeurs universitaires et d'autres membres des professions libérales.

Après la crise des Fusées d'octobre 1962, les États-Unis interdirent les vols en provenance de Cuba et s'efforcèrent de bloquer toutes les liaisons aériennes ou maritimes avec elle. C'était pratiquement mettre fin à une émigration légale, si bien que démarrèrent les départs illégaux dont les protagonistes étaient reçus en héros aux USA en tant que victimes du communisme. C'était bien entendu un gros mensonge répété inlassablement par les médias : la Révolution n'a jamais empêché personne de partir pour des motifs de réunification familiale, pour des raisons économiques et tout simplement personnelles.

Aussi les autorités cubaines ouvrirent-elles en 1965 le port de Camarioca, proche de Varadero, et l'aéroport de cette ville pour que les Cubains le souhaitant puissent s'en aller : ce système dura presque deux ans et permit le départ d'environ trois cent mille personnes. Comme cela devenait politiquement inacceptable pour Washington, il dut négocier avec les autorités cubaines l'établissement d'un pont aérien qui lui permît de repousser les Cubains qu'il jugeait indésirable.

Les choses empirèrent à partir du 2 novembre 1966, sous la présidence de Lyndon B. Johnson, quand le Congrès adopta la loi dite d'Adjustement cubain, toujours en vigueur, en vertu de laquelle toute personne provenant de Cuba qui arriverait aux USA par quelque moyen que ce soit serait considérée « réfugiée politique », et bénéficierait du droit d'asile et du permis de séjour permanent. C'était lancer là une invitation ouverte à l'émigration illégale afin de créer des difficultés politiques intérieures à Cuba et de compliquer sa position internationale. En effet, aucun ressortissant d'aucun autre pays ne reçoit un tel traitement de faveur. Au contraire, les États-Unis ont érigé un vrai « mur de Berlin » à leur frontière méridionale doté de systèmes techniques perfectionnés qui le rendent quasiment impénétrable, pour éviter l'entrée de Mexicains et de Centraméricains. Les Haïtiens qui tentent d'entrer aux USA sont interceptés en mer et renvoyés dans leur pays, voire incarcérés dans la base navale de Guantánamo. Les Cubains, eux, qui arrivent au péril de leur vie, sont accueillis en héros. Quant aux médias, ils n'hésitent pas à utiliser les noyades d'émigrants en pleine mer pour diffamer la Révolution cubaine.

En 1973, le président Richard Nixon annula de nouveau les vols entre les deux pays, ne laissant plus que la périlleuse émigration illégale comme issue. Cette situation déboucha sur un

grave incident en 1980 : des individus pénétrèrent de force dans l'ambassade du Pérou à La Havane, provoquant la mort du policier qui la protégeait. Les autorités péruviennes ayant refusé de livrer les assassins, Cuba retira sa protection à l'ambassade, laquelle fut envahie par des milliers de personnes qui voulaient abandonner le pays.

Fidel annonça alors publiquement que les États-Uniens possédant des bateaux étaient invités à venir jusqu'au port de Mariel pour ramener aux USA les Cubains qui souhaiteraient émigrer. Inutile de dire le remous causé par cette mesure : on estime que plus de cent trente mille personnes abordèrent les vedettes et les yachts, bien souvent d'inconnus, qui arrivèrent au port cubain. Selon les médias étasuniens, de nombreux délinquants faisaient partie de cette vague. L'Opération Mariel ne prit fin que lorsque les autorités cubaines le décidèrent. Et la Maison-Blanche fut contrainte d'ouvrir des négociations afin de régler l'émigration : elle voulait renvoyer à Cuba des Cubains « indésirables » qu'elle avait dû emprisonner et qu'elle refusait de remettre en liberté, tandis que La Havane prétendait que l'autre partie s'engage à accueillir ceux qui voudraient émigrer. L'accord final fut que Cuba accepterait le retour de plus de deux milles Cubains indésirables, et que l'administration Reagan délivrerait « jusqu'à vingt mille visas par an ».

Le hic, c'est que Washington ne fait jamais presque rien de bonne volonté et s'efforce toujours de tirer profit unilatéralement de situations données. En fait, interprétant à sa manière la clause de « jusqu'à vingt mille visas », autrement dit comme la latitude d'en délivrer n'importe quelle quantité inférieure à ce chiffre, il n'en délivra qu'un peu plus d'un millier...

Par ailleurs, les États-Unis relancèrent leur guerre médiatique contre Cuba en 1986. Cette année-là, le gouvernement inaugura une station radio appelée par pure provocation « Radio Martí » braquée contre la Révolution. En riposte, Cuba annula pendant deux ans l'accord migratoire qui ne recommença à fonctionner qu'avec l'administration suivante, mais d'une manière partielle et avec beaucoup de contretemps.

En 1959, les États-Unis inventèrent la piraterie aérienne contre des avions civils cubains, quelque chose d'inédit dans les annales du monde. Les pirates et leurs complices étaient accueillis en héros et leurs « exploits » largement divulgués. Ces agissements dangereux s'étendirent ensuite aux bateaux. Contrecoup logique, des avions étasuniens commencèrent à être détournés en direction de Cuba, au point que la piraterie aérienne finit par devenir une épidémie mondiale.

Cuba proposa plusieurs fois aux États-Unis d'arrêter et de rapatrier les pirates aériens pour les juger, mais elle se heurta chaque fois à une fin de non-recevoir. C'est quand Cuba décida de renvoyer unilatéralement aux USA deux pirates aériens, en 1980, que la piraterie aérienne en direction de l'île cessa. Il fallut attendre toutefois septembre 2003 pour que les États-Unis jugent pour la première fois le pirate aérien d'un avion commercial cubain et le condamnent à vingt ans. C'est alors que le terrorisme aérien prit fin.

C'est également en juillet 2003 que les autorités étasuniennes rapatrièrent pour la première fois douze personnes qui avaient détourné une vedette dans la province de Camagüey en direction des USA. Des actions réciproques de ce genre finirent par assainir sensiblement les relations migratoires entre les deux pays.

Les faits prouvent en tout cas que les États-Unis n'ont jamais cherché à concerter avec Cuba un accord migratoire qui règle le problème. Chaque fois qu'une manière normale a commencé à fonctionner en matière de migration, les États-Unis y ont fait obstacle.

Les années 80 furent en général couronnées de succès à Cuba. La croissance moyenne du PIB se chiffrait autour de 7 p. 100 par an. La production sucrière, alors le principal produit

d'exportation, se stabilisa à environ sept ou huit millions de tonnes par an en fonction des conditions climatiques. La coupe de la canne était mécanisée à 62 p. 100. Le bien-être des citoyens augmentait : on comptait, pour cent logements, 50 réfrigérateurs, 91 téléviseurs, 152 radios, 59 machines à laver et 69 ventilateurs.

Il existait un système de santé très avancé, qui se maintient, avec le médecin de la communauté qui vit près des patients et un médecin pour mille habitants. On installa un appareil de lithotritie extracorporelle, capable de détruire les calculs rénaux sans intervention chirurgicale, une première dans un pays du Tiers-monde ; on réalisa les premières greffes du foie, du poumon et du cœur. La médecine cubaine se situait parmi les meilleures de la planète.

À cette même époque, afin de renforcer les sentiments patriotiques, le ministère des Forces armées révolutionnaires créa la réplique de la machette du général Máximo Gómez, remise à titre honorifique à des écrivains, à des artistes, à des journalistes et à des institutions dont l'œuvre et la carrière professionnelle réaffirment l'amour de la patrie comme expression suprême de valeur citoyenne ; elle est remise tous les 16 avril, en cérémonie solennelle à l'occasion de la Journée du milicien et de proclamation du caractère socialiste de la Révolution cubaine.

Mais ce climat relativement favorable s'assombrit de plus en plus à cause des phénomènes destructeurs qui s'aggravaient d'année en année en URSS et dans les pays du camp socialiste, hormis Cuba, et les menaçaient d'effondrement. Les dirigeants cubains suivaient, toujours plus alarmés, les événements, au point qu'ils finirent par interdire l'entrée dans le pays de certaines publications soviétiques, devenues dans la pratique des porte-parole de l'anticommunisme, comme *Nouvelles de Moscou*, *Sputnik* et d'autres. Une période spéciale s'approchait, qui aurait des conséquences terribles non seulement pour Cuba, mais, dans une bonne mesure, pour les peuples de l'Union soviétique. Plus tard, Vladimir Poutine, lors de son premier comme président de la Russie, qualifierait la désintégration du pays comme « la pire catastrophe géopolitique du XX^e siècle ».

Période spéciale en temps de paix

Le naufrage du Titanic socialiste. Prendre les devants de l'adversité. La Période spéciale. Aujourd'hui, le beurre dans l'assiette vaut mieux que les canons. Les États-Unis renforcent leur blocus, et l'ONU le condamne. Secousse au parti et dans l'État. La lueur au bout du tunnel. Le crash des avionnettes. La Loi Helms-Burton. Une autre Amérique latine. La réintégration de Cuba dans la région. Les Cinq Héros. Les tribunes publiques. La fermeture du centre Lourdes. Raúl prend la direction de la Révolution.

En langage politico-militaire, « période spéciale » équivaut à « guerre ». Durant tout ce temps-là, l'administration centrale de l'État crée des organes ajustés à la nouvelle situation et les droits constitutionnels sont restreints, l'on met en œuvre des mesures d'urgence, telles celles qui sont nécessaires aux mobilisations.

À Cuba, le terme s'applique aux mesures qui auraient été prises en cas d'un blocus naval et aérien préluant à une agression. En prévision des énormes difficultés économiques que provoquerait la désintégration de l'Union soviétique et du système socialiste européen, le gouvernement de l'île ajusta et mit en marche les plans prévus à cette occasion et qu'il appela : « la période spéciale en temps de paix ». État unique en son genre, il résista à une guerre au cours de laquelle il n'y eut aucune action armée.

Depuis l'accession du pays à l'indépendance formelle, son économie avait toujours été tournée vers les marchés extérieurs. Historiquement, 85 p. 100 de ses marchandises étaient vendus à l'étranger. Ce fut le cas du sucre, du tabac, du nickel et des boissons alcooliques. Ces exportations, dont la gamme ne fut jamais très variée, étaient vendues principalement dans un seul pays qui devenait une espèce de partenaire privilégié en matière de commerce extérieur. Avant 1959, ce partenaire était les États-Unis, d'où provenaient 85 p. 100 des importations cubaines. L'achat de machines ou de moyens de transport était sujet à des fournisseurs étasuniens.

Le triomphe de la Révolution et les mesures de nationalisation de biens étrangers furent la cause et le prétexte du blocus économique imposé par les États-Unis. De fait, la rupture totale des relations économiques et commerciales entre les deux pays en 1959 et 1960 condamna l'ensemble de l'industrie et du transport de l'île à la dégradation et à la destruction.

Ce n'est qu'au bout de longues et dures années que Cuba put rétablir son économie et commencer à la développer, cette fois à partir des technologies en provenance de l'Union soviétique et d'autres pays de la communauté socialiste, ce qui était la voie viable dans ces conditions historiques-là.

Nul ne pouvait prévoir que l'Union soviétique et le reste du camp socialiste européen allaient se détruire eux-mêmes, ce qui arriva pourtant entre 1988 et 1991. Trente ans s'étaient écoulés depuis le triomphe de la Révolution cubaine, un laps durant lequel l'économie cubaine s'était absolument adaptée à la technologie soviétique. Et ses exportations et ses importations dépendaient là encore à 85 p. 100 des pays socialistes.

La rupture totale des relations économiques et commerciales entre l'URSS et Cuba en 1991 représenta pour l'île un double encerclement économique, puisqu'elle perdit en peu de temps non seulement les fournisseurs des marchandises essentielles à son industrie et à son transport, mais aussi ses marchés d'exportations traditionnels.

Ainsi, chaque fois pour des raisons indépendantes de sa volonté, puisque hors-frontières, l'économie cubaine se vit désarticulée à deux reprises en à peine trente ans. Sa condition de pays petit, pauvre et sans grandes ressources naturelles compliqua considérablement la résistance de Cuba à ce véritable tsunami qui se précipita sur elle en 1991 et à la nécessité impérieuse d'ajuster son économie aux nouvelles circonstances dans les délais les plus brefs.

Voilà pourquoi les années 90 furent appelées avec juste raison « la Période spéciale » affublée du qualificatif de « en temps de paix ».

À l'automne 1991, la plupart des Cubains savait que le socialisme en URSS « était passé de vie à trépas », et que la question suivante à se poser, c'était si celle-ci maintiendrait ses frontières géographiques traditionnelles. Après ce qu'on a appelé le « putsch » du Comité d'État pour l'état d'urgence (GKCHP, son sigle en russe) d'août 1991, le Parti communiste fut interdit en Union soviétique⁶³.

C'est dans ces circonstances que le Parti communiste cubain décida de tenir son quatrième Congrès pour évaluer cette situation et envisager les mesures indispensables pour sauver la Révolution. Presque tous les délégués rejoignirent Santiago de Cuba, le « berceau de la Révolution », en train ou en car, car il fallait économiser le kérosène des avions dont la quantité de vols avait été réduite radicalement. Fidel disait, mi-sérieux mi-blagueur, que, s'il fallait, ils iraient à pied, à cheval ou en voiture. Aux congrès antérieurs, chaque délégué avait reçu des vêtements pour l'occasion ; cette fois-là, chacun arriva avec les leurs.

Pour la première fois, Fidel ne présenta un rapport traditionnel : il prononça un discours liminaire où il aborda la situation défavorable que vivait le pays devant les 1 772 délégués et 142 représentants de partis frères et de mouvements de libération nationale. Il offrit les statistiques suivantes :

Cuba avait perdu une bonne partie de son pétrole : alors que l'URSS fournissait environ treize millions de tonnes par an, on pouvait en attendre au plus entre cinq et six. Les livraisons de céréales (1,5 million de tonnes par an) destinées à l'alimentation humaine et animale, avaient cessé ; les livraisons d'engrais (environ quatre millions de tonnes par an) diminueraient. Les livraisons de soufre (170 000 tonnes) indispensable à l'industrie du nickel, de métal laminé (plus de 550 000 tonnes), de bois scié (500 000 tonnes), de papier et carton (110 000 tonnes), de soude caustique pour production de détergent (35 000 tonnes), de pneumatiques (270 000 unités), de coton et tissu (30 000 tonnes), de métaux non ferreux (28 000 tonnes) cesseraient, ainsi que celles de bien d'autres marchandises en provenance de l'URSS.

Il en était de même pour les produits alimentaires qui provenaient en grandes quantités de la communauté socialiste européenne : le lait en poudre de la RDA (l'équivalent de 220 millions de litres de lait), le blé de Bulgarie, les poulets surgelés, les fromages...

Les importations cubaines chutèrent de 8,2 milliards de dollars à 2,2. Idem pour les exportations, dont les marchés traditionnels disparurent. Du point de vue économique, c'était la catastrophe !

On raconte qu'Eusebio Leal, historien de la Ville de La Havane et délégué au Congrès, commenta à Fidel : « Maintenant, nous sommes vraiment libres, des États-Unis et de l'URSS ! Mais pour combien de temps ? », ce à quoi Fidel répondit : « Pour toujours, cher ami, pour toujours ! »

Mais le Congrès ne se borna pas à ce constat ; il chercha des solutions à ces graves problèmes apparus en si peu de temps. En effet, les dirigeants de la Révolution s'étaient bien rendu compte de ces circonstances exceptionnelles, car le *Titanic* socialiste n'arrêtait pas de sombrer depuis presque deux ans aux yeux du monde. Bien avant cette fin dramatique, Fidel avait averti publiquement le peuple et le parti, le 26 juillet 1989, que même si l'Union soviétique disparaissait, Cuba poursuivrait sa Révolution.

Il y avait beau temps que Raúl Castro non seulement se rendait compte de ce dénouement inéluctable, mais avait aussi pris des mesures pour en atténuer les conséquences. Dès avril 1990, presque deux ans avant la désintégration de l'URSS, il avait convoqué une réunion

⁶³ Un groupe des principaux dirigeants soviétiques et de hauts gradés des forces armées tenta d'interrompre l'autodestruction et la désintégration toujours plus évidentes de l'État, mais son indécision provoqua le très rapide échec de leur tentative.

d'études entre les plus importants dirigeants du parti, du gouvernement et des forces armées, au cours de laquelle on utilisa pour la première fois l'expression de « période spéciale ».

Pendant trois jours, les participants analysèrent le rapport entre l'économie et les capacités de défense du pays, après avoir pu voir, grâce à une exposition spéciale, toute une série de productions et de technologies nécessaires pour surmonter les difficultés, l'accent étant mis sur la fabrication de pièces de rechange pour les moyens techniques importés, sur les variantes de fabrication de fourrage et d'aliments pour animaux à partir des ressources existantes, sur l'emploi des matériaux disponibles pour des productions pharmaceutiques, etc.

Concluant la réunion, Raúl affirma : « Il faut tenir compte dès à présent de tout ce qui signifie récupération, économies, rationalisation, méthodes et styles de travail efficace, austérité. Nous sommes dans une période spéciale⁶⁴. » Les expériences de cette réunion servirent à en organiser deux cent cinquante autres, et l'exposition resta ouverte pendant très longtemps à sa demande pour que les dirigeants du parti et de l'État aux différents niveaux puissent la visiter.

Afin que les FAR et l'ensemble de la société soient en mesure de relever les défis à venir, des réunions furent organisées dans toutes les unités militaires et dans les organes du parti et de l'État. Dès le début des années 90, sur instructions de Raúl, les forces armées avaient élaboré et mis en pratique environ mille huit cents directives détaillées qui contribuèrent à économiser le plus de ressources possible sans porter préjudice à la capacité défensive du pays.

Les FAR entreprirent de s'alimenter à hauteur de presque 85 p. 100, s'efforcèrent de ne pas gaspiller un seul litre de carburant, un seul projectile (elles recoururent à de la simulation), un seul pneu, etc. Ainsi, mais ce n'est qu'un exemple, elles supprimèrent quinze de leurs dix-sept fanfares professionnelles, tout en conservant les instruments de musique pour pouvoir en organiser de nouveau, le cas échéant, avec des recrues diplômées d'écoles de musique.

Il ne fait pas de doute que, dans la préparation du pays à la Période spéciale, les Forces armées révolutionnaires jouèrent, aux côtés du parti, le rôle de locomotive.

Néanmoins, aussi prévoyants qu'ils eussent été dans leur évaluation de situations futures, les dirigeants cubains n'étaient pas en mesure d'atténuer la catastrophe qui s'approchait.

Le Quatrième Congrès du parti traça les orientations pour la Période spéciale. Il envisagea l'ouverture à l'investissement étranger, en accordant un certain traitement préférentiel aux capitaux latino-américains, compte tenu de l'idée d'intégration avec ces pays que la Révolution avait toujours eue en tête, même quand Cuba appartenait au Conseil d'entraide mutuelle (CAEM) qu'elle considérait comme quelque chose de transitoire, de conjoncturel, dans la mesure où son théâtre naturel d'intégration économique devait être l'Amérique latine. Ce qui est d'ailleurs dans le droit fil de la pensée des grands patriotes attachés à la cause de la libération nationale, comme Simón Bolívar, José Martí, Augusto César Sandino et d'autres, la tournure que prirent les événements après le Congrès ayant corroboré absolument la sagesse de cette décision.

Il n'était ni possible ni logique d'accroître la production de sucre pour des limitations financières et de marchés, mais il fallut conserver les coûteux moyens techniques de coupe de la canne. On comptait encore cinquante mille coupeurs professionnels (contre trois cent cinquante mille en 1970, dont les travailleurs volontaires d'autres secteurs). Il était impossible dans cette nouvelle situation d'assurer à tant de coupeurs les conditions de vie, d'habillement et d'outils de travail nécessaires.

Le Congrès s'attacha aussi en priorité à la production d'aliments. Cuba comptait encore une centaine de milliers de bœufs qui constituaient la principale force de trait dans les fermes de petits agriculteurs, et décision fut prise d'en élever et domestiquer cent mille autres pour remplacer les tracteurs qui commençaient à manquer.

⁶⁴ Journal *Granma*, 10 avril 1990, p. 4.

Ramón, le frère aîné de Fidel qui était toujours resté associé à l'agriculture, aborda la question avec beaucoup d'enthousiasme. Décidé et énergique, il convainquit ses frères que, compte tenu des conditions nouvelles, le bœuf était la solution idéale : pas de besoin de carburant, pas besoin de protection en cas de mauvais temps, de pièces de rechange, d'ateliers de réparation ; il apporte de l'engrais, il se reproduit seul, et, une fois conclue sa vie utile, il devient une source de protéine.

Le Congrès demanda que l'aliment importé pour animal, extrêmement déficitaire, ne soit utilisé que pour l'aviculture. La canne à sucre devait constituer la base alimentaire du bétail, car cette graminée, enrichie par des sels minéraux et de l'urée, devient un bon aliment pour animal.

Devant la disparition des principaux marchés d'exportations traditionnelles, décision fut prise de développer le tourisme étranger comme l'une des principales sources de devises, car il apporte, et vite, de l'argent liquide. Cuba possède d'excellentes conditions climatiques et écologiques qui lui permettent d'accueillir des touristes durant toute l'année, de grandes et belles plages, une main-d'œuvre qualifiée, et offre toute la sécurité requise aux visiteurs. L'expérience prouve que les investissements dans les hôtels pour vacanciers s'amortissent en quelques années. Dès 1991, le tourisme apporta quatre cent millions de dollars de profit.

Faute de ressources financières, le gouvernement invita les investisseurs étrangers à construire des complexes hôteliers selon une participation égalitaire : Cuba apporterait la moitié de l'investissement en force de travail et en construction ; l'autre partie fournirait les équipements techniques, tels que les chambres froides, les ascenseurs, les cuisines. Plusieurs sociétés s'intéressent à la proposition, dont la compagnie espagnole Meliá qui dut pour cela renoncer au marché étasunien. Bien lui en a pris, si l'on en croit ses résultats.

Durant la Période spéciale, Cuba a édifié graduellement son industrie touristique. Ainsi, elle a lancé par-dessus la mer, en eaux peu profondes, des chaussées carrossables jusqu'à des cayes proches de ses côtes nord, où il existe des plages aux eaux cristallines et au sable vierge.

Comme toujours, le ministère des Forces armées révolutionnaires est devenu le pionnier qui défriche la voie. Durant les années de « vaches grasses », à l'initiative de Raúl Castro, les FAR avaient construit des hôtels pour y accueillir des invités étrangers, ainsi que des généraux et des officiers cubains. Dès que le vent glacial de la Période spéciale se mit à souffler, les hôtels qui étaient en condition de recevoir des touristes étrangers furent consacrés à cet objectif et commencèrent à apporter au pays les devises dont il avait tant besoin.

C'est fort de cette expérience en gestion hôtelière que le groupe de tourisme Gaviota commença à se développer peu à peu, et ses profits constituent de nos jours des contributions importantes au budget de l'État et contribuent à satisfaire les demandes les plus pressantes des forces armées.

Cuba a mis aussi beaucoup d'espoir dans le développement de la science, de la biotechnologie, de la médecine et de la production de médicaments. Par le passé, elle avait commis l'erreur de copier l'expérience des pays socialistes et de miser sur l'essor des branches industrielles traditionnelles. Il s'agit désormais de promouvoir un domaine qui exige une qualité scientifique profonde et complexe et qui, à partir d'un minimum de matières premières, rapporte des bénéfices maximaux.

Ce Congrès introduisit un amendement important aux Statuts du parti : ne pas considérer la conviction religieuse comme un empêchement à l'entrée dans l'organisation, une pratique commune à la quasi-totalité des partis communistes que, allez savoir pourquoi, n'a jamais eu cours en URSS.

Comme personne ne pouvait prévoir toutes les complications de la Période spéciale dont la solution pourrait demander une décision collective de l'organe dirigeant du parti, le Comité centrale élu à ce Congrès et composé de deux cent vingt-cinq membres reçut des facultés spéciales.

Il semble oiseux de souligner le rôle extrêmement important que Raúl a joué dans les préparatifs et la tenue de ce Congrès, tout comme des précédents. Si Fidel a été en toutes circonstances le commandant-en-chef, Raúl a toujours été le chef de son état-major. Le potentiel créateur de Fidel est énorme, et la matérialisation de ses décisions a exigé bien des tâches dans l'application, le développement et le contrôle desquelles Raúl a fait preuve de son talent, de sa ténacité, de son organisation et de sa capacité de travail.

Un autre trait du caractère de Raúl est sa capacité et sa disposition à régler de délicats problèmes humains. Aussi, durant les congrès du parti, le charge-t-on de se réunir avec les membres du Comité central dont les noms ne seront pas retenus pour la prochaine candidature. Il se rappelle que, la première fois qu'il dut remplir cette mission, il soutint plusieurs soirs de suite des entretiens pas du tout faciles avec les compagnons qui se retrouvaient dans cette situation. L'un d'eux n'arrêtait pas de demander : « Et maintenant, qu'est-ce que mes camarades de travail vont penser de moi, si je ne fais plus partie du Comité central ? » D'autres insistaient pour que l'on explique pourquoi ils n'en seraient plus membres. Au Congrès suivant, les choses furent plus simples. Mais l'un de ceux dont la candidature n'avait pas été retenue, quelqu'un de très méritant qui avait accepté cette décision, semblait-il, comme quelque chose de normal, s'approcha de Fidel durant la réception solennelle qui concluait le Congrès, l'embrassa et se mit à pleurer. Fidel en resta décontenancé.

Au Congrès de 1991, Raul expliqua d'une manière cordiale et humaine aux délégués que, pour un militant, c'est un grand honneur que d'être élu au Comité central, ne serait-ce que pour cinq ans, mais que le principal, c'était de continuer de servir la patrie et le parti et de rester prêt à remplir n'importe quelle tâche. Et d'ajouter que décision avait été prise de ramener la représentation des militaires au Comité central de trente-cinq à vingt afin d'élargir celle d'autres secteurs et que jusqu'à des Héros de la République de Cuba étaient touchés par cette mesure.

Une fois 1991 passé, la Période spéciale retomba de tout son poids sur les Cubains. Le premier coup asséné à l'économie et au bien-être de la population fut la pénurie de pétrole dont l'île ne dispose qu'en petites quantités (guère plus d'un million de tonnes à ce moment-là), très contaminé de soufre, difficile à traiter et qui est surtout utilisé dans les centrales thermiques. Cuba dut acheter le gros de son pétrole sur le marché mondial où les cours enflaient si vite que l'ensemble des recettes d'exportations suffisait à peine à le payer, si bien que la production d'énergie électrique chuta brusquement, provoquant des coupures de courant fréquentes et prolongées, avec tout ce que cela impliquait pour l'économie, les services et la vie quotidienne.

La production de sucre, jusque-là colonne vertébrale de l'économie, se brisa, passant de sept millions de tonnes en 1992 à 3,3 en 1997, à cause de la dégradation de ses secteurs agricole et industriel : plus de moyens techniques, plus d'engrais, plus de produits chimiques en provenance du camp socialiste. Sans canne à broyer en quantités suffisantes, les sucreries devinrent un fardeau et il fallut en désaffecter environ soixante-dix, soit la moitié.

Ce fut une vraie tragédie pour environ un million de Cubains dont la vie était étroitement liée à cette industrie. Même la fermeture d'une petite sucrerie représentait un coup dur pour ces hommes et ces femmes dont la plupart avaient toujours vécu dans le village associé aux sucreries. Certains abandonnèrent leurs foyers, d'autres décidèrent de se spécialiser dans d'autres cultures agricoles, en particulier dans le tabac pour la fabrication de cigares, très cotés sur le marché international. Tous ces choix furent très douloureux, parce qu'ils n'étaient pas faits de plein gré, mais sous le coup des circonstances.

Le fonctionnement des transports en commun devint très irrégulier. À la pénurie de carburant, s'ajouta l'usure des véhicules. Décision fut prise de développer le vélo, dont cinq cent mille furent fabriqués à Cuba, et un million et demi acheté à l'étranger, les expériences du Vietnam et de la Chine s'étant avérées utiles en l'occurrence.

Comme nécessité fait loi, les techniciens cubains entreprirent, pour pallier aux grandes limitations du transport urbain, de construire des châssis *sui generis* pour passagers, tractés par des camions. La population, toujours si ingénieuse, les baptisa « chameau » parce que leur toit portait deux espèces de bosses. Ils étaient loin d'être confortables, bien entendu, mais ils contribuaient à alléger le problème. Les Havanais les appelèrent « le métro de La Havane ». Quand l'occasion s'en présenta, le gouvernement acheta en Europe des centaines de bus d'occasion qui furent réparés et remis en service.

Dans le transport interurbain, la pénurie fut quasi-totale. Des contrôleurs spéciaux furent alors situés aux carrefours de route et de village, qui étaient autorisés à arrêter n'importe quel véhicule public pour y faire monter les gens allant dans la même direction.

Compte tenu du déficit d'énergie électrique ou de matières premières, et de l'impossibilité d'écouler leur production sur le marché international, de nombreuses usines cessèrent le travail ou réduisirent leur production. Leur personnel fut mis en congés prolongés, puis le gouvernement décida de leur verser 60 p. 100 de leur salaire normal. C'était une mesure absolument antiéconomique, mais tout à fait compréhensible dans le cadre de la politique sociale de la Révolution cubaine. Les paiements anticipés se montaient parfois à la totalité des fonds salariaux de l'année.

Bien entendu, l'inflation se mit à démarrer. La parité du peso, la monnaie nationale, chuta vertigineusement pour atteindre cent cinquante pour un dollar, contre une parité habituelle oscillant entre vingt et vingt-deux.

L'éducation fut aussi durement touchée. Rien qu'en 1993, environ 14 000 instituteurs et professeurs présentèrent leur démission, surtout parce que leurs conditions de vie, de travail et de transport étaient devenues très difficiles : pas de papier, quasiment pas d'articles scolaires, des salaires toujours trop bas. Mais pas une seule école ne fut pourtant fermée.

Cuba dut réduire son réseau de camps de pionniers et stopper son programme ambitieux de construction d'écoles, entre autres les Écoles à la campagne, dont plusieurs centaines avaient déjà été bâties et où les élèves en qualité d'internes combinaient l'école et les travaux agricoles. Les terres allouées à chaque école étaient consacrées en général à l'horticulture et aux arbres fruitiers. Ces écoles disposaient d'approvisionnements, de terrains de sport et certaines même des piscines olympiques.

C'était là la concrétisation du vieux rêve des fondateurs de la conception communiste du monde et de José Martí : associer l'étude et le travail, éduquer les jeunes générations dans un environnement moins pollué par les vices et les séquelles du passé. Mais ce programme était coûteux, ne correspondait pas pleinement au niveau de développement de la société et ses possibilités de survie s'effondrèrent quand survint la Période spéciale.

L'approvisionnement en produits alimentaires restait le problème principal. Environ 80 p. 100 de la population cubaine vit dans les villes et comme elle dépendait essentiellement de la canne à sucre, l'agriculture ne se diversifia jamais. À la différence d'autres nations latino-américaines, on ne trouvait pas à Cuba un puissant paysannat traditionnel. Ceux qui travaillent dans les plantations de canne à sucre (labour, désherbage, coupe et ramassage) ne peuvent pas être inclus dans cette catégorie, mais plutôt dans celles du prolétariat agricole : ils n'étaient pas propriétaires de la terre, et ils n'étaient pas habitués à faire d'autres travaux agricoles.

Cuba importait de nombreux produits alimentaires essentiels, dont, en premier lieu, du riz, des haricots noirs et de l'huile, en échange de sucre et de tabac. Durant les années où elle eut des relations fraternelles avec l'URSS, elle reçut de grandes quantités d'aliments en provenance du camp socialiste, une voie d'approvisionnement qui disparut.

La plupart des deux cent mille paysans propriétaires de terres qui étaient issus des réformes agraires suivaient des méthodes agricoles traditionnelles et ne pouvaient pas régler la pénurie d'aliments.

Les fermes d'État, qui travaillaient dans une plus grande mesure à partir d'intrants importés, se retrouvèrent dans une situation plus vulnérable. Ainsi, les fermes d'élevage laitier, au développement et à la consolidation desquelles Fidel Castro fit de nombreux apports personnels, languirent une fois que l'URSS ne fournit plus d'aliments pour animaux.

Dans les conditions cubaines, les prairies naturelles exigent pour être rentables de l'irrigation, des engrais et des variétés améliorées de plantes fourragères, ainsi que d'être divisées en champs sur lesquels le bétail paît par roulement. Si bien que le bétail laitier diminua de 60 p. 100 et que le lait, essentiel pour la santé des enfants, devint déficitaire. La pénurie d'alimentaire finit par devenir un problème quotidien pour le gouvernement et les autorités à n'importe quel niveau.

En sa qualité de ministre des Forces armées révolutionnaires, Raúl Castro, qui essayait de faire en sorte que celles-ci s'approvisionnent en aliments essentiels, demanda au gouvernement de leur allouer les terres requises pour y parvenir. Tout autour des unités militaires, on peut encore constater les traces indélébiles de cette préoccupation : des champs bien soignés, des plantations d'arbres fruitiers ou d'essences précieuses.

Selon la directrice du Jardin botanique national, le meilleur cadeau que vous pouvez faire à Raúl Castro, ce sont des semences d'arbres fruitiers ou de plantes ornementales : il les sème et les cultive avec soin à côté de son modeste logement dans un quartier de La Havane, un intérêt qui provient de son origine paysanne et de l'amour de ses parents pour la nature.

Il n'est donc pas étonnant qu'il soit devenu le principal initiateur et promoteur de ce qu'on appelle à Cuba l' « agriculture urbaine ». Les vieilles générations de Russes n'ont pas oublié comment, durant la deuxième guerre mondiale, tous les espaces verts (parcs, squares et jardins) de Leningrad, alors assiégé, furent convertis en potagers dont les productions permirent de sauver de nombreuses vies.

En fait, on avait commencé à encourager à Cuba, dès 1987, les *organopónicos*, qui sont des sortes de plates-bandes que l'on remplit de terre fertile pour y cultiver des légumes que l'on arrose et qu'on protège parfois des rayons directs du soleil, qui tape généralement fort dans ce pays. La construction de ces sortes d'ados artificiels ne coûte pas cher, la main-d'œuvre vit tout près et des agronomes compétents servent de conseillers, et les produits récoltés se vendent sur place, à côté du « champ » sur des étals protégés par des bâches.

Quand, le 29 décembre 1997, La Havane fêta le dixième anniversaire de l'agriculture urbaine, Raúl Castro reçut un diplôme spécial comme fondateur de cette importante initiative.

Quand on analyse ses tournées en province pendant la Période spéciale, on constate que sa préoccupation pour la production d'aliments et de semences, pour l'efficacité des *organopónicos*, pour la récolte du miel, pour la méthodologie de l'aquiculture, pour la recherche de sources d'énergie alternatives et pour bien d'autres choses est la base de son activité en tant que dirigeant du parti et de l'État. Parfois, devant des réussites évidentes dans la production d'aliments, il a élevé de grade, sur le terrain même, l'officier qui en est responsable, qu'il soit d'active ou de réserve.

Raúl a consenti ces gros efforts sans jamais perdre de vue la capacité de défense du pays. Il a même affirmé plus d'une fois qu'il faudrait ériger un jour un monument à la Période spéciale pour avoir déclenché la créativité des Cubains.

Mais la situation resta critique très longtemps. La faim ne régna pas à Cuba comme elle avait sévi, dans ses dimensions et ses caractéristiques, en Russie après la deuxième guerre mondiale, mais la qualité des aliments, notamment en protéines, était mauvaise. Jusqu'aux citadins élevaient souvent des poulets dans leurs appartements. On raconte même qu'un fonctionnaire en alimentait sur le toit de sa maison avec des peaux de banane qu'il broyait dans une petite machine : il obtenait des mutants à longue pattes, mais, comme on dit, « faute de grive, on mange des merles ». Jusqu'aux diplomates russes cultivèrent des légumes à l'ambassade.

La situation qui régnait à Cuba ne constituait un secret pour personne au monde. Ses ennemis calculaient que son régime socialiste chuterait d'un moment à l'autre. On comprend donc pourquoi, en octobre 1992, le président étasunien George Bush père signa la loi Torricelli, dont l'auteur, représentant du New Jersey à la Chambre, fut contraint ensuite de renoncer à sa carrière politique quand on apprit que sa société commerciale avait recouru à la corruption pour obtenir des avantages. Cette loi interdit aux filiales de sociétés étasuniennes à l'étranger de faire des affaires avec Cuba, aux cargos étasuniens d'accoster à des ports cubains à des fins commerciales sans autorisation du département du Commerce et à tout cargo battant pavillon étranger d'accoster un port des États-Unis avant cent quatre-vingts jours s'il a accosté un port cubain.

Néanmoins, la sympathie envers les Cubains augmentait dans la plupart des pays ainsi que la confiance que leur fermeté serait récompensée. La preuve en est que, le 24 novembre 1992, en pleine Période spéciale, l'Assemblée générale des Nations Unies vota pour la première fois une résolution demandant la levée du blocus économique, commercial et financier appliqué par les États-Unis, ce qui était une condamnation éloquente de la communauté mondiale des actes criminels de la Maison-Blanche qui frappent avant tout des citoyens humbles et pacifiques.

Dans ces conditions de pénurie totale, les vols et d'autres délits devaient forcément, comme cela se passerait partout ailleurs, prendre de la force et la prostitution réapparaître. Mais la lassitude croissait aussi au sein du parti et de l'État. Des dirigeants devinrent apathiques, en arrivant à croire que la Révolution ne pourrait pas surmonter ses difficultés. Il fallait secouer le parti et l'appareil d'État.

Fidel et la direction du Parti confièrent à Raúl ce travail difficile et extrêmement important. Celui-ci décida alors de tenir trois grandes réunions avec les cadres du parti et de l'État dans les principales régions géographiques de Cuba : l'Est, le Centre et l'Ouest, non seulement afin de ne pas les retenir trop longtemps loin de leurs postes de travail, mais aussi afin de pouvoir convoquer le plus possible de participants et de débattre plus facilement des problèmes locaux.

La première réunion se tint le 17 juillet 1994 à Holguín, la deuxième le 20 à Santa Clara, la troisième les 29 et 30 dans la salle du ministère des Forces armées révolutionnaires. C'étaient des réunions décisives pour l'avenir de la nation, car elles devaient aborder des problèmes vitaux et faire des recommandations cruciales. Plus de la moitié des membres du Bureau politique, les secrétaires du Comité central et l'état-major des forces armées y prirent part. La dernière réunion fut conduite par Fidel.

Les interventions de Raúl Castro confirmèrent ses talents de leader. Il posa les problèmes sans circonlocutions, exprima ses vues durement, clairement et simplement, exigea de la véracité en tout et appela le Parti à livrer une lutte décisive. On trouvera ci-après un résumé des points les plus importants.

Dans la situation cubaine, il n'y a pas de place pour le multipartisme, car toute autre organisation politique ne serait qu'une arme aux mains des impérialistes et un instrument de division de la société. Le parti unique est l'héritage de José Martí et la condition indispensable de l'unité nationale.

De nombreux dirigeants sont déconcertés et ne savent pas par où commencer, certains attendent des miracles. Il est temps d'en finir avec cet état d'esprit. Nous ne pouvons régler nos problèmes que par nos efforts. Il est vital de cesser de penser en guise de justification qu'il est impossible de régler les problèmes ; notre pensée doit prendre un tour absolument opposé : « Oui, c'est possible ! »

Par ailleurs, il fallait réduire le personnel de l'appareil central du gouvernement qui, de l'avis de Raúl, pouvait se passer des trois quarts de ses bureaucrates. Le Bureau politique ayant relevé de leurs fonctions sept premiers secrétaires de province, Raúl demanda aux nouveaux secrétaires, tous jeunes, de se mettre au travail dans l'esprit de ces réunions parce que c'est qu'ainsi que la Révolution pouvait continuer de se battre et de remporter la victoire :

Je suis de ceux qui croient qu'un premier secrétaire municipal ou provincial doit occuper ce poste tout au plus cinq ans. Ce mandat peut être prorogé, à titre exceptionnel, deux ou trois ans de plus, et, s'il est bon, on peut le nommer dans une commune ou une province plus complexe, mais il ne convient pas au parti et à la Révolution que les cadres s'usent à leur poste, si bien que nous ne les remplaçons que lorsqu'ils vont en chute libre⁶⁵.

Durant les réunions, on percevait un conseil adressé à ceux qui se sentaient las et ne voyaient pas clairement les perspectives : qu'ils démissionnent de leur propre chef. Aucun militant ne serait critiqué pour ça, on le remercierait de son travail et de sa décision de laisser la place à des forces nouvelles et fraîches. Raúl critiqua durement les dirigeants habitués à se justifier au nom de « circonstances objectives » quand ils ne faisaient pas ce qu'ils devaient faire, et précisa que ni les pluies ni la sécheresse ni les cyclones ne pouvaient justifier l'inactivité d'un cadre.

Il affirma franchement qu'il n'existait pas de démocratie véritable dans les comités provinciaux du parti, que l'opinion du premier secrétaire primait sur celle de tous les autres membres et que critique et autocritique brillaient par leur absence. Là où règnent la paix et le bonheur, les choses vont mal ; le fayotage et les sourires ne sont que d'écrans qui occultent les déficiences. Raúl avait déjà dit par le passé qu'un fayot, un individu qu'il ne supporte pas, était pire qu'un agent de la CIA.

À la suite de ces réunions, on assista à une rénovation draconienne des dirigeants du parti et de l'État : selon des données officieuses, presque 30 p. 100 à tous les niveaux.

Durant les réunions, une commission spéciale du Bureau politique chargée d'une visite de contrôle du parti et de l'État dans la province de Granma critiqua fortement les responsables de ces deux instances, au point que le secrétaire du parti et le président du pouvoir populaire présentèrent leur démission.

Ces jours-là, le *Granma*, l'organe officiel du parti, citait fréquemment une phrase célèbre de Máximo Gómez qui avait été le généralissime de l'Armée de libération durant les guerres d'Indépendance : « Le Cubain, il en fait toujours trop ou pas assez ! » Et Raúl affirma : « Le Cubain est le seul être vivant qui butte plus d'une dizaine de fois contre la même pierre⁶⁶. » Bref, les invitations à la critique et à l'autocritique ne manquèrent pas...

Ces réunions insistèrent aussi sur la production agricole. Comme les exportations de sucre étaient fondamentales à l'époque du fait des recettes en devises qu'elles procuraient, Raúl exigea qu'on leur porte l'attention requise. De même, il insista pour que la production d'aliments soit au cœur de la stratégie, de la politique et de l'idéologie : « La défense dépend de l'économie. Notre conception de la défense est globale : aujourd'hui, le beurre est plus important que les canons⁶⁷. »

C'est dans ce but qu'on commença à créer les cordons d'arbres fruitiers et de potagers autour des grandes villes, mais leur caractère partiel les empêcha d'atteindre de gros résultats. Plus efficaces furent les mesures administratives visant à créer des marchés où les producteurs

⁶⁵ Archives du Comité central du Parti communiste de Cuba.

⁶⁶ *Granma*, 23 août 1994, p. 7.

⁶⁷ "Pronunciamientos en la reunión del territorio occidental, celebrada durante los días 29 y 30 de julio de 1994", revue *Verde Olivo*, numéro spécial, septembre 1994, p. 8.

agricoles, une fois remplis leurs contrats de livraison à l'État, pourraient vendre le reste de leur récoltes à des prix libres.

Raúl Castro fut un partisan convaincu et le promoteur principal de cette mesure qui se heurta à l'incompréhension, voire au rejet de certains cadres du parti, comme cela était arrivé dans les premières années de la Révolution russe quand le pouvoir soviétique passait graduellement du « communisme de guerre » à l'impôt en nature puis à la Nouvelle Politique économique (NEP).

L'ouverture des marchés agricoles contribua à assainir dans une certaine mesure la situation en légalisant le commerce basé sur l'offre et la demande et en se substituant à un marché noir en plein essor. L'Association nationale des petits paysans (ANAP) se félicita de cette décision et demanda au gouvernement d'accroître la vente d'intrants, d'outils et d'autres marchandises aux agriculteurs.

Raúl et d'autres intervenants à ces réunions insistèrent sur la nécessité de renforcer l'ordre et la discipline et de combattre durement le vol, qui avait pris de l'essor : ainsi, les vols à effraction de logements dont les locataires étaient à l'étranger s'étaient accrus, ainsi que le vol du bétail dans les campagnes. On reconnut même que les logements de dirigeants du parti avaient fait l'objet de sabotages, et que dans certains cas des pierres et des cocktails Molotov avaient été lancés à travers les fenêtres.

Comme des paquets de drogue jetés à la mer par les trafiquants quand ils sont poursuivis par les agents de l'ordre aboutissent parfois aux côtes cubaines, le ministère de l'Intérieur dut prendre des mesures énergiques pour empêcher un trafic éventuel de se développer dans le pays, quitte à dicter des lois encore plus sévères. Par ailleurs, on ne pouvait laisser aucun délit impuni, qu'il soit de droit commun ou contre-révolutionnaire, quoiqu'ils aient été presque toujours liés à Cuba, et il fallait le cas échéant convoquer les masses, sans cesser d'insister sur le travail politique.

Raúl Castro exigea que les dirigeants, qu'ils soient du gouvernement ou du parti, resserrent leurs liens avec la population et donnent la priorité à la solution des besoins vitaux des gens modestes. Il mentionna des cas d'insensibilité scandaleuse, comme la pénurie de matériaux pour fabriquer des cercueils ou, sous prétexte de la pénurie d'essence, le refus de conduire un défunt au cimetière, ou la non-livraison du pétrole lampant dont une partie de la population avait besoin pour faire la cuisine, et il demanda que, dans des cas pareils, les gens demandent directement l'aide des forces armées.

En exhortant les cadres à agir d'une façon humaine, et non simplement formelle, pour satisfaire aux besoins et aux réclamations de la population, Raúl rappela que, quand Cuba avait été frappée par une épidémie de dengue qui avait surtout touché les enfants, Fidel, afin d'accélérer la construction d'hôpitaux spécialisés et de salles de soins intensifs indispensables pour sauver la vie des petits patients, avait passé des semaines et des semaines sans dormir à peine, visitant les chantiers de jour et de nuit, organisant et contrôlant jusqu'à la fin les livraisons de matériaux et d'équipements.

Les conditions de la Période spéciale demandèrent d'élever plus que jamais la qualité des dirigeants et des autres cadres. Les gens devaient sentir que leurs relations avec le pouvoir étaient indissolubles, qu'ils pouvaient leur faire confiance parce que, justement, il traduisait la volonté populaire. Le « Code déontologique des cadres de l'État cubain », adopté à cette époque, cite en exergue une pensée de José Martí : « Tout homme est obligé d'honorer, dans sa vie privée comme dans sa vie publique, la patrie⁶⁸. » Et expose ensuite vingt-sept préceptes moraux essentiels que les fonctionnaires de l'État, indépendamment de leur rang, doivent observer. En voici quelques-uns parmi les plus essentiels :

- Être sincère ; ne jamais cacher la vérité ni ne la camoufler. Éliminer le mensonge, la tromperie, la démagogie et la fraude.

⁶⁸ José Martí, *Obras Completas*, La Havane, 1975, Editorial de Ciencias Sociales, t. 22, p. 55.

- Mettre avant tout l'honnêteté, l'honneur et la dignité.
- Respecter strictement ses engagements et la parole donnée.
- Combattre l'apathie, l'indolence, le pessimisme, l'hypercritique et le défaitisme.
- Se lier aux travailleurs et au peuple, faire preuve de respect et de confiance envers eux, ainsi que de sensibilité pour en saisir les sentiments, les besoins et les opinions.
- Savoir que la corruption rabaisse celui qui y recourt et celui qui la tolère.
- Promouvoir une politique de cadres à partir du mérite et des capacités.
- Être membre de l'administration publique ne confère aucun droit ni aucune préférence sur ceux qui n'en sont pas.

Ces rencontres régionales et les activités qui en découlèrent furent un tournant dans l'esprit des fonctionnaires du parti et de l'État, qui firent leur le slogan de : « Oui, on peut ! » Décision fut prise que le Bureau politique réaliserait deux visites de contrôle annuelles des comités provinciaux du parti.

Chaque réunion régionale fut filmée et la vidéo présentée aux militants du parti dans les différents territoires. Le Comité central adopta une circulaire qu'il fit parvenir à toutes les organisations de base en leur demandant de s'analyser en fonction de leurs conditions de travail concrètes.

Les conclusions de cette opération de mobilisation singulière, destinée à élever la combativité des cadres du parti et de l'État, c'est Raúl qui les tira le 3 août 1994 devant l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, dans un discours émouvant. Il se dit déçu de la qualité de la plupart des interventions qu'il avait entendues de la part des députés, dont le contenu routinier contrastait avec ce qui s'était passé dans les réunions territoriales qui avaient analysé les choses avec crudité et en vue de les régler. Il ne s'agissait pas de décrire ce qui existait, mais d'analyser combien de ce qui avait été fait avait donné des résultats et de savoir quoi faire pour les améliorer. Il exhorta à centrer l'attention sur l'analyse des problèmes qu'il est possible et indispensable de régler par ses propres forces, sans arguer du blocus.

Il faut faire voler le mensonge en éclats, aussi insignifiant ou inconscient qu'il soit, non seulement à cause de la capacité de corruption que représente une conduite érigée sur le mensonge, qui est dégradant par nature, mais parce que cette Révolution s'est faite à partir de l'honnêteté la plus absolue et que Fidel nous a éduqués par son exemple insurpassable au point d'exiger de ne même pas mentir à l'ennemi afin qu'il respecte nos opinions quand nous les rendons publiques.

Et Raúl Castro d'insister : l'absence de critique est aussi dangereuse que la critique infondée et superficielle ; arrêtons de chuchoter nos opinions dans les couloirs au lieu de les exprimer aux réunions du parti :

[...] il faut encourager tous les révolutionnaires... à exposer ouvertement leurs vues à l'endroit adéquat, au moment opportun et dans des formes correctes, conformément à l'esprit démocratique qui doit régner dans notre parti⁶⁹.

Il reconnut que bien des erreurs subjectives avaient été commises en trente-cinq ans de Révolution, ce qui est un phénomène commun à ce genre de processus sociaux qui sont faits par des hommes, mais que des méthodes de direction collective peuvent permettre de les éviter. Il conclut comme suit :

Nous avons une Révolution victorieuse, un peuple héroïque et un commandant en chef qui a donné devant l'Histoire des preuves surabondantes de ce qu'il est capable de faire pour

⁶⁹ *Granma*, 5 août 1994, pp. 4-5.

sa patrie et pour son peuple. Personne ne l'a mieux qualifié que le Che quand il a écrit : « Si nous sommes ici aujourd'hui, si la Révolution cubaine est ici, c'est tout simplement parce que Fidel est entré le premier dans la Moncada, qu'il est descendu le premier du *Granma*, qu'il a été le premier dans la Sierra, qu'il a été jusqu'à Playa Girón sur un char, que, quand il y a eu des inondations, il s'est quasiment battu parce qu'on ne voulait pas le laisser passer. Et c'est pour ça que notre peuple a une confiance si immense envers son commandant en chef, qui, plus que quiconque à Cuba, a toute l'autorité morale pour demander n'importe quel sacrifice au nom de la Révolution. » Voilà comment pensait le Che et voilà comment je pense moi aussi⁷⁰ !

Juste deux jours après cette intervention mémorable à l'Assemblée nationale, le 5 août 1994, des événements dramatiques qui faillirent déboucher sur une émeute éclatèrent à La Havane. Profitant du mécontentement de certains secteurs de la population à cause de la Période spéciale, les ennemis avaient organisé aux États-Unis une grossière provocation : des radios et des télévisions propagèrent la rumeur que, ce jour-là, des vedettes et des yachts allaient se rendre à Cuba pour recueillir tous ceux qui voulaient partir. Bien entendu, de nombreuses personnes se groupèrent sur le front de mer. Comme le temps passait et qu'aucune flottille n'apparaissait à l'horizon, l'agitation enfla, des provocateurs accusèrent les autorités d'avoir empêché les bateaux d'entrer dans les eaux territoriales, et des groupes de voyous commencèrent à piller des magasins, à mettre le feu à des voitures, et à briser les vitrines de magasins et les vitres des maisons.

Les émeutes de rue se ressemblent presque toutes, mais les résultats peuvent en être différents en fonction de l'endroit. Informé de la situation, Fidel ordonna de ne recourir à aucune mesure de force, de retirer la police, puis, juste accompagné de son aide et d'un garde du corps qui avait reçu l'ordre de ne pas tirer, il monta dans une jeep et se dirigea vers l'endroit. Son apparition eut un effet de choc : une partie de la foule qui avait perdu les pédales commença à scander son nom ; des bâtisseurs qui travaillaient non loin sur le chantier de l'hôtel Cohíba, vinrent l'appuyer, et les asociaux prirent la poudre d'escampette. L'émeute avait fait long feu.

Cet épisode est très caractéristique du rôle que Fidel a joué au sein de la Révolution cubaine. De nombreux auteurs parlent à son sujet de prétendues raisons mystiques qui expliquent pourquoi il n'y a pas moyen de le « couler », ou de son « invulnérabilité », de sa « toute-puissance », etc. Il s'agit en fait d'un homme comme les autres, mais d'une intelligence exceptionnelle, doté d'une volonté, d'un courage personnel et de dons d'homme d'État extraordinaires. Ce sont ces qualités personnelles, multipliées par l'expérience de la vie et de la politique, qui ont fait de Fidel un leader révolutionnaire légendaire qui impose le respect, voire la crainte, à ses adversaires.

On peut dire que 1994 fut l'année la plus difficile de la Période spéciale. Le Produit intérieur brut chuta de 34 p. 100 par rapport à 1990. En général, de pareilles catastrophes sont les conséquences de la guerre.

La relance économique démarra, quoique lentement, grâce à l'effort incroyable du peuple. L'extraction sur place de pétrole atteignit plus d'un million de tonnes vers le milieu de la décennie. Le million de visiteurs étrangers apporta des revenus tangibles. Une loi fut promulguée pour permettre la création de sociétés mixtes en association avec le capital étranger. La circulation du dollar fut légalisée et les envois de fonds familiaux depuis l'étranger furent autorisés.

⁷⁰ *Id.*

L'assainissement du système monétaire commença par des mesures purement économiques : la vente libre de cigares, de cigarettes et de boissons alcooliques permit de retirer plus de 2,5 milliards de pesos de la circulation ; la vente de produits sur les marchés agricoles s'accéléra et rapporta à l'État 4 milliards de pesos de plus, ainsi que 250 millions de pesos à titre d'impôts sur cette circulation de produits.

Le Parti communiste renforça ses rangs et compta 780 000 militants en 1997, dont 232 000 admis durant la Période spéciale. Ce fut une situation très semblable à ce qui s'était produit en Union soviétique durant la Grande Guerre patriotique quand le parti s'accrut malgré les difficultés incroyables du moment, la perte de vastes territoires occupés par l'ennemi et les pertes essuyées sur les champs de bataille. Dans ces cas, les nouveaux militants sont d'ordinaire plus solides, parce que les conditions difficiles attirent, non ceux qui aspirent à des postes ou à des privilèges, mais ceux qui écoutent l'appel de leur cœur et de leur conscience au combat et au travail.

Cuba entreprit de réorienter sa politique extérieure. Tout en ratifiant son appartenance à la communauté latino-américaine, elle renforça ses liens avec les États socialistes d'Asie (République populaire de Chine, Viet Nam et République populaire démocratique de Corée). Le président chinois Jiang Zemin se rendit à Cuba en octobre 1993, ouvrant des perspectives de coopération inédite à ce jour, au point que Raúl fit deux longues visites dans ce pays pour en étudier les expériences.

Les relations et les liens avec la Russie revêtaient plutôt un côté nostalgique. Les maréchaux de l'Union soviétique Dimitri Yazov, Sergueï Sokolov et Victor Koulik, et d'autres hauts gradés visitèrent Cuba, mais uniquement pour se reposer et recevoir des traitements médicaux. En honneur au bon vieux temps, Raúl les accueillit chaque fois, eut tous les égards envers eux et les aida à régler des problèmes de vie quotidienne.

Pour les militaires russes qui eurent par le passé des relations avec lui, l'aide que Raúl offrit au maréchal Sergueï Sokolov est devenue légendaire : son fils, alors colonel, avait commandé en 1991 le Groupe de troupes soviétiques détaché en Pologne où il avait attrapé une curieuse maladie qui avait entraîné la paralysie de son système nerveux central et face à laquelle les médecins russes s'étaient montrés incompetents. Le maréchal Sokolov s'était alors adressé à Raúl qui, au nom de leur ancienne camaraderie, lui demanda de faire venir son fils à Cuba, où les spécialistes, par une série de traitements compliqués, parvinrent à le remettre sur pied.

Raúl n'alla pas une seule fois en Russie pendant la Période spéciale, mais il étudiait avec une grande attention les douloureuses expériences que vivait la deuxième puissance mondiale, le pillage dont elle faisait l'objet et la décadence de son autorité internationale à la suite de la privatisation sauvage et effrénée des biens publics, des thérapies de choc et de l'accès d'individus de l'acabit d'un Gorbatchev aux plus hauts postes de l'État.

Raúl Castro participa activement à l'adoption de mesures pour faire face à la Période spéciale et fut parmi les premiers à être convaincus qu'elle prendrait inévitablement fin. Le 22 janvier 1996, intervenant à Pinar del Río pour le centenaire de l'Invasion, il affirma : « Nous avons passé le début terrible de la Période spéciale et on voit une petite lueur au bout du tunnel⁷¹. »

De nombreuses et très dures épreuves attendaient encore la nation cubaine. Mais on percevait que le pire était passé et que la Révolution avait survécu à son étape la plus critique. Ceux qui écriront sur Cuba devront expliquer comment elle parvint durant ces années-là à surmonter un obstacle qui semblait colossal. Presque tout le monde dit que les principaux facteurs de la victoire furent le peuple cubain lui-même et des dirigeants aux qualités humaines exceptionnelles.

⁷¹ *Granma*, 23 janvier 1996, p. 2. [On appelle Invasion dans l'histoire cubaine la progression de l'Armée de libération depuis l'Est vers l'Ouest, afin de porter la guerre jusque dans la riche province de Matanzas et la capitale. Antonio Maceo y parvint durant la guerre de 1895-1898. (N.d.T.)]

Or, l'histoire prouve que différents peuples latino-américains qui luttèrent autrefois pour leur liberté furent conduits par d'éminents penseurs et des leaders charismatiques, tels que Simón Bolívar, José Martí et Augusto César Sandino, et que leurs efforts aboutirent à un échec.

Il faut donc ajouter apparemment, à ces facteurs susmentionnés, l'idéologie du peuple cubain, qui combine une forte aspiration à la libération nationale et de profonds principes de justice sociale et moraux. Ce n'est pas pour rien qu'analysant les révolutions qui ont enrichi l'Histoire de l'humanité, de nombreux politologues jugent que quatre sont les plus significatives et les plus capitales : la Révolution française de 1789, la Révolution russe de 1917, la Révolution chinoise de 1949 et la Révolution cubaine de 1959. Elles furent les seules à ébranler le monde par leur profond contenu idéologique et par la portée de leurs conséquences politiques.

La vitalité du modèle révolutionnaire cubain est impressionnante. L'un des facteurs qui expliquent sa solidité est la création d'un puissant réseau d'organisations qui fusionnent la société en un tout. Bien entendu, il s'agit en premier lieu du Parti communiste de Cuba auquel la Constitution attribue le rôle de dirigeant politique de la société, secondé par l'Union des jeunes communistes (UJC).

Il existe aussi différentes organisations de masse : la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), la Fédération des femmes cubaines (FMC), les Comités de défense de la Révolution (CDR), la Fédération des étudiants (FEU), la Fédération des élèves de l'enseignement secondaire (FEEM) et l'Association nationale des petits paysans (ANAP), qui jouent un rôle primordial dans les élections à partir desquelles se constituent les organes du pouvoir populaire. Il est difficile de trouver ailleurs un squelette sociétal si robuste qui soit capable de soutenir une nation dont la musculature économique était très affaiblie, comme cela se passait durant la Période spéciale.

Par ailleurs, la structure de ces organisations de masse constitue, de pair avec d'autres de nature sociale – juristes, écrivains, artistes, journalistes, historiens, économistes, etc. – un système de senseurs qui transmettent rapidement et adéquatement aux niveaux de pouvoir les plus élevés les symptômes de situations difficiles qui surviennent dans un segment ou un autre de l'organisme de la nation, tout en contribuant à effectuer le traitement thérapeutique ou chirurgical qui permet à celui-ci de recouvrer la santé.

C'est au milieu de ces conditions exceptionnellement complexes qu'il fallut adopter des mesures extraordinaires. Ainsi, en 1994, la situation s'aggrava dans la capitale, la ville la plus peuplée du pays, au point que l'on créa, sous la direction de Raúl Castro, la Commission gouvernementale d'appui à La Havane, formée des plus importants dirigeants du parti et de l'État, et qui parvint en peu de temps, grâce à une coordination des efforts, à commencer d'invertir la situation en récupérant les services urbains, améliora la situation des approvisionnements et diminua les tensions sociales.

La « petite lueur à la fin du tunnel » dont parlait Raúl Castro était pour certains un rayon d'espoir, mais en faisait rager d'autres d'impuissance. En 1990, Jorge Mas Canosa, l'un des ennemis les plus furibonds de la Révolution cubaine et meneur de l'extrême droite de Miami, et le sénateur démocrate Robert Torricelli avaient affirmé que ses heures étaient comptées. Or, le temps s'écoulait, les prévisions ne s'accomplissaient pas, l'effondrement automatique n'était plus à l'ordre du jour. Aussi, cette « vermine », selon le qualificatif que leur appliquent les Cubains, s'était-elle groupée dans la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA) et avait-elle décidé d'organiser de dangereuses provocations pour compliquer la situation autour de l'île : elle acheta de petits avions dans les réserves de l'armée étasunienne afin de réaliser des vols subversifs au-dessus de Cuba. D'après les aveux mêmes des participants, ni la CIA ni le Pentagone ne s'opposèrent à leur prétention d'acheter des vedettes rapides, des avions, des armes et des explosifs pour faire des sabotages dans l'île.

Et c'est ainsi que, début 1996, des avions commencèrent à faire des incursions dans l'espace aérien de Cuba et à lancer sur la capitale des tracts contre-révolutionnaires. Quand les unités de défense antiaérienne les détectaient, le gouvernement cubain s'adressait à Washington par

les voies officielles pour lui demander de prendre les mesures requises pour faire cesser ces vols pirates, qui mettaient en danger la navigation aérienne civile, mais les autorités étasuniennes offraient des réponses évasives, et les incursions se poursuivaient.

Les organisateurs de ces provocations supposaient que, en pleine Période spéciale, l'aviation cubaine avait perdu ses capacités de combat et que les pilotes ne possédaient plus les habiletés requises dans la mesure où les vols d'entraînement avaient beaucoup diminué du fait de la pénurie de carburant et des mesures d'économie mises en place pour prolonger la vie utile des appareils.

Jusqu'au jour où La Havane perdit patience. Quand, le 24 février 1996, des avions en provenance de la Floride firent de nouveau incursion au-dessus de La Havane, deux avions – un Mig-29 et un Mig-23 – décollèrent et en abattirent deux, dont les restes retombèrent dans les eaux territoriales cubaines, causant la mort de leurs quatre passagers.

Or, cette mesure absolument légale de protection et de légitime défense de l'espace aérien national, adoptée qui plus est après de nombreux avertissements formels et de nombreuses protestations officielles de la part de Cuba, suscita une campagne hystérique dans certains milieux politiques étasuniens et dans les médias, qui présentèrent les faits sous un jour absolument faux, comme une agression injustifiée contre de pacifiques avions civils dont les pilotes étaient des victimes innocentes...

Peu après, à l'issue d'une réunion du Conseil militaire de l'armée de l'Ouest dont la zone de responsabilité comprend La Havane, Raúl Castro fit savoir dans un communiqué que le gouvernement avait des preuves irréfutables que cet épisode faisait partie d'une série de violations commises antérieurement par des avions en provenance des États-Unis, et réitéra que Cuba était fermement décidée à prendre toutes les mesures requises pour garantir la sécurité nationale, et que cette campagne de mensonges habituelle ne ferait pas perdre le sommeil au peuple cubain.

Les États-Unis, sous prétexte d'indemnisations financières aux familles des pilotes, confisqua les quelques comptes cubains qu'il restait encore sur leurs banques, tandis que le Sénat accéléra la préparation d'un projet de loi visant à renforcer encore plus le blocus contre l'île, et dont la présentation au président fut confiée au sénateur de Caroline du Nord, Jesse Helms, et au représentant de l'Indiana, Dan Burton.

Le premier était un raciste invétéré, admirateur des esclavagistes sudistes du XIX^e siècle, ami et sympathisant de Ronald Reagan, misanthrope ténébreux, surnommé « le Sénateur Non », opposé aux moindres négociations avec l'Union soviétique, qui considérait les Nations Unies comme un organisme inutile que son pays n'avait absolument pas à financer, opposé à l'avortement qu'il taxait de crime et au féminisme sous quelque forme que ce soit, et qui haïssait les homosexuels. C'était le typique rhinocéros politique, qui fonçait contre la moindre mesure de bon sens, mais qui avait aussi viré souvent casaque : durant ses trente premières années de carrière, il avait été démocrate, et républicain dans les trente suivantes parce que ça l'arrangeait, ce qui est une nouvelle preuve, soit dit en passant, qu'avec ces deux partis, c'est blanc bonnet et bonnet blanc.

Dan Burton, au contraire, était un législateur anodin, peu connu, qui ne s'était distingué en rien. Ses honoraires annuels de cent soixante mille dollars étaient justifiés par son poste à la Commission des affaires internationales où il s'occupait des problèmes d'Europe et d'Asie. Si ses collègues s'en souviennent, c'est pour ses pressions énergiques en faveur des anciennes républiques musulmanes de l'URSS devenues des États indépendants. Il se rendit au Kazakhstan, au Tadjikistan, en Azerbaïdjan et d'autres pays dont il justifiait les violations des droits de l'homme, entre autres arguments, par le fait que « la démocratie y était récente et encore immature ». Il attaqua férocement, en revanche, le Belarus dont il taxait le président, Alexander Loukachenko, de « bandit derrière le Rideau de fer ». Burton vit dans sa participation au projet contre Cuba une possibilité de gagner en notoriété.

La loi adoptée le 12 mars 1996 couvre des thèmes très divers, depuis le rejet du Centre d'écoute radioélectronique de Lourdes installé à Cuba jusqu'à la menace de poursuivre devant les tribunaux toute personne naturelle ou juridique qui contribuerait directement ou indirectement à l'amélioration de la situation économique ou financière dans l'île.

Dans ses nombreuses références à la nécessité de restaurer les libertés et la démocratie à Cuba, on constate aisément l'objectif principal de la loi : interdire à qui que ce soit de toucher aux anciennes propriétés étasuniennes à Cuba ou à celles des Cubains qui avaient émigré aux États-Unis après la victoire de la Révolution.

Le document met à nu la principale raison du blocus décrété par Washington : réinstaurer sa domination politique et économique sur Cuba en renversant son Gouvernement révolutionnaire, éliminer l'exemple qu'il représentait et récupérer ses biens. Car, aux États-Unis, on ne cesse de calculer la valeur des biens perdus à cause de la Révolution, et on est passé de sept milliards de dollars à plus de cent milliards.

De leur côté, les experts cubains calculent les pertes que le blocus étasunien a causées à l'île depuis plus de cinquante ans. Des chiffres stupéfiants : jusqu'en 2104, un total de 116 880 000 000 de dollars à prix courants, soit plus d'un billion de dollars compte tenu de la dépréciation de cette monnaie face à l'or sur le marché mondial !

Au regard du droit international, la Loi Helms-Burton, promulguée en hâte dans le feu des émotions causées par le crash des petits avions, est foncièrement arbitraire, car elle étend les normes de la législation étasunienne à des pays tiers alors que ceux-ci sont indépendants et souverains dans l'arène internationale.

Le monde entier protesta. En Russie, les deux chambres (Douma et Conseil de la fédération) réagirent presque aussitôt, adoptant à l'unanimité des résolutions condamnant les actions des États-Unis et demandant au gouvernement russe de prendre les mesures nécessaires pour protéger les intérêts nationaux.

Selon les psychiatres, seuls les idiots sont incapables de modifier leurs points de vue quand les circonstances changent parce qu'ils ont des idées fixes. C'est là un trait de conduite qu'on observe chez de nombreux sénateurs étasuniens. L'arbitraire de la Loi Helms-Burton saute aux yeux, tout comme les mesures de blocus adoptées par Washington contre Cuba, au point que les locataires de la Maison-Blanche doivent suspendre tous les six mois (leurs facultés en l'occurrence ne vont pas plus loin) l'application des clauses de la loi dont l'extraterritorialité est trop marquée.

Mais la Loi Helms-Burton est toujours en vigueur, telle une pierre sur le chemin, entravant la circulation normale. Des politicards, par simple intérêt personnel, tentent d'ailleurs de la renforcer : c'est le cas, à la Chambre des représentants, d'Ileana Ros-Lehtinen, élue pour la Floride et qui représente au Capitole le secteur le plus réactionnaire de l'émigration cubaine. Elle a présenté un amendement qui interdit l'entrée aux USA à toute personne qui participerait à des activités de prospection géologique et de forage dans la plate-forme insulaire cubaine à des fins de découverte de gisements de pétrole et de gaz. Le motif : sa préoccupation pour la conservation des coraux sous-marins, est d'autant plus risible que toute la plateforme continentale des USA donnant sur le golfe du Mexique constitue une zone active de prospection pétrolière où ont lieu des catastrophes de caractère global. Mais, on le sait, la logique et la politique ne font pas souvent bon ménage.

Les Cubains sont si accoutumés à vivre en état de guerre non déclarée avec les USA qu'au Cinquième Congrès du Parti communiste de Cuba, qui s'est tenu du 8 au 10 octobre 1997, à l'occasion du trentième anniversaire de l'assassinat de Che Guevara, le Rapport central présenté par Fidel Castro – son dernier comme premier secrétaire du Comité central – ne mentionne qu'en passant la loi Helms-Burton comme un épisode de plus de cette guerre : il constate qu'après la désintégration de l'URSS et l'effondrement du camp socialiste en Europe, toutes les énergies de l'agresseur se sont concentrées sur un front plus rétréci, en particulier

contre la petite île de Cuba, et que les questions de la défense nationale prenaient une importance particulière.

Les délégués et invités au Congrès applaudirent quand Fidel Castro évalua le travail du ministère des Forces armées révolutionnaires et donc de Raúl, son titulaire :

Quand on parle des efforts consentis ces années-ci, il est tout à fait juste de mentionner tout spécialement les Forces armées révolutionnaires pour leur contribution – en exemples et en activités – durant cette Période spéciale aux économies extraordinaires de ressources matérielles et de ressources humaines ; au développement de la capacité de défense du pays sans nouvelles livraisons d'armes ; à la maintenance des moyens techniques de toutes sortes, si bien que des millions d'armes sont parfaitement aptes à l'usage ; à la préparation du peuple à la défense ; au renforcement de la conscience de nos citoyens ; à la gestion de ressources, d'usines, d'entreprises agricoles, etc. ; prouvant tout ce que l'on peut faire avec peu de choses. Elles font partie des institutions qui se sont adapté le mieux à ces circonstances spéciales que nous vivons, dans les méthodes qu'elles ont instituées, dans l'éducation qu'elles ont représentée pour de nombreux cadres⁷².

Le 27 février 1998, le Conseil d'État conféra à Raúl Castro et à son ami et frère d'armes, Juan Almeida, le titre honorable – avec l'étoile correspondante – de Héros de la République de Cuba, la plus important du pays, et l'ordre Máximo Gómez de premier grade.

S'il est facile d'établir chronologiquement le début de la Période spéciale, puisqu'elle a été provoquée par la désintégration de l'Union soviétique et la disparition de la communauté socialiste en Europe, sa fin reste indéfinissable, sans date concrète ni document, si bien que chaque auteur a le droit d'avoir son propre point de vue.

Tout comme les Russes n'apportent pas tous la même réponse à la question : « La désintégration de l'URSS a-t-elle mis fin à la guerre froide avec la Russie ou se poursuit-elle de nos jours ? », les Cubains discutent pour savoir si la Période spéciale existe encore ou non.

En tout cas, le tournant s'est amorcé d'une manière perceptible à un moment situé à la frontière entre deux siècles ou deux millénaires, tout à la fin du XX^e siècle et au tout début du XXI^e. Il a beaucoup à voir avec le changement intervenu dans la situation politique vénézuélienne, quand Hugo Chávez remporta les élections présidentielles le 6 décembre 1998. Chávez ne cachait pas ses sympathies pour la Révolution cubaine et se rendit même dans l'île bien avant son élection comme président, à l'invitation de Fidel. Les relations d'amitié entre le Venezuela – un pays riche en pétrole et possédant d'importantes réserves de devises – permirent de desserrer grandement la corde que les États-Unis avaient mise au cou de Cuba pour l'étrangler.

En 1999, les sandinistes gagnèrent les élections au Nicaragua, et Daniel Ortega, un vieil ami de l'île, monta à la présidence pour la deuxième fois. En octobre 2002, ce fut le tour du Brésil, où Luis Inacio Lula da Silva, un homme politique progressiste et très respectueux de la lutte héroïque de Cuba pour sa souveraineté, fut élu président. Et ainsi, dans les années suivantes, les victoires populaires se répétèrent en Amérique latine.

En Argentine, en mai 2003, les élections portèrent Néstor Kirchner au pouvoir. Un an après, en Uruguay, un pays voisin, les élections favorisèrent le Front élargi, une coalition de gauche. En 2006, Rafael Correa fut élu en Équateur, et Evo Morales devint chef d'État en Bolivie, le premier représentant des peuples autochtones d'Amérique latine, après le Mexicain Benito Juárez au XIX^e siècle.

⁷² Informe Central al V Congreso del Partido Comunista de Cuba, p. 63.

Cette marche triomphale des forces de gauche sur le sous-continent se doit, pour une bonne part, à la Révolution cubaine qui résista durant tout ce temps-là aux attaques des États-Unis et dont le prestige, dans le cadre de cette guerre non déclarée, ne cessa de grandir, tandis que l'ancienne peur des « agneaux » latino-américains devant le « loup » de Washington disparaissait.

Le symbole de cette nouvelle époque fut la disposition du gouvernement bolivien à coopérer à la localisation des guérilleros tombés dans le pays en 1967, si bien qu'une équipe envoyée par Cuba finit par retrouver en juillet 1997 l'endroit où étaient enterrés le Che Guevara et six de ses compagnons. Les restes de six d'entre eux furent ramenés à La Havane le 12 juillet, plus ceux d'un autre Cubain découvert auparavant, et tous furent inhumés le 17 octobre, au cours d'une cérémonie émouvante, dans le Mémorial érigé à Santa Clara en l'honneur de ceux qui moururent durant l'épopée conduite par le Che dans la nation sud-américaine et visité maintenant par des centaines de milliers de Cubains et de touristes étrangers⁷³.

Dès avant, en 1995, Cuba avait rejoint le Traité de Tlatelolco (du nom d'une place de Mexico où se trouve le ministère des Affaires étrangères et où il fut signé) qui proclama l'Amérique latine Zone exempte d'armes nucléaires. Il devenait clair pour Washington que des brèches commençaient à fissurer sa politique de blocus

On peut dire qu'à la fin de la Période spéciale, l'île de la Liberté s'était réintégrée avec succès, malgré l'opposition entêtée des États-Unis, dans la communauté latino-américaine où elle occupait une place d'honneur tout à fait méritée. Les échanges commerciaux avec ses voisins ne cessaient de croître d'année en année, au point de finir par y occuper la première place.

En novembre 2001, Cuba fut balayée par le cyclone Michelle, le pire des cinquante dernières années, qui dévasta les provinces du Centre et de l'Ouest et provoqua de terribles dommages : le gros des récoltes fut perdu, de nombreuses localités, dont la capitale, se retrouvèrent sans eau ni électricité ; il avait fallu évacuer plus d'un demi-million de personnes dans les territoires touchés et des dizaines de milliers se retrouvèrent sans logements.

La catastrophe fut telle que jusqu'à l'administration étasunienne dut réagir, d'autant qu'une grande partie de l'émigration cubaine en Floride lui demanda d'intervenir : le président George Bush offrit alors une aide humanitaire en aliments et médicaments, mais Fidel répondit qu'il serait bien plus utile que Washington supprimât les restrictions commerciales, puisque Cuba était en mesure d'acheter les marchandises nécessaires. Washington dut accepter, si bien que les premiers deux cargos chargés d'aliments achetés par Cuba accostèrent à La Havane le 15 décembre 2001 : c'était la première entorse au blocus en plus de quarante ans !

Plus tard, ces achats, essentiellement des aliments, devinrent un fait habituel, bien que Washington continue d'imposer de très dures conditions : Cuba doit payer à l'avance et en argent liquide, seuls des cargos étasuniens doivent intervenir et ne peuvent ramener aux États-Unis aucun produit cubain.

D'autres événements prouvent un changement dans la situation entre les deux pays, comme les contacts de travail et la coopération dans la lutte contre le trafic de drogues.

Le 7 janvier 2002, Washington surprit La Havane en lui faisant part de son intention de transporter dans la base navale de Guantánamo des prisonniers suspects de terrorisme. Il ne lui demanda pas l'autorisation d'y installer une prison, mais il estima du moins nécessaire d'en informer les véritables propriétaires du territoire en question, ce qui permit d'ailleurs à beaucoup de gens dans le monde d'apprendre l'existence de cette occupation... Cuba accepta

⁷³ À ce jour, on a découvert les restes mortels de trente-et-un des trente-six guérilleros tombés en Bolivie. Trente reposent dans le Mémorial Ernesto Che Guevara de Santa Clara, auprès de ceux d'Hermes Peña, membre de la 8^e colonne que commandait le Che à Cuba, qui rejoignit ensuite l'Armée guérillera des pauvres en Argentine et qui mourut en combattant en 1964. Les cinq corps encore non retrouvés sont ceux de quatre Boliviens et de Jesús Suárez Gayol, le premier des Cubains tombés en Bolivie.

même, à la demande des États-Unis et en vue de garantir la sécurité aérienne, que les avions étasuniens devant atterrir puissent faire une partie de la manœuvre correspondante au-dessus du territoire cubain situé hors de la base. Par ailleurs, les autorités étasuniennes ont renforcé le périmètre de la base pour mettre fin aux tentatives d'entrée illégale, dont beaucoup, compte tenu de l'existence de champs de mines, se terminaient par des tragédies.

Les deux parties coopèrent au suivi de la situation météorologique dans la mer des Caraïbes et dans le golfe du Mexique, ce qui est nécessaire et mutuellement avantageux puisque les cyclones tropicaux, toujours plus fréquents et forts ces dernières décennies, menacent pareillement les deux pays.

Même si, au départ du nouveau millénaire, l'érosion du blocus devenait manifeste, on peut invoquer ici le fameux adage : « Une hirondelle ne fait pas le printemps ». Il restait sur pied pour l'essentiel, et la guerre d'intoxication n'avait pas faibli. Ainsi, les environs de l'ex-ambassade étasunienne à La Havane, située sur le front de mer et occupée par la Section des intérêts des États-Unis (SINA) qui fait fonction de représentation diplomatique, devinrent un terrain d'affrontement dans ce domaine : en effet, le chef de la SINA installa au dernier étage de l'édifice un journal défilant lumineux pour, censément, informer correctement les Cubains. Bien entendu, les informations étaient absolument tendancieuses. Les autorités cubaines, qui utilisent depuis toujours la tactique de riposter coup pour coup, dressèrent sur la petite place situé devant l'ambassade une forêt de mâts terminés par des drapeaux qui occultèrent complètement le journal déroulant, que la SINA dut retirer quelque temps après faute d'utilité.

C'est en vue d'obtenir des renseignements sur des plans de terrorisme et de sabotage contre le pays que les services secrets cubains infiltrèrent des gens dans les organisations terroristes de Miami. Il y avait de quoi : depuis le triomphe de la Révolution, il a fallu arrêter à de très nombreuses occasions des agents ennemis qui réalisaient des actions subversives ou tentaient d'en faire, comme la pose de bombes dans des hôtels et des aéroports afin de saper l'industrie touristique et donc l'économie du pays. Et chaque fois, à titre d'inspirateurs et d'organisateur, il y avait les extrémistes de Miami agissant de concert avec la CIA.

En 1998, le Bureau fédéral d'enquêtes (FBI) arrêta plusieurs agents de services de renseignement cubains. Cinq d'entre eux ne flanchèrent pas, et leur procès, qui se déroula à Miami, se fit sous les pressions des ennemis les plus intransigeants de la Révolution cubaine qui utilisèrent en plus les médias pour soulever l'opinion publique contre eux. Quoiqu'il fût prouvé que les agents cubains n'avaient absolument rien fait contre la sécurité nationale des États-Unis et qu'ils n'avaient jamais tenté de le faire, les peines furent absurdement sévères, les moindres ayant été douze ans de privation de liberté, tandis que le chef du groupe, Gerardo Hernández, fut condamné à deux peines de prison à perpétuité plus quinze ans de prison.

Les Cinq, comme on a fini par les connaître – Gerardo Hernández, Ramón Labañino, Antonio Guerrero, Fernando González et René González – ont été nommés Héros de la République de Cuba, et deux d'entre eux, René et Fernando, qui ont purgé leur peine, sont maintenant dans leur patrie. Cuba ne cessera pas de lutter pour le retour des trois autres, d'autant que l'appui de l'opinion publique internationale ne cesse de s'accroître⁷⁴.

Ces épisodes ne sont qu'une partie infime de l'affrontement entre Cuba et les États-Unis, de sorte qu'il serait inadmissible que la société cubaine baisse la garde et se « démobilise ».

Raúl Castro a dû, ce qui était une tâche complexe et qui prenait du temps, participer à une bonne partie de ce qu'on appelait les « tribunes publiques » qui se tinrent dans chaque commune pendant plus de cinq ans : il s'agissait de meetings massifs, transmis dans toute l'île par la radio et la télévision, auxquels participaient, entre autres personnalités prestigieuses, des Héros de la République de Cuba, des vétérans de la lutte révolutionnaire et des représentants des autorités locales et nationales, jusqu'aux instances supérieures de l'État et du parti, dont, pour celui-ci, des membres du Bureau politique et du secrétariat du Comité central,

⁷⁴ Ramón, Antonio et Gerardo se trouvent à Cuba depuis le 17 décembre 2014 (cf. l'Épilogue). (N.d.E.)

et au cours desquels prirent la parole des milliers de spécialistes, d'ouvriers, de paysans et d'étudiants, ainsi que des représentants locaux de différentes expressions artistiques.

La première Tribune publique se déroula le 29 décembre 1999 à Artemisa, et la dernière le 12 mars 2005 à Guantánamo. Fidel Castro intervint à des dizaines d'entre elles, ainsi que Raúl. Il s'agissait d'une mission difficile : il fallait expliquer d'une manière claire et compréhensible la politique du parti et du gouvernement sur les questions les plus complexes, comme la Loi d'ajustement cubain avec toutes ses conséquences négatives, la Loi Helms-Burton et son influence dans les relations internationales, ou la lutte pour la libération des Cinq.

C'est durant ces années-là que la Russie décida de fermer le Centre d'écoute radio-électronique, situé dans la banlieue havanaise de Lourdes. L'URSS - et la Russie aussi - avait toujours montré un grand intérêt pour ce Centre, compte tenu de sa proximité des États-Unis. Les premiers équipements y avaient été installés peu après Playa Girón (avril 1961), mais c'est entre 1964 et 1967 qu'il mena ses activités principales en réponse aux événements associés à la crise des Fusées.

Obtenir des renseignements fiables et documentés sur les actions et les visées des États-Unis était stratégique, si bien que, à la fin des années 70, le Centre de Lourdes, doté des moyens techniques les plus modernes de l'époque, satisfaisait, selon ce que dirent des militaires soviétiques à Raúl Castro, aux trois quarts des besoins de l'URSS en matière de renseignement militaire stratégique.

Comme ils n'avaient cessé de répéter que ce Centre était une menace à leurs intérêts, les États-Unis avaient beaucoup d'espoir, après 1991, que la Russie y renoncerait. Mais le Centre avait tant de valeur pour les Russes que ni Mikhaïl Gorbatchev ni Boris Eltsine, qui rivalisaient pourtant à qui céderait le plus aux exigences croissantes de Washington, n'avaient osé le faire. Qui plus est, dans la seconde moitié des années 90, alors que l'économie russe était en ruines, le ministère de la Défense et les services secrets entreprirent de moderniser totalement les équipements techniques du Centre où travaillaient alors en permanence presque un millier de spécialistes russes, de renouveler l'environnement social et de construire des logements. Ces travaux se faisaient aux termes de l'accord bilatéral signé en 1992 avec Cuba par Alexandr Shokhine, vice-premier ministre russe. Comme, depuis 1991, les rapports entre les deux pays se fondaient sur les principes de l'économie de marché, la Russie commença à verser environ deux cent millions de dollars par an pour ce Centre.

Cuba utilisa le gros de cette somme pour acheter des marchandises russes, notamment du pétrole et de pièces de rechange pour des moyens techniques militaires et civils. De sorte que l'idée si répandue selon laquelle la location de ce Centre était onéreuse pour la Russie manque de sérieux, d'autant que la situation financière du pays commença à s'améliorer fortement à compter de 2002 quand les cours du pétrole connurent une hausse sur le marché international.

Fin 2000, Vladimir Poutine, récemment élu à la tête du pays, se rendit à Cuba et visita Lourdes dont il vanta le travail. Rien ne laissait prévoir qu'à peine dix mois plus tard, au cours d'une réunion secrète au ministère de la Défense, il annoncerait la fermeture du Centre. Ce fut une décision inattendue, y compris pour le personnel sur place dont les enfants perdirent une année scolaire complète, compte tenu de la date de la décision. Personne n'a encore trouvé une explication logique à cette fermeture qui fut décidée sans la moindre consultation avec Cuba ; la plupart des politologues coïncident que ce fut tout simplement la conséquence des pressions directes des États-Unis.

Pour Raúl Castro, qui avait consacré une bonne partie de sa vie au renforcement de la coopération militaire entre les deux pays, ce fut un coup dur : c'était le dernier lien militaire stratégique qui se rompait, même si ce n'était plus qu'un fil. On peut penser qu'après cette rupture, Cuba avait perdu toute confiance envers le Kremlin.

En Russie, personne n'applaudit. On a appris que la direction russe elle-même regretta ensuite d'avoir liquidé ce centre d'écoute, surtout après avoir su, grâce aux révélations de l'ancien fonctionnaire de l'Agence de sécurité nationale étasunienne, Edward Snowden, que les États-Unis se livraient à de l'espionnage électronique contre des États et des personnalités politiques dans le monde entier. Mais il était trop tard...

C'est au début du nouveau millénaire qu'apparurent les premiers symptômes d'une dégradation de la santé de Fidel Castro qui, pendant plus de cinquante ans, avait été la vraie cheville ouvrière de la Révolution cubaine. Le 23 juin 2001, durant un discours de trois heures sous un soleil de plomb dans un quartier de La Havane, il ressentit un léger vertige qui l'obligea à l'interrompre.

Or, Cuba et le monde l'avaient toujours vu comme une force de la nature, tant du point de vue intellectuel et volitif qu'humain et physique, au point que les Cubains l'avaient surnommé le « cheval », pour dénoter la force spéciale et la vigueur de son organisme. Le moindre malaise de Fidel prenait donc une dimension extraordinaire. Inutile de souligner la jubilation de ses ennemis politiques de Miami qui avaient perdu depuis belle lurette tout espoir de revanche et qui n'attendaient plus que le cours naturel des choses leur permette de la prendre. Mais rien ne se passa.

Un peu plus de trois ans après cet épisode, le 20 octobre 2004, à la fin d'un meeting à Santa Clara, tandis qu'il descendait de la tribune, Fidel manqua une marche et s'affala de tout son long, se brisant le genou gauche en huit morceaux et se fracturant le bras droit quand il essayait d'amortir sa chute. Les chirurgiens replacèrent les fragments du genou à leur place et lui plâtrèrent la jambe. Durant sa convalescence, Fidel continua de travailler sans renoncer à ses tâches.

À Miami et ailleurs, on inventa des histoires, toutes plus farfelues les unes que les autres, notamment qu'il avait le mal de Parkinson et qu'il ne pourrait plus jamais diriger l'État. Dix ans se sont écoulés depuis, et les moqueurs en furent pour leurs frais. Le faible prend toujours ses désirs pour des réalités.

Mais le temps ne passe pas pour rien, l'être humain est périssable, quelles que soient les réserves de force vitale dont il est doté. Peut-être est-ce pour cela que Fidel accepta de s'entretenir avec le journaliste français hispanophone Ignacio Ramonet pour que soient recueillis par écrit, sans hâte, les souvenirs de celui qui reste le principal dirigeant de la Révolution cubaine sur les principaux événements auxquels il a participé en tout premier. Et c'est ainsi que naquit le livre *Cien horas con Fidel*, dont la première édition fut publiée à Cuba en mai 2006, à peine deux mois avant que Fidel ne se retrouve de nouveau alité, mais cette fois à cause d'une grave hémorragie interne et qui impliqua un rétablissement bien plus complexe et plus long qu'il ne semblait au départ.

Aussi, le 31 juillet 2006, son secrétaire personnel lut-il à la télévision cubaine un message que Fidel adressait au parti et au peuple et par lequel, conformément à la Constitution cubaine, il déléguait provisoirement ses fonctions à un petit groupe de compagnons. Les plus importantes retombèrent sur Raúl : premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba, général d'armée des Forces armées révolutionnaires et président des Conseils d'État et des ministres.

La nation reçut la nouvelle dans un calme absolu. Le 1^{er} août 2006, le premier jour de la Révolution cubaine sans Fidel à sa tête, se passa sans le moindre trouble. Ce n'est qu'à Miami qu'une fois de plus, les contre-révolutionnaires fêtèrent jusqu'à la frénésie, allant jusqu'à dire que, compte tenu de la façon dont la population avait été informée, Fidel n'était déjà plus de ce monde...

En révolution, la question de la succession est capitale pour la destinée des peuples. À Cuba, elle avait surgi très tôt quand Fidel courait de gros risques de mourir assassiné. Aussi, comme

nous l'avons dit plus haut, dès janvier 1959, Fidel avait-il proposé à un meeting de le remplacer par Raúl au cas où lui-même disparaîtrait, ce que la foule avait accepté par une ovation. Tout au long des années, le rôle de Raúl comme la seconde personnalité du parti et de l'État n'avait cessé de se renforcer.

En 2005, parlant de la personne qui devait assumer la conduite de la Révolution cubaine au cas où il disparaîtrait, Fidel avait dit : S'il m'arrive quelque chose demain, l'Assemblée nationale se réunit et vous pouvez être sûr qu'elle l'élira, vous pouvez en être absolument sûr. Et si le Bureau politique se réunit, pareil⁷⁵. » Mais il avait ajouté que cette décision ne durerait pas longtemps parce que Raúl n'avait de toute façon que quatre ans de moins que lui.

Fidel disait cela à la veille de son quatre-vingtième anniversaire, qui tombait le 13 août 2006. Devant son état de santé, les festivités prévues à l'initiative de la fondation équatorienne Guayasamín durent être reportées à décembre. Mais Fidel n'y assista pas non plus.

À partir de là, toutes les responsabilités reposèrent sur Raúl, qui, élu président du Conseil d'État et du Conseil des ministres par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, lui formula une demande peu courante, mais adoptée à l'unanimité : qu'on l'autorise à consulter Fidel chaque fois que de besoin.

⁷⁵ Ignacio Ramonet: *Cien horas con Fidel. Conversaciones con Ignacio Ramonet*, op. cit., p. 703.

À la tête du parti et de l'État

Vilma Espín. Vie familiale. Élu président. Une cathédrale orthodoxe à La Havane. Soif de pouvoir. Chef et compagnon. Sans hâte mais sans pause, vers un socialisme prospère et durable. Éviter la rouille du parti. La lutte contre la corruption. Le délai maximum aux postes dirigeants. Un regard critique sur le comportement social.

Raúl Castro est de la race des hommes publics qui n'ont jamais aspiré à occuper le devant de la scène dans l'État ou le parti. Il a accepté le leadership de Fidel comme quelque chose d'absolument naturel, il a une confiance infinie en lui et il ne cesse de souligner son rôle exceptionnel dans la Révolution cubaine. Ils ont formé ensemble un couple inséparable qui a décuplé les forces de chacun. Certains historiens les ont même comparés à Karl Marx et Friedrich Engels. De son côté, la revue britannique *The Economist* a catalogué les frères Castro du Don Quichotte et de Sancho Pança de la Révolution cubaine : Fidel, qui ignore la peur et l'hésitation, a été capable de faire front à n'importe quel ennemi ; Raúl, devant chaque situation, pense à la façon de trouver un refuge pour la nuit et de garantir les vivres. Le premier, romantique né ; l'autre, très pratique, les pieds bien fichés dans la terre.

La revue étasunienne *Time* écrivait en août 1960 : « Fidel est l'âme et le cœur de Cuba aujourd'hui ; Raúl Castro, son poing serré, et Guevara son cerveau. » Dans toutes ces assertions, bien entendu, on subodore plus de visées journalistiques au langage pugnace que d'exactitude historique. Car il ne fait aucun doute que Fidel a été le cerveau de la Révolution et qu'il partageait avec le Che le principe que celui-ci avait exprimé dans son interview au journaliste français Jean Daniel, en juillet 1963 : « Le socialisme économique sans la morale communiste ne m'intéresse pas⁷⁶. »

En ce qui concerne Raúl Castro, il est tout à fait injuste de le présenter essentiellement comme un administrateur plus dur, un chef militaire et un dirigeant de parti inflexible. Le leader de la Révolution l'a expliqué à sa manière, évoquant le moment signalé à la fin du chapitre précédent au sujet d'un éventuel attentat et de son remplacement :

Raúl, les autres le considéraient plus radical que moi. En fait, pas plus radical que moi, il me semble, mais j'admets en tout cas qu'autant que moi. Mais comme il avait fait partie des jeunesses communistes, les autres le considéraient plus radical. Je savais qu'il faisait peur, qu'il inquiétait. C'était un point dont je devais tenir compte⁷⁷.

Dans tous les documents que je possède, pas un seul fait, pas un seul témoignage n'atteste d'une dureté injustifiée, de punitions injustes, d'abus de pouvoir de la part de Raúl. Au contraire, il a pour norme d'être aimable avec tout le monde.

Je prends le cas d'un officier de la brigade frontalière qui avait perdu une jambe dans l'explosion d'une mine, quand il tentait de sauver quelqu'un qui prétendait s'introduire illégalement dans la base de navale de Guantánamo. En tant que ministre des FAR, il émit un ordre l'autorisant à continuer de prêter un service actif dans les forces armées : on lui fit une prothèse spéciale et il reçut une décoration de l'État, même s'il ne s'était pas agi d'un exploit militaire, mais humanitaire.

La presse occidentale qui accuse Cuba de violer les droits de l'homme n'a jamais pu présenter à l'opinion publique, fût-ce une seule fois, des vues de manifestations dissoutes à coups de canon à eau dans les rues de Cuba ni de brigades antiémeutes bardées derrière des

⁷⁶ Jean Daniel, « Une affaire de famille. Où en est Cuba ? », *L'Express*, 25 juillet 1963.

⁷⁷ *Cien horas con Fidel. Conversaciones con Ignacio Ramonet*, p. 702.

boucliers et des chiens entraînés à attaquer les gens. On n'a jamais vu de scènes pareilles à Cuba en plus de cinquante ans, alors qu'elles sont monnaie courante dans les pays soi-disant démocratiques.

Compte tenu des circonstances actuelles, Raúl Castro a dû diriger un vaste programme de réformes que la presse étrangère qualifie de « libéralisation » et qui élimine des restrictions et des prohibitions engendrées par les conditions concrètes dans lesquelles la Révolution a dû se développer.

La relève au poste de pilotage politique dans une révolution comme la Révolution cubaine entraîne toujours de gros périls ou des menaces internes et externes. Aussi, à peine connue la grave maladie de Fidel, Raúl annonça-t-il le lancement d'une opération spéciale appelée *caguairán*, autrement dit le *courbaril*, un arbre au bois pratiquement imputrescible et très dur, qui est d'ailleurs le surnom qu'on donne aussi à Fidel. En fait, ce furent pour l'essentiel toute une série d'exercices qui visaient à vérifier la capacité combative des forces armées à repousser une éventuelle agression et qui conclurent au printemps 2007.

Raúl était toujours ministre des Forces armées révolutionnaires, un poste qu'il cumulait avec sa nouvelle fonction de président des Conseils d'État et des ministres. En mai 2007, la revue étasunienne *Time* l'incluait parmi les cent personnalités les plus influentes du monde.

Quand Fidel tomba malade, Raúl avait soixante-quinze ans. C'était un dirigeant très expérimenté, qui connaissait à la perfection les cadres du parti et de l'État. Il était accoutumé à se colleter avec les problèmes, mais sa nouvelle responsabilité était extrêmement lourde, l'intérêt du pays et de la Révolution étant en jeu. Pour lui, le pouvoir n'avait jamais été une fin en soi, mais une façon de servir sa patrie. À plusieurs moments de sa vie, il a laissé des héritages sans rien attendre en échange de ses contemporains ni des générations futures.

Moins de six mois après être devenu président, l'épouse qu'il chérissait et avec qui il avait vécu dans le bonheur et l'harmonie durant presque un demi-siècle mourut. Vilma a occupé une place si importante dans sa vie qu'on ne peut pas ne pas en parler longuement.

Vilma naquit à Santiago de Cuba le 7 avril 1930, au sein d'une famille aisée formée par Margarita Guillois et José Espín, consul honoraire des Pays-Bas, qui eurent six enfants qu'ils éduquèrent tous dans le respect de la justice, de l'honneur, de la dignité et de l'attachement à la vérité, ainsi que dans le sens de la vocation de chacun, les aidant à choisir leurs professions, leurs amis, leurs motivations politiques et leurs activités sociales et culturelles. Bien que d'une famille aisée, Vilma n'était pas attirée par les richesses matérielles ou les excès.

Sereine et réflexive, elle choisissait ses amis non en fonction de leur milieu social, mais de leurs qualités spirituelles. Appliquée dans ses études, passionnée par les sciences, notamment les mathématiques, elle cherchait toujours à enrichir ses connaissances. À l'école, elle pointait comme un leader par ses qualités morales et la fermeté de ses principes, ce que reconnaissaient aussi bien ses camarades de classe que ses professeurs qui l'aimaient et la distinguaient parmi tous les autres.

Hors des salles de cours, ses intérêts étaient variés : elle aimait le sport et finit par devenir la capitaine de l'équipe de volleyball de son université ; sa belle voix de soprano en fit la soliste de la chorale universitaire ; elle était passionnée de cinéma ; le ballet la fascinait au point qu'elle rêvait de s'y consacrer, et les conditions à ce titre ne lui faisaient sans doute pas défaut, puisque, après avoir étudié cette discipline, elle fut choisie pour danser dans *Le Lac des cygnes*, avec la troupe d'Alicia Alonso en tournée à Santiago de Cuba. En vraie Cubaine, elle aimait la musique nationale et celle du carnaval.

Le sens de la justice sociale qui vibrait en elle trouva à s'épanouir dans le climat régnant à l'Université d'Oriente, où les idées révolutionnaires et l'esprit patriotique, habituelles dans

cette province, étaient encouragés par les professeurs espagnols qui avaient participé du côté républicain à la guerre civile de 1936-1939.

Avant le coup d'État du 10 mars 1952, Vilma, de son propre aveu, n'avait pas une idée très exacte de la situation du pays et sa conscience politique n'était pas très développée. Elle ne savait pas non plus ce qu'on pouvait faire pour éliminer la corruption et d'autres maux sociaux, ni quel rôle elle pouvait jouer à cet égard, même si elle était prête à contribuer au développement technologique de son pays en tant qu'ingénieur chimiste.

Le coup d'État fut pour elle une révélation : elle le considéra comme une insulte, un outrage. Bien que sceptique sur le cours des événements, elle avouait avoir toujours regretté de n'avoir pas pu participer à la lutte héroïque pour l'indépendance. En tout cas, elle affirmait : « Je peux remercier Batista, parce que, ce même jour, j'ai décidé absolument de faire disparaître cet état de choses⁷⁸. »

Après le putsch, Vilma généra des initiatives en vue d'actions concrètes. Ainsi, elle proposa d'imprimer et de distribuer des tracts contenant des vers de José María Heredia afin de faire parvenir à la population des idées de la liberté à travers la beauté de la poésie. Au début, ce n'étaient que les femmes qui les distribuaient, dissimulant les tracts sous leurs amples jupes – un système qui sera réutilisé pour transporter des armes durant la lutte armée – et les hommes les rejoignirent ensuite.

C'est ainsi que le champ d'activités s'élargit peu à peu, au point de déboucher sur les manifestations de rue. Vilma et ses compagnons s'efforçaient de trouver des façons toujours plus efficaces de participer à la lutte. Tout le monde comprenait qu'il fallait mettre fin à la corruption et à la concussion, faire progresser le pays, et on arriva même à parler de réforme agraire.

Le lendemain de l'attaque de la caserne Moncada, Vilma et sa meilleure amie, Asela de los Santos, s'y rendirent et quand une sentinelle les interpella pour savoir ce qu'elles faisaient là, Vilma, les yeux brillants, lui répondit : « Nous sommes venues voir la tête des courageux⁷⁹ ! »

Le 10 septembre 1953, recevant son diplôme d'ingénieur chimiste, elle devenait la seconde Cubaine à le devenir. Elle militait dans l'organisation insurrectionnelle Action révolutionnaire nationale, auparavant Action révolutionnaire d'Orient, fondée par un jeune instituteur de Santiago, Frank País, qui l'appréciait beaucoup comme camarade de lutte depuis qu'ils avaient milité ensemble au Mouvement national révolutionnaire, lui aussi insurrectionnel et clandestin. Son père, soucieux de la protéger, insista pour que Vilma parte à Boston (USA) pour y poursuivre ses études.

Mais, une fois là-bas, Vilma était rongée d'inquiétude, elle comprenait que ce n'était pas sa place et elle fit savoir à ses compagnons qu'elle était prête à coopérer. Ceux-ci, conscients de ses qualités, lui demandèrent, quand elle rentrerait à Cuba à la fin de ses études, de passer par Mexico afin que Fidel lui remette plusieurs commissions pour Frank País, qui était alors chef d'action du Mouvement du 26-Juillet en Orient, puis de s'intégrer à ce Mouvement. C'est donc à Mexico que Raúl et Vilma se connurent, mais aucun des deux ne pouvait prévoir ce qu'il découlerait de cette première rencontre.

Vilma rentra à Cuba euphorique, absolument sûre de la victoire de la future Révolution. Sa maison se convertit en l'un des centres des activités clandestines du Mouvement, avec la complicité silencieuse de son père que l'on connaissait et respectait dans la ville. Elle prit d'abord comme nom de guerre *Alicia*, et ensuite *Mónica*, *Déborah* et *Mariela*, ces deux derniers devenant plus tard ceux de ses deux premières filles.

« Vilma n'avait peur de rien, elle n'avait pas peur des risques, elle était capable de remplir n'importe quelle mission⁸⁰ », a affirmé Juan Escalona, ami et compagnon de lutte. De

⁷⁸ Juan Carlos Rodríguez, *Vilma, una vida extraordinaria*, La Havane, 2013, Editorial Capitán San Luis, s.p.

⁷⁹ *Id.*

fait, sa seule présence impressionnait, et son aplomb et son sang-froid lui permettaient de se sortir de nombreuses situations dangereuses.

Pendant le soulèvement armé du 30 novembre 1956, elle fut le bras droit de Frank País. Elle assista en février 1957 à la fameuse interview de Fidel par le journaliste étasunien Herbert Matthews et à la réunion de la direction nationale, tenue quelques heures après. Cette même année, Frank País la nomma coordinatrice du Mouvement dans la province d'Oriente.

Après l'assassinat de Frank País le 30 juillet 1957, il fallut nommer un nouveau chef d'Action. Selon le témoignage d'Haydée Santamaría: « Nous avons analysé un certain nombre de noms pour remplacer Frank. Et tous ceux d'entre nous qui étions très liés à lui, nous étions d'accord que ça devait être en premier lieu Vilma⁸¹. »

Mais Vilma proposa de nommer René Ramos Latour à cette importante responsabilité, et resta coordinatrice pour Oriente, où elle continua de déployer une intense activité clandestine pour appuyer la guérilla, notamment des livraisons de munitions, de médicaments, de moyens de communication et d'autres fournitures. Elle rêvait de rejoindre les rebelles dans les montagnes, mais ses obligations le lui interdisaient.

En juillet 1958, après avoir participé à l'Opération antiaérienne, elle tenta de regagner la ville, mais les organes de répression de la tyrannie suivaient maintenant de si près les pas de ceux qui pourraient la conduire à la coordinatrice provinciale que, craignant que la police puisse l'arrêter et s'acharner sur elle, Raúl s'opposa résolument à ce qu'elle reparte à Santiago. Il a affirmé à plusieurs reprises que si la police l'avait capturée, elle l'aurait « mise en bouillie ».

Quelque temps après, répondant à une journaliste qui lui demandait ce qu'avait signifié pour elle la guérilla dans les montagnes, Vilma répondit : « C'était la garantie de mourir au combat, de ne pas mourir traquée. Pour nous, l'idée de mourir traqués était horrible. Pour nous, en général, partir dans la Sierra se battre c'était se battre face à face avec un ennemi, n'avoir pas à se cacher et dormir tranquilles⁸². »

Quatorze mois de clandestinité et de persécutions prenaient ainsi fin. Sur le II^e Front, parmi ses activités principales, elle dut garantir que le Mouvement dans les villes et les communes des alentours remplît sa fonction essentielle : l'appuyer en lui faisant parvenir concrètement les articles les plus nécessaires.

C'est dans ces circonstances que l'amour naquit entre Vilma et Raúl au point qu'ils ne firent plus qu'un à jamais. Vilma a évoqué ce moment :

Comment nous sommes devenus fiancés ? Il est entré dans ma chambre à l'état-major et nous avons parlé d'un chargement d'armes et de vêtements qui venait d'arriver. Soudain, il a posé sa tête sur mon épaule. Étonnée, je lui ai demandé :

—C'est quoi, ça ?

—C'est que nous sommes amoureux.

—Et comment tu le sais ?

—Ah, bon, parce que tu ne le sais pas, toi !

—Moi non.

Nous avons ri, nous avons continué de bavarder, voilà comment tout a commencé.

⁸⁰ *Id.*

⁸¹ *Id.*

⁸² *Id.*

Ça se passait le 8 novembre 1958⁸³.

Vilma a précisé à un autre moment : « On travaillait tous les deux à la même chose, à quelque chose qui était pour nous primordial. Notre objectif dans la vie à tous les deux était le même : la Révolution. Surtout, nous partagions la même tâche et nous y consacrons toute notre énergie. C'était notre objectif dans la vie et ça le reste⁸⁴. »

En décembre, comme, entre autres dons, elle dessinait très bien, elle offrit à Raúl un autoportrait accompagné de cette note : « J'espère que nous resterons toujours ensemble et que, quand tu voudras me voir, tu n'auras pas à recourir à cette photo. » Ils décidèrent de se marier à la fin du mois, et le père de Vilma monta jusqu'au II^e Front pour apporter les documents nécessaires, mais le tourbillon sur lequel se conclut ce mois-là l'en empêcha. Ils se marièrent finalement le 26 janvier 1959, après la victoire. Les préparatifs des noces ressemblèrent à un épisode de la guerre, parce que ni l'un ni l'autre n'avait le temps de s'occuper de ça : ils étaient plongés dans un tas de questions à régler, répondaient au téléphone, donnaient des ordres, arrangeaient des conflits...

La cérémonie fut fixée à quatre heures de l'après-midi dans un centre de loisirs, le Rancho Club, dans la banlieue de Santiago. La presse écrivit :

L'idylle qui commença dans le maquis... Raúl Castro, héros du II^e Front d'Orient Frank País, est le centre du tourbillon révolutionnaire que vient la région et son chef-lieu. [...] Ce sera un mariage rebelle, une union laïque, selon la recette du code civil⁸⁵.

On peut déduire le sens de cette union dans la phrase que Raúl écrivit après la mort de Vilma : « Le 26 janvier 1959, dans cette maison j'ai enfilé un nouvel uniforme de guérillero et je suis allé me marier avec Vilma... le mieux et le plus beau que j'aie faits de toute ma vie⁸⁶.

Après la victoire de la Révolution, Vilma dirigea le comité préparatoire cubain en vue du Premier Congrès latino-américain de défense des droits de la mère et de l'enfant, qui se tint en septembre 1959 à Santiago-du-Chili : elle parvint à unir de nombreuses organisations féminines d'orientation révolutionnaire alors dispersées et former à partir de là la délégation cubaine. Quand elle eut expliqué à Fidel la situation du mouvement féminin à Cuba, ses préoccupations et ses aspirations, le chef de la Révolution lui demanda de se charger de son organisation.

La Fédération des femmes cubaines, constituée en août 1960, réalisa, selon la formule de Fidel, « une révolution dans la Révolution ». Vilma en fut la présidente pendant quarante ans, pour avoir été réélu à chaque Congrès, jusqu'à ce que son état de santé l'ait contrainte à réduire son train d'activités intense.

Grâce à l'énergie, aux expériences existentielles et aux merveilleuses qualités humaines de Vilma, la Fédération modifia du tout au tout le rôle et la place de la femme dans la société cubaine, lui faisant faire des progrès radicaux en matière d'égalité des sexes, non seulement en termes juridiques, mais dans la pratique.

La Fédération entreprit de solutionner de lourds problèmes et de lancer d'importantes initiatives : une loi concernant la scolarité obligatoire, la formation de pédagogues, des mesures pour protéger la santé de la femme et lui assurer un emploi, la création de crèches, la protection de l'enfance, la prise en charge des enfants abandonnés, l'élimination de la prostitution, entre autres.

Cette mission devient l'axe de vie de Vilma : forte de sa position morale et politique et de sa grande autorité, elle parvint à mobiliser toutes les organisations pour appuyer cette

⁸³ *Id.*

⁸⁴ *Id.*

⁸⁵ *Id.*

⁸⁶ *Id.*

incorporation de la femme dans tous les domaines d'activité de la société. C'est aussi à ses efforts que l'on doit la création des bases scientifiques de l'école maternelle et le développement de projets dans l'industrie alimentaire, auquel elle apporta ses connaissances scientifiques professionnelles. Elle défendit énergiquement l'incorporation de la femme aux Milices des troupes territoriales (MTT) et à l'armée de métier.

De nos jours, les Cubaines précèdent les Cubains à la tête de bien des secteurs du développement économique et social. Dans aucun pays d'Amérique, les femmes n'occupent une place si saillante à la tête de l'État et d'importantes branches économiques. À Cuba, plus de 60 p. 100 des médecins sont des femmes, qui constituent aussi 66 p. 100 des spécialistes et techniciens. À l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, elles occupent 48,6 p. 100, ce qui situe Cuba au troisième rang dans le monde sur ce plan. Tout ceci est le fruit de ces graines semées dans les premières années de la Révolution grâce au sens politique et aux talents d'organisatrice de Vilma.

Pleine d'énergie, elle se battit pour la libération et l'égalité de la femme, ce qui était en un sens plus compliqué que la guerre, car il fallait surmonter des préjugés séculaires, transformer les mentalités, changer de nombreuses habitudes et réaliser un travail éducateur complexe. Elle mena cette mission aussi dans l'arène internationale, ce qui explique qu'elle ait reçu le Prix Lénine pour le renforcement de la paix entre les peuples.

Ces problèmes exigeaient d'énormes efforts et beaucoup de temps, et pourtant Vilma fut toujours au courant des moindres détails dans la vie personnelle de bien de ses compatriotes. Tout le monde savait qu'on pouvait recourir à elle pour chercher une protection. Elle possédait le sens de la solidarité humaine, aucun problème ni malheur d'autrui ne lui était étranger. Non seulement elle réagissait rapidement, mais elle s'intéressait aux résultats et se rappelait jusqu'au nom des gens qui recouraient à elle.

Cette éminente dirigeante révolutionnaire fut membre du Comité central du parti et du Conseil d'État jusqu'à sa mort, parvint jusqu'au Bureau politique et mérita le titre honorifique d'Héroïne de la République de Cuba.

Asela de los Santos, son ami et compagne de lutte pendant plus d'un demi-siècle, affirma à la veillée solennelle organisée à l'occasion de son décès :

Je n'évoquerai pas de tristesse, malgré la douleur qui nous étreint tous. Je parlerai de la vie, parce que Vilma a pensé et agi comme la vie même à laquelle elle s'est consacrée dès sa jeunesse, absolument confiante dans l'avenir de sa patrie⁸⁷.

On s'étonne que Vilma ait su combiner de si hautes responsabilités politiques avec ses obligations de femme et de mère, ce qui n'aurait sans doute pas été possible si elle n'avait pas eu à ses côtés un époux aussi amoureux et loyal que Raúl qui sut toujours réserver du temps pour le bonheur personnel malgré ses énormes occupations et qui considère la famille comme un baume contre la suractivité.

Ils fondèrent une famille merveilleuse, composée de trois filles, d'un garçon, de cinq petites-filles et quatre petits-fils et d'une arrière-petite-fille. Ils allaient à l'école échanger avec les professeurs comme n'importe quels parents et ils les ont formés dans le même esprit de modestie et de principes moraux élevés qui les caractérise. Ils étaient consacrés au travail ou à l'étude et sont très unis entre eux. À chaque fête des mères et fête des pères, ils se réunissent inévitablement.

Raúl fêta son cinquantième anniversaire dans la Sierra Maestra, simplement, comme tout ce qu'il fait dans la vie. Sa femme et ses enfants lui firent cadeau d'un documentaire qu'ils avaient préparé pour eux à cette occasion. Ce fut le meilleur cadeau. Le grand intellectuel Alfredo Guevara reconnut sa profonde spiritualité et son énorme tendresse envers sa famille. Et de fait

⁸⁷ Revue *Mujeres*, édition spéciale, août 2007, p. 74.

il a consacré à ses descendants chaque moment libre, n'arrétant pas d'inventer des activités avec eux ou d'éveiller leur intérêt pour différentes choses, y trouvant un grand plaisir.

Raúl aime beaucoup échanger avec les enfants et les jeunes, que ce soit au cours d'une conversation à laquelle il sait ôter son protocole, que ce soit lors de travaux agricoles bénévoles ou dans une excursion à des sentiers historiques. Il aime les sports. Quand il était jeune, il faisait souvent du base-ball, le sport national, du volley, pratiquait la chasse et la pêche. Aujourd'hui, il continue de nager et de faire de la marche à pied.

Après avoir vaincu son habitude du fumeur invétéré (trente-trois ans), il lutte activement contre ce vice qui réduit d'au moins quatre ans l'espérance de vie. C'est à son initiative que le Bureau politique décida de lancer une campagne contre la tabagie.

Raúl éprouve toujours comme une douleur personnelle la mort d'un compagnon proche ou d'un révolutionnaire tombé dans l'exercice de son devoir. S'il le peut, il l'accompagne jusqu'à sa dernière demeure ; sinon, il envoie une gerbe à sa mémoire et a des gestes d'affection pour sa famille. Il agit même ainsi au décès de gens qui leur sont proches. Ce fut le cas pour Hilda Guevara Gadea, la fille du premier mariage du Che : quand il apprit qu'elle était décédée au Mexique, il fit parvenir une gerbe sur sa tombe.

Alberto Granado, l'Argentin ami de jeunesse du Che Guevara qui parcourut avec lui l'Amérique latine à moto, vécut très longtemps à Cuba, et Raúl s'occupa de lui jusqu'à son décès survenu en 2011.

L'affection et la franchise dans ses rapports avec ses proches, ses compagnons et ses amis sont un trait saillant de Raúl. Il se distingue par son respect avec toute personne honnête, indépendamment de ses idées politiques. Mais il est irréconciliable avec les ennemis de la Révolution, les traîtres, les adulateurs, les menteurs et les voleurs. D'où cette double image qu'on présente de lui : l'homme au regard espiègle, souriant, blagueur et sympa, et le révolutionnaire sévère et dur.

Il conserve une affection spéciale pour le Front qu'il dirigea, où naquit l'amour entre Vilma et lui. Par tradition, à l'occasion des élections des députés à l'Assemblée nationale, il est postulé par la commune Segundo Frente, qui couvre une partie du territoire où il existait, dont l'état-major.

L'année 2008 apporta d'autres amertumes. Comme sa santé continuait d'être délicate, Fidel décida de renoncer officiellement à ses fonctions de président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, ce qu'il fit savoir par écrit à l'Assemblée nationale, le 18 février 2008, une semaine avant l'ouverture de la Septième Législature qui devait élire le nouveau Conseil d'État.

Comme il l'avait proposé, l'Assemblée postula Raúl qui fut élu à l'unanimité et devint donc officiellement le dirigeant de l'État et du gouvernement, cessant d'être provisoire à ce poste.

Raúl proposa de nommer comme son remplaçant à la tête du ministère des Forces armées révolutionnaires le général de corps d'armée Julio Casas Regueiro, bien connu dans les FAR et de l'opinion publique comme vétéran du II^e Front et chef militaire émérite, qui possédait, entre autres qualités, celle de grand administrateur. C'est en bonne partie grâce à ses efforts que les forces armées cubaines devinrent pratiquement autonomes en matière d'alimentation et développèrent une grande activité d'entrepreneuriat dans l'intérêt de l'État.

José Ramón Machado Ventura fut élu premier vice-président des Conseils d'État et des ministres : vieux compagnon d'armes de Raúl Castro dans la Sierra Maestra, médecin de profession qui dirigea le département de Santé du II^e Front et devint ministre de la Santé publique au triomphe de la Révolution, et qui travailla ensuite au service du parti.

Il s'agissait dans les deux cas de cadres vétérans de la Révolution, absolument de confiance et loyaux, mais moins vieux. Dans cette période complexe qui suivait la renonciation de Fidel à un travail actif, c'était là une décision nécessaire.

La Nature a soumis à de dures épreuves les nouveaux dirigeants de Cuba. L'île, située entre la mer des Caraïbes et le golfe du Mexique, est très vulnérable aux ouragans – un mot d'origine autochtone qui désigne le dieu des vents – dont les trajectoires du Sud au Nord la traversent entre juin et novembre. Les météorologues associent ces phénomènes naturels à l'accroissement de la différence thermique entre la mer qui se réchauffe et l'air qui se refroidit à l'approche de l'automne. Les Cubains ont consenti de nombreux efforts pour étudier la genèse de ces organismes et pour prévoir leur intensité et leur trajectoire, mais comme la Nature tropicale est incroyablement capricieuse, les cyclones restent des phénomènes en grande partie imprévisibles.

Au cours de toutes ces années, la Révolution a mis au point un des meilleurs systèmes au monde de défense civile et de protection face aux catastrophes naturelles, ce qui permet d'éviter les pertes de vie humaines. Les conditions propices à la formation de cyclones font l'objet d'un suivi permanente, et, dès que nécessaire, la population est alertée, évacuée – ainsi que les animaux – s'il le faut, les biens de l'État sont protégés, entre autres mesures.

Mais les cyclones sont de toute façon un fléau dans les Caraïbes et le golfe du Mexique. C'est peut-être le prix que cette région doit payer pour sa beauté paradisiaque et ses merveilleuses conditions pour le tourisme. La force des cyclones tropicaux est monstrueuse, et leur énergie destructrice dépasse celle de centaines de bombes atomiques. Leurs vents peuvent dépasser parfois 300 km/h. Ils se déplacent à environ vingt kilomètres par heure, mais ils peuvent être aussi plus lents, voire stationner à un endroit, ce qui augmente leur capacité destructrice, arrachant les arbres, détruisant des maisons, tandis que la mer peut pénétrer plusieurs kilomètres à l'intérieur des terres dans les zones à côte basse. Les pluies intenses se chiffrent à des millions de mètres cubes, si bien que les cours d'eau sont grossis par les crues et que les rues sont inondées de torrents d'eau boueuse.

Plus l'homme agresse la Nature, plus fréquents et plus destructeurs sont les ouragans dans les tropiques caribéens, les typhons dans le Sud-Est asiatique, les tempêtes de sable en Afrique, etc. Les eaux côtières de Cuba, qui ne montaient qu'à 27-28°C, atteignent parfois 31-32°C, ce qui a des effets imprévisibles sur l'écologie, la flore et la faune de la région. Mais la minorité privilégiée de l'humanité ne veut pas renoncer à ses excès et à ses gaspillages d'énergie et reste sourde aux pronostics pessimistes des scientifiques.

L'année où Raúl fut investi de ses nouvelles fonctions par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire s'avéra celle où les cyclones furent les plus fréquents. Comme à dessein, les phénomènes météorologiques pénètrent à Cuba à la fin du cycle agricole, à l'époque des labours et semailles pour la canne à sucre et le tabac.

Gustav frappa Cuba en août : de force 4 (sur 5 de l'échelle correspondante), il provoqua des pertes pour 2,1 milliards de dollars. Sa puissance était telle qu'elle obligea à évacuer aux États-Unis, vers où il poursuivit sa route, la moitié de la population de la Louisiane.

Un mois plus tard, c'était *Ike*, un cyclone encore plus puissant, qui s'abattit sur Cuba. De même catégorie, il se caractérisa par son énorme diamètre, plus de 900 km. Les fragiles feuilles de tabac, bien que protégées du soleil brûlant par de la mousseline, périrent à cause des tourbillons de vent, tandis que la canne à sucre fut tordue et arrachée comme si des montres préhistoriques étaient passés par là.

Mais les forces malignes de la Nature n'en avaient pas assez, et en novembre, ce fut le tour de *Paloma*, un cyclone dont les vents de jusqu'à 215 km/h frappèrent des zones densément peuplées et qui obligea à évacuer près de cinq cent mille personnes.

Les trois cyclones causèrent des pertes se montant à largement plus de cinq milliards de dollars, ce qui frustra les plans de développement économique. Si l'on calculait les pertes totales provoquées par ces phénomènes naturels en dix ans, de 1998 à 2008, on atteindrait plus de vingt milliards de dollars.

Chaque cyclone laisse des cicatrices dans l'économie nationale, comme l'infarctus du myocarde dans le muscle cardiaque. Bien entendu, des gouvernements amis apportèrent de l'aide à Cuba. Le premier fut le Venezuela, suivi par le Brésil. La Russie envoya aussitôt un avion du ministère des Urgences avec de quoi rétablir le courant électrique dans les zones touchées. Mais l'Assemblée nationale cubaine dut autoriser une augmentation du déficit budgétaire de l'État pour un milliard de pesos à cause des pertes économiques.

La population lutta courageusement face aux difficultés sans perdre sa confiance dans les autorités. Bien mieux, pour compenser les pertes d'écoles, elle offrit ses propres logements comme salles de classe temporaires, si bien que l'année scolaire ne fut pas interrompue. Les propriétaires des logements concernés reçurent une médaille en signe de reconnaissance.

Ce ne fut que fin 2008 que Raúl Castro décida de faire son premier voyage à l'étranger à titre de président. Normalement, les chefs d'État choisissent leur allié le plus important du moment, et la destination logique fut le Venezuela, où il arriva le 14 décembre et avec lequel les relations d'amitié s'étaient consolidées.

De la patrie de Bolívar, il se rendit au Brésil pour participer au Sommet des chefs d'État ou de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, une réunion internationale préparatoire à la constitution d'une nouvelle organisation appelée à grouper les États du sous-continent américain sans la présence des États-Unis et du Canada.

Pendant près de cinquante ans, Washington avait prétendu gouverner le continent américain d'abord à travers l'Union panaméricaine, puis par l'Organisation des États américains (OEA) qu'il créa lui-même et dont il obligea les membres à voter l'exclusion de Cuba au triomphe de la Révolution. Mais la situation a changé du tout au tout, et Cuba est devenue membre à part entière de la communauté latino-américaine, tandis que la nation du Nord est devenue une sorte de *persona non grata* en Amérique latine.

C'est à compter de 1986 que la tendance de l'Amérique latine à se séparer des États-Unis et du Canada a commencé à s'organiser. Au début, ce fut le Groupe de Contadora – du nom de l'île panaméenne où il fut créé – qui comprenait la Colombie, le Venezuela, le Mexique et le Panama qui cherchait comment rétablir la paix en Amérique centrale sans la participation de Washington, d'autant que le scandale *Iranagate* avait dévoilé son rôle scandaleux et son intervention cynique dans les affaires du Nicaragua et de toute l'Amérique centrale. Le Groupe de Contadora devint le Groupe de Rio, quand le Brésil, l'Argentine et d'autres pays le rejoignirent. Cuba l'intégra en 2008 et soutint activement bien entendu l'idée de se distancer toujours plus des États-Unis.

En reconnaissance de l'effort fait par Cuba pendant des années pour obtenir l'unité des peuples latino-américains, Raúl Castro reçut au Venezuela une république de l'épée de Simón Bolívar, le pionnier de ce rêve.

On en est arrivé à une situation absurde pour Washington : la vieille et démodée OEA s'entête à poser des conditions au retour de Cuba, alors que celle-ci a dit sur tous les tons qu'elle ne réintégrerait jamais plus cette organisation discréditée. De son côté, la toute nouvelle Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), qui a exclu les USA et le Canada, ne cesse de se renforcer.

L'année 2008 a marqué un jalon important dans les relations entre la Russie et Cuba : la consécration, le 19 octobre, de la cathédrale orthodoxe Notre-Dame de Kazan⁸⁸, construite en pleine Havane coloniale à l'initiative de Fidel Castro et de Cyrille, aujourd'hui patriarche de

⁸⁸ La Vierge de Kazan ou Notre-Dame de Kazan est connue comme « libératrice et protectrice de la Sainte Mère Russie ». Plusieurs églises orthodoxes lui sont consacrées en Russie, et deux grandes cathédrales, celles de Saint-Pétersbourg et de Moscou. (*N.d.E.*)

Moscou et de toute la Russie, et alors métropolitaine de Smolensk et de Kaliningrad, qui décidèrent d'ériger cette église en hommage à l'amitié fraternelle qui a uni pendant de longues décennies les deux pays et peuples. Malgré toutes ses difficultés économiques de la Période spéciale, Cuba assumait les frais de sa construction, le patriarcat moscovite se chargeant de la décoration intérieure.

C'est Raúl qui se chargea de conclure ce que son frère avait commencé : participer à la consécration solennelle de l'église, où intervint la chorale du monastère Sretenski (de la Sainte Rencontre), créée et dirigée par le père Tikhon (Chevnoukov), qui impressionna l'auditoire par son interprétation de musique sacrée et profane.

Dans les derniers jours de novembre 2008, Raúl Castro reçut Dimitri Medvedev, le président russe, en visite officielle. Comme, peu avant, il avait aussi accueilli son homologue chinois, Hu Jintao, on peut dire que la position de Cuba dans la communauté internationale a été, non seulement solide, mais privilégiée. Des chefs d'État des pays du Tiers-monde les plus divers sont des hôtes fréquents. Jusqu'à Letsie III, roi du Lesotho, un État qui passe quasiment inaperçu dans le concert des nations, s'est rendu deux fois à Cuba pour étudier ses expériences. Le corps diplomatique accrédité à La Havane est l'un des plus nombreux de la région : plus de cent quatre-vingts ambassades et missions étrangères, un chiffre largement supérieur à celui de Madrid, par exemple.

Par ailleurs, les agences de presse internationales maintiennent de nombreux correspondants, parce que Cuba est un endroit qui attire l'attention de l'opinion publique, et l'intérêt pour ce que s'y passe est grand. Mais, comme toujours, à l'information véridique, se mêle et se fabrique ce qu'on appelle l'intoxication pure et simple.

L'exclusion de la direction cubaine, en mai 2009, de deux figures politiques bien connues, provoqua de nombreuses spéculations et conjectures. Carlos Lage Dávila, cinquante-sept ans, médecin de profession, avait été dirigeant de la jeunesse avant de passer à l'appareil d'État, et était depuis seize ans le secrétaire du Comité exécutif du Conseil d'État, remplissant à ce titre de multiples fonctions semblables à celle d'un Premier ministre. Felipe Pérez Roque, pour sa part, quarante-quatre ans, était depuis presque onze ans le ministre des Relations extérieures ; il avait fait partie de l'équipe qui travaillait directement avec Fidel Castro et il jouissait de sa confiance et de sa sympathie. Tous deux intégraient les organes dirigeants du parti et du gouvernement : ils étaient membres du Conseil d'État, du Comité central – Lage faisait même partie du Bureau politique – et députés à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire.

Les écrivains occidentaux composèrent aussitôt la version selon laquelle « les hommes à Fidel » étaient remplacés par « les hommes à Raúl », autrement dit qu'une lutte pour le pouvoir se déroulait au sommet, si bien que Fidel en personne dut mettre les points sur les *i* pour démentir ces « commérages ». Dans une de ses « Réflexions » habituelles, datée du 3 mars 2009, il écrivit : « Je n'ai jamais proposé la plupart de ceux qui ont été remplacés. Ils ont toujours été nommés à leurs postes par d'autres compagnons de la direction du parti ou de l'État. Je ne me suis jamais livré à ce genre de besogne... On m'a consulté à propos des nouveaux ministres qui viennent d'être nommés, bien qu'aucune norme n'ait obligé les compagnons à le faire, car j'ai renoncé aux prérogatives du pouvoir depuis longtemps. » Et d'ajouter : « Aucun des deux que les dépêches signalaient comme les plus lésés n'a dit un mot pour exprimer son désaccord. Ce n'est absolument pas faute de courage personnel, mais pour une toute autre raison : le miel du pouvoir – qui ne leur a coûté aucun sacrifice – a éveillé en eux des ambitions qui les ont poussés à jouer un rôle indigne. L'ennemi extérieur s'est fait des illusions à leur sujet⁸⁹. »

⁸⁹ Fidel Castro, « Des changements salubres au Conseil des ministres », journal *Granma*, 4 mars 2009, p. 1.

Le journal *Granma* publia les lettres que Carlos Lage et Felipe Pérez adressèrent à Raúl Castro et dans lesquelles ils démissionnaient de leurs postes, reconnaissaient leurs erreurs et promettaient de travailler honnêtement à leurs nouveaux emplois et de rester fidèles. Mais ces lettres, brèves, concises, donnèrent lieu à des spéculations.

Trois ou quatre mois après, le journal britannique *Financial Times* et le journal espagnol *El País* publièrent des détails dont l'essence est la suivante : un certain Conrado Hernández, qui avait été vice-président de la Fédération étudiante quand Lage en était le président, s'était lancé dans les affaires et avait obtenu d'être représentant des intérêts commerciaux du Pays basque à Cuba, s'efforçant d'utiliser à son profit ses relations de son époque de dirigeant étudiant. Une fois entré sur ce terrain mouvant, il commença à coopérer avec les services de renseignement espagnols et à faire parvenir à Madrid des informations confidentielles sur ce qu'il se passait dans la direction cubaine.

Ce Conrado possédait aux alentours de La Havane une résidence secondaire où il invitait fréquemment Carlos Lage et Felipe Pérez, mais aussi Carlos Valenciaga, le secrétaire personnel de Fidel, et d'autres. Au cours de ces réunions, l'alcool coulait, et les invités spéculaient sur des changements éventuels au sommet, critiquaient sans égard la génération de révolutionnaires plus âgés qu'ils taxaient de « fossiles » et de « dinosaures ». Ils n'épargnaient personne : il y eut des « plaisanteries » sur des attentats à faire à la santé de José Ramón Machado Ventura, un des dirigeants du Comité central. Tout ceci – on le saura plus tard – était filmé et aboutissait aux mains des services secrets espagnols.

Conrado Hernández profitait de son amitié avec Carlos Lage et Felipe Pérez pour obtenir des informations sur les dirigeants. Comme sa femme travaillait dans l'hôpital où l'on traitait Fidel, il utilisait les commentaires qu'elle écoutait au sujet de sa santé, ce qui intéressait bien entendu les services secrets occidentaux, et il les faisait parvenir à des représentants espagnols travaillant à La Havane. Quand les services secrets cubains commencèrent à avoir des soupçons à son égard, ils filmèrent à leur tour ses nombreuses rencontres avec ses contacts espagnols. Une fois Hernández arrêté, le ministère cubain des Relations extérieures adressa une note de protestation à l'ambassade espagnole et déclara les fonctionnaires impliqués *persona non grata*.

Avec toutes ces preuves, les autorités cubaines firent des vidéos qui ne furent pas adressées aux médias, mais présentées à des centaines de milliers de Cubains, dont des militants, afin de démontrer qu'aucun dirigeant du parti ou de l'État ne peut oublier les principaux éthiques, à plus forte raison servir l'ennemi directement ou indirectement. Les vidéos se concluent sur une intervention de Raúl qui, devant le Bureau politique, analyse sévèrement, en leur présence, les erreurs commises par Carlos Lage et Felipe Pérez qui abandonnent ensuite la salle la tête basse. De nombreux militants estimèrent que les principaux inculpés devaient aller en prison. En fait, le seul à finir derrière les barreaux fut Conrado Hernández, tandis que les autres reprirent leurs professions antérieures : médecin, bibliothécaire, ingénieur, etc.

Ce triste épisode convainquit une fois de plus Raúl que la direction du parti devrait être extrêmement attentive et exigeante quant aux personnes qui atteignaient les cimes du pouvoir, pour empêcher que s'y introduisent des individus peu notables comme Mikhaïl Gorbatchev ou Boris Eltsine, capables de combiner la critique à outrance et le flirt avec l'étranger.

Pour des causes naturelles, les rangs de vieux cadres forgés dans la Révolution s'éclaircissent. Le 11 septembre 2009, mourait Juan Almeida, l'un des hommes les plus fidèles et les plus dévoués, avec qui Raul avait parcouru toute l'épopée révolutionnaire dès l'attaque de la caserne Moncada. Tous deux furent nommés commandants par Fidel le même jour dans la Sierra Maestra et dirigèrent des fronts guérilleros. Ils furent nommés Héros de la République de Cuba également le même jour. Tous deux ont décidé de se faire enterrer dans des panthéons érigés sur le territoire des fronts qu'ils commandaient.

En septembre 2011, ce fut le tour du général d'armée Julio Casas Regueiro, qui avait succédé à Raúl au ministère des Forces armées révolutionnaires. Ce fut pour lui une dure perte, car leur amitié datait des années de la guerre révolutionnaire, et c'était en plus un chef fiable et compétent.

Politologues et spécialistes s'intéressent de nos jours à la figure du premier vice-président des Conseils d'État et des ministres de Cuba, Miguel Díaz-Canel Bermúdez. Quand on lit sa biographie et sa carrière, on évoque l'expérience de la Chine et du Viet Nam où l'on promeut à des postes de responsabilité les personnes forgées durant des décennies de travail pratique : dans sa vie, tout s'est forgé graduellement, d'une manière logique et solide ; son état de service ne révèle aucune improvisation.

Díaz-Canel est né le 20 avril 1960 à Santa Clara, à trois cents kilomètres à l'est de La Havane. Après son bac, il entre à l'Université centrale, dans sa ville natale, en sortant ingénieur électronicien en 1982. Comme tous les autres diplômés cubains, il fait son « service social » ; pour lui, ce sera les Forces armées révolutionnaires pendant trois ans, comme officier missilier de la DCA, compte tenu de sa spécialité civile. Démobilisé, il rentre dans sa ville natale et devient professeur à l'université.

C'est en 1987 qu'il commence sa carrière politique comme secrétaire de l'Union des jeunes communistes à l'université, puis comme permanent de cette organisation au Nicaragua où il s'occupe des militants civils et militaires qui y remplissent une mission internationaliste.

De retour à Cuba, il entre en 1989 au Comité central, tout en occupant la fonction de second secrétaire de l'UJC. En 1994, il est élu à la tête du Comité provincial du parti à Villa Clara ; c'est la période la plus dure de la Période spéciale, qui met à l'épreuve la capacité des dirigeants.

En 2003, il est élu premier secrétaire du parti dans la province d'Holguín, une région plus étendue et plus peuplée qui compte une industrie développée et qui est vite devenue un des pôles du tourisme international. Cette même année, le Comité central l'élit membre de son Bureau politique, le plus jeune de tous ses intégrants. Présentant sa candidature, Raúl Castro affirme :

[...] il se distingue par son travail tenace et systématique, son esprit autocritique et son rapport constant avec le peuple. Il possède un grand sens du travail collectif et une grande exigence envers ses subordonnés, tout en prêchant d'exemple dans son aspiration à se dépasser jour après jour. Il a fait preuve d'une solide fermeté idéologique⁹⁰.

Compte tenu de son longue et brillante carrière au parti, il avait été nommé en 2009 ministre de l'Enseignement supérieur. Trois ans après, il est nommé vice-président du Conseil des ministres.

Les qualités des hommes d'État définissent dans une bonne mesure le visage de la nation. Ce n'est pas en vain que les Orientaux disent « mieux vaut un troupeau de moutons conduit par un lion qu'une meute de lions dirigée par un mouton ». Le marxisme traditionnel a sous-estimé de toute évidence le rôle de la personnalité dans l'Histoire quand il a affirmé que ce sont les peuples qui font l'Histoire et que la personnalité n'en exprime que la volonté et les espoirs. L'expérience de la Russie dément cette conception simplifiée du rôle de la personnalité et du peuple comme créateurs de l'Histoire : un même peuple a, tout au long d'un siècle, suivi une trajectoire zigzagante tout à la fois très épique et dramatique, depuis le retard jusqu'aux cimes du progrès mondial, en fonction des leaders qui ont été à la tête de l'État. Tous les dirigeants ne sont pas capables d'exprimer les intérêts les plus profonds de leur peuple. Seule l'Histoire, comme le juge le plus impartial de l'action humaine, peut prouver si un leader a été authentique ou non. Plus cette activité remonte dans le passé et plus exactes sont les évaluations à ce sujet.

⁹⁰ *Granma*, 16 juillet 2003, p. 2.

Le début du XXI^e siècle a posé aux dirigeants cubains la question suivante : « *Quo Vadis ?* » Selon la légende, c'est l'apôtre Pierre qui la posa au Christ : « *Quo Vadis, Domine ?* », soit « Où vas-tu, Seigneur ? La réponse aurait une signification vitale à mesure que diminuaient les tensions de la Période spéciale.

Le monde avait radicalement changé dans la dernière décennie du siècle antérieur. L'Union soviétique ni le reste du camp socialiste européen n'existaient plus. La République populaire de Chine prenait un poids politique et économique prépondérant dans le monde grâce à une combinaison magistrale des méthodes socialistes de direction et de l'efficacité de l'économie du marché.

Le Mouvement des pays non alignés qui avait regroupé les années précédentes les pays du Tiers-monde comme une forme de survivre au milieu de la rude confrontation entre l'Ouest et l'Est, avait perdu de sa raison d'être parce que la planète était devenue unipolaire. L'intégration, selon le principe du régionalisme, devint notable ; l'Europe, puis l'Amérique latine furent les premières régions à marcher avec succès sur cette voie.

Cuba avait besoin de réformer substantiellement son système socio-économique pour ne pas se retrouver hors de la communauté internationale ni devenir un merle blanc.

Dans ses entretiens avec Ignacio Ramonet, Fidel Castro parlait dès 2005 de la nécessité de rectifier significativement la pratique socio-économique nationale. À première vue, les dirigeants ont constaté le coût qu'implique la dualité monétaire dans le pays : le peso cubain et le peso convertible, deux monnaies entre lesquelles il n'y a pas de cloison étanche puisqu'elles peuvent s'échanger dans les bureaux de change et les banques à raison, en 2014, de 25 :1 à l'achat et de 24 :1 à la vente, mais cette dualité crée une foule de problèmes du point de vue économique et social et engendre des clivages entre ceux qui ont accès à l'une ou à l'autre.

Le système de rationnement, qui passe par le livret dit d'approvisionnement et qui est en vigueur depuis presque un demi-siècle, s'est modifié peu à peu et doit disparaître : il concrétisait le principe d'égalitarisme selon lequel chaque Cubain et chaque Cubaine, sans distinction d'âge, de profession, de niveau de revenu ou d'état de santé, recevait les mêmes articles à des prix presque symboliques. Au début, il ne concernait que les aliments, puis il s'est étendu aux vêtements et aux articles ménagers, pour se limiter plus tard à des denrées alimentaires données, tandis que le reste s'achetait aux prix du marché. Ce système engendra des situations absurdes, par exemple qu'un nouveau-né reçoive, dès son premier jour d'existence, sa part de café et de cigarettes. Les subventions de l'État à la population se montaient à ce titre à plus de mille dollars par citoyen, ce dont, soit dit en passant, aucun journaliste occidentale ne parle jamais.

De nombreux avantages sociaux établis dès les premières années de la Révolution subsistent. La situation économique réelle ne les justifiait pas toujours, mais la vaste coopération de l'URSS et de la communauté socialiste permettait aux autorités de les maintenir. Les annuler durant la Période sociale aurait pu troubler la stabilité sociale et l'État était contraint de les maintenir, comme l'on dit, « faute de mieux ».

Ainsi, la production d'électricité, pour carence de sources énergétiques nationales suffisantes, coûte plus cher à l'État qu'aux consommateurs ; le transport public est en grande partie subventionné ; l'alimentation des élèves et de certaines catégories de travailleurs est pratiquement gratuite ; les vêtements de travail sont donnés gratis. Il en est ainsi de nombreux avantages dont on n'a aucune idée dans d'autres pays. Par exemple, les centres d'accueil de personnes d'âge avancé à faibles ressources les accueillent très tôt pour les trois repas de la journée ; ces personnes rentrent chez elles le soir, et ce pour vingt-cinq pesos cubain, soit un dollar au taux de change actuel, par mois.

Des Cubains touchant des revenus élevés, comme des paysans, des petits entrepreneurs et d'autres travailleurs indépendants bénéficient aussi de ce système de subventions public, basé sur l'égalitarisme le plus absolu.

Fidel a raconté un jour en public qu'il avait parlé avec un propriétaire d'un petit restaurant et qu'il lui avait demandé combien il consommait d'électricité, car il possédait des réfrigérateurs, la climatisation, des cuisines électriques, etc. L'homme mentionna un chiffre bien élevé de kilowatts-heure. Il était évident que cette affaire privée prospérait aux dépens de l'État qui lui offrait une énergie subventionnée...

Il fallait donc remettre de l'ordre dans l'économie nationale au bout de décennies de difficultés qui avaient entraîné le vol, la corruption et le retour de la prostitution. On ne pouvait lutter contre ces phénomènes par de simples mesures administratives. Ainsi, quand on constata que le vol de carburant dans les stations-service et les moyens de transport atteignait des niveaux dangereux, on mobilisa vingt-huit mille travailleurs sociaux, la plupart des étudiants, pour imposer de l'ordre dans les réseaux de distribution. Fidel raconta, irrité, à Ramonet que si ces travailleurs ne suffisaient pas, on en mobiliserait le double, mais il fallait apprendre aux gens corrompus qu'on mettrait fin au vol avec l'appui le plus décidé du peuple.

Mais il était de plus en plus évident qu'il fallait d'autres leviers pour assainir la situation, en premier lieu actualiser le modèle économique en accord avec les nouvelles circonstances. Mais, pour que nul ne se méprenne sur le sens profond de ces réformes à entreprendre, Raúl précisa clairement quand il entra en fonctions comme chef de l'État le 24 février 2008, devant l'Assemblée nationale : « On ne m'a pas élu président pour restaurer le capitalisme à Cuba, ni pour brader la Révolution. J'ai été élu pour défendre, maintenir et continuer de perfectionner le socialisme, pas pour le détruire !⁹¹ »

La Commission économique-financière du Comité central fut créée sous sa présidence, la vice-présidence étant confiée au général Julio Casas et la coordination à Marino Murillo, vice-président du Conseil des ministres et ministre de l'Économie et de la Planification.

Raúl Castro possède une qualité importante : le bon sens. Il s'occupe des questions à fond, sans agitation ni précipitation inutiles, réunissant autour de lui les gens les mieux qualifiés. Il avait aussi affirmé : « Ceux qui, dans le pays ou à l'étranger, animés de bonnes ou de mauvaises intentions, nous poussent à aller plus vite, qu'ils sachent que nous continuerons d'aller sans hâte mais sans pause, les pieds sur terre, et les yeux aussi⁹². »

Des groupes de travail élaborèrent pendant deux ans le document intitulé : « Projet d'Orientations de la politique économique et sociale du parti et de la Révolution », qui devait être soumis au Sixième Congrès du parti.

Bien que le congrès précédent remontât à plus de douze ans, un délai explicable par les conditions difficiles de la Période spéciale, les préparatifs de celui-ci n'en furent pas accélérés pour autant. À l'un des plénums du Comité central, Raúl affirma qu'il était très probable que ce congrès serait le dernier à être conduit par les représentants de la « direction historique » de la Révolution, et qu'il fallait donc le préparer avec soin et discuter amplement les documents, de sorte qu'à sa demande, le plénum décida d'en ajourner la convocation jusqu'à la conclusion de ce processus.

Conformément à une tradition bien établie, le projet d'Orientations fut discuté par les militants et la population pendant trois mois, du 1^{er} décembre 2010 au 28 février 2011, au cours de 163 000 réunions auxquelles participèrent des millions de personnes, dont plus du tiers fit des propositions, ce qui prouve que tant les militants que la population montrèrent beaucoup d'intérêt pour les propositions de réformes qui furent largement débattues.

⁹¹ *Granma*, 25 février 2008, p. 6.

⁹² *Id.*

À la suite de cette discussion, les 291 Orientations du projet initial passèrent à 311 ; seulement 94 conservèrent leur rédaction initiale ; 181 furent modifiés, 16 intégrés à d'autres et 36 furent entièrement nouveaux. Bref, 68 p. 100 du document de départ souffrit des changements considérables.

Il fut analysé par le Sixième Congrès, réuni à La Havane du 16 au 19 avril 2011 et dédié au cinquantième anniversaire de la victoire de Playa Girón et de la proclamation du caractère socialiste de la Révolution. La veille, un défilé militaire avait rendu hommage aux nouvelles générations de Cubains.

Le Congrès fut suivi par 986 délégués sur 1 000 élus et par 97 invités. Un chiffre bien inférieur aux congrès précédents, bien que les membres du parti aient augmenté jusqu'à 800 000, ce qui est une marque de l'action de Raúl. C'est lui qui présenta le Rapport central, même si le premier secrétaire était encore Fidel. Dans son style caractéristique, il prit le taureau par les cornes et analysa les Orientations.

Il expliqua en détail le déroulement de la discussion du document, depuis la base jusqu'à l'Assemblée nationale et au Conseil des ministres, et précisa que quarante-cinq propositions visaient à permettre la grande propriété privée, mais qu'elles avaient été rejetées comme incompatibles avec les principes du socialisme.

Il précisa que c'était la proposition de supprimer le livret d'approvisionnement qui avait suscité la plus grande quantité d'opinions. Au départ, la population s'était prononcée pour son maintien sous une forme ou une autre ; toutefois, au terme des discussions, la conclusion avait été qu'elle avait joué son rôle historique et qu'il fallait l'éliminer graduellement pour trois raisons essentielles. 1) Elle impliquait un fardeau insoutenable pour le budget de l'État : 1,3 milliard de dollars par an. 2) Elle n'incitait pas au travail et contredisait le principe socialiste : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail », puisqu'il était possible de ne rien faire et d'obtenir pourtant des approvisionnements à des prix symboliques. 3) Il n'était pas juste que ceux qui perçoivent de plus gros revenus, à savoir les personnes recevant des fonds familiaux de l'étranger, celles qui travaillent dans le tourisme ou dans des sociétés étrangères, ou qui sont coopérants à l'étrangers, les entrepreneurs privés et leurs travailleurs, entre autres, aient droit à la même quantité de denrées alimentaires subventionnées que les personnes à revenus inférieurs.

Adoptant les Orientations, le Congrès mettait donc le cap sur la suppression de l'égalitarisme que représente le livret, et soulignait le principe qu'il fallait subventionner, non les produits, mais les personnes en ayant besoin. Aucun Cubain la nécessitant ne sera privé de l'aide de l'État. Il n'y aura pas de thérapie de choc à Cuba, mais tout le monde ne recevra plus sur un pied d'égalité la même quantité de ressources publiques limitées.

Le Congrès approuva aussi l'unification monétaire, que le gouvernement devra réaliser graduellement après une étude minutieuse pour ne léser aucun secteur important de la société.

La question des affaires privées que la loi avait autorisées pendant la Période spéciale occupa une place importante dans les débats : le Congrès approuva d'une manière irrévocable et catégorique leur légitimité et même leur désidérabilité. De nos jours, près de 400 000 Cubains travaillent à leur compte. Auparavant, quelque deux cents métiers, dont coiffeur, menuisier, ferronnier et serrurier, avaient été « libérés », autrement dit autorisés à l'exercice privé, surtout dans le secteur des services à la population, la seule condition étant le paiement des impôts, quelque chose de nouveau pour les Cubains qui vécurent très longtemps sans en payer, car les rentrées du budget public provenaient des profits des entreprises, presque toutes aux mains de l'État depuis 1968. La réapparition des affaires privées modifiait donc le panorama.

Dans son Rapport au Congrès, Raúl insista sur les rôles différents du parti et de l'État. Le premier est un organe politique, son autorité est de nature morale, et ses accords ne se convertissent pas d'eux-mêmes en lois, dont la promulgation incombe justement à l'Assemblée nationale, le respect de leur accomplissement revenant au gouvernement.

Celui-ci constitua une Commission permanente pour la mise en œuvre des Orientations, qui sera chargée de proposer des projets de loi et de résolutions en tant qu'instrument juridique des réformes.

Deux provinces récemment créées, Artemisa et Mayabeque, relativement petites en étendue et proches de La Havane, furent choisies pour servir de ballon d'essai aux changements visant à améliorer le travail des organes du Pouvoir populaire.

Raúl Castro souligna qu'il était impérieux d'exécuter les accords et avertit : « Ce que nous avons adopté à ce Congrès ne peut subir le même sort que les accords des précédents, presque tous oubliés sans jamais avoir été appliqués⁹³. »

Personne n'a encore réfuté le fameux axiome selon lequel « les cadres décident de tout ». C'est la qualité des appareils du parti et de l'État qui détermine en fin de compte le succès ou l'échec de réforme bien conçues. Aussi Raúl a-t-il souligné fermement qu'il n'est pas besoin d'être un militant communiste pour être un dirigeant efficace, de sorte qu'il faut incorporer plus largement à des postes de responsabilités ceux qui ne le sont pas mais qui ont tout le potentiel créateur et l'énergie nécessaires pour les occuper, et a-t-il insisté sur la promotion des femmes, des Noirs, des métis et des jeunes à partir de leurs mérites et de leurs conditions.

Le Congrès a aussi abordé la question de la politique extérieure d'une manière directe et claire. Le Rapport a réaffirmé les principes invariables sur lesquelles elle s'est fondée dès le début même de la Révolution et ratifié la disposition de Cuba à dialoguer avec les États-Unis et avec n'importe quel pays sur un pied d'égalité et dans le respect mutuel. Raúl a même remercié le gouvernement espagnol et l'Église catholique d'avoir contribué à régler la libération anticipée d'un groupe de « dissidents » cubains.

Le mot d'ordre clef du Congrès était qu'il fallait centrer les efforts du parti et du peuple sur le développement économique, car telle est la quintessence des réformes engagées par Fidel et dont l'exécution pratique retombe sur les épaules de Raúl et de la nouvelle génération de ses compagnons de lutte.

L'objectif final se résume dans le slogan : « Pour un socialisme prospère et durable » qui orne toujours plus la place de la Révolution pendant les fêtes. Quand vous demandez aux Cubains ce que veut dire : « durable », ils vous répondent : « Indépendant de n'importe quelle circonstance extérieure », contrairement à ce qui se passait avant dans l'économie nationale.

Le bilan du Sixième Congrès indique que le cap est mis vers une économie multisectorielle au sein de laquelle l'État se réserve les secteurs clefs et basée sur les principes de la planification. Cela apparaît dans les trois premières Orientations générales :

1. Le système de planification socialiste, qui restera la voie principale pour diriger l'économie nationale, doit se transformer dans sa méthodologie, son organisation et son contrôle. La planification tiendra compte des caractéristiques du marché, tout en influant sur lui.
2. Le modèle de gestion reconnaît et encourage, en plus de l'entreprise publique socialiste – forme principale de l'économie nationale – d'autres formes : les modalités d'investissement étranger prévues dans la loi (dont la société mixte et le contrat d'association économique internationale), les coopératives, les petits agriculteurs, les usufruitiers, les preneurs de bail, les travailleurs à leur compte et d'autres formes qui doivent, toutes ensemble, contribuer à élever l'efficacité.
3. La concentration de la propriété dans des personnes juridiques ou naturelles ne sera pas permise dans ces formes de gestion non publiques⁹⁴.

⁹³ "Informe Central al VI Congreso del Partido Comunista de Cuba", *Granma*, 17 avril 2013, p. 2.

⁹⁴ *Partido Comunista de Cuba. Documentos*, p. 40.

L'actualisation économique prête une attention spéciale à l'entreprise publique socialiste qui doit être efficace, bien organisée et efficiente. Pour y parvenir, il faut, entre autres points, accroître les facultés de ses dirigeants et exiger encore plus de responsabilités à ses cadres dont les décisions, les actions ou les omissions causent des dommages et des préjudices à l'économie. Par ailleurs, le contrôle extérieur concernant la gestion des entreprises se basera surtout sur des mécanismes économiques et financiers, sans exclure les mécanismes administratifs.

On annonça durant le Sixième Congrès que la première Conférence nationale du parti serait convoquée en 2012 pour discuter des problèmes internes de l'organisation, de son rôle et de sa place dans la nouvelle étape de la Révolution, ce qui donna lieu à de nouvelles supputations sur d'éventuels changements radicaux, l'acceptation de nouveaux partis, une grande épuration de ses rangs, entre autres.

Raúl Castro précisa dans plusieurs présentations publiques que des changements sensationnels n'étaient pas à l'ordre du jour, qu'il s'agissait pour l'essentiel de poursuivre la tâche du Sixième Congrès, mais uniquement en ce qui concernait la question interne du parti.

En fait, la convocation d'une Conférence nationale était une nouveauté absolue qui n'avait pas de précédent en cinquante-quatre ans de Révolution, mais qui s'expliquait parfaitement : le Sixième Congrès s'étant consacré exclusivement aux questions socio-économiques, il y avait quinze ans – depuis le Cinquième – que le parti ne dressait aucun bilan général de ses propres forces et de son action.

Les Cubains ont subi les terribles expériences de la Période spéciale et profitaient toujours des orientations et de l'exemple de Fidel Castro, mais son état de santé a privé le parti de l'activité quotidienne du plus prévoyant et du plus aguerrri de ses militants. Cuba ayant atteint un échelon qualitativement nouveau dans son développement socio-économique, le parti, qui est selon la Constitution la force dirigeante de l'État, se devait d'engager un débat très sérieux sur son propre fonctionnement.

La Conférence aborda la question de la qualité dans les rangs du parti et les mesures à prendre pour en élever l'efficacité. En 2012, le parti comptait huit cent mille militants, ce qui est beaucoup quand on sait que la population cubaine se chiffre à un peu plus de onze millions d'habitants.

L'expérience politique de l'Union soviétique et d'autres partis socialistes d'Europe de l'Est prouve que la quantité de membres des partis communistes n'indique pas forcément leur force réelle, leur combativité ou leur disposition à défendre les valeurs qui sous-tendent leurs programmes et autres documents.

Ainsi, en URSS, le Parti social-démocrate ouvrier, le prédécesseur du PCUS, ne comptait que cent quarante mille membres en 1917, mais il fut pourtant capable de faire une profonde révolution socio-économique et de guider cent cinquante millions de Russes. À contrario, en 1991, le PCUS qui comptait vingt millions de militants fut incapable de contrecarrer des adversaires idéologiques bien moins nombreux et de les empêcher de restaurer l'ordre capitaliste au moyen d'une contre-révolution. Ce même phénomène se répéta dans les autres pays de la communauté socialiste européenne.

La situation de Cuba est particulière, car elle se maintient en première ligne de feu face au puissant ennemi du Nord. Par ailleurs, les qualités des dirigeants de la Révolution cubaine sont en principe différentes. Les communistes cubains non seulement se battent pour préserver les conquêtes sociales de leur révolution, mais défendent aussi leur identité nationale, leur liberté, leur indépendance et l'avenir de leur nation.

Plus de 70 p. 100 de la population cubaine est né après 1959, et ignore la face condamnable du capitalisme qui poussa ses parents et grands-parents à lui substituer un régime social plus juste et plus humain. De son côté, le capitalisme, utilisant ses vastes réseaux médiatiques, occulte ses plaies et ses vices, exhibant le glamour de ses fards et atours attrayants, comme font les prostituées qui cachent à leurs clients qu'elles sont sidéennes.

La majorité de la jeunesse cubaine est née et s'est formée durant la Période spéciale, autrement dit à l'étape peut-être la plus dure de l'histoire. Certains peuvent penser que les difficultés matérielles sont un effet du choix socialiste, d'autant que cette idée leur est inculquée depuis l'étranger par tous les moyens par les ennemis de la Révolution. Cette situation crée un péril de rupture entre les générations.

La Conférence se justifiait par la nécessité de reconfigurer les structures de pouvoir : jusque-là, le parti avait assumé de fait des fonctions administratives, ses comités faisant souvent office d'organes du Pouvoir populaire. Il fallait inverser cette situation.

Un reflet symbolique de ces changements en est la restauration du Capitole national, entreprise sur l'initiative de Raúl Castro. Cet édifice majestueux fut construit en 1929 pour abriter le Congrès. Sa coupole rappelle d'une certaine manière celle de Saint-Pierre-de-Rome. Dans son hall central, encastré dans le sol, un brillant de vingt-cinq carats marque le kilomètre zéro des routes cubaines. Curieusement, ce bijou appartient à Nicolas II, le dernier czar de Russie ; amené à Cuba par un marchand turc qui l'avait acheté dans des enchères à Paris, au début des années 20 du siècle dernier, il est conservé depuis des années à la Banque centrale de Cuba pour éviter tout vol. Celui du Capitole en est une réplique de verre. Depuis le début de la Révolution, le Capitole a été tour à tour siège du ministère de la Science, de la Technologie et de l'Environnement et celui de l'Académie des sciences. Il retrouvera bientôt son ancienne fonction pour devenir le siège de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire.

Suivant une tradition bien ancrée, la Première Conférence nationale du parti fut précédée par la discussion d'un document intitulé : « Objectifs de travail du Parti communiste de Cuba », contenant cent paragraphes et autant d'objectifs, soumis à l'analyse et à l'approbation des assemblées du parti à tous les niveaux, une commission de rédaction ayant tenu compte des remarques faites et des amendements proposés. Le document fut aussi publié pour que toute la population en connaisse la teneur.

La Conférence tint séance le samedi 28 et le dimanche 29 janvier 2012, précisément pour concrétiser l'idée de Raúl que les réunions du parti ne devaient pas empiéter sur les horaires de travail : si le parti est le guide politique et moral de la nation, il doit prêcher d'exemple et ne pas se réunir durant la journée de travail qu'il qualifia une fois de sacrée. Le rapport fut présenté par José Ramón Machado Ventura, et Raúl tira les conclusions, tous deux ayant été élu respectivement deuxième et premier secrétaire du parti lors du Sixième Congrès.

L'essentiel de la Conférence consista en l'analyse critique et objective du travail du parti. Les intervenants firent de nombreuses remarques, en accord avec la demande de Raúl qu'il fallait créer un climat où chacun puisse dire ouvertement ses opinions, aussi critiques qu'elles soient, sans dorer la réalité.

Raúl souligna que, compte tenu du choix d'un parti unique fait par le peuple cubain, il fallait élargir la démocratie dans la société et dans le parti, ce qui impliquait la création d'un climat de confiance grâce auquel les divergences seront assumées comme naturelles. Et d'ajouter : « Nous devons nous habituer tous à nous dire la vérité entre quatre yeux, avoir notre opinion et ne pas avoir peur de la défendre⁹⁵. »

Les méthodes de travail désuètes, le formalisme, la langue de bois et les réunions portant sur des questions sans rapport avec les intérêts de chaque cellule firent l'objet de nombreuses

⁹⁵ *Granma*, 30 janvier 2012, p. 3.

critiques. Ainsi que le tort que causaient les fréquentes mobilisations injustifiées à des « travaux volontaires » le week-end, ce qui était une source d'irritation et de malaise.

La passivité des militants qui feignent d'ignorer les violations de la loi dans leur voisinage fit aussi l'objet de critiques, ainsi que les déficiences de la politique des cadres qui promeut à des postes élevés des gens sans expérience pratique et ne possédant pas les qualités morales nécessaires. Bref, la Conférence servit à frotter le parti pour en enlever la rouille.

Dans ses conclusions, Raúl Castro affirma qu'aucun accord du Congrès ou de la Conférence ne réglait par lui-même les problèmes, que les déficiences repérées ne pouvaient être surmontées que si les organisations du parti élevaient la qualité de leur travail quotidien ; de plus, celles-ci devaient être contrôlées au moins deux fois par an par les instances supérieures. Les militants – insista-t-il – devaient travailler quotidiennement à l'application des accords du Sixième Congrès formulés dans les Orientations de la politique économique et sociale du parti et de la Révolution.

Parlant des dangers qu'elle représente, Raúl se dit convaincu que « la corruption était à l'étape actuelle l'un des principaux ennemis de la Révolution et qu'elle était bien plus dommageable que le programme de subversion et d'ingérence que l'administration étasunienne et ses alliés dedans et dehors orchestrent à grand renfort de millions de dollars⁹⁶. » Il fit savoir aux délégués que les organes d'investigation étaient en train de conclure plusieurs dossiers de corruption importants dont les personnes impliquées étaient des militants du parti. Et d'ajouter : « La sanction appliquée aux personnes convaincues de corruption pourra être uniquement leur expulsion du parti⁹⁷. »

Les délégués adoptèrent le document : « Objectifs de travail » qui intégra les principales idées émises durant les débats. Ils insistèrent pour que les congrès du parti se tiennent tous les cinq ans, comme le stipulaient les Règlements du parti, la dérogation à cette norme ne devant être décidée que par un plénum du Comité central ou, dans des cas spéciaux, par le Bureau politique, et les militants devant être informés des raisons présidant à cette décision. Par ailleurs, le plénum du Comité central devait se réunir deux fois par an et aborder en priorité les questions économiques.

Une personne ne pourrait occuper un poste électif élevé au parti et au gouvernement que pour deux périodes de suite, soit dix ans, et ne pouvait pas y dépasser un âge maximal. Décision fut prise d'introduire, le cas échéant, ces amendements dans la Constitution ; de libérer de leurs responsabilités les secrétaires de parti aux différents niveaux qui ne répondraient à ces exigences ; de rapprocher le travail du parti des gens, de leurs problèmes et de leurs préoccupations, et de suivre la réaction de la société aux réformes socio-économiques afin de rectifier les choses opportunément.

La Conférence insista sur la nécessité de préserver les traditions, la culture et l'identité de Cuba, d'étudier son histoire, puis celle de l'Amérique et enfin l'histoire universelle, et d'écarter de la culture toute manifestation de bricolage et de vulgarité.

Il faudra prêter une attention spéciale à la formation des cadres sur les questions économiques. La promotion à des postes de direction au parti et au gouvernement devra reposer sur la capacité de l'individu pressenti à les exercer et sur sa disposition à reconnaître comme siens la politique et le programme du parti, même s'il n'en est pas militant. Curieusement, le document recommande aux militants de travailler sur les plans politique et idéologique auprès des travailleurs à leur compte et de lutter contre les préjugés qui règnent encore dans la société à leur égard.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec plusieurs diplomates russes en poste à Cuba depuis longtemps, et ils évaluent tous positivement les progrès qu'ont tracés le Sixième Congrès et la

⁹⁶ *Id.*

⁹⁷ *Id.*

Première Conférence nationale. Selon l'un d'eux, « la population de l'île s'est insérée activement et très intéressée dans le dialogue avec les autorités, car elle se rend compte qu'elle va pouvoir contribuer à marcher vers un nouveau cap qui permettra d'améliorer la qualité de vie. »

Devant l'enthousiasme des masses, jusqu'aux opposants ont dû rectifier leur tactique traditionnelle consistant à refuser et à critiquer durement la direction du parti et de l'État. Pour tenter de se faire sentir, des organisations de dissidents présentèrent le 27 octobre 2012 la Fondation pour un changement participatif, dont le drapeau était le point si névralgique : la libération des « prisonniers politiques ». Mais comme, à ce moment-là, l'État et l'Église catholique avaient déjà joué ce rôle, la Fondation périclita sans laisser de traces.

On assiste actuellement à une rénovation et à un rajeunissement généralisés des cadres de direction, et la représentation féminine dans les structures de pouvoir s'avère notable : ainsi, des 115 membres du Comité central, 48 sont des femmes, soit 42 p. 100 contre seulement 13 p. 100 auparavant ; dans les comités provinciaux, cette présence des femmes à des postes politiques est supérieure pour atteindre 50 p. 100. Un vieil émigré cubain à Miami, parlant avec un neveu de retour de Cuba qui lui parlait de ces changements, grognait : « Raúl va être le dernier macho au pouvoir à Cuba ! »

En Amérique latine, où le machisme règne depuis des siècles, on élit des femmes à la présidence, comme on le voit au Brésil, en Argentine, au Chili et au Costa Rica. Compte tenu de sa biographie révolutionnaire, de son expérience politique et vitale et de son charme personnel, Vilma aurait pu occuper n'importe quel poste dans son pays.

Cuba, heureusement, n'a pas connu les affrontements raciaux qui apparaissent dans d'autres peuples, mais il y reste des préjugés et de la discrimination pour des motifs sociaux, hérités de l'époque de l'esclavage. Les gens à la peau sombre étaient à la base de la pyramide économique et il leur était plus difficile d'accéder à l'instruction et aux emplois les mieux rémunérés.

Le triomphe de la Révolution, avec ses ambitions de justice sociale, d'égalité formelle et de chances pour tous, sous-tendues par un corps légal, ne fut pas suffisant pour éliminer les préjugés ancrés dans la mentalité des gens, bien que le peuple cubain, comme on le dit par plaisanterie, est un mélange, tout comme le café au lait, la différence étant dans la quantité de chaque ingrédient.

J'ai écouté plusieurs fois des dirigeants cubains se plaindre de la présence insuffisante de Noirs et de métis dans les structures du parti et de l'État. Heureusement, cette situation a commencé à changer depuis que cette question est devenue une priorité politique : on en compte aujourd'hui 36 au Comité central, qui compte 115 membres, autrement dit une proportion similaire à celle de la population cubaine.

Le président de l'Assemblée nationale, Esteban Lazo, est Noir. Autrefois coupeur de canne, la Révolution lui a permis de développer ses potentialités ; il a fait des études d'économie sans cesser de travailler, et il a dirigé les comités provinciaux du parti en Matanzas, dans la capitale et en Santiago de Cuba, avant d'être élu à ses responsabilités actuelles.

Les plans de modernisation comprennent aussi la réduction des effectifs démesurés dans le secteur public, aussi bien dans les organismes gouvernementaux que dans les centres de production et de services : il est prévu d'en éliminer cinq cent mille, mais graduellement de façon à ne pas créer de tensions sociales. L'idée est que le secteur non public pourra assimiler les travailleurs ainsi libérés. Selon des experts, en 2015, environ 35 p. 100 de la population économique active, qui se monte à 4,1 millions de personnes, travaillera dans le privé. Pour faciliter l'adaptation des anciens travailleurs des entreprises d'État et des employés publics aux

nouvelles conditions de vie et leur permettre d'ouvrir de petites affaires, les banques leur octroient des crédits.

Des vents de changement soufflent sur l'île de la Liberté et touchent tous les aspects de la vie, mais ne concernent pas les deux conquêtes fondamentales de la Révolution cubaine : l'accès gratuit de tous à l'éducation, du primaire à l'enseignement supérieur, et le droit de tous à de soins de santé gratuits, quelle qu'en soit la complexité, y compris des greffes d'organes ; aucun pays ne se veut se vanter de telles réussites.

À partir du triomphe de la Révolution, les Cubains sont devenus un des peuples où le taux de scolarité est le plus élevé, et les cadres scientifiques et techniques sont capables de résoudre presque toutes les tâches qui se présentent sur le terrain économique.

La santé publique cubaine jouit d'un prestige élevé dans le monde, comme le prouve, entre autres, l'espérance de vie actuelle qui frôle les quatre-vingts ans. Le taux de mortalité infantile, à peine 4,6 décès pour 1 000 naissances vivantes, est étonnant. La prévention, excellentement organisée, a joué là un rôle décisif.

Cuba est une nation pauvre qui ne peut acheter massivement – et il serait insensé de le faire – les coûteux équipements médicaux ou de laboratoire qui abondent dans les cliniques privées des pays capitalistes d'Occident où la médecine fait partie du marché et où les clients achètent ses services.

À Cuba, les problèmes se surmontent grâce à la haute qualification du personnel médical, à la prévention, au diagnostic précoce des maladies et à l'usage efficace, le cas échéant, des équipements les plus modernes qui sont complétés par le plus novateur de la production nationale et par les importations. Dans le capitalisme, on traite les maladies sur la longue durée aux prix de grosses sommes d'argent ; à Cuba, on s'efforce de les éviter ou de les éliminer à l'état embryonnaire.

Même si la santé physique et l'épanouissement intellectuel de l'être humain sont la base de son bien-être, la qualité de vie ne se borne pas à cela. Les réformes entreprises à Cuba éliminent des obstacles qui compliquaient la vie des gens. Par exemple, l'autorisation récemment donnée de la vente d'appartements.

Durant les longues années de la Période spéciale, les logements souffrirent une forte dégradation car ni l'État ni les particuliers n'avaient les ressources suffisantes pour construire, maintenir et réparer, à quoi il faut ajouter les dommages causés par les cyclones et les pluies intenses caractéristiques des tropiques. La production accrue de ciment, de peintures, de tôles pour toiture et d'autres matériaux et la libération de leur vente ont transformé le pays en un grand chantier où les uns construisent et les autres réparent. Ainsi, la population a acheté 350 000 tonnes de ciment en 2012, contre à peine 90 000 l'année précédente.

La Vieille-Havane, classée Patrimoine culturel mondial par l'UNESCO, est en pleine restauration depuis des années. Musée en plein air, elle est devenue une destination touristique incontournable.

Il était interdit de vendre ou d'échanger les véhicules légers vendus bon marché par l'État, ce qui causait de l'incompréhension, voire de l'irritation, chez leurs propriétaires. On m'a raconté le cas d'un ouvrier qui avait pu acheter une moto grâce à ses mérites au travail, mais qui n'avait pas pu l'échanger pour un cheval dont il avait besoin pour travailler. Ce n'est que maintenant que sa moto, remise dans un coin, a pris une valeur d'échange.

Combien de relations entre États ont empiré et combien des destinées humaines ont été mutilées à cause des problèmes migratoires ! Raúl Castro a tranché le nœud gordien : sur son initiative, les entraves au libre déplacement des Cubains ont été levées⁹⁸. Ceux-ci maintenant

⁹⁸ Selon une analyse des courants migratoires datant de 2013, plus d'un million de Cubains ont voyagé à l'étranger depuis 2000 pour les raisons les plus diverses, et 10 p. 100 ne sont pas rentrés. Bien qu'indésirables, ces pertes ne sont

se plaignent des mauvais traitements dont ils font l'objet dans les consulats étrangers quand ils viennent demander un visa. Hier, les Occidentaux versaient des larmes de crocodile sur le triste sort des Cubains qui ne pouvaient pas partir sans permission ; maintenant, ils freinent la délivrance de visas par tous les moyens !

L'accès de la population à l'Internet s'améliore d'année en année. À la connexion gratuite dans les établissements d'enseignement et de recherche et dans d'autres institutions, s'ajoutent plusieurs centaines de cybercafés. Le nombre d'utilisateurs particuliers augmente aussi. Le même panorama apparaît dans le réseau de la téléphonie mobile, plus de deux millions de Cubains ayant eu à ce jour accès à ce service.

Apparemment, tout va vent arrière, bien que les phénomènes négatifs de la société cubaine n'échappent pas au regard critique de Raúl Castro. D'autres les voient aussi, sans oser toujours se prononcer ouvertement : il s'agit de la notable dégradation de la morale sociale et de l'éthique provoquée par les difficultés économiques.

Début juillet 2013, l'Assemblée nationale du pouvoir populaire tint à La Havane la première session ordinaire de sa huitième législature. Y intervenant, Raúl Castro affirma que toute réforme exige que l'ordre, la discipline et l'exigence règnent dans la société, et d'ajouter :

Nous avons constaté avec douleur que, tout au long des plus de vingt années de Période spéciale, une dégradation croissante des valeurs morales et civiques, comme l'honnêteté, la décence, la dignité, l'honneur, la fierté et la sensibilité face aux problèmes des autres. Une partie de la société en est venue à juger le vol des biens publics comme quelque chose de normal⁹⁹.

Il a mentionné, entre autres déviations, les constructions illégales, à des endroits indus, des ouvrages édifiés sur des terrains usurpés à l'État, le squat de logements, la vente illicite de biens et services, l'irrespect des horaires de travail, le vol et l'abattage de bétail, la prise d'espèces marines en danger d'extinction, l'utilisation d'engins de pêche massive, la coupe de ressources forestières, y compris dans le magnifique Jardin botanique national.

Il a aussi signalé l'accaparement de produits déficitaires et leur revente à des prix supérieurs, la participation à des jeux de hasard illégaux, l'acceptation de pots-de-vin et de prébendes, le harcèlement des touristes, les infractions à la sécurité informatique. Ainsi que la prolifération d'attitudes indésirables, comme pousser des cris dans la rue, dire des gros mots en public, être vulgaire, jeter des ordures dans la rue, faire ses besoins dans la rue et des squares, écrire sur le mur des édifices, ingérer des boissons alcooliques dans des lieux publics, conduire en état d'ébriété, écouter de la musique à très fort volume sans penser aux voisins, entre autres.

«Le fait est – a-t-il reconnu – que les gens abusent de la noblesse de la Révolution qui ne recourt pas à la force de la loi, aussi justifiée qu'elle le serait, mais privilégie la conviction et le travail politique, ce qui, reconnaissons-le, n'a pas toujours été suffisant¹⁰⁰. » Et d'ajouter qu'il était temps que toutes les instances de l'État, les organisations sociales et, tout simplement, les gens honnêtes, qui sont la majorité, entreprennent d'arracher ces mauvaises herbes dans la société, car, signala-t-il, l'allégresse naturelle des Cubains n'a rien à voir avec le laisser-aller.

Il a affirmé clairement que les organes chargés de faire régner l'ordre doivent remplir leur fonction : protéger la société et que, même si le travail éducatif prend beaucoup de temps, la Révolution a assez de forces et de volonté pour corriger cette situation.

pas comparables aux préjudices que la campagne permanente des médias occidentaux cause à la réputation de la Révolution.

⁹⁹ *Granma*, 8 juillet 2013, p. 4.

¹⁰⁰ *Id.*

Une question se pose : la Révolution a-t-elle pu ou a-t-elle eu le temps de former l'homme nouveau dont parlent ses documents et sur lequel Fidel, Raúl, le Che et d'autres révolutionnaires n'ont cessé d'insister ? Abordant ce point, Fidel avait affirmé un jour que la société était comme un potager : les plants ont besoin de soins, d'engrais, etc., tandis que les mauvaises herbes poussent toute seules et qu'il faut les arracher pour obtenir de bonnes récoltes. Je ne le cite pas littéralement, mais l'idée était claire : il faut lutter contre ce qui va mal.

La Révolution cubaine n'est pas exempte de conceptions idéalistes au sujet de l'homme et de ses possibilités de se rééduquer rapidement sous l'influence du nouvel environnement socio-économique qui surgit des transformations révolutionnaires. Comment ne pas évoquer les dix commandements transmis par Yahvé à Moïse, qui sont une sorte de code de vie et qui sont tous basés sur l'interdit : « Tu ne voleras pas », « Tu ne mentiras pas », « Tu ne désireras pas la femme de ton voisin » ? Autrement dit, Dieu a voulu créer un homme idéal, digne de son Créateur. Et qu'est-il arrivé ? Les hommes ont-ils écouté leur Créateur ? Non, d'où la punition sévère, et le déluge universel. Apparemment, la seule personne pieuse était Noé, mais ses fils commençaient déjà à pécher, comme s'ils n'avaient jamais entendu parler de la punition. Les vices humains sont très persistants, et il faut un long travail de l'appareil d'État, de l'école et de la famille pour qu'ils commencent à disparaître dans un environnement qui leur est défavorable.

Le 3 juin 2014, Raúl Castro a eu quatre-vingt-trois ans. En général, à cet âge-là, disons-le franchement, les hommes politiques deviennent des conservateurs invétérés. Pensons à Léonid Brejnev.

Or, l'exemple de Raúl inflige un démenti à toutes ces notions préconçues, comme l'idée selon laquelle « avant trente ans, tous les gens sont des incendiaires, et après trente ans des pompiers ». Quand on voit ce qu'il se passe à Cuba aujourd'hui et le rôle que joue Raúl Castro, on s'étonne de le voir maintenir, dans cette bataille pour les transformations, la même énergie, la même volonté et la même rectitude que pendant sa jeunesse.

Le monde fait toujours confiance à Cuba

La confiance dans les nouvelles générations. L'appui politique et moral de Fidel. La Communauté des États latino-américains et caribéens : l'unité dans la diversité. Des alliés stratégiques : le Venezuela, la Russie, la Chine. L'iceberg du blocus commence à fondre. La Révolution continuera d'être celle des petits, par les petits et pour les petits. Pas de paix sans développement ; pas de développement sans paix.

J'écris ces lignes alors que Cuba est en pleine transformations et que le gouvernement annonce de nouvelles décisions pour approfondir les réformes qui ne cessent de tomber. La situation politique intérieure favorise l'orientation vers le cap qu'a fixé le Sixième Congrès du parti.

Raúl Castro, s'adressant le 24 février 2103 à l'ouverture de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire que l'avait élu président du Conseil d'État pour un second mandat, affirma : « Notre plus grande satisfaction, c'est la tranquillité et la confiance sereine que nous ressentons en confiant peu à peu aux nouvelles générations la responsabilité de continuer d'édifier le socialisme, ce qui veut dire garantir l'indépendance et la souveraineté nationales¹⁰¹. »

L'ensemble de la soi-disant dissidence a été discrédité par plusieurs scandales notoires, les protagonistes eux-mêmes ayant reconnu que leur participation à l' « opposition » avait pour mobile des intérêts mercantilistes et monétaires. On a appris, par exemple, que les Dames en blanc et ceux de leur cortège touchaient de trente à cinquante dollars provenant des fonds occidentaux chaque fois qu'ils descendaient dans la rue ; qui plus est, des révolutionnaires infiltrés dans leurs rangs ont démasqué leurs forfaits, ce qui accéléré la décomposition de ces groupes.

Fidel reste un appui politique et moral pour son frère. Son autorité à Cuba et dans le reste du monde est grande. Les hommes politiques les plus éminents de la planète qui se rendent sur l'île s'efforcent d'obtenir une audience de sa part. Interrogé par la presse au sujet de la santé de son frère, Raúl répond toujours qu'il mène une vie normale, respecte toutes les indications des médecins, lit et réfléchit beaucoup et qu'il a même le temps pour des consultations avec lui.

Par ailleurs, le climat international s'avère relativement favorable aux réformes internes. L'Amérique latine a accueilli Cuba avec plaisir en son sein. En 2013, Cuba a été élue présidente de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) pour l'année, conformément aux statuts de cette organisation dont elle est membre fondateur et qui exclut les USA et le Canada : c'est là, assurément, la reconnaissance suprême de son prestige dans cette région du monde. La naissance de la CELAC vient couronner le rêve des grands hommes latino-américains – de Simón Bolívar et José Martí à Hugo Chávez – d'unir tous les États et peuples, depuis le sud du Río Bravo jusqu'à la Patagonie, en vue de leur liberté et de leur droit de construire leur propre avenir.

En effet, les Latino-Américains et les Caribéens ont lutté durant deux longs siècles pour obtenir ce droit sacré face aux visées étasuniennes de domination de ce continent. La plupart de ces peuples venaient à peine de se libérer du joug du colonialisme espagnol quand Washington proclama en 1823, à travers la Doctrine Monroe, le fameux principe : « L'Amérique aux Américains », autrement dit aux Étatsuniens...

¹⁰¹ *Granma*, 25 février 2013, p. 6.

La conduite hégémonique de la nation du Nord ne changerait guère que d'étiquettes dans les années suivantes : politique du Gros Bâton, politique du Bon Voisinage, Alliance pour le progrès, Zone de libre-échange des Amériques, etc., mais l'essence en était invariable : les États-Unis devaient continuer de régner sur le sous-continent qu'ils considéraient comme leur « arrière-cour ». Les Latino-Américains appelaient cette coexistence forcée « l'unité entre le requin et les sardines », ou entre le loup et l'agneau...

La Révolution cubaine défia cette théorie pessimiste du « fatalisme géographique » et vainquit. Son exploit épique défricha et ensemença le terrain pour la lutte en vue de la deuxième et définitive indépendance des peuples latino-américains et caribéens, cette fois-ci contre le néocolonialisme étasunien. Des leaders charismatiques apparurent qui élevèrent à de nouvelles hauteurs les drapeaux de l'indépendance politique et économique, ceux-là mêmes que Fidel avait fait ondoyer devant les Cubains.

Des formes de coopération organisées commencèrent à voir le jour entre les pays du sous-continent. Et c'est finalement le 3 décembre 2011, grâce, dans une très grande mesure, à la capacité de convocation, au charisme et à l'énergie titanesque d'Hugo Chávez, que des représentants de la plupart des pays de la sous-région se réunirent à Caracas pour fonder la CELAC. Et c'est à peine un peu plus d'un an après, les 27 et 28 janvier 2013, que celle-ci tint son Premier Sommet à Santiago-du-Chili. Mais le plus significatif, ce qui représentait une incroyable victoire historique pour elle, c'est que Cuba fut élue pour en organiser le Deuxième Sommet en 2014, ce qui la convertissait en son président.

Victoire historique parce que, plus d'un demi-siècle durant, les États-Unis s'étaient démenés pour isoler et boycotter l'île de la Liberté et pour étouffer la Révolution cubaine par tous les moyens : terreur, sabotages, interventions militaires, guerre économique. Et pourtant, Cuba devenait le leader des nations sœurs voisines, jouissant de la sympathie de leurs peuples qui se maintinrent toujours à ses côtés, et de celle de la grande majorité de leurs gouvernements.

Raúl Castro utilisa son mandat comme président de la CELAC pour consolider les tendances unitaires en son sein. Il fallait consolider et légaliser la nouvelle organisation dans le monde, explorer les possibilités de coopération avec la Chine et la Russie, et ce dans le cadre de la mission principale : lutter contre la pauvreté, la faim et l'inégalité. Et Cuba et Raúl ont rempli brillamment cette mission, au point que le président mexicain Enrique Peña Nieto pouvait affirmer : « C'est grâce au leadership cubain que la voix de notre région commence à se faire entendre toujours plus dans le monde¹⁰². »

La CELAC est une organisation étonnante par sa structure démocratique. Ses présidents sont élus par rotation en fonction des tendances politiques des chefs d'État ou de gouvernement. Ainsi, le premier président en fut le Chilien Sebastián Piñera ; le deuxième, Raúl Castro ; le troisième, les Costariciens Laura Chinchilla, puis, du fait d'élections dans ce pays, Luis Guillermo Solís ; le quatrième en est, actuellement (2015), l'Équatorien Rafael Correa.

Par ailleurs, le président de la CELA préside aussi la « troïka », constituée du président sortant et du prochain président, cette direction collective ayant même été étendue au président de la Communauté des États des Caraïbes (CARICOM), si bien que cet organe est devenu un « quartette ».

Les Cubains ont trouvé une formule parfaite pour identifier la CELAC : « l'unité dans la diversité ». Autrement dit, il s'agit, malgré les différences de systèmes socio-économiques, de formes d'État et de traditions historiques, de préserver les objectifs stratégiques communs en vue d'un avenir meilleur pour le sous-continent.

Le Venezuela, le principal allié de Cuba, a souffert une dure perte avec le décès de Hugo Chávez, mais comme le nouveau président élu, Nicolás Maduro, était le candidat du parti qu'il

¹⁰² Enrique Peña Nieto, « La voz de nuestra región se fortalece : La CELAC y el liderazgo cubano », *Granma*, 28 janvier 2014, p. 11.

avait fondé, le Parti socialiste uni, les relations entre les deux pays restent solides et fraternelles.

La Chine et la Fédération de Russie conservent de bonnes relations avec l'île. Deux chefs d'État y ont été élus en 2012 et 2103 pour six ans et cinq ans respectivement, et leur position vis-à-vis de Cuba en laisse augurer un resserrement.

Les relations avec les États-Unis restent compliquées, même si elles évoluent sous l'influence d'un monde en pleine mutation. Leur politique impériale évoque l'image d'un énorme iceberg qui dérive sur les océans du monde, mettant en péril la navigation mondiale, mais qui commence à fondre peu à peu.

L'Assemblée générale des Nations Unies adopte tous les ans, à une majorité écrasante, une résolution demandant la levée du blocus économique de Washington contre Cuba. Fin octobre 2014, lors du vingt-troisième scrutin en date, la résolution a été votée par 188 États membres contre deux (les USA et Israël), soit un vote similaire aux précédents.

Chez les démocrates, il y a toujours eu des politiques responsables qui ont compris à quel point la politique de force envers Cuba était absurde, voire préjudiciable aux intérêts des États-Unis. Kennedy n'avait pas écarté une normalisation des relations, Carter non plus, et, plus récemment, toujours plus réclament un changement dans la politique cubaine des administrations.

Mais il reste encore beaucoup d'adversaires de Cuba, ceux-là mêmes qui exercèrent des pressions pour que le Sénat vote la Loi Torricelli d'abord, la Helms-Burton ensuite, afin qu'aucun président n'ait plus la faculté d'éliminer le blocus. C'est sous leurs pressions que le département d'État continue d'inscrire Cuba sur sa liste des États parrainant le terrorisme, absolument sans fondements.

Parmi les plus va-t-en-guerre contre Cuba, on compte d'anciens partisans du dictateur Batista, de gros propriétaires qui perdirent leurs biens dans l'île et rêvent de les récupérer pour eux ou pour leurs descendants, et qui sont incapables de comprendre que leurs calculs sont absolument erronés.

Mais, comme la vie est la vie, la politique de blocus perd de son influence. Ainsi, dès 2000, avait vu le jour l'association *Cuba Study Group* qui intègre les représentants d'un secteur sensé de l'émigration cubaine ; elle a présenté en février 2013 au président Obama un rapport dans lequel elle lui demande de lever toutes les restrictions aux contacts entre les citoyens de chaque peuple, ce qu'il peut faire sans passer par le Congrès. Selon ce rapport, Cuba change, mais pas les États-Unis qui devraient au contraire se préoccuper du peuple cubain et cesser d'être obsédés par le renversement du régime en place dans l'île ; Washington devrait permettre aux Étatsuniens d'ouvrir des comptes sur des banques cubaines, laisser se rétablir les traversées de ferries entre Miami et La Havane, entre autres initiatives.

Des hommes politiques importants et des personnalités des États-Unis visitent fréquemment l'île. Ainsi, en 2011, Raúl Castro ratifia à James Carter, en visite, la disposition de la Révolution de normaliser les relations avec Washington sur un pied d'égalité et dans le respect de la souveraineté. En février 2013, il reçut cinq sénateurs conduits par le démocrate Patrick Leahy. Selon les médias étasuniens, le secrétaire d'État John Kerry étudie en détail la « question cubaine », et l'on attend ses conclusions et les propositions qu'il soumettra au président.

Invitée par des organisations sociales, Mariela Castro, fille de Raúl, s'est rendue à trois reprises aux USA pour donner des conférences sur l'identité sexuelle, sur la tolérance envers les personnes à orientation sexuelle différente et sur d'autres questions connexes dont elle est une spécialiste reconnue dans le monde. Les autorités étasuniennes n'ont opposé aucun obstacle à son entrée dans le pays et ses présentations eurent beaucoup de succès, au point que les émigrés de Miami n'osèrent pas préparer des provocations.

En politique migratoire, l'administration Obama a adopté certaines mesures. Ainsi, les Cubains d'origine peuvent maintenant se rendre sur l'île sans restrictions, alors qu'ils n'avaient droit avant qu'à un voyage tous les trois ans. Les ressortissants étasuniens ne provenant pas de Cuba peuvent y faire des études ou participer à des activités internationales, à condition qu'ils aient l'autorisation de leur gouvernement et qu'ils déclarent leurs dépenses, dont le plafond est passé de cinquante à cent soixante-dix-neuf dollars par jour. Presque un demi-million de résidents aux États-Unis se rendent actuellement dans l'île, ce qui en fait le second groupe de visiteurs après les Canadiens, qui dépassent le million.

Les importations cubaines de produits étasuniens, absolument interdites depuis 1961, reprennent, mais sous le coup des lois du blocus : Cuba, qui achète essentiellement des denrées alimentaires (céréales, soja, volaille et autres), doit en effet payer comptant et à l'avance, si bien qu'on ne saurait qualifier ces ventes de « commerce ». Par ailleurs, les USA continuent d'interdire à leurs entreprises, voire aux simples citoyens, d'importer à cause du blocus aucun article de l'île, même si certains produits cubains intéressent vivement ce marché, comme les havanes et les rhums, des médicaments biotechnologiques uniques au monde, du miel, du charbon végétal, entre autres.

La mer des Caraïbes est l'une des plus pittoresques du monde et des dizaines de navires de plaisance y croisent. Des milliers de voyageurs de tous les coins de la planète s'y rendent en quête de nouvelles expériences, mais ne peuvent visiter Cuba, à cause d'une loi étasunienne qui interdit à tout navire ayant accosté dans l'île de se rendre aux États-Unis dans les cent quatre-vingts jours suivants.

Les monuments historiques de Cuba, sa nature et son folklore sont bien impressionnants en comparaison de ceux des Petites Antilles, mais les intérêts du tourisme international importent peu à Washington tant qu'il peut porter préjudice à l'île rebelle.

Il existe des relations presque diplomatiques entre La Havane et Washington, sous forme de « sections des intérêts » installées dans les anciennes ambassades, qui servent de liens entre leurs ministères des Affaires étrangères, et rien de plus.

Cet entrelacs complexe d'obstructions politiques et administratives et d'intérêts naturels entre deux États et peuples voisins peut être défini comme un *modus vivendi*, autrement dit des conditions dans lesquelles deux parties sont obligées de coexister malgré les sérieux problèmes qui existent entre elles.

L'un d'eux apparut en 2009, quand les autorités cubaines arrêtaient le ressortissant étasunien Alan Gross qui avait introduit dans le pays des appareils de communication satellitaire pouvant servir à des fins de renseignement et qui était déjà entré à quatre reprises dans ce même but. Il alléguait que ni son gouvernement ni la compagnie qui l'avait embauché ne l'avait averti des dangers potentiels de cette mission ni de ses conséquences légales. Si c'était vrai, alors il s'agirait de ces employeurs qui utilisent un « messenger » sans l'informer des tenants et aboutissants de leur tâche. Bien entendu, le tribunal cubain ne tint pas compte de ces explications, largement répercutées par la presse étasunienne, et le condamna à quinze ans de privation de liberté. Les avocats de Gross se présentèrent alors devant des cours étasuniennes pour demander au gouvernement et à la compagnie des indemnités en faveur de leur client pour la somme de soixante millions de dollars.

Le 26 juillet 2013, Cuba fêta solennellement le sixième anniversaire de l'attaque historique des casernes Moncada et Carlos Manuel de Céspedes. Quand il s'agit de chiffres ronds, la tradition veut que la cérémonie se déroule à l'endroit même des faits, à Santiago de Cuba, dans une caserne transformée depuis 1960 en cité scolaire. Mais cette fois-ci, elle revêtait une

signification historique spéciale, parce qu'elle reflétait les changements favorables intervenus en Amérique latine.

Rien de plus éloquent, donc, que la présence des présidents du Venezuela, de l'Uruguay, de la Bolivie et du Nicaragua, des Premiers ministres de quatre nations antillaises anglophones : Roosevelt Skerrit (Dominique), Baldwin Spencer (Antigua-et-Barbuda), Ralph Gonsalves (Saint-Vincent-et-Grenadines), Kenneth Anthony (Sainte-Lucie), et du ministre équatorien des Affaires étrangères, Ricardo Patiño, sans parler d'autres hauts fonctionnaires du sous-continent.

Aux premiers rangs du public, composé de dix mille personnes, on trouvait ceux qui avaient participé à ces deux assauts historiques et les proches des Cinq Héros incarcérés injustement aux USA, ainsi qu'une délégation des Pasteurs pour la paix, une organisation étasunienne qui prône la normalisation des relations entre les deux pays et qui organise tous les ans une Caravane de l'amitié, apportant des dons matériels recueillis dans tous les États-Unis en signe de rupture et de rejet du blocus.

Le point central abordé par les chefs d'État et de gouvernement invités fut l'importance historique de la Révolution cubaine pour l'Amérique, une confirmation de ce qu'avait affirmé Fidel un jour : « À partir de Playa Girón, tous les peuples d'Amérique ont été un peu plus libres¹⁰³. »

Nicolás Maduro, au nom du peuple vénézuélien, remercia le peuple cubain pour le fait que le sous-continent soit aujourd'hui debout, pour l'existence de l'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique (ALBA) et de la CELAC : « Quelle dignité vous avez donnée à l'Amérique latine ! La lutte a valu la peine¹⁰⁴ ! », s'écria-t-il.

Le président bolivien Evo Morales affirma : « La Révolution cubaine est la mère des révolutions anti-impérialistes en Amérique et dans le monde. Chacune de nos visites à Cuba nous apporte des forces pour lutter contre le capitalisme et l'impérialisme. » Et il souligna en particulier que Cuba partageait avec les nécessiteux non pas ce qu'elle avait de trop, mais ce dont elle avait besoin pour elle-même. Il remercia les médecins cubains qui coopéraient en Bolivie où ils ont réalisé gratuitement plus de sept cent mille opérations de la vue, cette prouesse médicale étant connue dans les peuples latino-américains, où elle s'est étendue, comme l'Opération Miracle¹⁰⁵.

L'intervention du président uruguayen, José Alberto Mujica, fut très émouvante. Selon lui, la Révolution cubaine « a été la révolution de la dignité, de l'estime de soi pour les Latino-Américains, celle qui a semé de rêves et nous a remplis de Don Quichotte. Elle a été une leçon indélébile sur la façon dont il faut se battre pour l'égalité. » Il souligna aussi que les changements matériels étaient plus faciles à opérer que les changements culturels¹⁰⁶.

Le dirigeant nicaraguayen Daniel Ortega rappela que, tout enfant, il avait entendu son père commenter avec des amis l'attaque de la caserne Moncada, un exploit qui secoua ceux qui se battaient contre la tyrannie d'Anastasio Somoza. Il affirma que Cuba, étoile solitaire, irradiait une immense force morale en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique et en Asie, inspirant leurs peuples dans la lutte contre la domination colonialiste, néocolonialiste et impérialiste.

Les autres orateurs intervinrent aussi dans ce sens. Tous exprimèrent leur reconnaissance et leur gratitude à Fidel Castro qui sut défier, non seulement le régime dictatorial dans son pays, mais aussi le tout-puissant impérialisme des États-Unis.

¹⁰³ Discours pour le vingt-cinquième anniversaire de la victoire de Playa Girón, *Granma*, 20 avril 1976, p. 3.

¹⁰⁴ *Granma*, 27 juillet 2013, p. 3.

¹⁰⁵ *Id.*

¹⁰⁶ *Id.*

Raúl Castro prit la parole le dernier ; il était coiffé d'un simple chapeau paysan aux larges bords, comme ceux qu'utilisaient les *mambis* de l'Armée de libération au XIX^e siècle. Il commença par remercier chaleureusement les orateurs qui l'avaient précédé de leurs éloges envers la Révolution cubaine et envers le rôle qu'elle avait joué dans la lutte de libération nationale des peuples latino-américains.

Il rappela le trajet que le peuple cubain avait parcouru héroïquement depuis presque cinquante-cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1959. Il souligna que les acquis obtenus avaient été l'œuvre de la jeunesse et conclut son intervention sur des mots qui contenaient toutes les préoccupations et tous les espoirs des dirigeants cubains :

Cette révolution socialiste continuera d'être des petits, par les petits et pour les petits, comme l'a affirmé Fidel le 16 avril 1961 aux funérailles des victimes des bombardements qui précédèrent l'invasion de Playa Girón. Cette Révolution, je le répète parce que la preuve en a été faite pendant soixante ans, continuera d'être une révolution des jeunes.

Aujourd'hui, plus de 70 p. 100 des Cubains sont nés après le triomphe de la Révolution. Plusieurs générations vivent dans notre patrie, chacune accumulant son histoire et ses mérites selon le moment qu'il lui est échu de vivre.

La génération historique cède peu à peu sa place aux « jeunes pins », mais elle fait dans le calme et la sérénité, parce qu'elle est pleinement confiante dans la formation qu'ils ont reçue et dans leur capacité éprouvée à maintenir en haut les drapeaux de la Révolution et du socialisme pour lesquels d'innombrables patriotes et révolutionnaires ont donné leur vie, depuis les Indiens et les esclaves qui se soulevèrent contre l'oppression jusqu'à nos jours.

Un transfert graduel et ordonné des principales responsabilités à la tête de la nation, nous l'avons déjà dit, est d'ores et déjà en cours.

Pour qu'il soit réussi, on ne saurait jamais oublier, comme nous l'a appris Fidel, qu'il y a un point absolument stratégique : préserver par-dessus tout – je répète : préserver par-dessus tout – l'unité de tous les Cubains dignes¹⁰⁷ !

La présence à La Havane, les 28 et 29 janvier 2014, de trente de trente-trois chefs d'État ou de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes pour participer à la Deuxième Conférence au sommet de la CELAC constitua un moment culminant. La capitale cubaine n'avait jamais accueilli autant de hauts dirigeants du sous-continent. Il n'en manquait que trois : le président panaméen, qui prétexta de complications intervenues dans la modernisation du Canal ; le président salvadorien et le Premier ministre du Belize, pour des problèmes de santé. Il se peut d'ailleurs que les motifs de l'absence du président panaméen soient différents compte tenu de ses relations étroites avec Washington.

Presque sept cents journalistes d'environ deux cents médias vinrent à La Havane en provenance d'une trentaine de pays pour couvrir l'événement, ce qui prouve l'intérêt qu'il suscitait. Vinrent aussi Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations Unies, et José Miguel Insulza, secrétaire général de l'OEA, dont l'influence et l'autorité chutent vertigineusement. Tous deux occupèrent une place d'honneur, quoique les participants n'eussent guère montré d'intérêt pour eux ; beaucoup se rappelaient d'ailleurs qu'Hugo Chávez avait qualifié publiquement Insulza de fonctionnaire fadasse¹⁰⁸ et d'adulateur des États-Unis.

La Marche aux flambeaux, qui se déroule traditionnellement dans la soirée du 27 janvier, à la veille de la naissance de José Martí, le Héros national cubain, un des grands précurseurs de

¹⁰⁷ *Id.*

¹⁰⁸ Jeu de mot entre Insulza et "insulso", qui veut dire aussi "insipide". (*N.d.T.*)

l'unité latino-américaine et caribéenne, et qui consiste en un défilé d'étudiants depuis le grand escalier d'honneur de l'Université de La Havane jusqu'à la *Fragua Martiana*, où Martí, âgé d'à peine dix-sept ans, fut condamné aux travaux forcés, fut accompagnée, sur invitation de Raúl Castro, par différents chefs d'État : ce fut tout un symbole de voir avancer unis des représentants des peuples autochtones d'Amérique, des descendants d'esclaves venus d'Afrique et de colonialistes espagnols. L'ambiance de fête transmettait en même temps la certitude que les forces du mal seraient un jour définitivement vaincues.

La Conférence se tint dans les installations de PabExpo, situées dans une zone de La Havane qui se caractérise par son abondante végétation. Raúl Castro présida toutes les séances. En tant que président de la CELAC, il fut le premier à prendre la parole. Il commença par demander aux assistants de faire une minute de silence à la mémoire du commandant Hugo Chávez, le président vénézuélien récemment décédé à son poste et l'une des chevilles ouvrières de cette Communauté.

Dans la première partie de son intervention, Raúl définit un des objectifs centraux de la CELA : la lutte contre la pauvreté, la misère, la faim et l'inégalité, dans la mesure où, en 2012, 28 p. 100 des 600 millions d'habitants du sous-continent, soit 164 millions, vivaient dans la pauvreté, et 11 p. 100, soit 66 millions, dans la misère totale.

Il rappela que l'inégalité sociale y était incommensurable : 10 p. 100 de la population latino-américaine et caribéenne la plus riche monopolisait 32 p. 100 des revenus totaux, tandis que 40 p. 100 de la population la plus pauvre n'en touchait que 15 p. 100. Il précisa que le progrès de la sous-région dépendrait, entre autres, d'une meilleure distribution de la richesse, de l'accès de tous à une éducation de qualité, du droit à la santé, au logement et à l'eau potable.

Il analysa l'énorme potentiel de développement dont disposent l'Amérique latine et les Caraïbes : elles couvrent 15 p. 100 de la superficie terrestre, elles comptent 8,5 p. 100 de la population mondiale, le tiers de réserves d'eau potable du monde, 12 p. 100 des terres arables, 21 p. 100 des forêts naturelles, ainsi que d'énormes richesses minérales, entre autre le cinquième des réserves mondiales de pétrole.

Pour tirer profit de ce potentiel, précisa-t-il, il faut attirer du capital étranger, mais en garantissant que les bénéfices retombent aussi bien sur les pays d'accueil que sur les sociétés étrangères dont les profits avaient, durant les neuf dernières années, augmenté de 5,5 fois.

Fort de l'expérience de la Révolution cubaine, il invita ses collègues à opérer des changements dans les systèmes d'éducation et de santé dont l'accès était bien souvent entravé par des carences matérielles et la pauvreté. Sans une population instruite et en bonne santé, même les meilleurs programmes échoueront. En Amérique latine et dans les Caraïbes, précisa-t-il, seul un tiers des bacheliers des couches les plus pauvres font des études supérieures.

Raúl Castro se prononça résolument en faveur de la paix au sens le plus large : « Il ne saurait y avoir de paix sans développement, ni de développement sans paix¹⁰⁹ ! », tout en tenant à préciser que la paix n'était pas seulement l'absence d'actions de guerre, et qu'il était temps d'en finir avec les séquelles de la Guerre froide et de cesser de recourir aux moyens de communication, notamment l'Internet, à des fins agressives.

Abordant la politique extérieure, il s'arrêta sur la question de la décolonisation définitive du sous-continent. Il appuya résolument la juste réclamation de l'Argentine qui demande à la Grande-Bretagne de lui rendre les îles Malvinas qu'elle occupe illégalement, et lança un appel à la reprise d'un dialogue diplomatique entre les deux nations afin d'aboutir à un règlement pacifique fondé sur les principes du droit international.

¹⁰⁹ *Granma*, 29 janvier 2014, p. 3.

À propos de Porto Rico, il rappela que l'île était passée, en 1898, à la fin de la Guerre hispano-cubano-étasunienne, de la domination coloniale espagnole à l'occupation militaire des États-Unis et qu'elle était toujours une colonie. Ce pays latino-américain et caribéen, ajouta-t-il, attend toujours de réintégrer sa famille, celle des peuples frères de la région.

Le dirigeant cubain préconisa un appui solidaire aux pays de la CELAC qui auraient des différends légaux avec des transnationales qui continuent de s'enrichir grâce aux ressources naturelles de la sous-région. Fidèle aux principes internationaliste de la Révolution cubaine, il pressa instamment les participants à prêter une attention spéciale aux petits États insulaires des Caraïbes, notamment Haïti, dont les faibles économies sont extrêmement vulnérables aux catastrophes naturelles, dont les cyclones et les séismes.

Le discours de Raúl, sage et pondéré, qui résumait des sérieux préparatifs pour présenter les réalités, les intérêts, les espoirs et les aspirations des États du sous-continent, sans dissonances qui freineraient l'unité, laissa sa marque sur le Sommet, car les points qu'il avait abordés furent appuyés et développés par les autres participants.

La salle éclata en applaudissements nourris. Bien entendu, une bonne partie de cette ovation s'adressait à Cuba, à son peuple, à sa Révolution et à son leader historique, Fidel Castro, qui avait suivi avec attention, depuis sa résidence, tous les détails du Sommet. De nombreux dirigeants le mentionnèrent d'ailleurs, soit dans leurs discours soit dans les conversations de couloir, comme le leader moral du sous-continent, et presque tous les participants demandèrent à rencontrer personnellement le grand révolutionnaire devenu une légende vivante.

Fidel Castro fit ce que son état de santé lui permettait. Bien entendu, la présence à La Havane des dirigeants des peuples frères et le succès du Sommet le remplirent d'une joie et d'une fierté tout à fait logiques quand on sait qu'il s'agit d'une cause à laquelle il a consacré sa vie.

L'un des premiers dirigeants à lui rendre visite, même avant le début de la Conférence, fut Dilma Rousseff, la présidente brésilienne, dont le pays, qui compte presque deux cent millions d'habitants, possède un grand potentiel économique, enregistre une croissance et joue un rôle important dans la communauté internationale, est devenu un des plus importants partenaires commerciaux et économiques de Cuba. Son entretien avec Fidel – tout comme ceux d'autres dirigeants – fut amical et extraordinairement chaleureux. Tous deux évoquèrent des souvenirs, formulèrent les meilleurs vœux, échangèrent des vues sur les nouvelles réalités de la sous-région et formulèrent l'espoir de voir la CELAC se renforcer et se consolider.

Comme à chacun de ses visites à La Havane, le président vénézuélien Nicolás Maduro fut reçu par Fidel, mais cette fois-ci en compagnie de Daniel Ortega, d'Evo Morales et de Rafael Correa, tous présidents de pays membres de l'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique (ALBA).

Fidel trouva aussi le temps de rencontrer le président mexicain Enrique Peña Nieto. Les deux pays sont unis par des liens historiques. Fidel n'oublie jamais que c'est dans cette nation sœur qu'il organisa l'expédition qui le conduisit, à bord du *Granma* jusqu'aux côtes cubaines en 1956. Par ailleurs, Cuba continue de savoir gré au Mexique de n'avoir jamais rompu les relations diplomatiques avec elle, malgré les très fortes pressions des États-Unis dans ce sens. Bien que le Mexique actuel ait perdu pour une bonne part son auréole de porte-drapeau de la démocratie et de la lutte anti-impérialiste dans la région, le souvenir de ses mérites passés vit dans la mémoire de milliers de patriotes latino-américains qui étaient poursuivis pour leurs idées et qui y trouvèrent un asile dans leur exil.

Fidel ne pouvait pas ne pas rencontrer le président uruguayen José Mujica, qui fut membre du mouvement révolutionnaire des Tupamaros dans sa jeunesse, fut incarcéré pendant quatorze ans et n'a jamais caché sa sympathie pour Cuba. Les deux vieux militants de la cause de la liberté dans leurs pays et dans le continent avaient bien des choses à se raconter.

Le leader historique cubain eut aussi une rencontre avec Portia Simpson Miller, Premier ministre de la Jamaïque, qui est devenue le porte-parole des pays anglophones des Caraïbes.

Il aurait aussi souhaité embrasser tous ceux qui, par leurs succès et leur participation au Sommet, garantissaient la continuité d'une lutte déjà bicentenaire pour la liberté et la pleine indépendance de l'Amérique latine et les Caraïbes, mais le temps et la rigueur des médecins le lui interdirent.

Le fait que les présidents aient eu une communication si aisée avec Fidel Castro et qu'ils aient reconnu publiquement sa contribution marquante à la lutte de libération des peuples suscita la rage des milieux extrémistes de l'émigration à Miami et de certains médias admirateurs des États-Unis. Ainsi, le journal madrilène *ABC* « s'étonna » que les participants à la Conférence eussent condamné Pinochet, Stroessner et Franco, tout en vénérant Fidel, en souhaitant le rencontrer et en se faisant prendre en photo à ses côtés. Ce qui « étonne » plutôt, c'est l'ignorance politique de l'auteur de ces lignes. Pour sa part, les plumitifs de la presse de Miami critiquèrent furieusement le président mexicain d'avoir rencontré le leader révolutionnaire cubain.

Durant la Conférence, la soi-disant dissidence interne tenta de revivre. Ses porte-parole demandèrent à de nombreux chefs de délégation de les recevoir. Tous refusèrent, sauf un, ce qui est très significatif : Sebastián Piñero, le président chilien, qui accepta d'en voir quelques-uns. Son successeur, Michel Bachelet, qui remporta les élections en 2014 et dont le père mourut tragiquement dans les cachots de Pinochet, refuserait, elle, catégoriquement l'idée d'avoir la moindre rencontre avec l'« opposition » cubaine qui vit de l'argent de l'étranger.

La Conférence se déroula dans une ambiance de travail. Les interventions se concentrèrent sur les trois projets de documents essentiels : la Déclaration de La Havane, le Plan d'action 2014 de la CELAC et la Proclamation faisant de l'Amérique latine et des Caraïbes une Zone de paix, des documents vraiment historiques qui furent élaborés pendant longtemps.

Tout d'abord, les coordonnateurs nationaux, nommés dans ce but, rédigèrent les avant-projets, qui furent soumis ensuite aux ministres des Affaires étrangères, lesquels les analysèrent en détail et les présentèrent, en tant que projets finaux, aux chefs d'État ou de gouvernement.

La Déclaration de La Havane, document politique essentiel, contient les principes régissant la Communauté. Elle vise en général à harmoniser les relations entre les États et à axer leurs efforts sur l'objectif principal : l'élimination de la pauvreté, de la faim et de l'inégalité dans la région, et la création de conditions optimales pour améliorer la qualité de vie des populations.

Son principe clef apparaît dans le premier de ses quatre-vingt-trois paragraphes :

Nous réitérons que l'unité et l'intégration de notre région doivent se faire graduellement, souplement, dans le respect du pluralisme, de la diversité et du droit souverain de chaque peuple de choisir sa forme d'organisation politique et économique¹¹⁰.

Le paragraphe 3 est consacré à la mémoire d'Hugo Chávez :

Nous regrettons profondément la disparition, le 5 mars 2013, d'Hugo Chávez Frías, commandant-président de la République bolivarienne du Venezuela et l'un des fondateurs et promoteurs de la CELAC, humaniste inlassable et héraut de l'union latino-américaine et caribéenne, qui n'a cessé de lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté, et qui a stimulé le développement intégral de la région¹¹¹.

¹¹⁰ Site web du ministère cubain des Relations extérieures.

¹¹¹ *Id.*

La Déclaration fit siennes les positions exposées par le président Raúl Castro dans son discours liminaire, ainsi que d'autres, tel le « rejet des listes et des certifications établies unilatéralement par les pays développés contre les pays latino-américains et caribéens, notamment celles qui concernent le terrorisme, le trafic de drogues, le traite d'êtres humains, et d'autres de nature similaire ». Le paragraphe 41 mentionne la lutte contre la corruption, selon les trois principes : « Ne pas voler, ne pas mentir, ne pas être lâche », tandis que le 55 réitère l'appui de la CELAC au dialogue noué à La Havane entre le gouvernement colombien et les FARC en vue de régler par un accord de paix le vieux conflit armé.

Pour la première fois dans un document de ce niveau, le paragraphe 58 parle sans fard de la nécessité de « protéger les droits des peuples autochtones et des communautés locales et tribales sur leurs connaissances traditionnelles et ancestrales ».

En politique extérieure, la CELAC redit son attachement aux principes du désarmement nucléaire total, prône la conversion du Proche-Orient en une zone exempte d'armes nucléaires, la démocratisation de l'ONU, la réforme du Conseil de sécurité afin de garantir une représentation plus juste des États et la transparence dans l'activité globale des Nations Unies.

La Déclaration constitue la fondation politique et idéologique devant soutenir l'édification de l'unité régionale. Elle est complétée par un autre document non moins important, le Plan d'action 2014 de la CELAC, qui instaure les principes à suivre, énumère les mesures selon un calendrier, et détermine les États ou les structures intergouvernementales responsables de sa mise en œuvre. C'est donc là un plan de travail visant une œuvre d'une grande importance historique.

Poursuivant l'objectif clef : l'élimination de la faim, de la pauvreté et de l'inégalité dans les pays membres de la nouvelle Communauté, le Plan d'action concerne pratiquement toutes les facettes de la production et du développement social, mais met surtout en relief la sécurité alimentaire, avec, pour axe central, la promotion de l'agriculture familiale. La mission stratégique étant de délivrer la région de la faim d'ici 2025, la CELAC demandera l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour élaborer les plans correspondants.

La CELAC envisage aussi, d'une manière collatérale, d'étudier la création de réserves alimentaires pour situations d'urgence, d'organiser une foire régional de produits agricoles, de produits manufacturés et de moyens techniques, et d'unifier les critères concernant les statistiques agraires.

En éducation, la CELAC se propose d'élever la quantité de personnes alphabétisées jusqu'à 90 p. 100 de la population d'ici l'an 2020, y compris dans les pays les moins avancés, et vise « à la couverture universelle et gratuite des enseignements primaire et secondaire ». Toutes ces tâches ont été confiées aux prochaines réunions des ministres correspondants.

Il est tout à fait intéressant que la CELAC cherche à « consolider une éducation ... qui valorise l'histoire des luttes de nos peuples pour leur libération, leur indépendance et leur autodétermination, en introduisant dans les programmes éducatifs des contenus en rapport avec l'unité et l'intégration latino-américaines et caribéennes ». Désormais, le système d'éducation devra viser à éduquer une génération ayant un sens civique et patriotique.

Dans la partie consacrée à la culture et au dialogue entre les cultures, la CELAC recommande aux ministères et organismes spécialisés :

Réaliser des actions qui permettent de reconnaître les mérites des politiques culturelles comme promotrices de valeurs qui reflètent le respect de la vie, de la dignité humaine, du pluriculturalisme, des principes de justice et de tolérance, et de refus de la violence,

en tant que facteurs devant participer à la mise en place d'une culture de la paix à même d'identifier la région¹¹².

Le Plan d'action signale la nécessité de travailler à la prohibition du commerce et de l'exportation illégale de biens qui seraient patrimoine des peuples du sous-continent.

Le Plan d'action n'oublie aucun aspect essentiel de l'activité publique ou sociale, ce qui ratifie que les pays participants sont fermement décidés à ne pas se contenter de vœux pieux, mais qu'ils sont bien décidés à concrétiser ces décisions.

La Deuxième Conférence de la CELAC a adopté à l'unanimité un troisième document essentiel : la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Zone de paix, les participants ayant pris l'engagement solennel de régler leurs différends par des moyens pacifiques et de renoncer pour toujours à la force ou à la menace d'y recourir.

Les États membres renoncent aussi inconditionnellement à s'ingérer directement ou indirectement dans les affaires intérieures des autres États et s'engagent à respecter les principes de souveraineté nationale, d'égalité de droits et d'autodétermination des peuples.

L'histoire latino-américaine offre des dizaines d'exemples de conflits armés prolongés qui coûtèrent des milliers de vies de soldats et de citoyens pacifiques et empoisonnèrent l'environnement régional. De nombreux pays développés ont semé sciemment la zizanie entre les États de la région afin de « pêcher en eau trouble » et d'en tirer maints avantages. Combien de ressources les gouvernements ont-ils dû dépenser pour acheter des armements et des équipements superflus, et combien de mains utiles ont-elles été écartées de la production de biens civils ?

Dans l'histoire contemporaine de l'humanité, on ne connaît aucune autre réussite comparable à celle de la CELAC. L'Amérique latine est sans nul doute un exemple pour les autres régions de la planète. En effet, dès 1968, en mettant au point et en signant le Traité de Tlatelolco qui faisait de l'Amérique latine et des Caraïbes une Zone exempte d'armes nucléaires, les États signataires ouvrirent une brèche dans le mur de la Guerre froide alors en pleine apogée. Sans doute avaient-ils tiré des leçons de la grave épreuve à laquelle l'humanité fut soumise par les puissances nucléaires durant la crise d'Octobre 1962.

Il vaut la peine de rappeler le discours que Fidel Castro prononça en 1963 en recevant le diplôme de docteur *honoris causa* de l'Université Lomonosov de Moscou. Il affirma alors que la véritable histoire de l'humanité n'avait pas encore commencé parce que nous n'avions pas encore appris à vivre en ce monde en nous respectant les uns les autres, ni à axer toutes nos forces intellectuelles et matérielles sur la maîtrise des avancées scientifiques et sur l'accélération du progrès technique. Je suis sûr qu'il s'est exprimé en ces termes parce que je servis d'interprète aux milliers d'étudiants et de professeurs qui l'écoutaient¹¹³.

Les pays de la CELAC se sont rapprochés de ce point à partir duquel la véritable histoire peut démarrer, sans guerres chaudes ni froides, sans le poison de la propagande qui tarit de nombreuses nobles initiatives.

Comme pour le confirmer, les présidents du Chili et du Pérou, dont les pays maintiennent un différend sur les limites maritimes du Pacifique, s'adressèrent à la presse durant le Sommet pour informer qu'ils avaient porté leur contentieux devant la Cour internationale de La Haye et qu'ils en respecteraient le verdict, ce qui est arrivé finalement.

Quant à la réaction mondiale aux accords de La Havane, elle a reflété exactement la corrélation de forces dans les médias internationaux. Partout où règne la tyrannie des centres

¹¹² *Id.*

¹¹³ Aucune idée de ce genre n'apparaît dans le discours mentionné. (*N.d.T.*)

adeptes de l'impérialisme, la réaction fut soit la rage soit le silence le plus complet. Bien entendu, dans les pays du sous-continent américain, ce sont les manifestations de bonne foi, de certitude en l'avenir et de vœux de succès qui prédominèrent.

J'ai toutefois été étonné de constater que les plus importants médias russes ne publièrent aucun article sérieux sur cet événement historique, les principales nouvelles durant le Sommet de La Havane ayant été du genre de : « Le maire scandaleux de Toronto devra payer une amende de 93 dollars pour avoir traversé la rue en dehors des clous », ou : « Philip Seymour Hoffman, acteur d'Hollywood de 47 ans, découvert mort dans son appartement de New York ». Sans commentaires...

En revanche, Xi Jinping, président de la République populaire de Chine, adressa à Raúl Castro et à Laura Chinchilla, présidents entrant et sortant de la CELAC, des messages séparés pour exprimer sa certitude que les rapports entre son pays et les États membres se développeraient avec succès. Ces jours-là, la CELAC ouvrait un siège officiel à Beijing.

La Conférence fut un brillant jalon dans la trajectoire politique de Raúl Castro qui a dû sûrement se sentir satisfait d'avoir pu se consacrer à cette cause durant son dernier mandat à la tête de l'État cubain, surtout que le dernier paragraphe de la Déclaration de La Havane le ratifie :

Nous remercions le président des Conseils d'état et des ministres de la République de Cuba de son leadership et de ses travaux durant sa Présidence *pro tempore* et exprimons notre reconnaissance au peuple et au gouvernement cubains pour l'organisation du Deuxième Sommet de la CELAC à La Havane les 28 et 29 janvier 2014¹¹⁴.

On ne saurait rêver d'évaluation plus élevée de la part de toutes les nations latino-américaines et caribéennes.

¹¹⁴ *Id.*

La Révolution ne s'arrête pas

Ne pas copier de modèles étrangers. Le sucre demande à être modernisé. Des énergies renouvelables à l'horizon. Ingénierie génétique et médicaments. La priorité : santé et éducation. Du tourisme dans un pays sûr. La Zone de développement spéciale de Mariel. L'agriculture, le maillon le plus faible, se transforme. Une solution à la vieille dette envers l'URSS. Les enfants de Tchernobyl ou la solidarité cubaine.

Il est échu à Raúl Castro la mission de continuer de guider la Révolution vers la réalisation totale des objectifs historiques que Fidel avait définis dans sa plaidoirie durant le procès de la caserne Moncada : un État de justice sociale qui se développerait dynamiquement dans l'intérêt du peuple.

Ce n'est pas sa faute si Cuba n'a toujours pas pu, cinquante ans après, concentrer toutes ses énergies vers ce but. La lutte pour la liberté et l'indépendance, ainsi pour le droit à choisir son propre destin, a absorbé de nombreuses ressources humaines et matérielles, mais a pris surtout beaucoup de temps.

À un moment donné, une phrase fut très fameuse en Europe : « L'arbre de la liberté pousse et se fortifie quand il est arrosé du sang de patriotes. » Les Cubains ont payé très cher, de la vie de leurs fils et de leurs filles, le droit d'être libres. Mais c'est maintenant, même si le blocus économique continue d'imposer des limitations, que les conditions existent pour qu'ils concentrent leurs efforts sur l'économie.

Le Sixième Congrès du Parti communiste de Cuba a été le point de départ de ce virage historique, même si les réformes n'ont pas démarré du néant : pendant un demi-siècle, la Révolution a fait beaucoup pour développer et diversifier l'économie.

Ce chapitre vise à donner au lecteur une espèce de « portrait économique » de Cuba aujourd'hui.

Voilà bien longtemps, en 1960, j'ai servi d'interprète à Ernesto Che Guevara lors de sa première visite en URSS, quand Fidel l'avait chargé de trouver un débouché pour deux millions de tonnes de sucre que les USA avaient cessé d'acheter après en avoir réduit drastiquement les importations depuis Cuba. Et, grâce à la conjoncture existant alors dans le monde, le Che avait pu remplir sa mission : l'URSS s'était engagée à réduire ses plantations de betterave et avait acheté 1,2 million de tonne de sucre non raffiné cubain, tandis que les pays socialistes européens avaient décidé d'en acheter six cent mille tonnes et la Chine les deux cent mille restants.

Le Che avait soutenu des longues et profondes discussions sur le modèle économique que Cuba devait choisir : il était influencé par la théorie marxiste selon laquelle seule l'industrialisation et donc l'apparition d'une classe ouvrière nombreuse étaient capables de générer l'appui social massif dont a besoin toute révolution. Le Che prenait comme référence l'URSS qui construisait des complexes métallurgiques en Inde, contribuait au développement industriel de l'Égypte et appuyait l'industrialisation en Chine. Et il avait proposé d'analyser la possibilité de construire à Cuba un complexe métallurgique fonctionnant selon un cycle de production complet et pouvant produire un million de tonnes par an.

Alexei Kossyguine, président du Conseil des ministres de l'URSS, qui était présent, estima avec beaucoup de tact qu'entreprendre un projet métallurgique d'une telle ampleur alors que Cuba ne possède ni fer ni coke ni marché pour assimiler la production n'était guère raisonnable. Il estimait que des projets de ce genre ne feraient que porter préjudice aux beautés exceptionnelles de l'île et qu'il était préférable de tirer parti au maximum de ses potentialités pour développer des domaines n'exigeant que peu de matières premières, un

développement intellectuel maximum et une main-d'œuvre qualifiée afin de créer des productions à haute valeur ajoutée. Cette discussion resta en suspens, mais bien des idées exprimées là devinrent des réalités au fil du temps.

Fidel et Raúl n'ont cessé, depuis des années, d'insister pour que Cuba ne copie aucune modèle étranger. Ce qui se construit à Cuba est purement autochtone, car fondé sur les particularités du pays et de son peuple. Les dirigeants cubains ont étudié avec soi les points forts et les points faibles des différents socialismes existant dans le monde. L'une des principales conclusions qu'ils en ont tirées est qu'il fallait renoncer à n'avoir qu'un seul allié pour éviter de dépendre de son sort ou de ses passions politiques.

L'histoire dramatique de l'industrie sucrière cubaine prouve la justesse de ces décisions. Quand l'URSS et le camp socialiste se désintégrèrent en 1991, Cuba était le troisième producteur mondial de sucre. Sa dépendance d'envers un seul client et d'envers l'exportation d'un seul produit de base provoqua une catastrophe, et la production de sucre chuta vertigineusement.

Cuba a donc décidé de nouer des relations dans différentes directions et de les approfondir avec ses voisins naturels et historiques, à savoir les pays latino-américains et caribéens, ainsi que de diversifier son économie, de renoncer à la monoproduction qui l'attacherait au marché mondial et en ferait une esclave des conjonctures.

Au départ des réformes actuelles, la production sucrière se montait à 1,5 million de tonnes, et la moitié de cent cinquante sucreries avaient été fermées car elles avaient cessé d'être rentables, faute de disposer des technologies de pointe en matière de coupe, de broyage et de traitement industriel de la canne. La rénovation radicale de l'ensemble de la chaîne de production (semences, labours, cultures, récolte et traitement industriel) exigerait des investissements énormes que l'État n'est pas en condition de faire, d'autant que la culture exige aussi des systèmes d'irrigation, beaucoup d'engrais et différentes substances nécessaires pour éliminer les maladies et les vecteurs. En Hawaï, les rendements – qui sont les meilleurs au monde – atteignent deux cents tonnes de canne par hectare, alors qu'à Cuba, les pires rendements sont parfois de jusqu'à sept fois inférieurs.

Les Cubains n'envisagent pas leur avenir lié au sucre. La production actuelle répond aux besoins du marché intérieur et engendre des matières premières suffisantes pour des sous-produits comme les boissons alcooliques, ce qui n'exclut pas une relance éventuelle de cette industrie. D'où la signature d'un contrat avec une société brésilienne (le Brésil et l'Inde sont les plus gros producteurs de sucre mondiaux) pour moderniser le secteur agricole et industriel de la sucrerie 5 de Septiembre, dans la province de Cienfuegos, pour en faire passer les capacités de broyage des 30 000 tonnes actuelles à 150 000. Les conditions en sont les suivantes : l'entreprise versera les mêmes primes aux parties cubaine et brésilienne à partir des 30 000 tonnes, après déduction des salaires, de l'amortissement du crédit et des intérêts de l'année. Pour ce faire, les Brésiliens envisagent, et c'est là le facteur clef, d'y faire passer les rendements de la canne de 45 à 65 tonnes à l'hectare.

Il est vrai que le sucre ne vit pas ses meilleurs moments sur le marché mondial, parce que, semble-t-il, on estime que sa consommation est la principale cause d'obésité. Une grande quantité de substituts du sucre sont apparus dans le monde et leurs fabricants dépensent des fortunes en campagnes de publicité pour prouver les propriétés nocives du sucre. Il ne faudra pas attendre longtemps pour qu'on se rende compte que ce sont justement ces succédanés qui sont nuisibles à la santé.

Qu'on se rappelle que la canne à sucre fut la première plante sauvage que l'homme rapprocha de chez lui et cultiva ; pendant des siècles, son jus fut considéré comme un grand médicament qui soignait de nombreuses maladies. Qu'on se rappelle aussi que, si les premiers esclaves furent arrachés à l'Afrique dès le XVI^e siècle pour travailler dans les plantations, c'est justement parce que Cuba était idéale grâce à la qualité de ses sols, aux régimes de pluie et à l'intensité de la lumière solaire.

La canne à sucre est un miracle de la Nature, la plante qui convertit en biomasse chargée de suc la plus grande quantité d'énergie solaire ; elle peut produire plusieurs années de suite sans avoir à renouveler les semences, bien que, selon les connaisseurs, l'idéal soit cinq récoltes sur autant d'années calendaires successives. Elle sert aussi de matière première pour produire plus d'une cinquantaine de dérivés, depuis la simple bagasse utilisée comme combustible ou dans la fabrication de bois artificiel, jusqu'à des sous-produits chimiques complexes utilisés dans la parfumerie, la médecine et d'autres domaines, sans écarter ses perspectives comme biocarburant pour véhicules automobiles.

Il est donc encore trop tôt pour renoncer à la canne à sucre. Ce qu'il faut, en tout cas, c'est moderniser sa production, et ce dans un avenir pas si éloigné.

La production d'énergie électrique joue un rôle très important dans les plans de développement, mais constitue un des problèmes les plus critiques parce que Cuba n'a pas découvert de grands gisements de pétrole, de gaz ou de charbon. Au triomphe de la Révolution, l'URSS fut le principal fournisseur de pétrole jusqu'à treize millions de tonnes par an. À partir de l'année 1991, quand l'URSS cessa ses livraisons, Cuba dut consacrer plus de la moitié de ses recettes d'exportation à l'achat de pétrole sur le marché mondial où les cours ne cessaient d'augmenter, pour une consommation oscillant entre huit et neuf millions de tonnes.

Pendant la Période spéciale, le gouvernement fit de grands efforts pour accroître l'extraction de pétrole à Cuba même, mais, comme si la Nature voulait lui jouer un mauvais tour, les gisements les plus notables furent découverts sur la côte Nord, tout près des meilleurs centres touristiques autour de Varadero, et décision fut prise toutefois de promouvoir le tourisme et l'industrie pétrolière en harmonie avec l'environnement.

Le gouvernement s'ouvrit aux investissements étrangers dans les années 90 et les entreprises pétrolières redoublèrent d'effort, si bien que l'extraction de pétrole passa d'un demi-million de tonnes par an à quatre millions et demi dans les années 2000, pour se maintenir à ce niveau à ce jour. C'est là une grande victoire, car une bonne partie de l'énergie électrique provient de ce pétrole brut et du gaz naturel qui l'accompagne. Bien que celui-là soit extra-lourd et à forte teneur en soufre, il alimente la plupart des centrales thermiques, tandis que celui-ci, non content de servir à la production d'électricité, est vendu à presque un million d'utilisateurs de La Havane à des fins ménagères. Aujourd'hui, la demande énergétique nationale est satisfaite par les 60 000 barils de pétrole produits à Cuba et par les 100 000 barils achetés au Venezuela.

C'est pour économiser le carburant et l'électricité que Cuba avait lancé dès 2005 le Programme de la révolution énergétique, conduit au départ par Fidel Castro et visant, entre autres mesures, à modifier la structure productive en joignant aux centrales thermiques un très grand nombre de groupes électrogènes distribués dans tout le pays, ce qui améliora significativement la vitalité et la disponibilité du système électrique face aux risques de pannes provoqués par les cyclones ou d'autres catastrophes naturelles.

On installa aussi, en vue de protéger des centres économiques vitaux, des groupes électrogènes dans des hôpitaux, des écoles, des aqueducs, de boulangeries, etc. Cuba a aussi modernisé ses réseaux électriques et mené des campagnes pour substituer aux ampoules incandescentes des ampoules fluorescentes à basse consommation d'énergie et aux appareils électro-ménagers anciens des appareils plus modernes et consommant moins.

Dans les années 90, le gouvernement permit à des sociétés étrangères de faire de la recherche de pétrole sous forme de prospection à risque et de production partagée, aussi bien dans les eaux peu profondes de la plateforme insulaire que dans les eaux profondes et très profondes de la Zone économique exclusive de Cuba dans le golfe du Mexique. Selon les spécialistes cubains, les ressources en hydrocarbures dans cette ZEE oscillent entre dix et vingt milliards de barils, tandis que les adversaires aux USA ne parlent que de cinq milliards. Durant ces deux décennies, des sociétés d'Espagne, de Malaisie, du Venezuela, de l'Inde, du Brésil, de Norvège, du Royaume-Uni, d'Angola, du Canada et de France, ainsi que la société russe

Zarubezhneft, ont signé des contrats dans ce sens, mais aucune n'a encore eu de succès du point de vue commercial, bien que, disons-le, les travaux exploratoires n'aient pas été très volumineux.

Les ressources hydrauliques sont limitées, parce que, compte tenu de la structure de l'île, les cours d'eau ne sont pas longs et débouchent très vite dans la mer. On ne peut construire de petites centrales hydrauliques que dans les régions montagneuses et à partir des déversoirs des barrages, tous faits par la Révolution. Cuba possède de grandes réserves de tourbe sur la côte sud, dans les marais de Zapata, mais, du fait de leur faible valeur énergétique, les perspectives qu'elles soient utilisées sont maigres.

Ceci explique pourquoi l'URSS et Cuba décidèrent dans les années 80 de construire une centrale atomique, qui fut abandonnée encore en chantier et qui ne sera jamais conclue parce que les Cubains ont renoncé à ce genre d'énergie.

En ce qui concerne les sources d'énergie renouvelables, il semble que le pays envisage comme perspective la plus immédiate la bagasse de canne à sucre, bien qu'il commence à utiliser l'énergie solaire et l'énergie éolienne, parce que ce sont, d'une part, des sources inépuisables et que, d'autre part, la technologie correspondante est en plein essor dans le monde.

En 2014, le Conseil des ministres adopta la politique relative à l'utilisation des sources renouvelables, selon laquelle celles-ci devront représenter d'ici à 2030 le quart de la production nationale, grâce à la construction de treize parcs éoliens, la plupart dans la région centre-orientale, à dix-neuf usines bioélectriques dans différentes sucreries et à d'autres plus petites à partir des résidus de scieries, à des parcs solaires photovoltaïques et à des mini-centrales hydrauliques dans les déversoirs des montagnes et dans de petits cours d'eau et ruisseaux.

On peut affirmer sans crainte d'erreur que des branches de technologie de pointe comme la microbiologie, le génie génétique et la pharmacologie deviendront la locomotive du développement économique cubain, d'autant que leurs productions constituent actuellement un des principales sources de recettes en devises, de pair avec les services médicaux que Cuba prête à d'autres nations et avec le tourisme.

Alors que, dans les années 80 – que les Cubains appellent celles des « vaches grasses », en raison de la grande aide en provenance de l'URSS – Cuba n'exportait que trois types de médicaments, elle vend aujourd'hui plus de quarante vaccins et autres médicaments de grande qualité, dont la plupart sont exclusifs dans le monde.

Les succès atteints par les Cubains en médecine surprennent les étrangers, qui ne s'expliquent pas comment un pays pauvre, en butte au blocus économiques imposé par les États-Unis, a pu se hausser au niveau des plus développés. Ainsi, Valentina Matvienko, président du Conseil de la Fédération de Russie, a été très surprise de constater, durant sa visite en 2013, que les médecins cubains avaient mis au point une opération chirurgicale concernant les tissus du cerveau qui guérit le mal de Parkinson et qui, non contente de l'éliminer, permet même au patient de reprendre sa vie normale en quelques heures.

Cuba marche à l'avant-garde des pays qui font des études de prophylaxie et de traitement de maladies cancéreuses. Elle a mis au point des médicaments permettant de combattre le cancer de la prostate à son stade supérieur, celui du poumon et d'autres, et réalisé les essais cliniques correspondants. Un programme adopté par le gouvernement prévoit de réaliser soixante-cinq essais de quatre-vingt-dix nouvelles préparations anti-cancérigènes, fruit du travail du Centre d'immunologie moléculaire.

Des chercheurs en cancérologie m'ont raconté, à ma grande surprise, que, sous l'administration Clinton, une délégation cubaine avait été invitée à donner des conférences dans six universités étasuniennes, en vue de quoi elle avait préparé des vidéos impressionnantes que j'ai pu voir, mais qu'au dernier moment, sans donner d'explications, les

organisateur avaient annulé ce projet. La seule explication à ce comportement, c'est la peur que les succès des Cubains dans ces branches finissent par être connus et que de nombreux États-Uniens veuillent se rendre à Cuba pour sauver leur vie, ce qui pourrait provoquer une brèche dans le blocus.

Comme le font d'autres personnes : ainsi, dans le cadre du tourisme de santé, 8 500 patients sont venus se faire soigner à Cuba en 2012, rapportant des bénéfices pour 24 millions de dollars. Les étrangers sont attirés aussi bien par la qualité hautement professionnelle des services médicaux que par les tarifs. Les États-Uniens, eux, doivent le faire clandestinement, passant par le Canada ou le Mexique : les consulats cubains leur délivrent le visa sur une feuille volante, pour ne pas laisser de traces sur les passeports, ce qui pourrait coûter aux patients, compte tenu des lois régissant le blocus, des amendes se montant jusqu'à dix mille dollars. Il est difficile de savoir combien d'États-Uniens viendraient se faire soigner à Cuba si le blocus n'existait pas.

Les conquêtes de Cuba en médecine sont reconnues depuis longtemps par de prestigieuses organisations internationales, dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ces succès sont le fruit de la Révolution cubaine, et ce pour trois raisons : en tout premier lieu, la prescience de Fidel Castro qui a su identifier la voie à même d'offrir à Cuba les meilleures perspectives de prestige dans la communauté internationale ; ensuite, l'intérêt de l'État pour développer la science et la technique et pour intégrer toutes les ressources dans ce but ; enfin, la politique nationale d'éducation et d'instruction entreprise dans toute la société : ainsi, même aux pires moments de la Période spéciale, l'État a continué de financer le travail scientifique et technique en microbiologie et en médecine.

La croissance de l'industrie touristique et la qualité de ses services impressionnent aussi bien les visiteurs que les experts internationaux. S'il est vrai que le tourisme existait avant la Révolution, il était surtout le fait d'États-Uniens qui arrivaient attirés par la prostitution, les jeux de hasard et la consommation de drogues, l'industrie du vice étant alors contrôlée par des mafieux étatsuniens qui stimulaient, voire parrainaient les voyages à La Havane où les visiteurs pouvaient faire ce qu'il leur était interdit aux USA. La Révolution mit fin, bien entendu, à toutes ces activités-là.

Jusqu'à la première moitié des années 80, le tourisme, après quelques tentatives initiales, cessa d'être considéré comme une option de développement économique viable à cause des limitations imposées par le blocus et des risques politiques et sociaux qu'il impliquait. Les rares hôtels existant accueillait les Cubains et des délégations de pays étrangers, en particulier socialistes.

Dès les premiers symptômes de réduction de l'aide soviétique, nous l'avons dit, les Cubains axèrent leurs efforts sur le développement de l'industrie « des loisirs » afin d'obtenir des rentrées d'argent frais et se hâtèrent de bâtir des hôtels et de former le personnel requis.

À Cuba, les visiteurs jouissent d'une grande sécurité, garantie à la fois par les organes chargés de cette mission et par le caractère même des Cubains qui se caractérisent par leur solidarité et leur franchise. Dès 1995, les revenus du tourisme dépassaient ceux de l'industrie sucrière, cette branche finissant par devenir une des principales sources de devises.

Comme de juste, les succès incitèrent les autorités à développer encore plus cette branche, même durant la Période spéciale : selon des sources occidentales, les investissements dans le tourisme se chiffrèrent à plus de 3,5 milliards de dollars de 1990 à 2000. Les complexes hôteliers déjà construits permettent d'accueillir environ trois millions de touristes par an. Des aéroports internationaux ont été construits à Varadero et dans d'autres pôles touristiques, et les autres ont été agrandis et modernisés. Par ailleurs, la loi permet les chambres d'hôte, ce qui garantit une capacité d'hébergement suffisante.

Cuba compte plusieurs villes-musée, comme Sancti Spiritus, Remedios et Trinidad. J'ai pu me rendre en 2013 dans cette dernière, l'une des plus visitées par les étrangers : il s'agit d'un « bijou » parfaitement conservé, avec des édifices des XVII^e et XVIII^e siècles ; faute de

ressources pour bâtir du neuf, elle a pu conserver son aspect original qui constitue son meilleur attrait. Comme quoi, « à quelque chose malheur est bon » ! Sous la colonie, Trinidad fut un refuge de pirates puis de contrebandiers. Des pages héroïques y furent aussi écrites durant les guerres d'Indépendance et la lutte contre Batista. Mais les États-Unis tentèrent d'en faire sous la Révolution un des centres des bandes contre-révolutionnaires. Les musées qui racontent cette histoire sont installés dans de vieux édifices qui sont des merveilles architecturales.

La conservation de Trinidad se doit à la volonté de l'État cubain depuis maintenant un demi-siècle, une politique renforcée ces derniers temps par les revenus provenant du tourisme dont 2 p. 100 sont consacrés à des ouvrages de construction et de restauration, et par le fait qu'à travers l'Office de l'Historien de la ville, il veille à ce que les édifices en chantier ne déparent pas l'architecture locale et ne portent pas préjudice à son attrait historique.

Trinidad, qui compte 50 000 habitants, accueille 500 000 touristes par an dans neuf cents installations publiques et dans huit cents privées. À quoi contribue plus d'une centaine de restaurants dans la ville même et les environs. Un autre de ses attraits sont les « belles américaines » des années 40 et 50 qui parcourent encore ses rues, tout comme elles le font dans les autres villes cubaines : critiquées hier, ces voitures sont aujourd'hui recherchées par les touristes qui sont prêts à payer n'importe quel prix pour se balader dans ces dinosaures de l'industrie automobile étasunienne.

La baie de La Havane fait l'objet d'un nettoyage intense pour qu'elle puisse accueillir des navires de croisière, des yachts et d'autres bateaux. Du fait qu'elle fut utilisée pendant des siècles comme port de commerce, ses bords se sont couverts de terminaux de manutention, d'entrepôts et d'usines, si bien que ses eaux étaient très polluées. Des travaux de reconstruction y sont aussi en cours. Ainsi, l'énorme édifice de l'ancienne douane a été restauré et transformé, dans un cadre de lumière naturelle, en un « palais de l'artisanat » où l'on peut acheter les produits toujours plus variés des artisans cubains. Il est vraiment agréable de voir maintenant les pêcheurs se livrer sur les bords de la baie de la Havane à leur passe-temps favori là où flottaient avant des taches de pétrole et des restes de déchets de bateaux.

C'est d'ailleurs pour libérer la rade havanaise de ses obligations de principal port commercial du pays et aussi parce que ses capacités portuaires devenaient insuffisantes pour accueillir les grands cargos actuels, et que ses fonds de seulement huit mètres maximum empêchaient l'accostage des porte-conteneurs modernes dont le tirant d'eau dépasse quinze mètres, que le gouvernement entreprit, au terme d'une analyse méticuleuse qui tenait compte d'importants facteurs économiques, de construire un moderne terminal maritime polyvalent. Il a aussi tenu compte du fait qu'il n'était pas rentable, économiquement parlant, de transborder les cargaisons des cargos ancrés en haute mer sur des chalands pour les amener dans le port de La Havane, sans parler des conditions météorologiques qui risquent d'empêcher leur manutention, si bien que Cuba est obligée d'utiliser le port de Kingston, en Jamaïque, pour garantir ce transbordement sur des cargos plus petits, soit un coût de soixante-dix millions de dollars par an.

L'endroit choisi pour ce nouveau terminal est le port de Mariel situé à quarante-cinq kilomètres à l'ouest de La Havane. C'est le projet le plus ambitieux et le plus étendu jamais entrepris à Cuba, pour un investissement de 830 millions de dollars fournis par le gouvernement brésilien sous forme de crédit à des conditions de faveur. Une société brésilienne de la transnationale Odebrecht a pris en charge les ouvrages, tandis que le personnel technique, les ingénieurs et les bâtisseurs sont cubains et acquièrent une expérience très utile en matière de construction et de fonctionnement d'installations portuaires gigantesques. La longueur totale des quais sera de 2,4 km, pour une profondeur au bord de 17,9 mètres, si bien que le terminal pourra recevoir des cargos à charge sèche et réfrigérée de très grand port, dont des porte-conteneurs, et manipuler 1 300 000 conteneurs par an, soit à raison de 14,7 à 18 tonnes en moyenne chacun, un total de 23,400 000 tonnes. Comme il s'agit d'un très gros chantier par rapport aux possibilités de Cuba, celle-ci profite de l'expérience et

des services consultatifs d'une société de Singapour, tandis que la Chine a livré les grues à portique et s'est intéressée au projet.

La Zone de développement spéciale de Mariel ne se borne pas au terminal de conteneurs. Ses 465 km² offre des conditions privilégiées à des investisseurs étrangers, à des personnes juridiques et naturelles cubaines pour y installer des usines à technologie de pointe, produire des marchandises en substitution d'importations et d'autres destinées au marché international. Elle engendrera aussi de nombreux et profonds changements : telle la conclusion de la première étape de la voie ferrée qui garantira le transport interne de marchandises et du personnel employé.

Les chantiers s'y poursuivent. La première étape du port, d'une longueur de quai de 700 mètres, a été inaugurée en 2014 par le président cubain Raúl Castro et par la présidente brésilienne Dilma Rousseff qui ont visité les ouvrages à plusieurs reprises. Tout comme l'a fait l'ancien président brésilien Luis Inacio Lula da Silva qui avait beaucoup appuyé ce projet.

Les dirigeants cubains, qui cherchent toujours des solutions stratégiques, s'efforcent d'envisager les choses sur le long terme. Aussi ont-ils tenu compte du fait que le Canal de Panama est en cours de modernisation et d'élargissement afin de garantir le passage de navires de 150 000 et 170 000 tonnes – contre 70 000 aujourd'hui – et donc de doubler la quantité de marchandises transportées – de 300 à 600 millions – et que l'inauguration est prévue en 2016.

Je me rappelle avec amertume qu'en 2005, le gouvernement panaméen avait proposé à une délégation de la Douma de Russie, en visite dans l'isthme, d'envisager de participer au financement de cette modernisation du canal et qu'aucune suite n'avait été donnée à cette proposition. Or, cette nouvelle voie assurera des revenus se chiffrant à quatre milliards de dollars par an.

Par ailleurs, un nouveau canal interocéanique est en construction au Nicaragua et devra être conclu en sept ou huit ans : il aura une incidence énorme sur le commerce mondial car des navires de jusqu'à 400 000 tonnes pourront y passer. Ce mégaprojet, qui prévoit des investissements de 40 milliards de dollars, a été pris en charge par le multimillionnaire chinois Van Tsin qui l'a sous-traité à une société de Hong Kong.

Bref, comme le dirait Maïakovski, des « plans colossaux » se profilent à l'horizon. En de telles circonstances, donc, le port de Mariel s'avérera très utile au commerce international, notamment au transport de marchandises des pays riverains de la mer des Caraïbes et du golfe du Mexique, sans parler de ses avantages pour la gestion économique intérieure.

Cuba fait partie des cinq plus gros producteurs mondiaux de nickel-cobalt et ses réserves constituent presque 20 p. 100 du total de la planète. Son extraction et son traitement remontent à 1935, mais étaient entièrement aux mains de sociétés étasuniennes jusqu'au triomphe de la Révolution. Après, la production fut acheminée pendant de longues années vers les marchés du camp socialiste.

Actuellement, les principaux partenaires à cet égard sont la société canadienne Sherritt International et la République populaire de Chine. Selon des chiffres de 2010, Cuba produit environ 70 000 tonnes par an et, en fonction des conjonctures sur le marché mondial, peut élever la production jusqu'à 75 000 tonnes.

La Chine s'intéresse beaucoup au nickel, qui est un composant indispensable de différentes variétés d'acier inoxydable dont elle est le premier producteur mondial. Les Chinois signèrent en 2005 un mémorandum d'intention pour investir 600 millions de dollars dans le développement de l'industrie cubaine du nickel, mais des difficultés se présentèrent en ce qui concerne la quantité d'énergie électrique disponible.

La Russie n'a pas été en conditions, malheureusement, de maintenir la position qu'elle occupait dans l'industrie du nickel. Selon les experts, au rythme d'extraction actuel, ses réserves de Norilsk seront épuisées en 2037. Et ensuite ? Il existe une variante qui intéressait le groupe russe Alfa : traiter les déchets, autrement dit les montagnes de terre remuée et

accumulée pendant des années et des années d'exploitation à Cuba, et en tirer, à partir d'une technologie de pointe, la grande quantité de nickel-cobalt laissée par l'ancienne technologie, mais ces projets constituent à peine l'objet de négociations.

Le tabac cubain jouit d'une grande réputation dans le monde. Les premiers étrangers à le savourer furent ceux qui accompagnèrent Christophe Colomb et qui le ramenèrent en Espagne. Au fil des siècles, fumer est devenu une habitude, nocive certes, mais très attirante, et le cigare un symbole de distinction et de luxe. La marque cubaine Cohíba (mot indigène signifiant « tabac ») est la plus cotée de toutes, au point d'avoir donné son nom à un hôtel cinq étoiles, l'un des plus luxueux, qui se dresse sur le front de mer havanais.

La première fabrique remonte au milieu du XVI^e siècle, et dès lors les cigares cubains sont devenus une marchandise prestigieuse et chère. De 1717 à 1817, le roi d'Espagne institua le monopole de la couronne sur la production et la vente du tabac, ce qui servait à en augmenter le prestige et à en élever le prix.

La culture du tabac et la fabrication du cigare s'étendirent à d'autres îles antillaises, mais aucune n'est parvenue à égaler la qualité des productions cubaines. Les semences des meilleurs tabacs ont été essayées dans d'autres pays, mais les résultats n'ont donné que des mutations honduriennes, dominicaines, etc.

À Cuba même, où la nature a créé des conditions fabuleuses, la qualité n'est pas la même selon les régions. Il est des endroits où poussent de super-plants, dont les feuilles se distinguent des autres par leur couleur, leur arôme, leur texture et leur taille : c'est le cas de la région de Vuelta Abajo, dans la province de Pinar del Río.

Fumer le cigare – ou le havane, comme on l'appelle aussi – est un plaisir coûteux qui n'est pas à la portée de tout le monde, ce qui explique pourquoi il fait partie des habitudes de ce qu'on appelle l'élite. Un Montecristo n° 4, le plus populaire, coûte en Europe sept euros pièce, mais certaines marques s'élèvent jusqu'à cinq cents. À l'époque soviétique, le bourgeois capitaliste était représenté comme un petit bonhomme bedonnant, portant le frac et le haut de forme, et fumant un cigare. En Russie, les « nouveaux Russes » se réunissent dans les clubs de fumeurs de cigare et parlent affaires en respirant la fumée aromatique des havanes.

Intervenant à un des congrès du parti dans les années 90, Fidel affirma que Cuba serait en mesure d'exporter cent millions de cigares. Je n'ai pas pu trouver de chiffres sur la production des années suivantes, mais je suppose qu'elle est restée stable. La production de tabac a été de quelques vingt mille tonnes et, selon des statistiques occidentales, Cuba compte aujourd'hui une cinquantaine de fabriques de cigares.

Des entreprises se consacrent à la fabrication des boîtes et une usine conçoit et imprime les étiquettes. Dans les hôtels, dans les bons restaurants et dans les bars, il n'est pas rare de voir un cigarier assis derrière une table en train de fabriquer les fameux havanes. La plupart des touristes succombent à la tentation d'en acheter, car aucun autre souvenir de l'île ne rivalise avec eux.

Pour accompagner un bon cigare, rien ne vaut le rhum cubain, dont la renommée mondiale est si élevée que les concurrents, notamment ceux des États-Unis, font fréquemment l'objet de procès en contrefaçon pour avoir voulu s'emparer d'une marque créée et enregistrée à Cuba. Jadis, c'étaient les pirates, ces écumeurs de la mer des Caraïbes, qui buvaient du rhum ; aujourd'hui, celui-ci accompagne sans faute les cocktails aristocratiques.

Le restaurant Floridita, fréquenté assidument par l'écrivain étasunien Ernest Hemingway, Prix Nobel de Littérature, s'est fait une spécialité du *daiquiri*, un cocktail rafraîchissant composé de glace frappée, de rhum, de sucre et de citron, qui semble avoir été conçu justement pour les tropiques ; certains en attribuent l'invention à Hemingway, mais il n'en est rien : il porte le nom d'une localité proche de Santiago de Cuba où il a été inventé. Un autre restaurant non moins fameux, La Bodeguita del Medio, offre lui le *mojito*. Le cocktail le plus démocratique et le plus

connu à partir du rhum cubain reste toutefois le Cuba Libre. Bref, rhum et cigare font partie du passé, du présent et de l'avenir de l'île.

La pêche a été et reste une branche importante de l'économie cubaine. C'est justement un pêcheur dont s'inspira Hemingway pour écrire l'histoire de cet homme qui se bat seul contre un espadon, dans *Le Vieil Homme et la mer*. Ce pêcheur vivait à Cojimar, une localité située à dix kilomètres à l'est de La Havane, où le yacht de l'écrivain, *El Pilar*, était ancré.

Les Cubains pêchent depuis des temps immémoriaux, mais la pêche ne devint industrielle qu'avec la Révolution qui créa une flotte dans ce but, forma des cadres et organisa l'infrastructure de chambres froides et d'ateliers nécessaires au traitement du poisson. Selon les statistiques existantes, la prise se monta à 192 000 tonnes en 1989, mais elle commença à baisser à partir du moment où les pêcheries où travaillait la Flotte cubaine de pêche commencèrent à faire partie des Zones économiques exclusives et, surtout, quand l'URSS cessa de livrer le pétrole nécessaire au départ de la Période spéciale, si bien que bateaux et engins de pêche se détériorèrent.

Cette réduction se doit peut-être aussi au fait que les poissons vivant en grands bancs, comme la morue, la sardine et le saumon, entre autres, qui sont les plus intéressants du point de vue commercial, n'abondent pas dans les mers environnant Cuba. Il existe en revanche des espèces d'une taille considérable et à la chair savoureuse, comme l'espadon que le pêcheur d'Hemingway essayait de dominer, mais elles vivent loin du littoral. En fait, bien que vivant dans un archipel, les Cubains ne sentent pas la même passion pour la mer et le poisson que les Japonais ou les Norvégiens, par exemple. Si vous lui donnez à choisir entre une escalope de porc et un filet de poisson, le Cubain préférera à coup sûr la première. À titre de garniture, il aime le riz et les haricots noirs plutôt que des légumes légers et nourrissants.

Les eaux côtières contiennent une faune très variée. Les langoustes et les crevettes jouissent d'une demande croissante sur le marché mondial et entrent toujours plus dans le menu des touristes et des Cubains. Cuba exporte des petites quantités de langoustes et d'anguilles vivantes au Japon et dans d'autres pays. On peut développer dans ses mers l'élevage d'huîtres et d'autres espèces marines similaires, dont la qualité est garantie par celle des eaux, bien qu'une production à grande échelle soit réservée à l'avenir proche.

L'agriculture reste le maillon le plus faible de l'économie cubaine. Le président Raúl Castro ne cesse de répéter que le pays doit importer des aliments à hauteur de deux milliards de dollars par an, alors que le pays possède les conditions pour satisfaire lui-même à ses besoins dans une grande quantité de produits agricoles.

Cette situation s'explique dans une bonne mesure par un héritage historique, car les consommateurs ont toujours été plus nombreux que les producteurs, puisque la population urbaine a toujours augmenté plus vite que la population rurale, le ratio étant actuellement de 3,3:1.

Pays de monoculture, Cuba n'a pas varié son agriculture. Par ailleurs, en règle générale, l'économie des nations où se produisent de profondes révolutions sociales souffre de lourdes pertes dans la première étape, surtout en agriculture. Les guerres civiles provoquent une réduction draconienne du cheptel et une destruction partielle des cultures. Les réformes agricoles transforment radicalement les rapports de propriété de la terre, ce qui entraîne un changement de propriétaires et trouble le fonctionnement normal de la production.

La Révolution cubaine a connu ces « perturbations » tout au long de son histoire. L'État a fini par devenir propriétaire de 70 p. 100 des terres agricoles. Le reste est aux mains des anciens propriétaires et de ceux qui ont été avantagés par la Réforme agraire. Et les problèmes ont tôt fait de se présenter.

À la différence de ce qui se passa dans la Russie tsariste, il n'y avait pas de paysannat sur les grands latifundios nationalisés. Les journaliers qui travaillaient dans les plantations de canne à

sucre étaient plutôt des prolétaires agricoles que des paysans, et leur expérience se bornait à cette culture ; ils n'étaient pas liés à la terre, puisque les travaux se limitaient à l'époque de la culture et de la coupe de la canne, et que, le reste de l'année, ils devaient chercher du travail, si bien qu'ils changeaient facilement de lieu de résidence et d'occupations.

Au triomphe de la Révolution, beaucoup partirent dans les villes en quête de meilleures occasions ; d'autres intégrèrent les coopératives de canne à sucre qui devinrent très vite des entreprises agricoles publiques, où ils n'étaient pas propriétaires de la terre ou des engins agricoles, mais des travailleurs salariés.

Par ailleurs, les paysans convertis en propriétaires de leurs terres commencèrent par fonder des coopératives afin de s'entraider et de faciliter l'octroi de crédits bancaires et l'embauche de services, une expérience qui a donné de bons résultats. Ils s'organisèrent dans l'Association nationale des petits paysans (ANAP) qui a surmonté les problèmes et se maintient au côté de la Révolution.

Durant les trente premières années, Cuba reçut une aide alimentaire substantielle de la part de l'URSS et des autres pays socialistes, si bien que l'auto-provisionnement ne fut pas une priorité pour les dirigeants cubains.

C'est en 1975, après le Premier Congrès du parti, que le mouvement coopérateur dans la campagne enregistra ses premiers progrès. On y créa des vraies coopératives agricoles dans lesquels les paysans unirent de façon volontaire leurs terres, leurs outils et leurs engins agricoles, reçurent à ce titre une compensation monétaire et devinrent dès lors les propriétaires collectifs et travailleurs des coopératives.

Ces deux modalités – petit propriétaire et coopérative – garantissent les meilleurs résultats. Les entreprises d'État ne rendirent jamais autant qu'on en attendait, car elles exigeaient de gros investissements, se caractérisaient par des coûts de production élevés, possédaient une direction trop centralisée et présentaient d'autres problèmes.

Quand la Période spéciale démarra, il fallut en modifier les conditions de travail pour conserver le personnel, avec lequel on créa des Unités de base de production coopérative, qui reçurent les terres pour une durée indéfinie, purent acheter les équipements à crédit et s'approvisionner en aliments, les revenus étant liés à la productivité. Mais ces mesures ne furent pas suffisantes, et certaines ne virent même pas le jour. Le secteur d'État restait déprimé et travaillait à perte en général, parce que ces Unités ne jouissaient pas vraiment d'une indépendance économique réelle.

Décision fut donc prise d'opérer une transformation radicale dans l'organisation de l'agriculture. En 2012, il existait à Cuba quatre types et modalités essentiels. L'État resta propriétaire de 80 p. 100 des terres arables, mais plus de 70 p. 100 était exploité selon des modalités non étatiques, essentiellement des coopératives, et, dans une moindre mesure, par des usagers individuels et des propriétaires privés.

Ce qui explique pourquoi, cette année-là, le secteur non étatique produisit 589 000 tonnes et le secteur étatique 52 000 tonnes de riz ; 250 000 tonnes et 10 000 tonnes de maïs ; 122 000 tonnes et 4 400 tonnes de haricots noirs. Et ainsi à l'avenant dans les autres secteurs agricoles. Mais l'État produisit 75 p. 100 des œufs (deux milliards d'unités) et dépassa la production des paysans et des coopérateurs en ce qui concerne la viande de porc, même si leur participation fut importante. Le gros du bétail bovin appartient au secteur non étatique : 3,4 millions de têtes sur un total de 4,1 millions.

La politique de réformes en cours vise à faire sauter la plus grande quantité de limitations et d'obstacles afin que les producteurs agricoles sous leurs différentes modalités soient astreints aux mêmes règles en matière de vente – droit de vendre librement leurs productions une fois remplis leurs contrats avec l'État – et puissent acheter les ressources nécessaires à égalité de prix et de conditions. Elle tend aussi à augmenter les différentes modalités de coopératives qui garantissent une meilleure organisation et socialisation de la production agricole.

L'État dispose d'une réserve de terre se montant à un million d'hectares et se dit prêt à céder en usufruit gratuit jusqu'à 67 hectares par producteur individuel.

Bref, la Révolution prend toutes les mesures pour accroître la production agricole. Compte tenu de l'importance exceptionnelle assignée à la production d'aliments, l'agriculture est devenue une branche hautement prioritaire que son système de préférence rend plus attrayante pour les Cubains et peut-être pour les émigrants. En effet, quand on examine l'expérience d'autres pays, on constate que ceux-ci contribuent souvent dans une bonne mesure à surmonter les problèmes agricoles : ainsi, la production de blé aux USA, en Argentine et en Uruguay reçut une grande impulsion grâce aux émigrants de l'ancien empire russe qui apportèrent de nouvelles façons culturales et des variétés de semences, dont l'Odesskaya. À Cuba, ce sont les émigrants haïtiens qui répandirent la caféiculture.

On pourrait activer d'autres grandes réserves en recourant aux technologies qui caractérisent ce qu'on appelle la « révolution verte », autrement dit de nouvelles variétés de cultivars et d'engrais, de méthodes de contrôle biologique permettant de protéger les plantations et de préparation des terres, ainsi qu'en augmentant les systèmes d'irrigation, entre autres mesures.

Les coopératives agricoles servent de prototype pour d'autres branches économiques, surtout le commerce et les services, le bâtiment et le transport. Les principaux généraux qui les régissent sont l'association volontaire, la prise de décisions collective, l'égalité de droit des membres, l'indépendance économique, la responsabilité sociale – qui se traduit par une aide au développement planifié de l'économie – la préoccupation pour la prospérité de leurs membres et la collaboration avec d'autres coopératives et structures administratives. Cette nouvelle modalité est en cours d'expérimentation et commence à peine, mais il serait bon qu'elle se fortifie et évolue au profit de toute la nation.

Un événement survint en décembre 2013, fruit, pour une bonne part, des changements intervenant à Cuba. Au terme de négociations prolongées et complexes, la Russie annulait les vieilles dettes de l'île envers l'Union soviétique, une question qui pesaient depuis 1991 sur les relations bilatérales. Cette ardoise effacée, les liens pouvaient redémarrer sur un nouveau pied.

La presse libérale et les soi-disant experts de même obédience chiffrèrent cette dette, en tout arbitraire, entre 18 et 20 milliards de dollars, et firent la sourde oreille aux arguments que les Cubains avançaient pour ne pas la payer. Peut-on considérer comme partie de la dette les millions de dollars perdus par la Russie faute d'avoir assumé les engagements de l'URSS ? Comment quantifier l'utilisation gratuite par l'URSS du Centre d'écoute radio-électronique de Lourdes ? À combien chiffrer la rupture unilatérale par l'URSS de toutes ses obligations commerciales ? On peut poser des tas de questions dans ce genre.

Par exemple, rares sont ceux qui connaissent en Russie le programme humanitaire de Cuba qui offre une aide médicale aux enfants soviétiques touchés par l'accident survenu à Tchernobyl en 1986. Vingt-cinq ans après cette terrible catastrophe, Cuba a adressé un rapport officiel au secrétaire de l'ONU sur ce programme et ses résultats. C'est en mars 1990, après que l'URSS eut lancé un appel à la communauté internationale, que Cuba accueillit 139 enfants pour leur offrir un traitement gratuit, Fidel Castro en personne étant allé les accueillir à l'aéroport. Cuba prenait en charge tous les frais, hormis le transport. Le rapport affirme : « Nous n'avons pas donné aux petits sinistrés ce que nous avons en trop, nous avons partagé avec eux ce que nous avons. » Depuis, près de 24 000 enfants, dont les problèmes allaient depuis des états de choc psychiques jusqu'à des tumeurs malignes, ont été soignés dans les hôpitaux cubains.

Il est impossible de calculer en dollars et en *cents* le caractère spécial des relations qui ont uni les deux pays dans les trente premières années de la Révolution cubaine, des relations fraternelles, familiales, qui ne ressemblent en rien à celles qui existent entre des clients ou des partenaires d'affaires. Leur nature était différente. Dieu merci, la visite de Dimitri Medvedev à Cuba et ses négociations avec Raúl Castro ont permis de mettre fin à des réclamations sans

fondements. La liquidation de ce problème non seulement contribue à organiser les relations dans les nouvelles conditions de marché, mais accroît l'intérêt des marchés financiers pour Cuba.

Un autre événement important est survenu en 2013 : la rencontre du président étatsunien Barack Obama et du président Raúl Castro aux funérailles du leader sud-africain Nelson Mandela le 9 décembre. Bien que simple formalité protocolaire, cette poignée de mains a suscité une vague de commentaires et de spéculations de la part des médias, comme quoi elle pourrait contribuer à la normalisation graduelle des rapports entre les deux nations et à l'affaiblissement de la guerre médiatique : bref, que des brèches dans la glace de l'hostilité commenceraient à se produire.

De nombreuses initiatives commencent à se matérialiser à Cuba, dont certaines sont encore en expérimentation ou passent par les démarches légales correspondantes, tandis que d'autres ne sont encore qu'à l'état de conception. Il n'est pas correct de parler de leurs résultats à l'échelle nationale, quoique je connaisse de nombreux exemples de réussite dans plus d'un domaine.

Cuba ne pourra pas obtenir les grosses ressources financières qu'exigent les investissements prévus en ayant des taux de croissance annuelle inférieurs à 5 p. 100, de sorte que les crédits étrangers, dont l'octroi se concrétise toujours plus, joueront un rôle très important dans le développement national.

Je me suis efforcé de présenter une image de la situation actuelle, à titre de modeste contribution à la mesure de mes possibilités, qui puisse servir à analyser, dans les prochaines années, l'ampleur des transformations engagées et les résultats de ce que les Cubains appellent l'« actualisation du modèle économique ».

Épilogue

Alors que ces pages étaient sur le point d'entrer sous presse, les événements ont surpassé les pronostics le plus optimistes.

Un fait inouï survint dans les premiers jours de décembre 2014 : suite à la demande de la totalité des gouvernements latino-américains, le Panama, comme pays hôte, invita officiellement Cuba à participer au Septième Sommet des Amériques, prévu en avril 2005. À la différence des années précédentes, Washington ne fit aucune objection à cette décision souveraine.

Les meneurs de la contre-révolution cubaine aux USA et les représentants de leurs intérêts au Congrès réagirent comme à l'accoutumé, en piquant une colère et en proférant des menaces. Mais ils ne savaient pas que c'était juste un indice de ce qui allait se passer ensuite.

Le 17 décembre, à midi pile, Raúl Castro, depuis La Havane, et Barack Obama, depuis Washington, surprirent le monde en annonçant simultanément, dans des interventions différentes, la reprise prochaine des relations diplomatiques entre les deux pays. Inutile de dire que cette nouvelle parcourut le monde à la vitesse de l'éclair et déclencha une explosion médiatique, ainsi que les applaudissements du monde.

Mais ce n'était pas tout : les deux présidents annoncèrent la libération des trois héros cubains qui étaient toujours emprisonnés aux USA, celle d'un espion d'origine cubaine au service de Washington, et, pour des raisons humanitaires, celle d'Alan Gross, l'employé du gouvernement étasunien condamné pour activités illégales. Par ailleurs, le président cubain annonçait la libération d'autres personnes auxquelles s'intéressait la Maison-Blanche. Tout ceci était le fruit de négociations secrètes menées pendant des mois au plus haut niveau.

Barack Obama informa de son côté qu'il avait demandé au département d'État d'analyser dans les prochains mois la possibilité de radier Cuba de sa liste des États parrainant le terrorisme international et que, dans le cadre de ses prérogatives présidentielles, il prendrait des mesures en vue de normaliser graduellement les relations entre les deux pays. Il ajouta : « J'espère pouvoir engager un dialogue honnête et sérieux avec le Congrès concernant la levée de l'embargo¹¹⁵. »

Pour sa part, Raúl Castro ne laissa aucune ambiguïté quant à la position de Cuba, affirmant textuellement :

Compatriotes

J'ai réitéré, depuis que j'ai été élu président des Conseils d'État et des ministres, que nous étions prêts à soutenir avec le gouvernement des États-Unis un dialogue respectueux, fondé sur l'égalité et la souveraineté, qui permette d'aborder les points les plus divers, sans porter atteinte à l'indépendance nationale et à l'autodétermination de notre peuple.

Cette même position : discuter et résoudre nos différends par des négociations, sans renoncer à un seul de nos principes, le *compañero* Fidel l'a fait savoir au gouvernement des États-Unis, en public et en privé, à différents moments de notre longue lutte.

L'héroïque peuple cubain a prouvé, face aux dangers, aux agressions et aux adversités et malgré tous les sacrifices, qu'il était fidèle à ses idéaux d'indépendance et de justice sociale, et qu'il le resterait. Étroitement unis durant ces cinquante-six ans de Révolution,

¹¹⁵ *Granma*, 18 décembre 2014, p. 3.

nous avons su garder la loyauté la plus profonde envers ceux qui sont tombés en défendant ces principes dès le début de nos guerres d'Indépendance en 1868.

Nous sommes en train, malgré les difficultés, d'actualiser notre modèle économique en vue de bâtir un socialisme prospère et durable.

À la suite d'un dialogue au plus haut niveau, dont une conversation téléphonique soutenue hier avec le président Barack Obama, nos deux nations ont pu progresser vers la solution de certains points qui les intéressent.

Comme Fidel l'avait promis en juin 2001 quand il avait affirmé : « Ils rentreront ! », Gerardo, Ramón et Antonio sont depuis aujourd'hui dans notre patrie.

La joie immense de leurs proches et de tout notre peuple qui s'est mobilisé inlassablement pour ce retour gagne les centaines de comités et de groupes de solidarité, les gouvernements, les parlements, les organisations, les institutions et les personnalités qui, ces seize années durant, ont réclamé leur libération et consenti des efforts acharnés pour l'obtenir. Nous leur exprimons à tous notre plus profonde gratitude qui nous engage.

Cette décision du président Obama mérite le respect et la reconnaissance de notre peuple.

Je tiens à remercier le Vatican, en particulier le pape François, d'avoir contribué à améliorer les relations entre Cuba et les États-Unis, et le gouvernement canadien d'avoir offert les conditions matérielles nécessaires à ce dialogue de haut niveau entre les deux pays.

Nous avons aussi décidé de relâcher un espion d'origine cubaine au service des États-Unis où il a été renvoyé.

C'est pour des motifs humanitaires que nous avons aussi renvoyé dans son pays le ressortissant étasunien Alan Gross.

Agissant unilatéralement comme de coutume et dans le respect le plus strict de notre législation, nous avons aussi accordé des réductions de peines, voire la libération, à des personnes envers lesquelles le gouvernement des États-Unis avait montré son intérêt.

Les deux gouvernements ont enfin décidé de renouer leurs relations diplomatiques.

Ce qui ne veut pas dire que tout soit réglé. Le blocus économique, commercial et financier, qui est le problème principal et qui cause d'énormes dommages humains et économiques à notre pays, doit cesser.

Bien que les mesures concernant le blocus soient devenues une loi incombant au Congrès, le président des États-Unis peut en modifier l'application en recourant à ses facultés exécutives.

Nous proposons au gouvernement des États-Unis d'adopter des mesures mutuelles pour améliorer le climat bilatéral et normaliser progressivement les liens entre nos deux pays, conformément aux principes du droit international et de la Charte des Nations Unies.

Cuba réitère sa disposition à coopérer avec les institutions multilatérales, dont l'Organisation des Nations Unies.

Tout en reconnaissant les profondes différences qui nous séparent, fondamentalement en ce qui concerne la souveraineté nationale, la démocratie, les droits de l'homme et la politique extérieure, je réaffirme notre volonté de dialoguer sur ces points.

J'invite instamment le gouvernement étasunien à lever les obstacles qui interdisent ou restreignent les relations entre nos peuples, ainsi qu'entre les familles et les ressortissants de deux pays, notamment en ce qui concerne le voyages, la poste directe et les télécommunications.

Les progrès fait au cours de ces échanges démontrent qu'il est possible de trouver des solutions à de nombreux problèmes.

Nous le répétons : nous devons apprendre l'art de coexister d'une manière civilisée, en dépit de nos différences.

Je reviendrai ensuite sur ces points importants.

Je vous remercie¹¹⁶.

À peine trois jours après, clôturant la session ordinaire de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, Raúl Castro alertait de nouveau ses compatriotes :

[...]

Personne au monde ne peut contester l'action remarquable de Cuba, cette année-ci, dans l'arène internationale. Le défi que nous avons à relever en tant que Cubains est très grand : situer l'économie à la hauteur du prestige politique que notre petite île des Antilles a conquis grâce à la Révolution, à l'héroïsme et à la capacité de résistance de son peuple. L'économie restant l'examen qu'il nous faut encore réussir, nous avons le devoir de l'acheminer définitivement vers le développement durable et irréversible du socialisme cubain.

[...] les députés et le peuple tout entier ressentent une émotion et une joie énormes devant le retour dans notre patrie de Gerardo, de Ramón, d'Antonio, de Fernando et de René. La promesse de Fidel, voilà maintenant treize ans, s'est accomplie ! L'exemple de fermeté, de sacrifice et de dignité extraordinaire des Cinq enorgueillit la nation tout entière, qui a bataillé inlassablement pour leur libération et qui les accueille aujourd'hui en véritables héros.

Je tiens à réitérer ma profonde et sincère gratitude à tous les mouvements et comités de solidarité qui se sont battus pour arracher leur liberté et aux gouvernements, aux parlements, aux organisations, aux institutions et aux personnalités qui, en grand nombre, y ont grandement contribué.

[...]

Le monde entier a réagi positivement aux annonces faites mercredi dernier, appréciant leur importance pour les relations internationales, surtout pour les relations des États-Unis avec la région, ce qui a suscité des déclarations favorables de gouvernements, de présidents et de personnalités reconnues, ce dont nous les remercions sincèrement.

Elles ont été le fruit de conversations soutenues au plus haut niveau dans la plus grande discrétion et qui ont bénéficié de la contribution du pape François et des facilités offertes par le gouvernement canadien.

Ce résultat découle aussi des profonds changements intervenus en Amérique latine et dans les Caraïbes, dont les gouvernements et les peuples réclament à l'unisson que les États-Unis suivent une autre politique envers Cuba.

Nous nous félicitons de la décision du président Obama d'écrire un nouveau chapitre dans les relations entre nos deux nations et d'opérer dans la politique étasunienne les changements les plus marquants de ces cinquante dernières années.

Nous apprécions comme elle le mérite sa disposition d'engager au Congrès un débat sur la levée du blocus, ainsi que son souhait d'ouvrir un avenir meilleur pour nos deux peuples, pour le continent et pour le monde.

Nous sommes d'avis avec lui qu'une nouvelle étape peut démarrer entre les États-Unis et Cuba, à commencer par le rétablissement des relations diplomatiques qui devront

¹¹⁶ *Id.*, pp. 1-2.

reposer sur les conventions relatives aux relations diplomatiques et consulaires régissant la conduite des missions correspondantes et de leurs fonctionnaires.

Nous assisterons aux contacts de haut niveau entre les deux gouvernements dans un esprit constructif, de respect et de réciprocité, afin de progresser vers la normalisation des relations bilatérales.

Comme je l'ai dit le 17 décembre, un pas important a été fait, mais reste à régler l'essentiel : la levée du blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba, et qui s'est renforcé ces dernières années, surtout dans le domaine des transactions financières où les États-Unis ont infligé des amendes aussi énormes qu'illégitimes à des banques de différents pays.

Compte tenu des conditions qui ont été annoncées, notre peuple doit comprendre qu'il s'agit là d'une lutte longue et difficile, qui exigera que la communauté internationale se mobilise et que la société étasunienne continue de réclamer la levée du blocus.

Tous les sondages indiquent que la majorité des Étatsuniens et une majorité encore plus large de l'émigration cubaine sont favorables à la normalisation des relations bilatérales. L'opposition à cette politique grandit aussi au Congrès, qui a toutefois converti en loi les dispositions du blocus.

Nous espérons que le président Obama utilisera avec décision ses prérogatives exécutives pour modifier substantiellement les aspects du blocus qui n'exigent pas l'approbation du Congrès.

Pour notre part, nous étudierons la portée et les modalités d'application des mesures exécutives positives que le président Obama a annoncées.

L'instruction qu'il a donnée de réviser l'inscription injustifiable de Cuba sur la liste des États parrainant le terrorisme est encourageante. Les faits prouvent que Cuba a justement été victime de nombreux attentats terroristes, dont beaucoup des auteurs, comme on le sait, jouissent aujourd'hui de l'impunité et qui ont occasionné dans notre peuple des milliers de morts et de mutilés.

Les prétextes avancés à ces fins sont absolument infondés, comme le sait toute la planète. Ils ne servent à certains intérêts politiques que d'arguties pour justifier la recrudescence du blocus, notamment dans le secteur financier.

Cuba n'a jamais organisé, ou financé, ou exécuté un seul acte terroriste contre aucune personne, aucun intérêt ni aucun territoire des États-Unis, et elle ne le permettra pas. Chaque fois que nous avons eu des informations sur des plans terroristes contre ce pays, nous en avons informé son gouvernement auquel voilà des années que nous proposons d'établir un accord de coopération en la matière.

Nous avons toujours été disposés à un dialogue respectueux et réciproque, sur un pied d'égalité, afin de traiter les points les plus divers, sans la moindre atteinte à notre indépendance et à notre autodétermination, et sans renoncer, comme l'a toujours signalé Fidel, à un seul de nos principes.

Il ne sera possible de progresser, je le répète, que dans le respect mutuel, lequel implique l'observation des principes du droit international et de la Charte des Nations Unies, dont l'égalité souveraine des États, l'égalité en droit et l'autodétermination des peuples, le règlement des différends internationaux par des voies pacifiques, le non-recours à la force ou à la menace de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance de n'importe quel État, l'obligation de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la juridiction des États, ce qui implique que toute forme d'ingérence ou de menace visant les facteurs politiques, économiques et culturels d'un État constitue une violation du droit international.

La Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Région de paix, signée par les chefs d'État ou de gouvernement des pays membres de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) au Sommet tenu le 29 janvier dernier à La Havane, affirme que tout État a le droit inaliénable de choisir son système politique, économique, social et culturel sans aucune forme d'ingérence de la part d'un autre État, ce qui constitue un principe du droit international. Ce document a été signé ici, à La Havane, par tous les chefs d'État ou de gouvernement de ce sous-continent, exception faite, bien entendu, des États-Unis et du Canada qui n'y assistaient pas.

De profondes différences séparent les gouvernements étasunien et cubain, entre autres des conceptions distinctes sur l'exercice de la souveraineté nationale, sur la démocratie, sur les modèles politiques et sur les relations internationales.

Nous réitérons notre disposition à un dialogue respectueux et réciproque au sujet de nos divergences. Nous avons des convictions arrêtées et de nombreuses inquiétudes sur ce qu'il se passe aux États-Unis en matière de démocratie et de droits de l'homme, et si nous acceptons de discuter, à partir des fondements déjà énoncés, de n'importe quel point que les États-Unis voudraient aborder, eh bien nous le ferons, sur les réalités d'ici, mais aussi sur celles de là-bas.

Que l'on ne prétende pas que, pour améliorer ses relations avec les États-Unis, Cuba renonce aux idées pour lesquelles elle a lutté plus d'un siècle durant, pour lesquelles son peuple a versé beaucoup de sang et au nom desquelles elle a couru les plus grands périls !

Que l'on comprenne bien que Cuba est un État souverain, dont le peuple a voté librement par référendum une Constitution qui a décidé de son cap socialiste et de son système politique, économique et social !

De la même manière que nous n'avons jamais demandé aux États-Unis de changer leur système politique, de la même manière nous exigeons qu'ils respectent le nôtre !

En tant que gouvernements, nous devons adopter des mesures mutuelles à même de prévenir et d'éviter des faits qui pourraient entraver les progrès escomptés dans les relations bilatérales, dans le respect des lois et de l'ordre constitutionnel de chaque partie.

Nous n'ignorons pas que le président Obama, une fois ces mesures annoncées, a dû supporter des critiques virulentes de la part de forces qui s'opposent à la normalisation des relations avec Cuba, dont des législateurs d'origine cubaine et des meneurs de groupuscules contre-révolutionnaires qui refusent de perdre le train de vie que leur ont procuré des dizaines d'années d'affrontement entre nos pays. Ils feront tout leur possible pour saboter cette évolution, et jusqu'à des provocations de toute sorte. De notre côté, nous ferons preuve d'une conduite prudente, modérée, réflexive, mais résolue.

Cuba compte de nombreuses et diverses organisations de masse, syndicales et sociales, de paysans, de femmes, de lycéens et d'étudiants, d'écrivains et d'artistes, qui sont même représentées au Conseil d'État, ainsi que des organisations non gouvernementales dont beaucoup sont représentées à cette Assemblée de députés, et qui s'offenseraient qu'on puisse les confondre avec quelques centaines d'individus qui reçoivent de l'argent, des instructions et de l'oxygène de l'étranger.

Nous continuerons de défendre devant les organismes multilatéraux, telle l'Organisation des Nations Unies, la paix, le droit international et les causes justes, ainsi que de dénoncer les menaces à la survie de l'espèce humaine que constituent les changements climatiques et les arsenaux atomiques.

Nous continuerons de promouvoir la jouissance, par toutes les personnes, des droits de l'homme, dont les droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que le droit des peuples à la paix et à l'autodétermination.

La Révolution cubaine sait profondément gré aux peuples, aux partis et aux gouvernements qui lui ont témoigné une solidarité invariable et permanente, et elle continuera de fonder sa politique extérieure sur la fidélité indéfectible à ses principes.

Les relations spéciales que nous entretenons avec la République bolivarienne du Venezuela en sont tout un symbole. Nous continuerons de l'appuyer face aux tentatives de déstabilisation que souffre son gouvernement légitime, dirigé par le *compañero* président Nicolás Maduro Moros, et nous rejetons les prétentions d'imposer des sanctions à cette nation sœur.

Nous sommes disposés, comme je l'ai dit voilà quelques jours, à coopérer avec les États-Unis de manière multilatérale et bilatérale face aux dangers qui exigent des interventions humanitaires collectives et efficaces, qu'on ne devrait jamais politiser.

C'est le cas de la lutte contre l'épidémie à virus Ébola en Afrique de l'Ouest et de sa prévention dans les Amériques, comme l'a affirmé le Sommet extraordinaire de l'ALBA sur ce thème qui s'est tenu en octobre dernier à La Havane.

Je répète ce que j'ai dit aux récents Sommet de la CARICOM et de l'ALBA : je remercie le président panaméen, Juan Carlos Varela, de m'avoir invité à participer au Septième Sommet des Amériques, et je confirme que j'y assisterai pour exprimer les positions de Cuba, sincèrement et en y respectant tous les chefs d'État ou de gouvernement sans exception.

La participation de Cuba est le fruit du consensus solide et unanime de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui vivent une époque spéciale et qui se sont unies dans leur diversité au sein de la CELAC que Cuba s'est honorée de présider l'an dernier.

Nous n'oublions pas que l'ALBA, en le réclamant inlassablement avec le concours de tous les pays de la région, a réussi à faire éliminer les vieilles et honteuses sanctions imposées à Cuba en 1962 par l'Organisation des États américains, et ce au Honduras où, à peine un mois après, son président, le *compañero* Zelaya, était renversé par un coup d'État¹¹⁷.

Les victoires capitales remportées par Cuba constituent un prix mérité à la fermeté, à la capacité de résistance extraordinaire et au courage de son peuple. De grandes perspectives s'ouvrent sans aucun doute devant les révolutionnaires cubains qui sont toutefois bien conscients que chaque progrès leur demandera de lever de gros obstacles.

Durant plus de soixante ans d'amitié, ce n'est peut-être qu'à deux occasions que j'ai causé un problème à Raúl en m'accrochant à une idée, ce qui n'est pas une de mes caractéristiques.

La première fois, ce fut en 1953, à bord de l'*Andrea Gritti*, quand je lui demandai de couper des pellicules photos qu'il avait prises les négatifs qui avaient une importance spéciale à mes yeux. Et ce furent les seuls qui survécurent, car les sbires de Batista détruisirent les autres.

La seconde fois, ce fut plus récemment, quand j'insistai fréquemment pour qu'il m'autorise à écrire ce livre et m'aide à collecter les informations requises.

Il me semble avoir eu raison dans les deux cas, mais seuls les lecteurs en jugeront.

Pour ma part, j'ai une satisfaction intime : qu'est-ce que j'ai vu juste, en ce jour de mai 1953, en pleine Méditerranée, en me liant d'amitié avec Raúl Castro !

¹¹⁷ *Granma*, 22 décembre 2014, pp. 4-5.

Les dates les plus importantes dans la vie de Raúl Castro

3 juin 1931

Naît à Birán, province d'Holguín actuelle.

1945

Termine le premier cycle du second degré à Santiago de Cuba et entre au lycée jésuite de Belén à La Havane

1946

À une plainte de la direction du lycée, son père le ramène à Birán où il doit faire différents travaux et resserre ses liens avec les travailleurs.

1950

Entreprenant des études d'administration à la faculté de droit de l'Université de La Havane. Rejoint la lutte révolutionnaire.

10 mars 1952

Rejoint aussitôt le combat des étudiants contre le coup d'État de Fulgencio Batista.

Janvier 1953

Participe à un défi des étudiants au dictateur : l'inauguration d'un buste de Julio Antonio Mella, dirigeant communiste assassiné en 1929 à Mexico par des agents de la police cubaine.

Prend part au Congrès national martinien de défense des droits des jeunes Cubains.

Participe à la Marche aux flambeaux organisé par la Fédération étudiante à La Havane en l'honneur de José Martí, accompagné de trois cents jeunes qui, conduits par Fidel Castro, scandent : « Révolution ! »

Février-mai 1953

24 février : Part pour Vienne à la tête de la délégation cubaine à la Conférence internationale sur les droits de la jeunesse. Prend contact avec des révolutionnaires du monde entier, dont des Soviétiques. La Conférence finie, visite la Roumanie où il participe à la réunion du Comité international préparatoire du Quatrième Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, puis fait un bref séjour en Tchécoslovaquie.

Mai-juin 1953

5 mai : Rentre à Cuba sur l'*Andrea Gritti*. Durant la traversée, fait la connaissance de l'auteur.

6 juin : Arrive à Cuba où il est arrêté sous l'accusation d'introduction de propagande communiste. En prison, il intègre la Jeunesse du Parti socialiste populaire (PSP, communiste). Libéré au bout de quelques jours après sur démarches de Fidel Castro et après dénonciation du journal du PSP.

26 juillet 1953

Participe à l'attaque de la caserne Moncada (Santiago de Cuba) dirigée par Fidel Castro. Arrêté deux jours après.

2 octobre 1953

Condamné à treize ans de prison et envoyé au pénitencier de l'île des Pins.

15 mai 1955

Amnistié en tant que prisonnier politique.

24 juin 1955

La dictature le harcelant et le poursuivant, part en exil au Mexique sur instructions de Fidel.

25 novembre 1956

Embarque pour Cuba sur le yacht *Granma*.

1^{er} décembre 1956

Nommé capitaine et chef d'un des trois pelotons des expéditionnaires.

2 décembre 1956

L'expédition débarque à Cuba.

5 décembre 1956

Les expéditionnaires sont surpris et dispersés par l'armée à Alegría de Pío. À la tête d'un petit groupe de cinq autres combattants, parvient à briser l'encerclement et se dirige vers la Sierra Maestra.

18 décembre 1956

Retrouve Fidel à Cinco Palmas, dans la Sierra Maestra occidentale.

Janvier 1957- février 1958

Participe à presque tous les combats livrés par l'Armée rebelle, dont la prise de la caserne de La Plata, dont c'est la première victoire, et à l'attaque de la caserne d'Uvero grâce à laquelle, selon Che Guevara, elle atteint sa majorité.

27 février 1958

Nommé commandant, reçoit la mission de former un nouveau front de guérilla.

11 mars 1958

Au terme d'une marche difficile, fonde le II^e Front oriental Frank País, au nord-est de la province d'Oriente.

1^{er} janvier 1959

Chute de la dictature de Fulgencio Batista. Sur ordre de Fidel, entre dans la caserne Moncada, la deuxième du pays en importance, suivi d'un seul garde du corps. Fidel, qui part ce même jour pour La Havane, le nomme à la tête de la province d'Oriente.

21 janvier 1959

Courant le risque d'être assassiné, Fidel propose à un meeting que, le cas échéant, Raúl le remplace à la tête de la Révolution, proposition adaptée par une ovation.

26 janvier 1959

Épouse Vilma Espín Guillois, qu'il a connue durant la guerre, quatre enfants naissant de cette union, et auprès de qui il restera jusqu'à sa mort en 2007.

3 février 1959

Le Conseil des ministres le nomme vice-chef des forces armées.

16 octobre 1959

Nommé ministre des Forces armées révolutionnaires ; le restera pendant quarante-neuf ans.

Juillet 1960

Invité par le secrétaire général du Parti communiste, fait son premier voyage en Union soviétique où il signe d'importants accords concernant la livraison gratuite d'armes à Cuba.

Visitera ensuite l'URSS à vingt-deux reprises, et la Russie à deux occasions (2009 et 2012).

Avril 1961

Devant l'imminence d'une invasion militaire à Cuba par des mercenaires au service des États-Unis, est envoyé par Fidel dans la province d'Oriente, une décision reprise dans les années suivantes en cas de danger.

Octobre 1962

En tant que ministre des FAR, participe activement à l'installation des fusées nucléaires soviétiques à Cuba.

Janvier 1967-juillet 1968

Cède provisoirement ses fonctions de ministre pour suivre le deuxième cours militaire supérieur donné à Cuba par des spécialistes soviétiques.

3 décembre

Les FAR ayant adopté un nouveau système de grades militaires, il est nommé commandant de division.

Décembre 1975

Le Premier Congrès du Parti communiste de Cuba le ratifie comme deuxième secrétaire, un poste qu'il occupait dès sa fondation en 1965.

25 novembre 1976

Un nouveau système de grades militaires ayant été adopté pour le vingtième anniversaire du débarquement du *Granma*, il est nommé général d'armée.

3 décembre 1976

L'Assemblée nationale du pouvoir populaire, une fois constituée, le nomme premier vice-président du Conseil d'État et du Conseil des ministres.

29 décembre 1982

Apprend à Moscou de la bouche du secrétaire général du PCUS que l'URSS n'accourra pas à l'aide de Cuba en cas d'agression militaire des USA. Joue dès lors un rôle décisif dans la mise en œuvre de la conception de la guerre du peuple tout entier.

27 février 1998

Reçoit, ainsi que le *Comandante de la Revolución* Juan Almeida Bosque, le titre honorifique de Héros de la République de Cuba et l'ordre Máximo Gómez du premier degré.

Juillet 2006

Prend la tête du pays quand Fidel Castro tombe gravement malade.

24 février 2008

Élu président des Conseils d'État et des ministres par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire.

16 avril 2011

Le Sixième Congrès du Parti communiste de Cuba l'élit premier secrétaire.

28 janvier 2013

Assume la présidence annuelle de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) après son premier Sommet tenu à Santiago-du-Chili.

24 février 2013

L'Assemblée nationale du pouvoir populaire le réélit président des Conseils d'État et des ministres.

4e de couverture

Nikolaï Sergueïevitch Leonov (Almazovo, Russie, 1928), lieutenant général à la retraite. Docteur en sciences historiques et professeur titulaire de la chaire de travail diplomatique de l'Institut public des relations internationales de Moscou. Chef de la direction d'analyse du Comité pour la sûreté de l'État de l'URSS à sa demande de mise à la retraite quand l'URSS disparaît en 1991.

Député de la Douma de Russie pour le bloc « Patrie » en 2003-2007.

A écrit de nombreux articles pour des publications périodiques et huit livres, dont une biographie politique de Fidel Castro. A reçu plusieurs médailles et décorations, dont l'ordre Ernesto Che Guevara de premier degré remis par le Conseil d'État de Cuba.

Envoyé en mai 1953 faire des études à la faculté de philologie et philosophie de l'Université nationale autonome de Mexico, l'auteur fait à la connaissance, à bord du bateau qui l'y conduit, de l'étudiant Raúl Castro Ruz. Rêves et desseins communs scellent dès lors une amitié qui dure jusqu'à nos jours, tout comme persiste l'admiration de l'auteur pour la Révolution cubaine.

L'auteur analyse celle-ci et le rôle qu'y a joué Raúl Castro, dont, contrairement à beaucoup d'autres ouvrages, il s'efforce d'aborder objectivement la vie et la personnalité.